

# INNOCENT III

ET

## LE PEUPLE ROMAIN

---

### I.

Dans la pensée d'Innocent III, le Sacerdoce ne devait pas être séparé de l'Empire<sup>1</sup>. Mais pour avoir l'Empire, au moyen âge, il fallait posséder Rome, la capitale religieuse et politique du monde chrétien. La *commune romaine* fut le premier obstacle qu'il rencontra<sup>2</sup>.

1. Voy. notre article : *L'Avènement d'Innocent III*, dans les *Séances et Comptes-rendus des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques* (fascicule de décembre 1902).

2. Les rapports d'Innocent III avec le peuple de Rome ont été étudiés, dans le détail, par Hurter et par Gregorovius, plus sommairement par Winkelmann dans son livre sur Philippe de Souabe (p. 97, 352 et suiv.). Le récit touffu de Hurter n'est qu'une paraphrase des *Gesta Innocentii*, et, comme toujours, les confusions et les inexactitudes y sont par trop nombreuses. Celui de Gregorovius, mieux documenté et plus instructif, à cause de la connaissance approfondie que l'auteur avait de l'histoire de Rome et de sa topographie, pêche encore par une confiance trop absolue dans les données des *Gesta*. Winkelmann met en doute, çà et là, certaines assertions du biographe d'Innocent III, mais ne traite le sujet que dans ses grandes lignes. Les articles sur l'histoire du Sénat romain, qui ont paru dans les *Analecta juris pontificii*, t. XII, touchent à la question, mais sans l'approfondir, et, naturellement, avec un parti pris en faveur de la puissance ecclésiastique. Les quelques pages que E. Rodocanachi consacre à Innocent III, dans ses *Institutions communales de Rome sous la papauté* (1901, p. 46-47), sont peu instructives, le livre n'étant vraiment utile que pour la période du XIV<sup>e</sup> siècle et les époques suivantes. En somme, les faits ne sont connus que par une source, les *Gesta Innocentii* (ch. 8 et 133-143). Le récit de l'auteur anonyme est, il est vrai, très détaillé, mais, pour le contrôler, les documents font défaut, et c'est à peine si, sur deux ou trois points, quelques lettres d'Innocent III, quelques passages de chroniques étrangères permettent la comparaison. Il ressort néanmoins, de cette comparaison,

Qu'on se représente toutes les ruines antiques accommodées en citadelles, les églises et les monastères ceints de murs et crénelés, les maisons des nobles et des hauts bourgeois flanquées de ces tours carrées en briques qui symbolisaient alors la force<sup>1</sup> : tel était l'aspect de la Rome d'Innocent III. Hérissée de plus de deux cents donjons (à peine en reste-t-il aujourd'hui trois ou quatre), elle devait ressembler en grand à cette merveille de la Toscane, San-Gimignano aux treize tours<sup>2</sup>. Au dedans, une multitude turbulente : le bas peuple, qui vivait d'aumônes ; des marchands et des banquiers, exploiters du pèlerin ; des nobles d'humeur sauvage, ayant maison forte dans la ville et château dans les montagnes voisines. Ces Romains n'avaient pas beaucoup changé depuis la fameuse invective de saint Bernard : « Race inquiète, factieuse, intraitable, respectueuse de l'autorité quand elle sait ne pouvoir la mettre à bas ! Elle est impie envers Dieu, irrévérencieuse des choses saintes, sans cesse en proie aux séditions, jalouse de ses voisines, féroce pour l'étranger. Toujours de grands mots à la bouche ; mais comme ses actes sont petits ! »

Depuis le début de l'âge féodal, le *modus vivendi* des papes, avec leurs sujets de Rome, était le conflit. Au x<sup>e</sup> et au xi<sup>e</sup> siècle, alors

que l'exposé du biographe est tendancieux et qu'Innocent eut beaucoup plus de peine à maîtriser les Romains qu'on ne voudrait nous le faire croire.

1. Dans un article récent (*Archivio storico italiano*, série V, t. XXVII, disp. 2, 1901), Cl. Lupi, étudiant la maison pisane et ses annexes au moyen âge, s'efforce de prouver l'identité des expressions *domus* et *turris* et pense que, si les maisons ont souvent pris la forme de tours, c'est que la surface du sol, étant devenue trop petite pour le nombre croissant des habitants, il fallut regagner en hauteur la place nécessaire. Cette nécessité, toute matérielle, a pu entrer en ligne de compte, mais il ne faut rien exagérer. Le récit même qui va suivre montre qu'à Rome les nobles voyaient surtout, dans la tour, un moyen d'attaque et de défense.

2. Dans les anciens plans de Rome des xv<sup>e</sup>, xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles et, notamment, dans celui d'Antoine van den Wyngarde (un voyageur du xvi<sup>e</sup> siècle), publié, par Lanciani et par Ashby, dans le *Bulletin de la Commission communale archéologique de Rome* (années 1895 et 1900) et dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'École française de Rome* (1901, fasc. août-décembre), on voit beaucoup de tours qui n'existent plus ou qui ont été depuis rasées au tiers ou au quart de leur hauteur. Cf. Jordan, *Topographie der Stadt Rom im Alterthum*, 1878 ; de Rossi, *Piante iconografiche prospettiche di Roma*, 1879 ; Gregorovius, *Storia della città di Roma nel medio evo*, édition de 1900 (t. II, p. 631) ; M. Besnier, *les Cartes vaticanes. Une vue de Rome en 1631*, dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'École française de Rome*, 1900 (fasc. août-décembre).



que bourgeois et artisans ne comptaient pas encore, la noblesse s'entendit plus d'une fois avec les ennemis de la papauté pour jeter les papes hors de la ville. Au XII<sup>e</sup>, le mouvement communal atteignit Rome comme toutes les cités d'Italie, et c'est par une insurrection formidable que la bourgeoisie entre en scène. Liguée avec les nobles contre le pape Innocent II, elle installe au Capitole, en 1143, une municipalité indépendante, le « Sénat<sup>1</sup>. » La situation des papes n'était plus tenable. Entre leurs partisans et ceux du Sénat ou de la commune, la bataille fit rage dans les rues de Rome et hors des murs. Lucius II veut en finir par un coup de force : il tente l'assaut du Capitole, mais ses troupes sont repoussées<sup>2</sup>. Sous Eugène III, les Romains saccagent et détruisent les maisons des clercs et des cardinaux ; ils assiègent Saint-Pierre, le Latran et massacrent les pèlerins. Adrien IV, plus énergique, réussit mieux à comprimer l'esprit municipal que surexcitaient pourtant les prédications d'Arnaud de Brescia. Il put même chasser le dangereux tribun. Mais pour le malheur d'Alexandre III, la question romaine se compliqua de la lutte acharnée avec l'Empire. La populace du Tibre, passant en un clin d'œil de la soumission à la révolte, se faisait un jeu d'expulser ce pape après lui avoir fait fête. Quand on rapporta son cadavre de l'exil, elle alla au-devant du cortège jeter de la boue et des pierres sur la litière funèbre. Tout obéissait au pontife de Rome, excepté Rome. Lucius III, pape pendant quatre ans, y séjourna quatre mois. Urbain III et Grégoire VIII n'y entrèrent jamais<sup>3</sup>.

Cet état révolutionnaire lassa enfin les deux partis. Un régime d'apaisement, fruit de concessions mutuelles, s'établit sous Clément III. Par l'acte de 1188, charte fondamentale de la commune romaine, le peuple reconnaissait la souveraineté du pape sur le Sénat et sur la ville. Il lui cédait le droit régalien par

1. Sur la réédification du palais sénatorial au Capitole, voy. Camillo Re, *Il Campidoglio e le sue adiacenze nel secolo XIV*, dans le *Bulletin de la Commission communale archéologique de Rome*, 1882 (p. 94-129, pl. XIV et XV). Cf. *Ibid.*, l'article de Gerardi (1899, p. 81-100, pl. V-XII).

2. On admettait jusqu'ici que le pape Lucius II avait péri lapidé dans cet assaut donné au Capitole (voy. encore Gregorovius, II, 506). Mais Tomassetti fait remarquer (*la Pace di Roma*, dans *Rivista internazionale di scienze sociali*, 1896, fasc. 44, p. 547) que cette fable se trouve uniquement rapportée par Geoffroi de Viterbe, et que les autres chroniqueurs contemporains, comme Otton de Freysingen et Boson, n'en parlent pas.

3. Voy., sur tous ces conflits, Gregorovius, II, 534-587.

excellence : la monnaie publique. Chaque année, les sénateurs devaient lui jurer l'hommage et la fidélité et s'engager à garantir la sécurité de sa personne, de ses cardinaux, de ses évêques, de sa cour, de tous les étrangers venus pour le voir. Ils promettaient d'accourir, à son premier appel, pour défendre le patrimoine de l'Église. Les capitaines de la milice eurent l'ordre de lui prêter serment<sup>1</sup>.

Était-ce le triomphe définitif du clerc sur le laïque, du principe d'autorité sur l'esprit de rébellion? Sans doute, les Romains renonçaient à l'indépendance absolue, leur rêve d'autrefois. Mais s'ils acceptaient la souveraineté du pape, le pape, à son tour, reconnaissait enfin l'existence légale de la commune, de son gouvernement et de ses assemblées. Lui aussi subissait les exigences de l'adversaire. Il consentait à laisser au Sénat le tiers des produits de la monnaie, à gratifier des distributions d'argent habituelles les fonctionnaires municipaux, à prendre en partie à sa charge la réparation de la muraille romaine. S'il pouvait utiliser la milice, c'était à la condition de la solder. Il s'engageait même à prêter main-forte aux Romains pour l'extermination de leurs ennemis particuliers, les gens de Tusculum. Bref, le successeur de saint Pierre, obligé de traiter avec la puissance nouvelle qui se dressait en face de lui et contre lui, au centre de sa domination, ne savait trop s'il était vainqueur ou vaincu.

La forme même de l'acte de 1188 révèle les prétentions d'une bourgeoisie pleine d'orgueil, qui s'imaginait continuer l'ancienne république. Il est rédigé au nom du « *Senatus populusque romanus* » et daté, non pas du pontificat de Clément III, mais « de la quarante-quatrième année de l'institution du Sénat au Capitole, » évocation directe de l'émeute d'où était sortie la commune.

1. L'acte de 1188 a été, dans ces derniers temps, l'objet de travaux approfondis, parmi lesquels il faut citer, en première ligne, celui de G. Tomassetti, *la Pace di Roma, anno 1188*, dans les fasc. 43 et 44 de la *Rivista internazionale di scienze sociali*, 1896. La conclusion de l'auteur est que « cette charte fut le meilleur *modus vivendi* de la démocratie communale avec la papauté, le programme qui rendait le pape libre dans Rome libre » (p. 548-549). Il ajoute que, dans les temps postérieurs à Innocent, chaque fois que les circonstances extérieures amenèrent la violation de ce traité de paix, on fut obligé d'y revenir. — Voy. aussi, sur des points particuliers, Malatesta, *Statuti delle gabelle di Roma*, Introd., p. 20, dans la *Bibl. dell' Accad. Storico-giuridica*, t. V (1886); Capobianchi, *Appunti per servire all' ordinamento delle monete coniate dal Senato Romano dal 1184 a 1439*, dans *Archivio della Società Romana*, t. XVIII (1895).

Ce n'est pas la papauté qui parle dans ce décret, mais le « très magnifique ordre sénatorial, » et il dicte ses conditions en termes presque impératifs<sup>1</sup>. Les formules de la fin montrent bien qu'il s'agit d'un contrat synallagmatique, discuté et accepté par deux autorités à peu près égales : « Vous, pape, évêques et cardinaux de l'Église romaine, en votre nom et au nom de vos successeurs, vous promettez au Sénat et au peuple romain d'observer perpétuellement ces conventions. Et nous, Sénat et peuple romain tout entier, en notre nom et au nom de nos successeurs, nous vous faisons la même promesse. »

Une ère de tranquillité relative suivit ce concordat. Le Sénat, installé au Capitole, comprenait cinquante-six membres, administrateurs et conseillers<sup>2</sup>. Chacun des quatorze quartiers de la ville élisait quatre représentants<sup>3</sup>. Mais à cette organisation, le peuple apportait, de temps à autre, un changement radical. Mécontent ou las du sénatoriat multiple, il concentrait parfois l'autorité entre les mains d'un seul sénateur<sup>4</sup>. De 1191 à 1193, un certain Benoît Carushomo, ou Carosomo, assumait ainsi tous les pouvoirs<sup>5</sup>. « Cet homme, très expérimenté dans les choses du siècle, voyant que Rome était en proie aux brigandages, aux meurtres, à toutes sortes d'iniquités et de violences, réussit à obtenir du peuple le commandement de la ville entière. Il réprima

1. « *Vos dabitis senatoribus... beneficia et presbyteria.* » Voy. le texte de l'acte dans Muratori, *Antiquit. ital.*, III, 785, ou dans Theiner, *Codex diplom. domini temporalis S. Sedis*, I, n° 32.

2. Muratori, *Ibid.*, II, 564; III, 788; IV, 38. Cf. Rodocanachi, *les Institutions communales de Rome*, 143-145.

3. Il y avait douze quartiers sur la rive gauche du Tibre et deux sur la rive droite, celui des *Trasteverini* et celui des *Insulani* ou des habitants de l'*isola Tiberina*. La cité Léonine, où se trouvaient Saint-Pierre et le Vatican, n'était pas considérée alors comme faisant partie de Rome. Voy. Camillo Re, *Statuti della città di Roma* (1880), p. LXX, et *le Regioni di Roma nel medio evo*, dans *Studi e documenti di storia e diritto*, n. X (1889).

4. Le chroniqueur anglais, Roger de Howden (éd. Stubbs, III, 270), écrit sous l'année 1194, c'est-à-dire sous Célestin III : « Cette même année, les citoyens romains élurent cinquante-six sénateurs et leur confièrent le pouvoir dans la ville. Ils n'avaient eu auparavant qu'un seul sénateur appelé Carushomo, qui régna sur eux pendant deux ans, et ensuite ils eurent un autre sénateur appelé Johannes Capuche (Giovanni Capocci), lequel régna aussi deux ans. Rome était mieux gouvernée de leur temps que présentement avec ses cinquante-six sénateurs. »

5. Chronique de Robert, chanoine de Saint-Marien d'Auxerre, dans Pertz, *Mon. Germ. Script.*, XXVI, 255.

d'abord énergiquement les malfaiteurs, les révoltés, et, en peu de temps, parvint à rétablir la sécurité à Rome et au dehors. » Dans la Maremme et la Sabine, il remplaça les fonctionnaires du pape par des officiers de la ville, sans le moindre souci des droits de l'Eglise<sup>1</sup>. Ce dictateur n'avait pas demandé au Latran l'investiture<sup>2</sup>; son pouvoir, établi contre la papauté<sup>3</sup>, dura malgré elle. Mais les Romains se fatiguèrent vite du chef qu'ils s'étaient donné. Trouvant qu'il jouait trop au souverain<sup>4</sup>, ils l'assiégèrent dans le Capitole et le jetèrent en prison.

Ainsi, quelques années avant l'avènement d'Innocent III, la volonté populaire avait encore assez de force pour violer le pacte juré. Entre la papauté et la ville, les rapports étaient toujours tendus<sup>5</sup>. Le successeur de Célestin III devait donc commencer par remettre la légalité en vigueur et rendre à l'Eglise ses avantages. Quelle attitude allait-il prendre devant les deux puissances urbaines, le Sénat, organe de la commune, et le préfet de la ville, représentant de l'Empereur? On ne tarda pas à le savoir.

Dans la procession triomphale du 22 février 1198, le chef de la municipalité, le sénateur, avait escorté le nouveau pape<sup>6</sup>.

1. *Gesta*, 8.

2. C'est ce qu'indique avec précision l'auteur des *Gesta* (ch. 8) : « Se ipsum faciens senatorem. »

3. Dans une lettre d'Innocent III, de 1199, adressée à Étienne, abbé de Saint-Silvestre (Migne, 214, col. 797), ce pape annule une décision judiciaire rendue jadis par Carosomo, et dit, en propres termes, que celui-ci « s'étant revêtu illégalement lui-même de la dignité sénatoriale, contre le droit du siège apostolique, à qui appartient l'investiture des sénateurs, les statuts promulgués par lui ne pouvaient avoir aucune valeur. » Bien que la dictature de Carosomo ait été nettement antipapale, cette même lettre d'Innocent III nous apprend que le pape Célestin III fut obligé de la reconnaître et de l'accepter : « Quamvis enim dictus Benedictus circa primordia gratiam sedis apostolicae non habuerit, quia tamen ab ea fuit, tempore procedente, receptus. » Cf. sur cette lettre, si importante pour l'histoire de la municipalité romaine, dans les années qui précèdent l'avènement d'Innocent III, Levi, *Ricerche intorno agli statuti di Roma*, dans *Archivio delle Soc. Romana*, VII, 1884.

4. Chron. de Saint-Marien d'Auxerre citée plus haut : « Se magnificentius agebat. »

5. La situation de la papauté était détestable, si l'on en croit l'auteur des *Gesta* (8), au moment de l'arrivée au pouvoir d'Innocent III : « Et quoniam status Romanae ecclesiae pessimus erat. » Mais le biographe anonyme exagère toujours le mauvais état de choses sous Célestin III pour faire mieux ressortir l'énergie et les succès de l'homme qui le remplaça.

6. Voy. notre article *L'Avènement d'Innocent III* dans *Séances et Comptes-*

Immédiatement après la cérémonie, Innocent l'obligea à donner sa démission. Il n'osa pas créer lui-même un autre magistrat, mais il désigna un « intermédiaire, » sorte de grand électeur chargé de pourvoir au poste vacant<sup>1</sup>. Tous les officiers établis à Rome et hors de Rome par l'ancien Sénat furent révoqués et remplacés par des fonctionnaires pontificaux<sup>2</sup>.

Le 23 février, Pierre de Vico, le préfet de Rome, qui jusqu'ici avait tenu son office en fief de l'Empire<sup>3</sup>, vint au Latran, et, en plein consistoire, prêta le serment de fidélité. Innocent III l'investit de la préfecture, non par l'épée, comme faisait l'empereur, mais par le manteau. Le préfet lui fit hommage lige pour tous les biens attachés à sa dignité, et le pape l'accepta en lui donnant une coupe d'argent<sup>4</sup>. Le serment imposé à Pierre de Vico est d'une précision minutieuse. Rien n'y manque de ce qui pouvait garantir à Innocent l'entière dépendance de ce seigneur d'Empire devenu l'agent de la papauté<sup>5</sup>. Le même jour, deux barons romains, Odon de Palombara<sup>6</sup> et Odon de Monticelli<sup>7</sup>, se

*rendus des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques* (déc. 1902).

1. *Gesta*, 8.

2. *Ibid.* : « Missisque nuntiis per totum Ecclesiae patrimonium fecit sibi fidelitatem ab omnibus exhiberi, et exclusis justitiariis senatoris, qui ei fidelitatem juraverat, suos justitiarios ordinavit, electoque per medianum suum alio senatore, tam infra Urbem quam extra, patrimonium recuperavit nuper amissum. »

3. Sur la préfecture de Rome et la famille de Vico, qui était investie de cette charge, voy. Tomassetti, *Un momento storico della prefettura di Roma*, dans la *Rivista internazionale di scienze sociali*, XIV, 1897; Cristofori, *Memorie storiche dei signori di Vico prefetti di Roma*, dans les *Miscellanea storica romana*, 1887-1889; mais surtout Calisse, *I prefetti di Vico*, dans l'*Archivio della soc. romana di storia patria*, X, 1887, p. 1-137. Le fief des Vico comprenait Civita-Vecchia, Vetralla, Carbognano, Caprarola, Rispanpani, etc. Leur château patrimonial, Vico, se trouvait sur la pente est du mont Fogliano, dans le massif Ciminien. Pierre de Vico avait été l'ennemi de la papauté et l'un des principaux partisans d'Henri VI dans la Campagne romaine. La mort de l'empereur et le recul de la puissance impériale en Italie l'amènèrent à faire volte-face et à se soumettre au nouveau pape. Mais, en 1209, il devait l'abandonner et redevenir impérialiste, dans l'espoir d'obtenir d'Otton IV l'autorité sur le Patrimoine toscan (Calisse, 19).

4. Migne, 214, col. 18.

5. *Ibid.*, col. 529.

6. *Ibid.*, col. 18. Sur les seigneurs de Palombara, voy. Gregorovius, II, 601, note 21.

7. Migne, 214, col. 18. Sur le fief de Monticelli, voy. Gregorovius, II, 573, et Cerasoli, *Ricerche storiche intorno al comune di Montecelio già Monticelli presso Tivoli*, 1890.

reconnurent aussi les hommes liges du pape et prêtèrent, avec les mêmes formalités, le même serment.

Cette triple soumission du Sénat, du préfet et des nobles semblait annoncer que Rome avait trouvé son maître. Un pareil début fit impression. Mais pour retenir à soi ce peuple toujours prêt à s'échapper et à se cabrer, il fallait des prodiges d'habileté et de patience. L'accord du pape et des Romains était précaire et dura peu.

## II.

Le lendemain même de l'élection, ils avaient réclamé violemment le *donativum*, somme d'argent distribuée à tous les habitants de la ville. Innocent refusa de se plier à cette exigence avant d'avoir été consacré. Le sacre fini, la foule, avec des cris et des menaces, revint à la charge. Voyant que le pape tardait à s'exécuter, elle pilla les propriétés de l'Église, ce qui fit excommunier quelques meneurs. Innocent, avant de céder, voulut savoir si les ressources de son trésor permettaient une aussi forte dépense. Il fit faire en secret, par paroisses, un recensement de tous les habitants de Rome. Chaque paroissien, admis à la répartition pécuniaire, ne reçut son argent qu'à la condition de prêter un serment de fidélité. Malgré les précautions prises, il y eut des fraudes. D'habiles citoyens trouvèrent sans doute le moyen de toucher deux fois ou plus que leur dû<sup>1</sup>.

Ce premier contact avec le peuple faisait mal augurer de l'avenir. Le biographe d'Innocent III s'afflige d'avoir à retracer la série des tribulations réservées à son héros. « Mais il était nécessaire que sa vertu, comme un or pur, fût éprouvée à la pierre de touche de la persécution. Dieu a permis, pour exercer sa patience, qu'il restât, parmi ses concitoyens, comme une statue exposée aux injures et aux flèches des passants<sup>2</sup>. »

1. *Gesta*, 8. Roger de Howden, éd. Stubbs, IV, 45. L'auteur des *Gesta* ne parle que de « demandes pressantes, » *vehementer instare*, et de « réclamations turbulentes, » *cum turbulentius conclamarent*. Mais l'historien anglais, particulièrement instruit de ce qui se passait à Rome (voy. notre article *L'Avènement d'Innocent III*, dans *Séances et Comptes-rendus des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, déc. 1902), dit nettement : « Romani... irruerunt in bona ipsius et diripuerunt ea, et ipse excommunicavit eos. » On peut concilier les deux textes, en supposant qu'Innocent III résista d'abord énergiquement, puis, devant le progrès de l'émeute, céda pour avoir la paix.

2. *Gesta*, 133 : « Quia vero virtutis aurum in persecutionis fornace probatur,



Tout le mal vint de deux personnages, « deux pêcheurs en eau trouble<sup>1</sup>, » Jean Pierleone<sup>2</sup> et Jean Capocci, issus de deux grandes familles de Rome. L'un et l'autre avaient été sénateurs après la dictature de Carosomo. Capocci, surtout, était redoutable<sup>3</sup>. Ses parents habitaient le quartier de la Suburre, sur les pentes de l'Esquilin, où leur donjon, voisin de Sainte-Marie-Majeure, est encore debout. Par deux fois, les gens de Pérouse demandèrent ce beau parleur, très aimé du peuple, pour en faire leur podestat. Avec Pierleone, il dirigeait le parti de l'indépendance. Tous deux essayèrent de faire comprendre à la commune que le pape la dépouillait de ses droits et de ses propriétés « comme un faucon plume un petit oiseau<sup>4</sup>. » Innocent n'avait-il pas remis sous la main de l'Eglise romaine la Maremme et la Sabine? Ne venait-il pas de confisquer le Sénat? Car, enfin, s'il n'avait pas nommé lui-même le sénateur, il avait fait élire une de ses créatures qui accordait tout aux partisans de l'Eglise et rien aux autres.

Bien que les faits ne fussent pas niables, les amis de la papauté présentèrent ces accusations comme des calomnies de démagogues. A les en croire, les chefs du parti populaire ne demandaient qu'à se vendre<sup>5</sup>. Le pape ayant refusé de les acheter, ils formèrent une vaste conspiration où entrèrent la plupart des Romains. Quand survint la guerre de Viterbe (1199-1200), la situation d'Innocent III, déjà mauvaise, s'aggrava.

volens Deus praefati praesulis patientiam inter adversa probari, eum quasi signum exposuit ad sagittas, permittens ipsum a suis civibus multis tentationibus exerceri. »

1. *Ibid.* : « Intelligentes quod non poterant in aqua clara piscari, ceperunt aquam turbare. »

2. *Ibid.* : « Inter quos principales et praecipui existiterunt Joannes Petri Leonis Raynerii, et Joannes Capotius. » Les Pierleoni avaient leur demeure principale dans le théâtre de Marcellus transformé par eux en forteresse (voy. Gregorovius, II, 394).

3. Sur les Capocci et leur tour, voy. Gregorovius, II, 597.

4. *Gesta*, 133 : « Dominus papa spoliaverat Urbem omnibus tenementis, sicut auceps deplumat avem omnibus pennis. »

5. *Ibid.* : « Quamvis autem multifarie multisque modis populum subvertere niterentur, et saepe scandala suscitarant, non tamen eum adhuc plene seducere potuerunt, ad hoc praecipue intendentes ut, sicut soliti fuerant, a summo pontifice pecuniam extorquerent. » Un moyen bien souvent employé pour déshonorer les chefs d'un parti populaire ou d'une opposition quelconque, c'est d'affirmer que ces prétendus amis du peuple font tout simplement du chantage. Nous n'acceptons qu'avec réserve ces insinuations de l'auteur des *Gesta*, organe du parti pontifical.

On pense bien que Rome, terrain favorable aux passions farouches, n'était pas à l'abri des haines qui poussaient les villes d'Italie à s'entredétruire. Le siècle dont la fin approchait avait vu la grande commune constamment aux prises avec les cités voisines. En 1143, elle avait assiégé et conquis Tivoli. En 1168, elle avait brûlé Albe. En 1191, avec l'aide du pape, elle se vengea si furieusement de Tusculum que cette ville disparut de l'histoire. Sur le sommet qu'elle occupait, au-dessus de Frascati, on ne trouve plus que des ruines antiques; pas le moindre vestige d'un monument civil ou d'une église du moyen âge. Les Romains avaient tué la plus grande partie des Tusculans; ceux qui survivaient eurent les membres coupés ou les yeux crevés<sup>1</sup>. C'était maintenant le tour de Viterbe. Mais le principe d'ordre et de paix que personnifiait la papauté répugnait à ces tragédies. Il s'agissait de savoir comment le nouveau pape se ferait agréer de la populace tout en réprimant ses instincts de conquête et de destruction.

Viterbe comptait alors plus de 60,000 habitants. En voyant cette étrange cité, sa vieille enceinte, ses tours datant en partie des Lombards, son donjon municipal et la masse de sa cathédrale et de son évêché au sommet d'une sorte d'île que découpe un ravin profond, on croit revivre au moyen âge. L'illusion se complète quand on gravit les rues pittoresques du quartier de San-Pellegrino, bordées de maisons à arcades du XII<sup>e</sup> et du XIII<sup>e</sup> siècle, où le passé tout entier subsiste avec sa couleur. La Viterbe d'Innocent III était aussi une ville du pape; mais son dévouement au Saint-Siège ne datait pas de loin. Lorsque Fré-

1. Sur la question de la destruction de Tusculum, consommée sous Célestin III, le 17 avril 1191, Tomassetti soutient (*la Pace di Roma*, p. 538-539), contrairement à Gregorovius et à l'opinion traditionnelle : 1<sup>o</sup> que Frascati ne fut pas fondée par les débris de la population tusculane puisqu'elle existait déjà six siècles avant l'extermination des Tusculans; 2<sup>o</sup> qu'au moment où la destruction eut lieu, Tusculum n'était plus une ville, mais simplement un château féodal, repaire d'une lignée de nobles qui avaient jadis pris parti pour l'empire contre la papauté et Rome et terrorisaient de leurs brigandages la Campagne romaine (cf. Gregorovius, II, 595, note 54; Lugari, *l'Origine di Frascati e la distruzione del Tuscolo*, 1891; Seghetti, *Tuscolo e Frascati*, 1891; Tomassetti, *la Campagna romana*, t. II). Les érudits italiens nous semblent bien avoir prouvé que Frascati existait, en effet, bien antérieurement à la destruction de Tusculum. Mais que Tusculum, en 1191, ne fût plus qu'un château, ceci nous paraît moins démontré et se concilie mal avec les expressions des chroniqueurs contemporains qui ont relaté la catastrophe.

déric Barberousse assiégea Rome, elle prit fait et cause pour l'empereur contre le pape Alexandre. Sa milice participa au pillage de Saint-Pierre et rapporta chez elle, comme trophée, les portes de bronze de la basilique. Les Romains attendirent trente-deux ans l'occasion de la vengeance; quand ils crurent la tenir, rien ne les arrêta (1199)<sup>1</sup>.

Voisins redoutables, eux aussi, les Viterbois, après avoir détruit Ferento<sup>2</sup> comme le Sénat de Rome avait supprimé Tusculum, assiégeaient maintenant Vitorchiano, un village et un château situés à huit kilomètres de leur ville, sur la cime d'un roc, près de Montefiascone. Les assiégés se déclarèrent sujets des Romains et firent appel à leurs nouveaux maîtres. Viterbe ayant refusé de lâcher prise, Rome lui envoya le défi de guerre<sup>3</sup>. C'était le moment qu'attendaient, pour le compromettre tout à fait, les

1. Sur l'histoire de Viterbe et les relations de cette commune avec Rome, voy. le plus récent historien de Viterbe, Cesare Pinzi, *Storia della città di Viterbo*, 1887, t. I, ouvrage où la critique fait un peu défaut. Il est utile de le contrôler par les travaux des éditeurs ou des érudits viterbois, tels que Ignazio Ciampi, *Cronache e Statuti della città di Viterbo*, 1872; P. Savignoni, *L'Archivio storico del comune di Viterbo*, dans *L'Archivio della società romana di storia patria*, t. XVIII et XIX (1895-96); Signorelli, *I potestà del comune di Viterbo e serie di quei magistrati nei secoli XII-XV*, dans les *Studi e Documenti di storia e diritto*, a. XV (1894). M. de Navennes a consacré à Viterbe un article intéressant dans la *Revue des Deux-Mondes* (1<sup>er</sup> sept. 1901).

2. Dans une note sur la destruction de Ferento (*Cronache e statuti della città di Viterbo*, 1872, p. 305). Ignazio Ciampi prouve qu'en 1172 les Viterbois ne rasèrent pas complètement cette commune. Dix ans après, on y trouvait encore quelques habitants. Mais, dès le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, Viterbe ordonnait de détruire ce qui était resté debout (cf. Pinzi, *Storia di Viterbo*, 176).

3. Il faut comparer ici le récit des *Gesta* avec celui du chroniqueur viterbois Anzilotti (Cristofori, *Cronaca di Anzilotti Viterbese*, 1169-1255, dans *Il Buonarroti*, série III, vol. III, quaderno XII, 1890, p. 344). Anzilotti rapporte : 1<sup>o</sup> que les Romains visaient l'annexion de Vitorchiano avec autant d'avidité que les Viterbois; 2<sup>o</sup> qu'ils envoyèrent à Viterbe une ambassade dirigée par l'abbé de Farfa et chargée de dire aux Viterbois : « Laissez-nous tenter l'attaque de Vitorchiano, si nous ne réussissons pas, nous ne vous empêcherons pas de la prendre; » 3<sup>o</sup> que la populace de Viterbe insulta l'abbé de Farfa en lui amenant une fille publique et que, l'abbé étant revenu furieux à Rome, la rupture s'ensuivit. Il faut noter qu'Anzilotti a écrit dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle et que sa partialité en faveur de Viterbe va, comme nous allons le voir, jusqu'à transformer en victoires les défaites de ses compatriotes. Son manque absolu de critique nous oblige à n'accueillir qu'avec une extrême réserve les traditions locales qu'il a recueillies (voy. l'exposé de l'affaire de Vitorchiano dans Pinzi, p. 221-224, qui ne discute pas la valeur des témoignages).

adversaires d'Innocent III<sup>1</sup>. Le raisonnement de Pierleone et de Capocci était simple. Si le pape ne se fait pas, dans cette circonstance, l'auxiliaire des Romains, quel grief et quelle colère ! S'il se déclare contre Viterbe, cette cité le désavouera comme suzerain et le traitera en ennemi. Échec dans les deux cas. Innocent III ne pouvait cependant, de gaieté de cœur, aider une ville de son patrimoine à en égorger une autre. D'autre part, les Romains, victorieux de Viterbe, seraient plus intraitables qu'auparavant. Il fallait donc, tout d'abord, empêcher les hostilités et obtenir des Viterbois l'abandon de leur entreprise. La lettre que le pape adressa à leur gouvernement, à la fin de 1199<sup>2</sup>, laisse voir le but de son intervention. Il ne se décide à les menacer que parce que les Romains l'y obligent. La soumission de Vitorchiano au Sénat de Rome s'est faite malgré lui et il sera très fâché d'en venir contre Viterbe à des nécessités « douloureuses. » Au fond, il désapprouve les Romains et n'est pas dupe du prétexte dont ils couvrent leur appétit ou leur rancune. « Force nous est, dit-il en terminant, de rendre justice à ceux qui nous la demandent, surtout quand les fidèles de la papauté se plaignent d'autres fidèles. Nous n'avons pas à juger des intentions secrètes, mais des faits publics, et ne voyons pas comment nous pourrions nous refuser à recevoir la plainte du peuple romain. »

Malgré tous les efforts du pape<sup>3</sup>, la guerre s'ouvrit. Viterbe, qui s'était prudemment affiliée à la ligue des villes toscanes, réclame leur assistance, et les Toscans, pour la défendre, envoient leurs soldats jusqu'à Orvieto. Innocent représente à la ligue

1. *Gesta*, 133.

2. Migne, 214, col. 755-756. Lettre sans date, adressée au Podestat, aux consuls et aux justiciers de Viterbe. Elle permet de contrôler le récit détaillé des *Gesta* (ch. 133 et 134). L'auteur de cette biographie ne dessine pas nettement ici la politique d'Innocent III, parce qu'il a pour principe d'exagérer l'autorité du pape sur le peuple romain et qu'il ne peut pas admettre que les sujets d'Innocent l'aient *obligé* à adopter leur querelle particulière. Quant au chroniqueur de Viterbe, il ignore absolument l'intervention du pape et le rôle qu'il a joué en cette affaire.

3. Il ressort de la lettre d'Innocent III qu'il envoya successivement quatre personnes aux Viterbois pour les engager à se désister de leurs prétentions sur Vitorchiano : G. Cencio, recteur du Patrimoine de Toscane ; G., sous-diacre, archiprêtre de Saint-Ange ; le cardinal Octavien, évêque d'Ostie ; enfin, le sous-diacre Hugue, son panetier. Ce n'est qu'après avoir constaté l'inutilité de ces quatre ambassades qu'il se décida à sévir contre les Viterbois, ce qu'il appelle, à deux reprises, *gravem necessitatem*.

qu'elle a été constituée pour soutenir l'Église, non pour la combattre, et c'est à grand'peine qu'il la détermine à rappeler ses troupes<sup>1</sup>. Dès qu'elles ont tourné le dos, les Romains se jettent sur Vitorchiano, qu'ils délivrent, et viennent camper sous les murs de Viterbe. Un combat peu décisif s'engage le soir même de leur arrivée. Le lendemain, trop peu nombreux pour tenter l'assaut, ils battent en retraite<sup>2</sup>. Nouvel investissement de Vitorchiano par les gens de Viterbe. Le sénateur de Rome convoque alors tous les amis de la commune et fixe le rendez-vous général de la milice aux Prati di Castello, près de la basilique de Saint-Pierre. Mais beaucoup de bonnes volontés manquaient à l'appel. Le sénateur n'osa s'avancer que jusqu'à moitié chemin de Viterbe, à Civita-Castellana<sup>3</sup>.

Décidés à une résistance énergique, les Viterbois avaient recruté des chevaliers, des archers et pris comme podestat un des châtelains les plus aguerris de la région, le comte Ildebrandino<sup>4</sup>. Ces préparatifs effrayèrent les Romains. La commune, à qui l'argent faisait défaut, en demandait vainement aux nobles de la ville; seul, le frère d'Innocent III, Richard de Segni, donna mille livres, ce qui permit d'amener du renfort<sup>5</sup>. Le 6 janvier 1200, l'armée de Rome rencontra les forces de Viterbe sur la route de Vitorchiano. Déroute complète des Viterbois; ils laissaient nombre de prisonniers, de blessés et de morts<sup>6</sup>. « Pendant

1. *Gesta*, 133. Cf. Pinzi, *Storia di Viterbo*, 224.

2. Les *Gesta*, 133, affirment que, dans ce premier combat, les Romains furent victorieux : « In eo congresso sunt superiores effecti. » Le chroniqueur de Viterbe se contente de dire, sous l'année 1199, que Viterbois et Romains se battirent en deux endroits, « al Ponte d'Oglio e alla Sola, » que l'engagement dura de midi au soir, et que deux nobles romains, Rinaldo della Riccia et Ventura, furent tués. Il mentionne ensuite la retraite des Romains, le matin suivant, sans dire à qui était resté l'avantage.

3. *Gesta*, 134. Cf. Pinzi, *Storia di Viterbo*, p. 228.

4. *Gesta*, 134. Sur ce comte Ildebrandino, de la famille des Aldobrandeschi, voy. Gregorovius, II, 666, note 49; Winkelmann, *Philipp von Schwaben*, p. 98, note 4; Pinzi, *Storia di Viterbo*, p. 247; Signorelli, *I potestà del comune di Viterbo*, p. 355.

5. *Gesta*, 134.

6. La défaite des Viterbois, formellement affirmée par l'auteur des *Gesta*, 134, l'est aussi par le chroniqueur Sicard de Crémone (Muratori, *Rerum italicarum scriptores*, III, 521). Anzilotto de Viterbe donne quelques détails sur la marche de l'armée romaine et s'étend principalement sur l'incident de la Cava di Sgora. Les Viterbois y recouvrirent de feuillage un endroit profond et marécageux et firent tomber dans ce piège une partie de l'armée romaine.

ce temps, le pape Innocent célébrait l'Épiphanie à Saint-Pierre et invitait les assistants à prier pour que Dieu donnât la victoire à ceux de leurs frères qui combattaient<sup>1</sup>. »

Parmi les captifs ramenés à Rome se trouvaient deux personnages de marque : le protonotaire de Viterbe et le vicomte de Campilia, Napoléon. On les entassa d'abord, avec les autres prisonniers, dans un cachot malsain, la Canaparia, où la mort se chargeait de faire le vide. Mais Innocent, qui tenait à ménager la cité vaincue, les enleva, non sans difficulté, de la prison communale pour les garder dans son propre palais. Puis, craignant que les Romains, acharnés après Viterbe, n'essayassent de les reprendre, il les transféra dans une des forteresses de l'Église, au château de Lariano, près de Velletri. Il est clair que Rome lui obéissait mal et que, devant la colère du peuple, le Latran comme le Vatican n'étaient pas des asiles très sûrs.

Pour empêcher les vainqueurs d'écraser l'ennemi battu, le pape s'empressa d'offrir son arbitrage et de diriger lui-même les négociations. Pendant qu'on discutait, le vicomte Napoléon s'échappa de Lariano. Les adversaires d'Innocent l'accusèrent d'avoir favorisé son évasion, ce qui faillit déchaîner l'émeute. Le pape avait tout le premier déploré l'incident et il eut de la peine à calmer ses sujets<sup>2</sup>.

D'après le même chroniqueur, une autre partie de cette armée aurait été mise en déroute dans une sortie des Viterbois, et, somme toute, les Romains auraient été complètement défaits. Cette affirmation, qui contredit les autres témoignages contemporains, ne s'accorde pas avec la phrase immédiatement suivante où le chroniqueur parle des dures conditions de paix que Viterbe dut subir. Il faut remarquer, de plus, qu'Anzilotti parle, dans le même passage, de l'apparition de saint Dominique (en 1200 !). Ignazio Ciampi (p. 325, note 38) a relevé ces deux graves inexactitudes, et Pinzi, *Storia di Viterbo*, regrette que le chroniqueur viterbois « n'ait pas eu le courage d'avouer la défaite de ses compatriotes. »

1. *Gesta*, 134 : « Cum dominus papa, missarum solemnina celebrans in ecclesia Sancti Petri, exhortaretur populum ut pro fratribus in exercitu commorantibus supplicarent, ut Deus eos cum prosperitate reduceret et honore. »

2. L'auteur des *Gesta* est le seul chroniqueur qui ait parlé (ch. 134 et 135) de l'incident du vicomte Napoléon. Une lettre d'Innocent III permet heureusement de contrôler son récit (lettre du 10 janvier 1203, adressée à l'évêque de Chiusi et au châtelain de Radicofani, dans Migne, 214, col. 1147-1149). Cette lettre ajoute plusieurs détails importants à la narration assez brève du biographe. Elle nous apprend (ce qu'il se garde bien de dire) que le pape eut les plus grandes difficultés à enlever les captifs à la commune de Rome pour les enfermer d'abord au Vatican, puis à Lariano. A entendre les *Gesta*, c'est uni-



Enfin, il les décida à signer la paix. Elle rétablissait les rapports entre les deux villes, sous réserve de la fidélité due à l'Église romaine et à son chef. Les captifs devaient être libérés. Les Viterbois restitueraient aux Romains les portes de Saint-Pierre et remettraient en état la fontaine de l'atrium, dont ils avaient enlevé certaines parties<sup>1</sup>. Ils prêteraient le serment de fidélité au Sénat romain, renonceraient à Vitorchiano et démoliraient une position fortifiée en avant de leur ville. L'orgueil de la grande commune recevait satisfaction. Mais que lui rapportait le traité en fait d'avantages positifs? Viterbe conservait, en somme, son autonomie effective et son territoire<sup>2</sup>; elle n'avait pas à se plaindre

quement par compassion pour ces malheureux (*quibus dominus papa compatiens*) qu'Innocent aurait cherché à les sauver de la fureur populaire et, toujours pour le même motif d'humanité, qu'il s'entremît en vue de la paix à conclure avec Viterbe.

1. *Gesta*, 135.

2. La question des conditions de la paix imposée à Viterbe présente certaines difficultés. Nous ne possédons pas le texte du traité. Il n'est connu que par le résumé qu'en donnent les *Gesta* (135), par quatre lignes de la Chronique de Viterbe, par un détail de la lettre d'Innocent III, citée dans une note précédente, et par deux pièces des archives de Viterbe. Les *Gesta* ne parlent que de la reddition des captifs et de la restitution des objets pris à Saint-Pierre de Rome. La lettre d'Innocent III rappelle simplement une clause relative au vicomte Napoléon. La Chronique de Viterbe dit que les Viterbois durent livrer aux Romains la cloche de leur commune, les clefs et la chaîne d'une de leurs portes, celle de Salsiccia. Une charte de Viterbe, dont le texte est assez mutilé (le voir dans Ciampi, p. 324-325), nous donne la formule du serment de fidélité imposé par le Sénat romain aux bourgeois de Viterbe et rappelle que le traité contenait des articles relatifs à Vitorchiano, à Ferento, à la destruction d'une position fortifiée près de Viterbe, le piano Scarlano, à des particuliers, Nicolas et Gui de Strata, aux Patarins de Viterbe, etc. Une autre pièce, conservée aux archives de Viterbe (Ciampi l'a publiée, p. 335-336), est une lettre adressée, par l'évêque de Viterbe, Renier, au sénateur de Rome, Jean, vers 1221. L'évêque, revenant sur le passé, nous apprend qu'Innocent III s'était fait donner pleins pouvoirs pour traiter de la paix : « Quoniam dominus Innocentius omnia capitula reformande pacis inter Romanos et Viterbienses in sua potestate posuit; » et que ce fut lui-même, Renier, qui, au Latran, fut chargé de lire les clauses du traité au peuple romain. Il rappelle aussi que les Viterbois, lorsqu'ils reçurent chez eux (en 1207) Innocent III, obtinrent de lui la permission de relever les murs du piano Scarlano. — Gregorovius affirme donc (II, 667, note 52) que, par le traité de 1200, Viterbe se déclara vassale et sujette du peuple et du Sénat romain, dut renoncer à Vitorchiano, raser une partie de ses murs et recevoir de Rome la confirmation de son *podeslat*. Pinzi (p. 233) admet aussi, en se servant de tous les témoignages que nous venons de rappeler, le vasselage des Viterbois, la cession définitive de Vitorchiano, la démolition du piano Scarlano, la restitution des portes de Saint-Pierre, le transport à Rome de la cloche de la commune viterboise et des clefs de l'une de ses

du négociateur. Dans ces conjectures difficiles, la diplomatie d'Innocent III obtenait juste ce qu'elle avait voulu. Les Viterbois étaient sauvés et les Romains remerciaient le pape avec effusion de les avoir aidés à vaincre<sup>1</sup>. Quand il écrivit, en 1201, à ses légats d'Allemagne, il ajouta ce post-scriptum : « Je puis vous annoncer que, par la grâce de Dieu, la ville de Rome est complètement entre mes mains<sup>2</sup>. » C'était s'avancer beaucoup. Les amis de l'indépendance municipale ne cessaient pas « d'aboyer après le pape<sup>3</sup>. » Mécontents de la solution donnée à l'affaire de Viterbe, ils lui reprochaient d'avoir dicté la paix uniquement dans son intérêt.

Au moment où on la négociait, deux frères, deux châtelains de la campagne romaine, les seigneurs de Varni et de Gabriano, furent inculpés, devant la justice pontificale, d'avoir pris et détenu injustement des terres qui appartenaient à la famille de

portes. Mais Winkelmann (*Philipp von Schwaben*, p. 351, note 2) s'étonne que l'auteur des *Gesta*, parlant des clauses de la paix obtenue par le pape, ne dise nullement que Viterbe fut assujettie aux Romains et ne cite que les articles les moins importants, les moins pénibles à la cité vaincue. Et il est de fait que, si Viterbe avait été alors réellement assujettie à Rome, on ne comprendrait pas que le parti de l'opposition romaine ait été mécontent de cette paix et ait accusé le pape de ne l'avoir signée que dans son intérêt propre, à moins de supposer que ce parti demandât la destruction complète de Viterbe. Il faut donc croire que, grâce à Innocent III, les Viterbois furent traités avec une modération relative. Quand Gregorovius affirme que le podestat de Viterbe dut être confirmé par le Sénat de Rome, il s'appuie sur la mention, en 1207, du podestat viterbois « Johannes Guidonis de Papa Dei gratia consul romanorum. » Mais, en 1207, Innocent III entraît victorieux dans Viterbe, après la période d'hostilités très vives entre Viterbe et le Saint-Siège qui comprend les années 1205 et 1206 (conflit relatif à l'affaire des Patarins, *Gesta*, 123, et lettres d'Innocent, Potthast, n° 2532, 2539, 2999, etc.), et il la traita en ville conquise. Il est possible que, si l'on doit accepter le témoignage, toujours un peu suspect, d'Anzilotto de Viterbe, le transport à Rome de la cloche de la commune de Viterbe et des clefs d'une de ses portes s'applique à l'une des périodes subséquentes du XIII<sup>e</sup> siècle, où Viterbe fut effectivement sujette des Romains.

1. *Gesta*, 134 : « Sicque Romanis cum gloria revertentibus, senator cum saepefato Joanne Petri-Leonis Rainerii et multis aliis ad summum pontificem accedentes, prostraverunt se ad pedes ipsius et, eos humiliter osculantes, innumeras ei gratias retulerunt. »

2. Migne, 216, col. 1059 : « De Urbe quoque scire vos volumus quod eam per Dei gratiam ad beneplacitum nostrum habemus. »

3. *Gesta*, 135 : « Licet hanc pacem de voluntate fecerit Romanorum, nihilominus tamen aliqui oblatrabant, dicentes quod eam ob commodum fecerit speciale. »

Colmezzo. Cités plusieurs fois, ils refusèrent de comparaître et trouvèrent un biais ingénieux pour ne pas restituer le domaine volé. Par un contrat fictif, ils reconnurent le tenir en fief de Jean Pierleone et de Jean Capocci, les deux chefs de l'opposition. Ceux-ci demandèrent au pape qu'on laissât leurs vassaux tranquilles. Innocent, au lieu de céder, ordonna à son maréchal d'aller détruire les récoltes des voleurs, couper leurs arbres, raser leurs moulins et saisir leurs bestiaux. Aussitôt Pierleone et Capocci d'en appeler à la populace, criant qu'on violait ses privilèges, que ses libertés étaient perdues. Il fallut qu'Innocent III vint exposer les faits et se justifier devant l'assemblée générale de la commune. Les frères de Varni et de Gabriono durent renoncer à leur prétendu vasselage et s'en remettre à la décision du pape<sup>1</sup>.

Chaque jour, de nouveaux conflits surgissaient. Depuis longtemps, les Orsini<sup>2</sup>, parents de Célestin III, enrichis par lui des biens de l'Église, étaient en guerre avec les Scotti, la famille maternelle d'Innocent III. De crainte que le nouveau pape ne revint sur les libéralités de son prédécesseur, ils soutenaient contre lui les meneurs de la commune. Dans l'automne de 1202, profitant de l'éloignement d'Innocent, qui séjournait à Velletri, ils font irruption dans les maisons des Scotti et les jettent dehors avec leurs femmes. Le pape rentre aussitôt à Rome; il cite les agresseurs à sa cour. Intimidés, ils s'y présentent et jurent de respecter l'accord que le tribunal voudra leur faire conclure. Mais le sénateur, Pandolfo de la Suburre, partisan décidé de l'Église, ne jugea pas que ce serment suffit à garantir la paix publique. Il oblige les deux factions à lui jurer fidélité; il exige des cautions, prend possession de leurs forteresses et, pour plus de sûreté, les fait sortir de Rome. Orsini et Scotti résideront aux deux extrémités de la ville, hors de l'enceinte, les uns près de Saint-Pierre, les autres près de Saint-Paul. Débarrassé d'eux, il procède alors, sans être dérangé, à la démolition de la tour des Orsini.

1. L'affaire des seigneurs de Varni et de Gabriono n'est connue que par les *Gesta*, 134.

2. Sur les origines de la famille d'Orso ou des Orsini, voy. Gregorovius, II, p. 678 et 679, notes 55 à 58, où le nouvel éditeur complète la bibliographie de l'historien allemand, en citant l'article de Savio sur *Niccolo III Orsini*, dans la *Civiltà cattolica*, série XV, V, IX. Les domaines donnés aux Orsini se trouvaient à Vicovaro, Burdello et Cantalupo, dans la Sabine (*Gesta*, 135).

Les Scotti ne se contentèrent pas de ce châtiment. Un jour que Teobaldo, le chef du parti adverse, se trouvait sur la route de Saint-Paul, il fut assailli et tué par les fils d'un parent d'Innocent III. Exaspérés, les Orsini rentrent dans Rome, soulèvent le peuple, s'emparent des deux tours du sénateur et détruisent, à ras du sol, les maisons des Scotti. Puis ils promènent dans les rues le cadavre de Teobaldo. On eut de la peine à les empêcher de le porter sous les fenêtres du Latran<sup>1</sup>.

Dans cette période de troubles, Innocent III eut pour principal soutien son frère, Richard de Segni, qu'il travaillait à rendre puissant et riche, en vue de sa propre défense. Nouveau grief exploité par ses adversaires, le népotisme ! Ils l'accusaient de faire la fortune de sa famille aux dépens du trésor et du domaine de la papauté. Richard, obligé, comme tous les nobles de Rome, d'avoir sa maison forte, construisit alors (avec l'argent d'Innocent III, disait-on<sup>2</sup>) une tour gigantesque qui devait dominer tous les donjons de la ville. Elle s'éleva, comme pour narguer la commune, près du Capitole et du Sénat. Ce fut la fameuse *Torre dei Conti*, une des curiosités de Rome au moyen âge, citadelle formidable faite de trois énormes blocs superposés<sup>3</sup>. On la voit

1. Le conflit des Orsini et des Scotti n'est connu que par les *Gesta*, 135, 136 et 137.

2. Pertz, *Script.*, XXVIII, 118. Passage de la Chronique de Mathieu de Paris, que Gregorovius n'a pas connu : « Quidam in eodem concilio (le concile de Latran de 1215) existens, de nobili turri, quam papa Innocentius construxerat fratri suo comiti Ricardo ex denariis ab ecclesia raptis, ait : « Per vicium « Gezabel, Rome stat in arce nova Bel — Condempnatus Abel, fratre tenente « Babel. »

3. Sur l'histoire de la « torre dei Conti, » voy. Gregorovius, III, Adinolfi, *Roma nell' età di mezzo*, II (1881), p. 67, et les ouvrages spéciaux cités par eux. Les plans de Rome, du xv<sup>e</sup> et du xvi<sup>e</sup> siècle, représentent la tour beaucoup plus haute qu'elle n'est aujourd'hui, bien qu'ils ne s'accordent pas tout à fait sur les détails de son aspect extérieur. Le troisième bloc, celui d'en haut, y apparaît découronné. Voy. notamment les plans d'Antoine van den Wyngaerde, dans le *Bulletin de la Commission communale archéologique de Rome*, série IV (1895), et les *Mélanges d'archéol. et d'hist. de l'École française de Rome* (août-déc. 1901). La plus ancienne représentation de la fameuse tour nous paraît être celle que de Rossi a reproduite (*Piante iconografiche e prospettive anteriori al secolo XVI*, 1879, p. 82, et tavola I, d'après le ms. 1960 du Vatican). Le savant auteur pense que ce manuscrit (de la première moitié du xiv<sup>e</sup> siècle) nous donne, dans ce plan, l'état de la Rome d'Innocent III. En fait d'édifices non antiques ni religieux, on y trouve indiqués le *palatium senatorum*, la *turris comitis* et la *turris militiæ*. Cette représentation de la tour des Conti est particulièrement intéressante, en ce qu'elle nous

encore, mais bien déchuée, réduite au tiers de sa hauteur<sup>1</sup>, masse rougeâtre et informe, percée de pauvres boutiques et de fenêtres étroites où pendent les loques de quelques ménages d'ouvriers. Le parti de l'indépendance ne pardonna pas à Innocent et à son frère la crainte que lui causait leur forteresse. L'émeute de 1203 tourna presque en révolution.

Il y avait alors à Rome une famille de nobles ruinés, les seigneurs de Poli<sup>2</sup>, dont le domaine (une ancienne terre de l'Eglise<sup>3</sup>), criblé d'hypothèques, leur rapportait à peine de quoi vivre. Richard de Segni, qui visait à se constituer une grande propriété dans la campagne romaine, voulut profiter de leur détresse. Il racheta les créances, les fiefs et les revenus engagés, et, devenu à peu près maître de la seigneurie de Poli, il demanda au chef de cette maison, Odon, la main de sa fille pour son propre fils. Odon se prêta d'abord à ces ouvertures, mais, dès qu'il vit son patrimoine reconstitué et affranchi de toutes charges, il eut une forte envie d'y rentrer. Rompant les négociations, il cita Richard en justice comme coupable de l'avoir exploité et dépossédé.

Il s'agissait d'un fief du Saint-Siège; le tribunal compétent était celui du pape. L'embarras d'Innocent fut extrême : rendre un arrêt pour son frère contre les Poli, c'était donner prise à la malveillance. Richard se déclara prêt à plaider devant toute juridiction, que ce fût celle du pape, des cardinaux, des juges de l'Eglise ou même de la commune. Innocent, pour faire preuve d'une impartialité absolue, offrit à Odon de lui fournir l'argent nécessaire au procès. Mais, loin d'être reconnaissants de cette attitude, les Poli, qui voulaient émouvoir le peuple et le gagner à leur cause, imaginèrent toute une mise en scène. On les vit parcourir, à moitié nus, les rues de Rome et, la croix en main, entrer dans toutes les églises pour appeler la colère de Dieu sur Richard,

la montre dans son état primitif et complet. Le troisième bloc supérieur y figure couronné d'un belvédère qui le surplombe avec une saillie très accusée, ce qui fait comprendre les témoignages concordants sur la grande hauteur de l'édifice.

1. La tour ne dépasse pas la maison à cinq étages qui lui est contiguë, à gauche, sur la « via Cavour. »

2. G. Cascioli, *Memorie storiche di Poli, con molte notizie inedite da famiglia Conti*, 1896 (cf. Gregorovius, II, 572).

3. Les Poli avaient reçu, au milieu du XII<sup>e</sup> siècle, du pape Adrien IV, un domaine, qui comprenait Poli, Faustiniato, Anticoli, Rocca de Nibbi, Sarracinesco et Rocca de Muri (voy. la note 44 de Gregorovius, p. 572).

leur spoliateur<sup>1</sup>. Le 8 avril 1203, le surlendemain de Pâques, ils ameutèrent la foule et envahirent la basilique de Saint-Pierre, criant et blasphémant, de manière à empêcher l'office. « Comme nous nous en retournions, suivant l'usage, la couronne en tête, » écrit Innocent III lui-même, « par les rues de la ville, ils se mirent en embuscade et nous firent, en public, de tels outrages que nous rougirions de les énumérer<sup>2</sup>. » Mais le biographe du pape le représente s'avancant, calme et la figure impassible, sous les huées de la populace<sup>3</sup>.

Cependant, la commune, présidée par le sénateur, s'était réunie au Capitole. Les Poli, très habiles, lui présentèrent un écrit par lequel ils cédaient leurs domaines au Sénat et au peuple romain. Innocent, pour parer à ce coup droit, convoqua à son tour l'assemblée; des cardinaux y protestèrent, en son nom, contre la cession abusive d'une terre dont la haute propriété appartenait à l'Église. Sous main, le pape donnait ordre à son frère de mettre les châteaux des Poli en état de défense. Ceci fit éclater l'orage. Furieux contre Pandolfo, le fidèle ami de la papauté, les Romains l'assiègent dans le Capitole, qui tient bon. Ils se portent alors sur la tour des Conti et commencent à y mettre le feu. Richard jugea prudent de ne pas résister et prit la fuite. La tour fut déclarée propriété communale et les partisans des Segni mis hors la loi<sup>4</sup>.

Innocent III ne se trouvait plus en sûreté. Il se résigna, comme l'avaient fait tant de fois ses prédécesseurs, à quitter Rome. En mai 1203, il se transporta à Ferentino, et, l'été venu, il installa sa cour à Anagni<sup>5</sup>.

1. Le détail de l'affaire des Poli se trouve dans les *Gesta*, 137, et dans une lettre d'Innocent III, du 4 octobre 1204, qui revient sur les événements antérieurs (Potthast, n° 2296; Migne, 215, col. 422-425). Elle est adressée à son frère, Richard de Segni, et l'auteur des *Gesta* en a inséré textuellement plusieurs fragments.

2. Migne, col. 424 : « Et cum de more coronati reverteremur per urbem, quot et quantas sustinuerimus insidias et injurias, referre nos pudet, quamvis pene omnibus fuerint manifestae. »

3. *Gesta*, 137.

4. L'auteur des *Gesta* ne suit plus ici exactement la lettre d'Innocent III. Il mentionne la tentative du peuple romain sur le Capitole, l'assaut donné à Pandolfo, dont le pape ne parle pas, et, se méprenant sur le sens du passage où celui-ci rapporte le fait de l'incendie et de la prise de la tour des Conti, il applique ce fait à la tour de Pandolfo.

5. *Annales Ceccanenses*, dans Pertz, *Script.*, XIX, 295 : « A. 1203, nonas



## III.

Le plus autoritaire des papes réduit à l'impuissance, chassé de son palais et de sa capitale! Innocent III, dont la santé était précaire, tomba malade. On le crut perdu, et le bruit de sa mort courut dans Rome<sup>1</sup>.

Cependant, son départ ne fit qu'aggraver la crise. Que voulaient les meneurs de l'opposition? La question des riches et des pauvres, de la démocratie et de l'oligarchie n'était pas en jeu. Il ne s'agissait même pas d'amener le peuple à rompre avec son souverain, à dénoncer le pacte de 1188. On ne se battait plus pour l'autonomie absolue. Les chefs de la commune se bornaient à condamner le régime du sénatoriat unique dont le pape, disaient-ils, avait abusé pour livrer la ville à ses créatures. Ils voulaient maintenant le sénatoriat multiple<sup>2</sup>, dans l'espoir que, sur les cinquante-six places de conseiller, les défenseurs de l'indépendance pourraient avoir la meilleure part. Tous les incidents survenus jusqu'ici n'avaient fourni que des prétextes aux agitateurs. Le fond du conflit était la question du Sénat. Il fallait la régler de telle sorte que la papauté cessât de disposer, à son profit, des pouvoirs municipaux.

À la fin de l'année 1203, lorsque le moment fut venu de renouveler le conseil, les cardinaux qui remplaçaient Innocent III, hors d'état de s'occuper d'affaires, désignèrent, selon la règle et à la demande du peuple, douze « intermédiaires » chargés d'élire les sénateurs nouveaux<sup>3</sup>. Dès que ces électeurs furent connus, le parti populaire se saisit de la plupart d'entre eux et les enferma dans la maison de Jean de Stacio, située sur les ruines du cirque de Flaminius, près de l'église actuelle de Sainte-Catherine dei Funari<sup>4</sup>. Là, il les contraignit de jurer qu'ils éli-

mail, indignatione Romanorum dominus papa venit Ferentinum. » Cf. *Gesta*, 137 : « Videns ergo dominus pape quod furor erat in cursu, cessit currenti furori et urbem egressus in Campaniam declinavit. Cumque apud Ferentinum per totam aestatem demoratus fuisset... circa finem septembris venit Anagninam. » La correspondance d'Innocent III prouve que le 3 mai il était déjà à Palestrina et qu'il resta à Ferentino jusqu'au 15 septembre.

1. *Gesta*, 137.

2. *Ibid.*, 138.

3. *Ibid.*, 138.

4. *Ibid.*, 138. Cf. Gregorovius, II, 669.

raient chacun deux sénateurs hostiles à Innocent III. Mais Pandolfo, le magistrat sortant de charge, indigné de cette façon de procéder, ne livra les clefs du Capitole qu'aux sénateurs de son parti. Protestation des indépendants. Ils poussent la commune à demander qu'avant de prendre une décision quelconque sur les points en litige, surtout sur l'affaire des Poli, on commence par mettre la ville en possession de leur territoire. Les pontificaux s'y refusent, et, comme ils occupaient le Capitole, les sénateurs de l'opposition s'établissent dans le monastère de « Madame Rosa, » près de la demeure de Jean de Stacio<sup>1</sup>.

Deux Sénats au lieu d'un, et la guerre civile en perspective! il n'en fallait pas tant pour amener une recrudescence de meurtres et de brigandages. « Le peuple se mit à murmurer, voyant que les crimes restaient impunis, et, à plusieurs reprises, il envoya auprès d'Innocent demander son retour à Rome. » Le pape se fit prier; on conçoit qu'il hésitât. A la fin, une ambassade, composée des notabilités de la ville, vint lui transmettre le vœu général<sup>2</sup>. Il rentra donc au Latran (mars 1204) acclamé par ce peuple étrange, aussi prompt à la réparation qu'à l'offense. Comme il était fort éloquent, il essaya, en parlant à l'assemblée communale avec beaucoup de douceur et de mesure, de désarmer l'opposition. « Que demandait-il? Qu'on lui rendît justice comme il était prêt à le faire aux autres<sup>3</sup>. » Et il prit une décision très politique. La majorité des Romains paraissant hostile au sénatariat des cinquante-six, il convoqua la commune et désigna, comme électeur du chef de la municipalité, son adversaire, Jean Pierleone. A ce choix, qui ne pouvait être suspect, la foule applaudit, et Jean Pierleone nomma à son tour, comme sénateur unique, son parent, Grégoire Pierleone, un honnête homme, estimé de tous, mais dont le caractère, un peu mou, ne convenait guère à la situation<sup>4</sup>.

La faction intransigeante, que dirigeait Jean Capocci, n'avait

1. *Gesta*, 138 : « Descenderunt apud monasterium Dominae Rosae. » Il y avait là, en effet, on le sait par une bulle du pape Célestin III, une église dite *Sancta Maria Dominae Rosae* qui, aujourd'hui, n'existe plus, mais sur l'emplacement de laquelle a été bâtie, au XVI<sup>e</sup> siècle, l'église de Sainte-Catherine dei Funari.

2. Tous ces faits ne sont connus que par les *Gesta*, 138.

3. *Gesta*, 139 : « Justitiam fieri sibi postulando, cum ipse paratus esset justitiam exhibere. »

4. *Gesta*, *ibid.*

pas approuvé ce qui venait de se passer. Elle repoussait tout accord avec le pape. Toujours postée au monastère de Rosa, elle déclara qu'Innocent III, ayant mal usé de son droit sur le Sénat de Rome et violé ainsi le pacte de 1188, devait être déchu de son autorité. Elle créa donc elle-même un gouvernement, et, pour montrer que cet organe nouveau n'avait plus le moindre rapport avec le conseil qui siégeait au Capitole, elle lui donna le nom, usité dans beaucoup de cités italiennes, de « bons hommes » ou notables « du commun<sup>1</sup>. »

Le schisme municipal était accompli. Entre les partisans des deux Sénats commença la guerre civile, acharnée surtout dans les régions du Colisée, du Latran et de l'Esquilin<sup>2</sup>. Pandolfo, Richard de Segni, les familles Annibaldi<sup>3</sup> et Alessi soutinrent la cause du pape; Jean Capocci, les Baroncelli<sup>4</sup>, les Fraiapani et les Pierleoni celle de l'opposition.

A Rome, comme dans toute l'Italie, ces guerres de nobles avaient un caractère spécial. On fortifiait tous les édifices un peu élevés; on bâtissait à la hâte, fiévreusement, des tours en briques ou même en bois; on louait des archers, des arbalétriers, des machines à battre les murs. Il s'agissait alors d'empêcher l'adversaire de construire sa tour, de le cribler de flèches et de pierres pendant qu'il y travaillait, et, s'il réussissait quand même, d'assiéger son fort, de le ruiner à coups de bélier et d'y mettre le feu. Ces tours, faites de matériaux peu résistants, tombaient ou brûlaient; mais on les rebâtissait aussi vite, et la lutte, engagée un peu partout, s'éternisait<sup>5</sup>.

1. Le biographe anonyme, passionné pour la cause d'Innocent III, affirme naturellement que le parti de Capocci était composé d'hommes tarés : « Suos, non senatores, sed seductores eligere praesumpserunt, viros infames et criminosos, quia bonos et honestos habere nequibant » (*Gesta*, 139).

2. L'auteur des *Gesta* nous a donné, sur cette guerre civile (chap. 139-140), un récit détaillé, mais confus et peu clair, au moins pour nous. Cf. Gregorovius, II, 669-671.

3. Sur la famille Annibaldi, voy. Savio, *Gli Annibaldi a Roma nel secolo XIII*, dans les *Studi e Documenti di Storia e Diritto*, a. 17, fasc. 4, 1896, p. 255-365.

4. Plusieurs Baroncelli sont nommés dans les statuts des marchands romains (Gatti, *Statuti dei mercanti di Roma*, dans les *Studi e Documenti* (1885), p. 225).

5. *Gesta*, 139 : « Feceruntque turres ligneas, ubi lapideas non habebant, aggeres et fossata, munientes thermas, incastellantes ecclesias, die noctuque pugnantes, non solum milites et pedites super terram, verum etiam custodes

Tel est le spectacle qu'offrit Rome, de mai à octobre 1204, pendant qu'Innocent III, du palais de Latran devenu aussi une forteresse, pouvait entendre les cris de bataille et voir s'allumer les incendies. Jean Capocci brûla, près du Latran, des maisons appartenant à Pandolfo. La guerre fut vive surtout entre ces deux hommes. Les pontificaux s'opposaient à la construction de l'énorme tour que Capocci ajoutait à sa demeure. Celui-ci s'obstina; mais, de temps à autre, prenant l'offensive, il se ruait sur le donjon de Pandolfo, qui dominait l'Esquilin. De son côté, Pandolfo occupa un monument antique contigu à la maison de son ennemi et y fit une plate-forme très haute d'où ses frondeurs et ses archers lançaient leurs projectiles avec rage. Richard de Segni lui fournissait l'argent. Ce fut l'épisode principal; mais on se battait de tous les côtés. Les Fraiapani, qui avaient fait du Colisée un vaste bastion, s'attaquaient aux Annibaldi. Un partisan du pape, Gilido Carbonis, éleva à lui seul jusqu'à trois tours. A la fin, la fortune se déclara visiblement pour l'Église. Pierre Annibaldi, beau-frère d'Innocent III, repoussa l'attaque de Capocci, prit deux tours et une église fortifiée, tandis qu'un des chefs de l'opposition, Baroncello, eut le malheur de voir son fort, mal construit, s'écrouler de lui-même<sup>1</sup>. Découragé par ces désastres, le parti de l'indépendance faiblit, et la populace l'abandonna. « Impossible de lutter, » dirent les adversaires d'Innocent III, « l'argent du pape est contre nous<sup>2</sup>. » Les choses allaient si bien pour l'Église qu'on dissuada le pape d'intervenir. Il suffisait de laisser Capocci et sa faction en proie à la haine de leurs ennemis.

« Mais la volonté d'Innocent, » dit son biographe, « était de rendre le bien pour le mal<sup>3</sup>. » Il proposa donc aux belligérants un accord dont voici la teneur : on nommera quatre arbitres chargés de régler les différends survenus entre le pape, son frère et la ville de Rome. Leur sentence devra être rendue dans les six mois, à moins que les partis ne consentent d'eux-

et servientes per turres, de alto lapides et sagittas emittentes. Erexerant enim petrarias et mangonellos, conduxerant balistarios et arcarios, et tam acriter dimicabant ut, praeter caedes et strages, et domos destruerent, et incendia perpetrarent. »

1. *Gesta*, 140.

2. *Ibid.* : « Dicentibus quod contra eos pecunia domini papae pugnabat. »

3. *Gesta*, 141.

mêmes à faire la paix auparavant. Le jugement arbitral décidera avant tout de la constitution du Sénat, mais il maintiendra intacte la convention conclue, sous Clément III, entre la ville et l'Église. Le pape, « pour le bien de la paix, et par grâce spéciale, » acceptera, cette année, la décision des quatre arbitres touchant l'organisation du Sénat<sup>1</sup>.

La concession qu'Innocent faisait à ses adversaires était mince. Il ne traitait que sur les bases du pacte de 1188 et ne renonçait que pour l'année présente, par faveur extraordinaire, à son droit d'instituer le Sénat. Capocci ne s'y trompa pas; accepter ce règlement c'était, pour le parti de la liberté communale, une abdication. Il convoqua le peuple, lui lut le projet de convention et le commenta de quelques mots vifs. « Dans ses démêlés avec l'Église, dit-il, la ville de Rome n'a pas l'habitude d'être vaincue. Elle a coutume, au contraire, de triompher, non en vertu d'un arrêt de justice, mais par sa puissance propre. Or, si vous acceptez le traité qu'on vous propose, c'est la défaite absolue. Ce traité maintient le pape en possession de la terre de Poli, contrairement à un décret de la commune; il lui abandonne l'investiture des sénateurs; il lui livre le Sénat. Si nous laissons faire, nous qui sommes le nombre et la force, qui pourra désormais s'opposer aux empiétements de l'Église? Jamais paix si honteuse n'a été proposée à la ville, et jamais, quant à moi, je ne consentirai à l'agréer<sup>2</sup>. » Pierleone, voyant que Capocci tâchait de ranimer l'esprit d'indépendance et de ressaisir la popularité, ne voulut pas être en reste. Il combattit aussi ce projet et la guerre continua<sup>3</sup>.

Le 9 octobre 1204, la convention n'était pas encore signée, et les adversaires du pape occupaient toujours la tour des Conti. Innocent III autorisa alors son frère à conserver la seigneurie de Poli jusqu'à ce qu'on l'eût dédommagé des dépenses qu'il y avait faites et des pertes subies au cours de la guerre. Vassal de l'Église romaine, à qui elle appartient, il ne pourra l'aliéner

1. *Gesta*, 141.

2. *Gesta*, 141.

3. On peut ici compléter et contrôler le récit des *Gesta* par deux autres documents : la lettre du pape Innocent III à son frère Richard de Segni, datée du 9 octobre 1204 (Migne, 215, col. 422), et une notice officielle (*Analecta juris pontificii*, XII, 890) émanée de Cencio, le chancelier de la ville. Elle nous apprend comment les quatre arbitres furent nommés et quel fut le résultat de leurs premières opérations.

sans y être autorisé par le pape, et, au cas où celui-ci la lui reprendrait, il recevra une indemnité pécuniaire ou un territoire de même valeur<sup>1</sup>. Par cette concession, soi-disant provisoire et conditionnelle, la famille d'Innocent III s'introduisait dans un des fiefs les plus importants de la campagne de Rome. De fait, elle n'en sortira plus. Quand on suit aujourd'hui le sentier de montagnes qui conduit de Tivoli à Palestrina, on aperçoit, au-dessus du petit village de Poli, les débris d'une forteresse. C'est l'ancienne demeure des seigneurs du lieu devenue le château des Conti.

En investissant Richard de la terre qu'on lui contestait, Innocent III faisait bon marché des prétentions de la ville de Rome. C'est que le parti de l'indépendance allait renoncer à la lutte. Le 26 octobre, il acceptait la formule de paix. Les quatre arbitres nommés concurremment par l'Église et par la municipalité des « bons hommes du commun » décidèrent que, pour constituer le Sénat, le pape aurait le droit de choisir les électeurs du premier degré. Quand ceux-ci eurent élu les cinquante-six sénateurs, Innocent reçut leur serment de fidélité et tout rentra peu à peu dans le calme<sup>2</sup>. Mais le pape avait prédit

1. Cette lettre d'Innocent III a été déjà utilisée plus haut : c'est celle qui donne le détail du conflit avec les Poli. Elle prouve qu'au 9 octobre 1204, les adversaires de la papauté n'étaient pas si abattus et si impuissants que le dit l'auteur des *Gesta*, puisqu'ils occupaient encore la tour des Conti.

2. D'après l'auteur des *Gesta*, 141, les arbitres auraient commencé par déclarer immédiatement (*statim dixerunt*) que le droit d'instituer le Sénat appartenait au pape; mais, dans l'impossibilité où l'on était de trouver un sénateur unique qui fût accepté par tout le monde, ils conseillèrent à Innocent III d'accorder au peuple le sénatoriat des cinquante-six. Le pape représenta qu'avec des conseillers aussi nombreux et qui ne s'entendraient pas, le gouvernement fonctionnerait mal; que, cependant, vu les nécessités de l'heure présente, il se rendait à leur avis. Dans le document officiel émané de la chancellerie municipale, les faits sont rappelés avec plus de détail et sous un aspect un peu différent. Innocent y est représenté d'abord comme traitant, de puissance à puissance, avec les « bons hommes du commun, » c'est-à-dire avec la municipalité ennemie. La lettre par laquelle il autorise les quatre arbitres élus à agir selon les termes de la formule de paix est suivie d'une autre lettre par laquelle Jean Pierleone et Jean Capocci, « au nom du Sénat et par la volonté du peuple romain tout entier, » acceptent également l'arbitrage. Puis vient le texte de la formule de paix (insérée dans les *Gesta*, 141), dont l'exécution est imposée aux arbitres. Enfin, le document municipal se termine par une courte notice où il est dit que le pape, se conformant à leur décision, a désigné des électeurs du premier degré, des *medianti*, chargés d'élire les sénateurs, et que, sur la question du territoire des Poli, les arbitres se prononceraient dans les six mois.



qu'avec des conseillers aussi nombreux, le gouvernement fonctionnerait mal. Crimes et désordres se multiplièrent au point que le peuple demanda lui-même un changement de régime<sup>1</sup>. Cette fois, Innocent créa d'office un sénateur unique<sup>2</sup>, un homme d'énergie qui terrifia les malfaiteurs et les rebelles. « Personne, » écrit le biographe du pape, « n'osa murmurer contre lui tant le souverain pontife inspirait de crainte. » Ce mot indique que la commune était domptée et que le pape avait reconquis Rome.

Pendant les troubles, deux frères avaient bâti une tour en face du palais de Latran. Innocent exigea qu'elle lui fût livrée, la garda quelque temps, puis la fit démolir<sup>3</sup>. Jean Pierleone avait profité de la guerre civile pour s'approprier un coin du territoire de Tusculum, qu'il disait avoir reçu du pape Célestin. Requis de montrer l'acte de donation, il refusa. Innocent menaça de l'excommunier. Pierleone protesta insolemment. « Jamais le pape n'oserait le frapper d'anathème, et, s'il prenait contre lui une mesure devant laquelle avaient reculé ses prédécesseurs, il serait bien embarrassé de l'exécuter. » Innocent III, un jour que le peuple célébrait à Saint-Pierre la fête de la dédicace, lança l'excommunication. Et quand Pierleone, impénitent, fut sur le point de mourir, le pape déclara à ses héritiers que, si l'Eglise ne recevait pas satisfaction, il ne permettrait pas d'ensevelir le corps en terre chrétienne. On en passa par où il voulut<sup>4</sup>.

À peine l'histoire signale-t-elle, en 1208, une dernière velléité de résistance : le pape, désapprouvant le choix d'un sénateur et quittant Rome, les Romains, pris de repentir, le suppliant de rentrer et l'accueillant avec des cris de joie. L'épisode fut très court et n'eut pas de suites<sup>5</sup>. Tant que vécut Innocent III, les

1. *Gesta*, 141.

2. Gregorovius (II, 671) suppose que ce fut Pandolfo de la Suburra.

3. *Gesta*, 141.

4. Sur l'affaire de Pierleone, *Gesta*, 142. Cf. Tomassetti, *Della campagna romana*, passage relatif à Tusculum, dans *Archivio della società romana*, t. IX (1886), p. 110.

5. Les historiens se sont accordés jusqu'ici à admettre qu'à partir de l'année 1205, Innocent III fut maître de Rome; qu'il n'y eut plus trace d'opposition et que les troubles ne recommencèrent que sous le pontificat de son deuxième successeur, Grégoire IX. L'assertion n'est pas tout à fait exacte. Un passage de la Chronique de l'abbaye d'Andre, abbaye française de l'Artois (Periz, *Script.*, t. XXIV, p. 743), prouve qu'en 1208 l'opposition avait recommencé ses agissements et obtenu même un succès. Cette année-là, l'abbé d'Andre fit à Rome un voyage d'affaires, mais Innocent III n'y était plus; le

partisans de la liberté n'osèrent plus rien ; mais ils avaient lutté dix ans. Ce n'est pas seulement à l'ambition de quelques nobles démagogues que la théocratie s'était heurtée. L'idée de l'indépendance communale avait alors dans toute l'Italie une force tenace contre laquelle rien ne prévalut. A Rome même, l'immense autorité d'un pape comme Innocent faillit trouver sa limite et son écueil à quelques pas du palais de Latran. Mais ici la victoire resta à l'Eglise, parce que le peuple romain ne pouvait se passer d'elle. C'est la papauté qui le faisait vivre ; il fallut bien subir sa loi.

## IV.

La bourgeoisie de Rome devait sa prospérité aux innombrables pèlerins qui, de toutes les parties de l'Europe, affluaient aux sanctuaires. On gagnait le ciel en visitant les Sept églises. Rien ne peut donner l'idée de la puissance du courant qui entraînait les chrétiens à Rome, alors que le sentiment religieux avait toute sa force et que le pape était devenu l'arbitre du monde. Source intarissable de bénéfices, ces plaideurs et ces dévots, obligés de passer à Rome plusieurs mois et souvent une année entière ! Non seulement ils achetaient aux marchands de la ville les objets de première nécessité, mais ils leur empruntaient de l'argent, à n'importe quel taux, pour payer les dépenses, les cadeaux et les frais de justice. Créanciers des évêques et des abbés, les bourgeois de Rome prenaient hypothèque sur les revenus et les pro-

1<sup>er</sup> novembre, il séjournait encore dans une de ses résidences d'été, à Ferentino. L'abbé d'Andre vint l'y trouver, et voici textuellement ce qu'il nous rapporte : « Après la fête de la Toussaint, toute la noblesse romaine vint inviter le seigneur pape à célébrer la dédicace de l'église du Latran, qui a lieu le jour de la fête de Théodore, martyr (9 novembre). Elle lui annonça que le sénateur qui avait pris le gouvernement presque malgré lui (*quasi ipso invito*) allait de lui-même se retirer ; que le pape pourrait nommer à cet office qui bon lui semblerait parmi les nobles de la ville et que le peuple romain tout entier demandait et attendait son retour avec joie. » Les Romains avaient donc pu élire encore un sénateur contre la volonté d'Innocent III, peut-être à la suite d'une nouvelle révolution, dont les chroniques italiennes ne disent rien. Innocent III accorda ce qu'on lui demandait, et l'abbé d'Andre, qui l'accompagna dans le voyage de retour, décrit la pompe du cortège, l'accueil enthousiaste des Romains et notamment la procession solennelle qui vint le recevoir aux portes de Rome et à laquelle prirent part toutes les corporations de la ville, les juifs aussi bien que les chrétiens.

propriétés de leurs églises. C'est dire qu'ils avaient besoin du pape. L'autorité religieuse protégeait leurs opérations et leur facilitait les recouvrements.

Au moment de l'exil d'Anagni, Innocent III essaya de se concilier la population commerçante en patronant huit marchands de Rome créanciers de l'abbé de Saint-Edmond. Cet Anglais, à qui ils avaient prêté de l'argent pour aller en croisade, était mort sans s'être acquitté. Une lettre du pape (2 mars 1204) mit tous les bénéfices ecclésiastiques du défunt à la disposition des prêteurs, jusqu'au solde complet de la dette, « moins le gain usuraire<sup>1</sup>. » L'Église considérait alors comme usure tout prélèvement d'intérêts. Le pape ne pouvait officiellement tolérer cet abus, mais on croira sans peine que les marchands avaient le moyen de tourner la loi et de gagner gros.

En 1206, un plaideur, le représentant d'une autre abbaye anglaise, celle d'Evesham, allait quitter Rome après gain de cause. Comme il avait emprunté cinq cents marcs, les créanciers firent opposition à son départ. Innocent III les autorisa à saisir, en garantie, la bulle qu'il venait d'octroyer aux moines et tous les privilèges et titres qu'ils avaient versés aux débats. Munis de ce gage, les marchands partirent pour l'Angleterre, espérant recouvrer leur dû. Par malheur, le roi Jean Sans-Terre venait de se brouiller avec le pape. Il expulsa, après les avoir dépouillés, tous les commerçants italiens trouvés dans ses États et les créanciers d'Evesham perdirent, de ce fait, les précieux parchemins. Mais Innocent III veillait. En 1213, réconcilié avec Jean Sans-Terre, il lui réclama les pièces sequestrées et ordonna au cardinal Pandolfo de contraindre l'abbé d'Evesham à payer les cinq cents marcs. Cet abbé, un triste personnage, refusait de reconnaître la dette; on le déposa, et son successeur, pressé de reprendre ses archives, régla enfin, en 1214, le compte des marchands romains<sup>2</sup>.

Cette ardeur persévérante d'Innocent III à défendre les intérêts de ses bourgeois était de bonne politique. Populaire dans la classe moyenne, il put mieux résister aux menées de la noblesse et des chefs du parti de l'autonomie. Pour gagner les sympathies du bas peuple, il eut recours à d'autres moyens.

1. Migne, 215, col. 298; Potthast, n° 2149 : « Usuris cessantibus. »

2. *Chronicon abbatiae de Evesham*, éd. Dunn Macray, dans les *Rerum Britannicarum mediæ ævi scriptores*, p. 198, 225, 256.

Il était très charitable. Une famine des plus cruelles ayant sévi dans Rome en février 1202, il se hâta de quitter Anagni, où il séjournait, pour rentrer en ville et secourir les malheureux<sup>1</sup>. Ceux qui n'osaient pas mendier reçurent toutes les semaines l'argent nécessaire à leur dépense. Les mendiants, au nombre de plus de 8,000, eurent tous les jours du pain et d'autres vivres. « Ce qu'il a dépensé dans cette circonstance, » dit son biographe, « Dieu seul le sait. » Le produit de l'offrande de Saint-Pierre et la dixième partie de ses revenus particuliers étaient affectés à l'aumône. « Il donnait de quoi manger à ceux qui avaient faim, des vêtements à ceux qui étaient nus et des dots aux jeunes filles pauvres. » Son aumônier faisait des tournées dans la ville pour y découvrir les gens tombés dans la misère et leur distribuer des bons sur le trésor pontifical. Tous les jours des enfants pauvres étaient admis à sa table après les repas et on leur partageait les restes.

Cette question de l'aumône ne cessait de le préoccuper; il y consacra un de ses opuscles<sup>2</sup>. « La charité, conclut-il, est bien supérieure à la prière et au jeûne et personne ne peut se dispenser de la faire<sup>3</sup>. » Sa réputation, à cet égard, était bien établie dans le monde entier. Un chroniqueur islandais a jugé Innocent III en deux mots : « Il avait l'esprit dominateur et la main généreuse<sup>4</sup>. » Héritière des Césars, la papauté était obligée de faire comme eux; elle nourrissait les Romains, qui ne lui en furent pas toujours reconnaissants.

Il lui fallait aussi guérir d'autres plaies sociales. Une des

1. *Gesta*, 143. Cf. la lettre citée par Theiner, et dont nous ne possédons plus que la rubrique. Potthast, n° 1489 : « Senatoribus et populo Romanis subvenit liberaliter propter caritatem. » Hugo Elkan, *Die Gesta Innocentii III im Verhältniss zu den Regesten desselben Papstes*, p. 61-62, a rectifié, pour la date de la famine, une longue note de Migne (214, col. 197 et suiv.).

2. Migne, 217, col. 746 : *Libellus de Eleemosyna*.

3. Migne, *ibid.*, chap. 4 : « Eleemosynam jejunio et oratione esse meliorem, nec quemquam ab ea excusari. » La doctrine morale de l'auteur du traité est heureusement supérieure à ses étymologies. Celle qu'il donne du mot *eleemosyna* est bizarre. « *Eleemosyna* dicitur ab *elimino*, vel ab *Eli* quod est Deus, et *moys*, quod est *aqua*. Quia Deus per eleemosynam maculas peccatorum eliminat, et sordes abluit vitiorum. » Voy. sur le caractère général des sermons et des traités d'Innocent III, découpages de textes de l'Écriture sainte, notre article : *L'Avènement d'Innocent III*, dans les *Séances et Comptes-rendus des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques* (fasc. de déc. 1902).

4. Pertz, *Script.*, t. XXIX, p. 415 : « Dominationi idoneus et eleemosynarius. »

misères les plus navrantes du moyen âge était l'abandon des nouveau-nés, l'infanticide. Sur les bords du Tibre, chaque année, des cadavres d'enfants pourrissaient par centaines. On raconte qu'un jour Innocent III priait dans son oratoire du Vatican, lorsqu'une voix se fit entendre : « Innocent, lui dit-elle, va pêcher dans le Tibre. » Après avoir fait part de ce prodige aux cardinaux, il alla au fleuve, et, par son ordre, on jeta deux fois le filet. Au premier coup, le pêcheur ramena 87 enfants, étranglés et noyés<sup>1</sup>, au second, 340. Très ému, il fit bâtir immédiatement un tour, et, en 1204, à l'endroit même où se trouvait une maison de refuge pour les pèlerins anglo-saxons, dans le bourg de Saint-Pierre, s'éleva un hôpital, appelé d'abord du nom de l'église voisine, *Sancta Maria in Saxia*. Quelques années auparavant, il avait pris sous son patronage un ordre hospitalier fondé à Montpellier par le comte Gui, l'ordre du Saint-Esprit. Il donna son hôpital à cette congrégation nouvelle. Aujourd'hui encore, la fondation d'Innocent III porte le nom d'hôpital du Saint-Esprit, *San Spirito*. Elle n'a fait que se développer à travers les âges, établissement immense et institution modèle, où toutes les misères humaines trouvent à la fois leur soulagement<sup>2</sup>.

Quatre mois à peine après son élection, Innocent recommandait à ses contemporains, par une circulaire de quelques lignes, une œuvre de haute charité que le moyen âge trouvait toute simple : celle qui consistait à prendre en légitime mariage les femmes vouées à la prostitution<sup>3</sup>. C'est que l'idée d'empêcher

1. Migne, 217, col. 1130 (notice sur la règle de l'hôpital du Saint-Esprit).

2. Un chroniqueur qui écrivait à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, Ricobaldo de Ferrare (Muratori, *Rer. ital. script.*, IX, 126), attribue à l'œuvre charitable d'Innocent III une autre origine. D'après lui, c'est en expiation de l'argent dépensé pour la construction de la tour gigantesque des Conti que le pape aurait fait les frais de son hôpital (longue note à ce sujet dans Migne, 214, col. 200). Mais ce chroniqueur vivait un siècle après l'événement, et d'ailleurs, étant donnée l'habitude qu'avaient les nobles du temps d'Innocent de bâtir des tours à la moindre alerte, il est peu probable que le pape ait été tourmenté d'un pareil remords. Les légendes et les traditions s'accordent plutôt à représenter l'œuvre des enfants abandonnés comme étant le point de départ de la fondation. C'était du moins la conviction des frères qui desservaient l'hôpital du Saint-Esprit au moyen âge, car ils avaient fait exécuter une peinture où l'histoire des filets du Tibre était représentée. Voy. *Archivio della società romana di storia patria*, t. XXIII, fasc. 1-2 (1901), p. 48.

3. Migne, 214, col. 102.

l'infanticide et l'exposition des enfants était déjà dans son esprit.

La règle donnée par Innocent III à son hôpital<sup>1</sup> montre avec quelle largeur de conception les hommes de son temps entendaient l'assistance des pauvres. On ne se contente pas de recevoir les malades qui se présentent. Le pape veut qu'un jour par semaine les gens de l'hôpital parcourent les rues et les places de Rome pour y recueillir tous les infirmes et les ramener à la maison de Dieu<sup>2</sup>. L'hôpital du Saint-Esprit n'est pas seulement consacré aux malades. C'est une maternité pour les femmes enceintes<sup>3</sup>, un orphelinat pour les enfants exposés<sup>4</sup>, un hospice pour les vieillards<sup>5</sup> et les mendiants, même une maison de refuge pour les pécheresses qui voudront, à certaines dates, s'y reposer dans la chasteté<sup>6</sup>.

Le biographe d'Innocent III s'arrête avec complaisance sur cette fondation; il y voit un des meilleurs titres de son héros à l'admiration et à la sympathie des hommes<sup>7</sup>. « Il suffit, dit-il, de visiter cette maison pour se rendre compte de la masse de propriétés, de revenus, d'ornements, de livres et de privilèges dont il l'a enrichie. » Deux de ces privilèges ont un intérêt particulier<sup>8</sup>. Par celui du 18 juin 1204, Innocent assigne comme terrain de quête aux frères de l'hôpital l'Italie, la Sicile, l'Angleterre et la Hongrie<sup>9</sup>. Le 3 janvier 1208, il décrète que les chanoines de Saint-Pierre porteront chaque année à l'hôpital, en procession solennelle, la célèbre image du Christ, la Véronique. A cette occasion, les mille pauvres qui peuvent avoir accès dans l'hôpi-

1. Migne, 217, col. 1130 : *Regula ordinis S. Spiritus de Saxia*.

2. *Regula*, ch. XL.

3. *Ibid.*, ch. XLI.

4. *Ibid.* : « Orphani infantes projecti. »

5. *Ibid.*, ch. XLIII.

6. *Ibid.*, ch. XLVI.

7. *Gesta*, 144.

8. Il n'y a pas moins de sept lettres d'Innocent III concernant soit la protection accordée à l'ordre du Saint-Esprit, soit l'organisation de l'établissement romain de Sancta Maria in Saxia (Potthast, n° 96, 102, 1955, 2248, 2705, 3260, 3439). — La chronique islandaise que nous avons déjà citée (Pertz, *Script.*, XXIX, cap. 23), résumant en quelques lignes l'œuvre d'Innocent III, ne parle guère que de son hôpital. « Il fonda à Rome la maison qu'il appela l'hôpital du Saint-Esprit et lui attribua des possessions étendues et une riche dotation. Il y dépensa sa fortune patrimoniale, car, avant d'être élu pape, c'était un homme puissant, *vir potens*. »

9. Potthast, n° 2248.



tal et les trois cents personnes qui l'habitent recevront une somme d'argent et une indulgence d'une année entière<sup>1</sup>.

On ne connaissait alors que la charité pour remédier aux injustices de la vie sociale. Nourrie et hospitalisée par le pape, la populace de Rome renonça peu à peu à la liberté orageuse pour accepter la paix et l'ordre que lui donnait un maître bienfaisant. Mais, quand celui-ci s'efforça d'étendre à l'Italie entière le régime d'assujettissement paternel qui lui avait réussi à Rome, il se trouva que les difficultés de l'entreprise dépassaient la puissance même d'un chef de religion.

Achille LUCHAIRE.

1. Potthast, n° 3260.

LES

## ÉTATS DE BRETAGNE

SOUS LOUIS XVI.

---

Je me suis efforcé de démontrer, dans un ouvrage récent<sup>1</sup>, que, contrairement aux idées reçues, le duc d'Aiguillon n'avait nullement été pour la Bretagne le tyran, le despote qu'on a généralement dépeint : que les libertés de la province avaient été beaucoup moins la cause que le prétexte de la fameuse *Affaire de Bretagne* : et que l'éclat violent qui se produisit n'aurait jamais eu lieu, si quelques magistrats vindicatifs, et ayant des ressentiments personnels à satisfaire contre d'Aiguillon, n'avaient tenu à pousser les choses à l'extrême. On a protesté contre ces assertions<sup>2</sup>; on a pris contre d'Aiguillon la défense des États de Bretagne et des parlementaires bretons; on a célébré leur vigoureuse résistance aux demandes d'argent du gouvernement; on a vanté ce patriotisme provincial, qui mériterait plutôt un autre nom, et un nom très sévère, car prétendre s'affranchir, au nom du pacte de 1532, des frais inévitables d'une grande guerre (engagée à tort ou à raison, peu importe) et les laisser supporter par ceux qui n'ont pas les mêmes parchemins à invoquer, n'était pas, évidemment, faire acte de bon citoyen. On a peint en beau la conduite des États, loué leur administration, nié qu'ils aient offert, sous le rapport de la décence et de la dignité, un spectacle particulièrement scandaleux.

Il faut donc insister, et montrer par de nouveaux exemples que les États de Bretagne ne méritent nullement les compliments qu'on leur adresse. C'était, en réalité, un corps à l'esprit étroit, inaccessible, non seulement au sentiment des intérêts généraux du pays,

1. *La Bretagne et le duc d'Aiguillon* (Fontemoing, 1898).

2. Pocquet, *le Duc d'Aiguillon et La Chalotais* (Perrin, 1900).

mais même à l'intelligence des véritables intérêts de la province, porté à l'opposition systématique par tempérament, par habitude, facile à corrompre, subissant docilement l'influence de quelques meneurs, courbé sous le joug d'une noblesse ignorante et passionnée. Cene fut pas seulement d'Aiguillon qui eut à se plaindre de leur obstruction tumultueuse : tous ceux, avant et après lui, qui eurent affaire aux États de Bretagne s'accordèrent à en déplorer la composition intolérable. Ce n'est pas à d'Aiguillon qu'il faut imputer d'avoir voulu les avilir ; eux-mêmes, comme on le verra, se chargeaient suffisamment de ce soin. Ce ne furent pas seulement les exigences, légitimes ou non, de la fiscalité royale qui provoquèrent leur résistance : les tenues des premières années du règne de Louis XVI, pendant lesquelles, cas presque unique pendant toute l'histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle, aucun impôt ne fut demandé au pays, ne furent guère plus paisibles ni moins désordonnées que celles de la fin du règne de Louis XV. Représenter leur politique comme inspirant de sentiments généreux et désintéressés, et même (on a été jusque-là) comme destinée à défendre « les petits et les humbles déjà pressurés à l'excès<sup>1</sup>, » est un étrange paradoxe historique. Quant à leur capacité administrative, quant à leur manière de gérer les intérêts qui leur étaient confiés, il faut une bien singulière complaisance pour apprécier avec faveur une gestion remarquable surtout par l'emprunt à jet continu, par le déficit, par une hostilité systématique à toutes les innovations, quelles qu'elles fussent. Un successeur de d'Aiguillon, qui n'avait nullement l'humeur arrogante et le tempérament autoritaire, le marquis d'Aubeterre, affirmait, en 1777, l'indispensable nécessité de « réformer un corps d'où il ne pouvait plus sortir que désordre et confusion<sup>2</sup>. » Disait-il vrai ? La conduite des États dans les premiers temps du règne de Louis XVI, alors que d'Aiguillon était disgracié, que le pouvoir appartenait à des hommes contre lesquels la province n'avait aucun ressentiment, aucun grief, qu'il n'était pas question de nouveaux impôts, que le Trésor même, malgré ses embarras, consentait à un sacrifice des plus sérieux pour laisser à la province de quoi amortir peu à peu sa dette<sup>3</sup>,

1. *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, juillet 1900.

2. Arch. nat., H. 411.

3. Aux États de 1774 et depuis, les États furent autorisés à garder une somme de 600,000 l. par an sur leurs vingtièmes pour constituer une caisse d'amortissement.

devenue écrasante, ne donne malheureusement que trop raison à cette appréciation sévère, commune d'ailleurs à tous ceux qui eurent quelque chose à traiter avec cette ingouvernable assemblée.

#### ÉTATS DE 1774.

Le règne de Louis XVI débuta en Bretagne sous d'heureux auspices. Le rappel de MM. de la Chalotais, les grâces dont ils furent comblés, la reconstitution des Parlements, le renvoi des trois ministres détestés, d'Aiguillon, Terray et Maupeou, la nomination d'un contrôleur général « qui tiendrait sa place du vœu unanime des peuples, s'il n'y avait été appelé par le choix éclairé du plus sage des rois<sup>1</sup>, » disposèrent favorablement l'opinion. Le duc de Penthièvre, gouverneur de la province, jouissait d'une popularité considérable, due à ses vertus et à sa bienfaisance, et aussi à ce qu'il avait, dans les troubles récents, soigneusement séparé sa cause de celle du duc d'Aiguillon. Dans une pièce allégorique représentée à Rennes en janvier 1775, intitulée *le Couronnement d'un roi*, où l'on voyait le jeune roi et la jeune reine chasser loin d'eux des monstres hideux qui s'appelaient la Flatterie, la Volupté, le Despotisme, et s'entourer des princes du sang pour en faire à leur trône un rempart contre le mensonge et l'adulation, le duc de Penthièvre et sa belle-fille, la princesse de Lamballe, figuraient du bon côté et étaient loués par le chœur, non moins que M. de la Chalotais lui-même. A un Breton qui chantait :

Chalotais par sa présence  
Va finir tous nos malheurs.  
Il paraît, et l'innocence  
N'a plus de persécuteur.  
Pour les amis de la gloire  
Est-il un instant plus doux ?  
Quel heureux jour ! Sa victoire  
Est un triomphe pour tous.

un autre Breton répondait :

Que Penthièvre et la Princesse  
Jouissent de leurs succès !

1. Procès-verbal de l'assemblée, 4 janvier 1775.

Citoyens, votre allégresse  
Est le fruit de leurs bienfaits.  
Mais, trop heureux que nous sommes,  
Nous comblons aussi leurs vœux !  
Amis, le bonheur des hommes  
Doit faire celui des Dieux !

Turgot résolut de profiter de ces circonstances exceptionnellement favorables pour obtenir des États, qui se réunissaient à la fin de 1774, quelques réformes qui lui tenaient fort à cœur. On sait que les États, tous les deux ans, adjugeaient le bail des *devoirs*, impôts sur les boissons, qui constituaient la plus grosse ressource du budget provincial : le contrôleur général, comme quelques-uns de ses prédécesseurs, jugeait avec raison ce laps de temps trop court ; il espérait un rendement supérieur d'un bail plus long, six ans par exemple, afin que les fermiers eussent le temps d'acquérir l'expérience nécessaire à leurs fonctions, et, n'étant plus constamment sous le coup d'une éviction prochaine, pussent porter leurs offres un peu plus haut ; il avait donc résolu de faire proposer aux États cette dérogation à une habitude fâcheuse, en leur donnant, d'ailleurs, les plus fortes assurances que cette plus longue durée de leurs baux n'empêcherait nullement de les réunir, comme par le passé, tous les deux ans. Une autre réforme, beaucoup plus importante, qu'il espérait faire réussir par les États de Bretagne, n'était rien moins que la suppression de la corvée, c'est-à-dire un des articles principaux de ce vaste programme dont le succès aurait peut-être pu faire faire à la France l'économie d'une révolution. Et s'il avait jeté les yeux sur cette province pour inaugurer ce régime de remplacement qu'il désirait vivement étendre à la France entière, c'est qu'elle semblait, en effet, toute désignée pour offrir un champ d'expérience exceptionnellement favorable. Elle retentissait encore, pour ainsi dire, des plaintes véhémentes dont, sous l'administration de d'Aiguillon, la corvée avait été l'objet. Aucune partie de son œuvre n'avait été aussi violemment attaquée : c'était en dénonçant à l'indignation publique de prétendues rigueurs inhumaines dans la construction et l'entretien des grands chemins que l'opposition avait gagné les masses et frappé son adversaire d'une irrémédiable impopularité. Si la Bretagne avait eu réellement tant à souffrir du régime de la corvée, si ses malheu-

reux habitants avaient longtemps gémi sous un joug de fer, comment douter qu'elle ne reçût comme un bienfait tout système, quel qu'il fût, qui la délivrerait de cette charge insupportable et assurerait à tout jamais son repos contre les exactions des ingénieurs et les brutalités des commandants? D'autant plus que Turgot n'entendait nullement mettre à cette suppression des conditions trop dures. Il laissait le choix entre deux moyens pour y parvenir : l'un était la suppression complète du bail des devoirs et la mise en régie de cette imposition, mise en régie qui devait, selon lui, procurer assez de plus-value pour permettre de renoncer à la corvée et de laisser tous les travaux des grands chemins à la charge du budget provincial; l'autre, qu'il préférait et qu'il jugeait plus sûr, était une augmentation des vingtièmes et, subsidiairement, de la capitation. Moyennant ce, il était même tout disposé à accorder à la province une grâce depuis longtemps sollicitée et constamment refusée, à savoir la haute main sur l'administration des grands chemins tout entière. Turgot comptait trouver ainsi le moyen « de remplir en Bretagne les vues de bonté et d'humanité qui faisaient désirer au Roy la suppression des corvées dans son royaume<sup>1</sup>, » comme il comptait ensuite sur l'exemple de la Bretagne pour parvenir plus facilement à une suppression générale de la corvée.

La tenue, qui s'ouvrit le 20 décembre 1774, fut relativement paisible, ce qui ne veut pas dire que les tracas, les fatigues et les difficultés ordinaires aient été complètement épargnés au principal commissaire du roi. Penthievre put juger par ce qu'il éprouva, lui, très populaire, de ce qu'avaient dû subir les commissaires du roi quand ils ne l'étaient pas. A peine eut-il été en contact avec les États de Bretagne qu'il ressentit, comme tous ses prédécesseurs dans cette charge redoutable, un désir passionné de mettre une centaine de lieues entre lui et ses chers administrés :

« Je demande à genoux, écrit-il en cour dès le 6 janvier 1775<sup>2</sup> (la position souffrante où je suis exige cette expression), que l'on veuille me répondre courrier par courrier sur ce qui regarde les domaines et contrôle : prolonger mon séjour hors de chez moi serait me tenir plus longtemps sur la roue... »

1. Réponse du duc de Penthievre à une députation des États, 14 janvier 1775. Arch. nat., H. 386.

2. Ibid.



Bien que le mot d'ordre fût alors, des deux côtés, joie, confiance, amour, il était bien obligé, en effet, comme tous ses prédécesseurs encore, d'employer quelquefois un ton d'autorité, de rigueur, même de menace, et il voyait avec désespoir diminuer d'autant sa popularité. La séance du 20 janvier, où il s'agit d'arracher aux États leur consentement à une imposition fort mal vue, le secours extraordinaire (c'est-à-dire les sols pour livre additionnels à différents droits levés dans la province), fut particulièrement laborieuse :

J'ai été obligé, écrit le duc de Penthièvre<sup>1</sup>, de parler d'un ton qui ne m'est pas familier à deux députés de l'ordre du tiers, et même d'accompagner mes réprimandes *de gestes de menaces*<sup>2</sup> : cela était nécessaire pour que les affaires du Roy n'éprouvassent point de contradiction poussée trop loin, peut-être même pour éviter à la province le malheur de la séparation de l'assemblée; mais il en résulte des allusions peu propres à me faire prendre en amitié, et l'on me fait l'honneur de me regarder comme me gendarmant pour rien, c'est le terme qu'on emploie. Je ne puis m'empêcher d'ajouter que si un homme portant le nom de Bourbon doit se sacrifier plus qu'un autre pour le Roy, il est, j'ose le dire, de la dignité de S. M. de ne pas compromettre un homme qui a l'honneur de porter son nom<sup>3</sup>... J'ai appris encore hier au soir que l'on avait envie d'engager un des députés du tiers que j'ai grondé à en porter ses plaintes aux États, et que des membres de l'assemblée auraient eu l'idée de faire scission avec moi... Ni l'un ni l'autre n'a eu lieu... Il m'a échappé de vous mander que j'avais fait gronder deux autres députés du tiers par M. de Viarme... »

Dans la même lettre, il revient sur son idée favorite :

Je vous demande de témoigner à M. le contrôleur général l'intérêt que je prends à sa santé, et de vouloir veiller à ce que sa goutte ne se communique pas aux États : me tenir éloigné de chez moi et me laisser dans la position où je suis depuis le mois d'août est me tenir et me laisser en enfer.

1. 12 janvier 1775, H. 386.

2. On ne signale rien de semblable sous l'administration de d'Aiguillon. Quels cris, quelles clameurs si dans un moment d'impatience il s'était laissé aller jusque-là !

3. Le duc de Penthièvre était fils du comte de Toulouse, fils légitimé de Louis XIV.

Il n'a garde, enfin, d'omettre un détail trivial, évidemment heureux de rire et de faire rire aux dépens de l'assemblée :

J'ai purgé les États au dernier bal de ma belle-fille. On avait mêlé d'ancienne limonade aigrie avec la nouvelle, et les États ont eu la f....

Néanmoins, et malgré quelques moments pénibles, les questions délicates, règlement de 1768, arrêt du 11 juin 1763 sur les maires, demande de la restitution des domaines et contrôle, etc., furent assez facilement enterrées; les demandes du roi, vingtièmes, capitation, secours extraordinaire, fouages extraordinaires, milices<sup>1</sup>, etc., furent successivement accordées, et la session s'achemina à peu près normalement vers son terme naturel, l'adjudication du bail des devoirs, à propos de laquelle la grosse question de la corvée allait être posée devant eux. Le 7 février on l'aborda en nommant une commission chargée d'examiner si les États auraient plus d'avantage à affermer les devoirs qu'à en faire eux-mêmes la régie. Le 14, la commission déposa son rapport, favorable à la régie.

1. Le fonds pour les milices garde-côtes était celui sur lequel l'opposition avait résolu de concentrer tous ses efforts. A la séance du 30 janvier, qui fut très agitée et se prolongea jusqu'à dix heures du soir, la noblesse le refusa par 134 voix contre 105; les deux autres ordres é mirent des avis différents. Il en résultait qu'il n'y avait point de délibération formée, mais la noblesse soutint qu'il y en avait une, la sienne, et que le vote était acquis. Elle érigeait en règle, comme on sait, que tout impôt était un don, et que, comme le règlement de 1687 exigeait pour tout don l'unanimité des ordres, dès que l'un d'eux avait émis l'avis de refuser, ce refus était définitif. Il n'est pas sans intérêt de voir comment Turgot appréciait cette outrecuidante prétention de la noblesse, contre laquelle avait été rendu autrefois le fameux arrêt du 12 octobre 1762, cause de tant d'imprécations contre d'Aiguillon : le ministre vertueux et libéral s'exprimait avec plus d'énergie que le commandant despote. « La prétention de la noblesse que son seul avis doive opérer le refus de la demande m'a paru si extraordinaire que j'ai voulu voir sur quoi elle pouvait être fondée, et j'ai été encore plus surpris lorsque j'ai vu que c'était sur l'article 3 du chapitre III du règlement de 1687, qui exige l'unanimité des trois ordres pour les requêtes et propositions de gratifications, dons, pensions, récompenses, aumônes, etc. Une pareille disposition n'est nullement applicable aux demandes du Roy. Les États doivent se conformer au règlement de 1768; il porte, article 11, chapitre 1, que les trois ordres doivent concourir ensemble pour délibérer sur les demandes du Roy, sans pouvoir s'attribuer aucune autorité l'un sur l'autre, et, article 17, chapitre II, que les trois ordres seront tenus de délibérer sans délai : que, dans le cas où l'un des ordres aura donné son avis, les deux autres doivent donner le leur dans les vingt-quatre heures. Les principes qui ont dicté ces dispositions sont trop justes et trop essentiels pour n'être pas exactement observés et maintenus. » (4 février 1775, H. 387.)

Quoique dûment avertis des avantages qu'entraîneraient pour eux la régie des devoirs et l'abolition des corvées, la noblesse et le tiers, d'accord pour cette fois avec elle, n'en décidèrent pas moins qu'il n'y avait pas lieu de délibérer sur la régie, c'est-à-dire se prononcèrent pour la continuation de l'affermage, et de l'affermage pour deux ans, car ils avaient déjà manifesté antérieurement leur répugnance invincible à passer un bail de six ans. L'évêque de Rennes avait inutilement essayé d'inspirer à l'assemblée un avis plus sage :

J'ai fait, écrit-il<sup>1</sup>, le tableau des funestes effets que produisait la corvée, de la nécessité de la suppression d'après les principes de la justice et de l'humanité... Je me suis étudié à réfuter les objections qu'on employait avec le plus de succès depuis quelques jours pour entretenir l'opposition naturelle de l'assemblée contre l'exécution du projet. La discussion a été très longue. Elle était presque toujours inspirée par la prévention, accompagnée de la plus grande chaleur et méconnaissant toutes les formes des États. Il m'a fallu, à l'ordinaire, être seul contre tous les opposants. Lorsque j'ai vu la matière suffisamment discutée, j'ai demandé, au nom du clergé, de nous retirer aux chambres pour délibérer sur le rapport de la commission. La noblesse et le tiers s'y sont opposés. On n'a entendu dans l'assemblée qu'un cri unanime contre la régie, et, à la fin de chaque raisonnement, on entendait toujours : *Point de régie, point de régie*... Il faut l'avoir vu pour le croire. Dans une affaire où il est question des moyens de supprimer la corvée, le tiers déclare qu'il n'y a lieu de délibérer : dans une affaire où il est question d'écarter une imposition certaine sur les propriétés, la noblesse a adopté l'avis du tiers, et ces deux ordres réunis privent les États des avantages de la partie ordonnative des grands chemins...

Les États envoyèrent quand même une députation au duc de Penthièvre pour solliciter cette partie ordonnative des grands chemins ; celui-ci ne put que leur rappeler la teneur de ses instructions et les presser de consentir au moins à une augmentation des vingtièmes :

J'ai dit que, dans le cas où les États voudraient mettre en usage ce second moyen, n'ayant pas adopté le premier, je concourrais, avec grand plaisir, à ce qu'ils désiraient, et j'ai fini par observer que la

1. 15 février 1775, H. 387.

province aurait le mérite, aux yeux de tout le royaume, d'avoir été empressée à contribuer au soulagement des peuples qui ont tant de besoin que l'on vienne à leur secours, si elle prévenait les règlements qui doivent être rendus relativement à la suppression de la corvée.

Exhortations inutiles : la routine, la peur de subir un surcroît d'imposition, l'emportèrent sur les sentiments d'humanité, et rien ne fut changé au régime antérieur des grands chemins. Les États, comme plus tard le Parlement, préféraient la corvée, dont ils ne souffraient pas, à une addition aux vingtièmes, dont ils auraient supporté leur part.

La session fut close quelques jours après, le 20 février. Aucune encore n'avait coûté si cher. Quoique relativement courte (deux mois juste, du 20 décembre 1774 au 20 février 1775), elle dépassa singulièrement les frais des tenues de trois mois, de cinq mois, de six mois même, qui n'avaient pas été rares sous le duc d'Aiguillon. Il en coûta au trésor royal 843,350 l. de gratifications extraordinaires aux commissaires du roi et aux présidents des ordres<sup>1</sup>. C'était vraiment payer à trop haut prix les deux millions de don gratuit que les États votaient à chaque tenue. Turgot, révolté, résolut de couper court à de pareils abus, et, attaquant le mal à sa racine, c'est-à-dire s'en prenant aux repas plantureux que l'habitude forçait les commissaires et présidents à tenir prêts pour tout venant, habitude ruineuse pour les finances et désastreuse pour le bon ordre de l'assemblée<sup>2</sup>, il fit rendre, le 29 mars 1776, un arrêt du conseil « portant règlement sur les tables des commissaires de Sa Majesté aux États de Bretagne et des présidents des ordres desdits États. » Par ce règlement, il leur était interdit de donner à manger plus d'une fois par jour : le premier commissaire du roi ne pouvait avoir une table de plus de quarante couverts, les présidents du clergé et de la noblesse de plus de vingt-cinq, celui du tiers de plus de

1. L'énormité de ce chiffre apparaît clairement si on le rapproche de celui des sessions antérieures. Citons comme exemples les États de 1760 (3 mois), pour lesquels le roi eut à payer 286,000 l. de gratifications extraordinaires; ceux de 1764 (6 mois), qui lui coûtèrent 499,000 l.; ceux de 1766 (5 mois), 434,000 l.; ceux de 1768 (près de 3 mois), particulièrement onéreux, 714,353 l.; ceux de 1772 (3 mois), 510,400 l.

2. Déjà, en 1768, on avait conseillé la suppression des déjeuners à la fourchette, et, en 1772, le duc de Fitz-James avait vivement insisté pour que les couverts fussent limités.

quinze. En outre, comme le jeu était un autre attrait puissant qui faisait affluer chez eux la foule des membres des États, il leur était défendu à tous de jouer ou de faire jouer à aucun jeu de hasard. Rien de plus sage; mais cette rupture violente avec des habitudes invétérées risquait d'amener aux prochains États de terribles orages.

#### ÉTATS DE 1776.

De fait, la question des tables devait être la question brûlante de la session de 1776, qui fut très tumultueuse. Dès le lendemain de l'ouverture (1<sup>er</sup> octobre 1776), le marquis d'Aubeterre, commandant de la province et premier commissaire du roi, communiqua aux États l'arrêt du conseil portant limitation des tables. Irrités plus qu'ils ne voulaient le laisser voir, froissés de ce que la précaution avait de peu flatteur pour eux, les États firent à cette mesure la plus singulière et la plus inattendue des réponses; ils votèrent (2 octobre) que les présidents des ordres et que les officiers des États n'auraient plus de tables désormais et qu'aucun membre de l'assemblée ne se rendrait à celles des commissaires du roi. Ils préféreraient donc une abstinence complète à la consommation limitée qu'on leur offrait.

La stupeur, chez tous ceux qui connaissaient les États de Bretagne, fut extrême. Puis elle fit place à un sentiment différent : la crainte, trop fondée, de voir désormais les affaires encore plus difficiles à traiter, les esprits des députés moins maniables, et l'influence passer à certains personnages qui ne manqueraient pas, eux, de tenir table ouverte, s'acquerraient par là de la considération, et conduiraient les États à leur guise. Il était déjà singulièrement difficile de mener à bien les affaires du roi; que serait-ce donc le jour où les estomacs cesseraient d'être du côté de l'autorité?

Il sera actuellement, écrit de Tréverret, président du tiers<sup>1</sup>, très difficile de gagner certains esprits. Quand on voudra former quelques oppositions soit aux demandes du roi, soit à d'autres affaires, on donnera de petits diners et l'on pratiquera certains membres du tiers, qui, déjà trop complaisants, et flattés des politesses qu'on leur fera, consentiront volontiers à tout ce que l'on arrêtera.

1. 4 octobre, H. 389.

Telle était aussi l'impression de M. de Serent, président de la noblesse<sup>1</sup> :

Je ne crois pas que ce soit l'intérêt du bien général qui ait animé les auteurs principaux de cette instigation, et je crains fort que nous ne les rencontrions sur notre chemin pendant tout le cours de la tenue. Si, d'un côté, la suppression absolue des tables offre une économie plus grande, si elle paraît exclure à l'avenir des assemblées la noblesse pauvre et la multitude, de l'autre, elle rendrait le rôle des représentants (du roi) sans considération, sans influence, et à tous égards insoutenable à remplir; il arriverait encore que ceux des membres de l'assemblée dont la fortune permettrait quelque dépense pourraient s'acquérir un crédit prépondérant à celui des représentants... Je vois clairement<sup>2</sup> que ce dernier point a été calculé par ceux qui ont échauffé les esprits sur les expressions qui motivent l'arrêt du conseil pour le règlement des tables. Le désintéressement de ces tables, prouver que l'on ne vient point aux États uniquement pour boire et manger, faire tourner au profit des peuples l'économie qui doit résulter de la suppression entière de ces dépenses, fournissent aux orateurs de la noblesse un moyen sûr et brillant d'enlever les esprits et de plaire à la multitude... et d'altérer, aux yeux de l'assemblée, tous les sacrifices préparés pour le soulagement de la province... Retranché derrière cet argument, on se prépare à attaquer toutes les demandes du roi les unes après les autres... Vous devez donc vous attendre à ce que cette tenue soit difficile. Vous devez vous y attendre d'autant plus que j'ai lieu de soupçonner que quelques intrigues secrètes, des intérêts particuliers, se mêleront aux affaires et en conduiront les ressorts<sup>3</sup>...

1. 4 octobre, H. 393.

2. 8 octobre, H. 393 (lettre à M. de Maurepas).

3. « Je suis fâché, » écrivait-il au comte de Maurepas, « que vous ne puissiez pas venir prendre place à notre grand couvert. Ce serait une chose qui nous divertirait assez de voir M<sup>me</sup> de Serent et M<sup>me</sup> d'Aubeterre seules à table, environnées d'une foule considérable respectueusement soumise à la délibération du 2 et n'osant toucher à rien. »

Ce spectacle singulier excita la verve d'un rimeur, qui mit la chose sur l'air :  
« A la façon de Barbari, mon ami. »

Savez-vous bien de nos États

Le début admirable ?

Ils ont renversé tous leurs plats,

Brisé toutes leurs tables ;

Ils ont bouché tous leurs flacons,

La faridondaine, la faridondon,



M. de Bégasson, en effet, bastionnaire fougueux, qui avait fait prendre aux États leur résolution du 2 octobre, avait parfaitement su ce qu'il faisait en leur inspirant ce vote. Le parti gouvernemental y perdait beaucoup de ses moyens d'action, sans que l'opposition y perdît un seul de ces gentilshommes pauvres qu'attirait aux États la perspective d'y vivre grasement, joyeuse-

Pour aiguïser les appétits,  
Biribi,  
A la façon de Barbari, mon ami.

Un arrêt de réduction  
De tout ceci fut cause.  
Il peignait les États bretons  
Dans une belle glose.  
Ivrognes, joueurs et gloutons,  
La faridondaine, la faridondon.  
Cet éloge nous a bouffi,  
Biribi,  
A la façon de Barbari, mon ami.

Et nous voulons qu'il soit prouvé  
Aux quatre coins de France  
Qu'on n'est point ici rassemblé  
Pour se remplir la panse.  
A ce discours de Bégasson,  
La faridondaine, la faridondon,  
Bien des gens tout bas ont souri,  
Biribi,  
A la façon de Barbari, mon ami.

Les femmes de nos deux marquis,  
Depuis la règle faite,  
A table avec leurs maris  
Siègent en tête à tête.  
Et là, debout, nous leur parlons,  
La faridondaine, la faridondon,  
Des douceurs d'un arrêté pris,  
Biribi,  
A la façon de Barbari, mon ami.

Car nous, les gens des trois États  
D'une illustre province,  
Nous assistons à leur repas  
Comme au lever d'un prince.  
Sans les croquer nous les aimons,

Mais, hélas, si dans ces maisons  
Où le monde foisonne

ment et gratis, et qui faisaient sa force<sup>1</sup>; car, à défaut des présidents et des commissaires, d'autres devaient tenir table ouverte, et notamment les candidats à la succession de M. de la Lande-Magon, trésorier général de la province. Ceux-ci n'eurent pas de peine à se faire, parmi les petits gentilshommes à qui ils fournissaient le vivre et le couvert, une clientèle assidue, et il en vint même à cette session plus qu'il n'en venait d'ordinaire, témoin un singulier débat qui se produisit au début même de la session. Beaucoup de ces gentilshommes paysans ne savaient pas écrire; or, le règlement stipulait que tous ceux qui assistaient aux États devaient s'inscrire sur la liste. A cette disposition qui les aurait privés de beaucoup de suffrages précieux, les tuteurs, les candidats à la trésorerie, objectaient que l'entrée aux États était un droit du sang de la noblesse et que nul règlement ne pouvait l'en priver. Après une discussion fort ardente, le 4 octobre, ils l'emportèrent, firent décider que le droit du sang serait respecté et

On voit sucer un bonbon  
Par des lèvres bretonnes,  
Le friand par cent espions,  
La faridondaine, la faridondon,  
Le lendemain serait traduit,  
Biribi,  
A la façon de Barbari, mon ami.

1. On sait que dans cette foule nombreuse de la noblesse bretonne se rencontraient souvent des cas de gêne, même de misère, véritablement lamentables. A chaque session, les États votaient 6,000 l. de secours pour la noblesse pauvre qui n'assistait pas à la tenue. « Cette somme est si insuffisante, écrit le marquis de Serent (13 octobre 1776, H. 393), que dans la répartition qu'on en fait, la plus forte gratification n'excède pas 30 l. et le plus grand nombre est au-dessous de 12. Vous devez juger par cela de la souffrance où est réduite une portion nombreuse de la noblesse de Bretagne. » — A la séance du 7 décembre, il s'éleva une querelle sur le théâtre entre deux gentilshommes, MM. de Kersio et de Langourla. Le premier, qui avait bu, tint des propos si vifs et fit des menaces si fortes que l'évêque de Rennes s'empessa de lever la séance (lettre de l'évêque de Rennes, 11 décembre 1776, H. 391). Les États exclurent le coupable pour le reste de la tenue, mais ne prononcèrent pas son exclusion à perpétuité et décidèrent que l'affaire ne serait pas mentionnée dans leur procès-verbal. Le motif de cette indulgence fut l'excessive misère dans laquelle était plongé ce malheureux. « Il n'a que 300 l. de retraite pour vivre, écrit Serent (10 décembre 1776, H. 393), et toute sa famille est dans la plus grande misère. Un de ses voisins venait de lui donner à déjeuner presque par charité. Sans doute que le besoin et la nature du vin, joints à l'idée de ses malheurs, l'avaient porté à une espèce d'excès dont tous ceux qui le connaissent disent que son naturel n'a jamais été susceptible. »

que les gentilshommes ne sachant pas signer seraient simplement tenus de se procurer des parrains pour attester leur noblesse.

M. de Bégasson avait donc porté à l'administration un coup redoutable et d'autant plus dangereux qu'il avait ménagé aux bastionnaires un argument spécieux à opposer à toutes les demandes présentées au nom du roi : la suppression des tables procurerait une économie importante : que ne faisait-on donc profiter les peuples d'une diminution proportionnelle sur le chiffre de leurs impositions? « C'est, » écrit le marquis de Serent, « une selle à tous chevaux dont se servira continuellement un des principaux membres de l'assemblée pour remuer la multitude. » Tout permettait de prévoir une session particulièrement agitée.

En attendant le jour, trop lent à venir, où l'élection du trésorier devait amener des vides dans les rangs de la noblesse<sup>1</sup>, deux affaires survinrent qui mirent, en effet, un feu terrible dans l'assemblée. L'une était la question, déjà ancienne, de la répartition de la capitation entre les ordres. De 1,800,000 l., à quoi se montait cet impôt, 100,000 l. seulement étaient à la charge de la noblesse, en vertu d'un arrangement de 1740, et le tiers trouvait, non sans raison, que c'était trop peu, car, si la noblesse était souvent pauvre, d'autre part elle était fort nombreuse en Bretagne. Les réclamations, déjà vieilles, furent reprises avec plus de force dans ces États de 1776 et soutenues par son président, M. de Tréverret, avec plus de vigueur que ne l'eût souhaité le gouvernement, qui, au fond, trouvait fondées les réclamations du tiers<sup>2</sup>, mais qui souhaitait d'écarter tout ce qui était de nature à exciter les passions : or, rien n'y était plus propre qu'une modification à une répartition quelconque, nécessairement défavorable à des intérêts très exigeants. Déjà aux États de 1774 une affaire analogue, à savoir le projet de rejeter sur Nantes une partie de la capitation de Rennes et de Carhaix, unanimement reconnues surchargées, n'avait pu aboutir, l'entente ne s'étant pas faite sur la quotité de la diminution à accorder<sup>3</sup>.

1. « Cet objet, écrivait l'évêque de Rennes (6 octobre, H. 393), renverra plus de 400 gentilshommes. »

2. D'Aubeterre calculait qu'en moyenne la capitation prenait, pour 1,000 l. de revenu, 16 f. au bourgeois et 10 f. au gentilhomme. Le contrôleur général Taboureau des Réaux estimait à plus de 50,000 l. la diminution à laquelle le tiers pouvait légitimement prétendre (16 novembre, H. 390).

3. « Il est bien difficile, observait avec raison Turgot (15 février 1775,

Une contestation entre des ordres avait nécessairement bien plus de gravité encore. Le 6 novembre le tiers proposa de mettre en délibération la répartition de la capitation entre la noblesse et lui. Après de violents débats, il ne put même obtenir que sa proposition fût mise sur le registre, se fâcha, refusa de signer le procès-verbal et ne se rendit que sur l'ordre des commissaires du roi qui entrèrent à l'assemblée et enjoignirent au président du tiers d'y apposer sa signature. La chose en resta là pour cette fois ; elle devait être reprise aux États de 1778, qu'elle agita violemment, tant la noblesse avait de répugnance à supporter sa part des charges publiques.

L'autre remuait des passions plus vives encore, car elle n'était rien moins qu'un contre-coup de l'affaire de d'Aiguillon. Lors du départ de celui-ci, tous les fonctionnaires qu'il avait couverts de sa protection avaient été expulsés de la province ; il y avait cependant à cette règle quelques exceptions, et entre autres celle de Dorotte, ingénieur des ponts et chaussées, qui n'avait pas craint de rendre hommage à l'administration du duc d'Aiguillon et de dire très haut ce qu'il pensait de la campagne de calomnies menée contre lui à propos des grands chemins. Cette conduite courageuse lui avait valu la haine implacable du bastion et peu de sessions s'étaient passées depuis lors sans que sa destitution fût réclamée par la noblesse. La lutte fut reprise avec plus d'acharnement en 1776 et la noblesse signifia sa résolution de ne point délibérer sur le fonds des grands chemins tant que Dorotte n'aurait pas quitté la province. L'administration essaya quelques démarches pour le sauver ; d'Aubeterre réclamait, avant de le frapper, des preuves de malversation de sa part : or, la probité de Dorotte était au-dessus de tout soupçon et sa capacité était généralement reconnue : nul autre reproche à lui faire que d'avoir écrit autrefois une lettre apologétique de l'administration de d'Aiguillon et désagréable à M. de la Chalotais. Tout ce que d'Aubeterre put obtenir, ce fut un délai : il promit que Dorotte quitterait la province dès qu'on aurait trouvé pour lui un autre emploi :

Il est désagréable à tel point, écrit d'Aubeterre<sup>1</sup>, que je crois

H. 387), d'allier ces faits avec les idées d'une administration juste et patriotique. »

1. 22 novembre, H. 393.

qu'il est nécessaire de l'ôter de la province et de lui procurer ailleurs une place équivalente au moins à celle qu'il a présentement dans l'évêché de Dol et qui lui rend 2,000 fr. par an, d'autant que ce malheureux a une femme et huit enfants, et rien que ses appointements pour vivre. Il est depuis dix-huit ans au service de la province, et, si je n'avais pas opposé la plus grande fermeté à l'ordre de la noblesse, il était chassé et renvoyé un bâton blanc à la main. C'est, d'ailleurs, un des meilleurs ingénieurs que nous ayons, et ses ennemis ne peuvent s'empêcher de lui rendre justice à cet égard... Le sujet est excellent, surtout pour la partie des lumières, et il n'est point de place dont il ne soit très en état de bien s'acquitter.

Le triste sort de ce malheureux prouve une fois de plus de quel côté, dans les luttes violentes dont la province avait été le théâtre, il faut s'attendre à rencontrer le plus de courage et de véritable indépendance. Ceux qui avaient soutenu d'Aiguillon en furent, tôt ou tard, victimes; ceux qui l'avaient combattu n'eurent jamais, en dernier lieu, à s'en repentir, et dès l'origine de l'affaire il était facile de prévoir ce dénouement.

Quelques jours après cet incident, eut lieu l'élection du trésorier de la province. Quatre candidats principaux étaient en présence : MM. de Saint-Cristau, adjoint de M. de la Borde, fermier général; Beaugeard, armateur à Saint-Malo; Magon de la Balue, et Le Vicomte, trésorier de l'extraordinaire des guerres. Les préférences du gouvernement étaient acquises à M. de Saint-Cristau; il pouvait compter sur la voix du clergé, toujours docile, être sûr d'avance d'être battu dans la noblesse, toujours sympathique à l'opposition, et le sort de l'élection se trouvait ainsi dépendre de la voix du tiers, dans lequel M. de Tréverret menait, depuis le commencement de la tenue, une active campagne en faveur du candidat officiel, en homme passionnément désireux de plaire, d'être bien traité dans le chapitre des gratifications et de fortifier son autorité dans son ordre, en en faisant avoir aussi « aux bons sujets qui travaillaient avec lui au bien de la chose publique<sup>1</sup>. »

Je jouis, écrit-il au premier commis du contrôle général, Mesnard, le 13 oct. 1776<sup>2</sup>, je jouis, parmi les bons sujets de mon ordre, d'un peu de crédit, mais je vous avoue qu'il y a aussi certains sujets fort récalcitrants, imbus de mauvais principes, soutenus par le parti de

1. 15 novembre 1776, H. 390.

2. H. 389.

l'opposition, qui se font un point d'honneur de manifester leurs sentiments et leur mauvaise façon de penser et qui tâchent même, par des cabales sourdes, d'engager quelques bons sujets dans leur parti. Les soins que je me donne pour prévenir cette contagion me font espérer que nous serons les plus forts : mais il faut aussi me procurer les moyens de réussir. Les récompenses et les promesses de récompenses servent d'alimens à maintenir les bons sujets dans leur bonne façon de penser... Je crois qu'une pareille gratification (de 12,000 l., comme aux États de 1772) serait utile, peut-être même nécessaire... Je me suis donné bien des mouvemens pour M. de Saint-Cristau dans mon ordre. J'ai parlé en particulier et seul à seul à quatorze députés. Plusieurs m'ont promis... M. de Saint-Cristau avait bien peu de suffrages, mais je me suis si bien tourné que j'espère réussir suivant vos desirs; cependant je ne puis répondre de rien, car le scrutin est bien traitre.

Aussi jugea-t-il plus prudent d'attendre pour verser les fonds. Ses 12,000 l. ayant été promises, il écrit à Mesnard le 15 novembre<sup>1</sup> :

... Si vous distribuez actuellement à chacun sa gratification, il est à craindre qu'après avoir reçu leur récompense, ils viennent à se relâcher sur le travail, l'assiduité, et à ne plus témoigner le même zèle.

Si, au contraire, vous attendez après les États, ils seront découragés, croiront que je les ai trompés, s'en iront mécontents et quelques-uns peut-être pourraient se plaindre hautement.

De plus, les arrangements pour les commissions intermédiaires et les bourses de jetons peuvent encore varier, et un quelqu'un qui aurait reçu une gratification pourrait traverser les arrangements et solliciter des suffrages pour être de la commission intermédiaire, ou avoir une bourse, et cela ferait échouer tous les arrangements dont je suis presque assuré.

Je pense donc, sauf votre meilleur avis, qu'il est intéressant que vous m'adressiez, à moi directement, une ordonnance pour toucher chez le trésorier des États la somme de 12,000 l... et que je la touche le plus tôt possible, parce que je profiterai de certains moments favorables pour donner les récompenses secrètement et à propos. Je me charge volontiers de toucher la somme, de la distribuer et de vous faire passer les reçus d'un chacun, parce que M. le marquis d'Aubeterre veut paraître l'ignorer, craignant que cela ne se découvre, comme il arriva en 1774 pour la gratification de 1772.

1. H. 390.



Il toucha les 12,000 l. le 25 novembre et résolut, toute réflexion faite, de ne les distribuer qu'après la clôture. Il était, d'ailleurs, plein de confiance dans le succès tant de la tenue que de l'élection :

Les affaires de M. de Saint-Cristau, écrit-il le 27 nov.<sup>1</sup>, vont le mieux du monde dans le tiers. L'intérêt que vous y prenez m'y fait mettre le plus grand zèle...

La veille de l'élection, le 28 au soir, supputant avec M. de Saint-Cristau et avec M. Cacault<sup>2</sup>, secrétaire du marquis d'Aubeterre, le nombre des voix assurées, il en pointait seize, qui devaient certainement suffire à lui procurer une majorité sur ses trois concurrents.

Mais l'opposition, elle aussi, ne s'endormait pas, et elle avait plus de 12,000 l. à sa disposition, sans compter la séduction puissante des déjeuners, des diners et des soupers. Beugeard surtout versait l'argent et le vin à flots ; il avait fait venir, de tous les coins de la province, un grand nombre de gentilshommes paysans ; il avait fait aussi une campagne énergique dans le tiers et s'y était assuré des dévouements plus solides, parce qu'ils étaient plus grassement rétribués. Un vigoureux effort du dernier moment, appuyé sur des arguments d'espèce sonnante, acheva de semer la débâcle parmi les troupes de M. de Saint-Cristau :

Le jour de l'élection (29 nov.), écrit M. de Tréverret, à 5 h. 4/2 du matin, on vint me prévenir que, pendant la nuit, Beugeard avait semé l'or et l'argent à pleines mains et que plusieurs des miens avaient abandonné Saint-Cristau... J'envoyai chercher ceux qui étaient soupçonnés, tous protestèrent d'injure...

Il n'en est pas moins vrai qu'au dépouillement du scrutin il se trouva dans le tiers 22 voix pour Beugeard, 8 seulement pour Saint-Cristau, 6 pour Le Vicomte, 6 pour Magon de la Balue. La noblesse avait donné 269 voix à Beugeard, 158 à Magon, 146 à Le Vicomte et 11 à Saint-Cristau. Par là, les voix de la noblesse et du tiers se réunissaient en faveur de Beugeard et le vote du clergé n'était plus qu'une formalité inutile. Beugeard était trésorier ; de l'aveu général, il ne lui en coûtait pas moins de 300,000 l.

1. H. 390.

2. Le même, qui fut plus tard ministre de France à Rome sous le Consulat, et prit une part importante à la négociation du Concordat.

L'unanimité des rapports adressés en cour sur cette affaire ne laisse aucun doute sur les honteux moyens auxquels on avait eu recours :

Il transpire déjà bien des bassesses et bien des infamies de la part de plusieurs votants, écrit de Tréverret le 29 nov... L'élection de Beugeard a couvert d'infamie une grande partie de mon ordre.

L'évêque de Rennes :

L'intrigue, les vilénies qui se passent sous nos yeux pour cette élection, les voix achetées, les propos répandus, les calomnies de toute espèce pour nuire aux concurrents sont révoltants... Il y a un cri général contre tout ce qui s'est passé dans cette élection...

Le scandale avait pris, en effet, des proportions si intolérables que, le 2 décembre, un vote significatif des États décida que quiconque aurait capté les suffrages par des procédés malhonnêtes serait incapable de posséder leurs charges, serait même exclu de l'assemblée s'il en était membre. Mais ce vote ne pouvait avoir d'effet rétroactif et Beugeard resta en paisible possession de la trésorerie.

Débarrassés de l'élection, les commissaires du roi et présidents des ordres ne l'étaient pas de la mauvaise volonté de la noblesse et de l'humeur frondeuse qui se manifestait jusque dans le tiers. La noblesse s'obstina longtemps à vouloir introduire dans les conditions du bail des devoirs des modifications qui eussent facilité la fraude et porté un coup désastreux aux finances de la province, déjà en triste état. Elle opposa aussi une vive résistance aux fonds pour les milices et pour le dépôt des mendiants. Il y eut enfin un grave conflit à propos de la nomination de la grande députation (députation des États à la cour pour porter le cahier de doléances) et de la petite députation (députation à la Chambre des comptes de Nantes pour assister à la reddition de comptes pour le trésorier général de la province). Ces charges (39,000 l. pour la grande députation, dont 15,000 pour le député de l'Eglise, 15,000 pour celui de la noblesse, 9,000 pour celui du tiers; 11,000 l. pour la petite, dont 4,000 pour l'Eglise, 4,000 pour la noblesse et 3,000 pour le tiers) étaient fort enviées, et, pour couper court à des intrigues et à des manœuvres qu'il redoutait, le gouvernement, depuis plus d'un siècle, s'était arrogé le droit de faire désigner les membres de ces députations par le gou-

verneur de la province, qui recommandait ceux qu'il voulait aux suffrages de l'assemblée. Celle-ci s'était toujours conformée à ces recommandations, sauf une fois, en 1770; mais elle avait résolu, en 1776, de secouer définitivement le joug, à la grande indignation de d'Aubeterre, qui se prononça avec force contre une pareille prétention :

Il est essentiel, écrit-il à Maurepas le 3 nov., de me faire passer des ordres pour défendre le droit du duc de Penthièvre de nommer les députations. S'il arrivait que les États reprissent ce droit qu'ils prétendent leur avoir appartenu autrefois, on osera tout pour mériter leurs suffrages.

Il en reçut, en effet, et ne les signifia à l'assemblée que presque à la veille de sa clôture, comme il était d'usage pour les affaires délicates. Or, les États, dès le 18 décembre, avaient, sur l'initiative de M. de Thuomelin et malgré les objurgations de M. de Tréverret, fait acte d'indépendance en excluant les recommandés. Quand ils s'entendirent déclarer, le 26, par le marquis d'Aubeterre, que S. M. ne reconnaîtrait pas d'autres députés à la cour et à la Chambre des comptes que ceux qui avaient été recommandés par S. A. S. le gouverneur de la province, ils témoignèrent, surtout la noblesse, un vif mécontentement, envoyèrent députation sur députation pour demander le retrait de cet ordre, et la noblesse résolut, ce qui était plus grave, de ne point signer l'état de fonds tant qu'elle n'aurait pas obtenu satisfaction. En conséquence, la commission des finances, qui devait, le 27, apporter l'état de fonds aux commissaires du roi pour le signer, s'abstint d'y venir, et il fallut que d'Aubeterre entrât aux États pour ordonner aux présidents et commissaires, de la part du roi, d'y apposer leur signature, démarche toujours grave, qui ressemblait à une séparation forcée de l'assemblée, à une œuvre de violence, et qui laissait planer quelque doute sur la légalité des votes obtenus et du budget arrêté; d'autant plus que la noblesse força son président à ajouter à sa signature les mots : *par ordre du roi*, et que le tiers en fit autant. Sur ces entrefaites, un nouveau grief, la défense de quitter Rennes signifiée à une commission que les États avaient chargée de porter leurs représentations aux pieds du trône, acheva d'irriter les esprits. La séance du 28 décembre se prolongea jusqu'à une heure du matin :

Je vous avouerai, écrit Tréverret<sup>1</sup>, que, depuis que je viens aux États, je n'avais jamais vu autant de tumulte, de violences et de cabales. Depuis trois jours, je n'ai plus de crédit dans mon ordre : les bons sujets sont si furieusement injuriés et outragés qu'ils ne paraissent qu'un instant dans l'assemblée et se retirent aussitôt. Enfin cette nuit, à l'exception de quatre bons sujets qui n'ont point quitté, je n'étais entouré que de cabaleurs... J'ai beaucoup d'empressement de voir la clôture des États, car je m'aperçois que tout ira actuellement de mal en pis ; et je suis convaincu que, si l'on proposait à l'assemblée de protester contre son existence, elle acquiescerait à cette proposition...

Le 30 décembre eut lieu cette clôture, impatiemment souhaitée par d'Aubeterre et par les autres présidents, comme par celui du tiers. Les États de 1776 finissaient mal. Les derniers incidents donnaient à la clôture l'apparence d'une séparation forcée, d'une cassation des États, chose que le gouvernement tenait à éviter par-dessus tout ; et, en effet, pour un parti nombreux et bruyant, les États de 1776 n'étaient point terminés et duraient encore lorsque s'ouvrirent ceux de 1778. Cette session avait jeté en Bretagne des germes d'irritation, de méfiance, qui décidèrent de l'opinion des États sur le ministère naissant de Necker. Tant que dura ce ministère, les tenues devaient être difficiles et tumultueuses, et cet homme qui allait réussir à être (beaucoup plus, d'ailleurs, qu'il ne le méritait) l'idole de la France entière, ne trouva longtemps que dans les seuls États de Bretagne une hostilité prononcée.

M. MARION.

---

1. H. 391.

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

### UNE JOURNÉE AU DISTRICT DES CORDELIERS

LE 22 JANVIER 1790<sup>1</sup>.

#### I.

Le 8 octobre 1789, après qu'en une quinzaine Marat eut été dénoncé, pour écrits incendiaires, deux fois à des assemblées de district et

1. A part la collection de l'*Ami du peuple*, le *Moniteur* et les documents imprimés soit dans un petit recueil publié par le district des Cordeliers (*Pièces justificatives* relatives à l'exécution d'un décret lancé contre le sieur Marat, Paris, 1790, Bibl. nat., Lb<sup>40</sup>. 257 et Lb<sup>40</sup>. 1385), soit dans les *Actes de la Commune de Paris* de M. S. Lacroix, la présente étude a été tirée tout entière du dossier Marat conservé au ministère de la Justice, carton sans numéro portant : *Affaire Marat, Danton et autres*. (Le même carton contient un dossier Suleau.) Des copies de toutes les pièces importantes de ce dossier se trouvent aux Archives nationales, et notamment l'information faite par le conseiller de la Garde sur la journée du 22 (Arch. nat., D. xxix, 84). Aucun inventaire des archives de la Justice n'étant publié, je donne l'énumération des pièces du dossier, en renvoyant aux numéros de Tuetey, *Répertoire général des sources manuscrites*, etc., tome I<sup>er</sup>. 1<sup>re</sup> *Liasse de six pièces* (Tribunal de police). 1) 1268; 2) N<sup>o</sup> 83 de l'*Ami du peuple*; 3) Assignation à Marat, 11 janvier; 5) 1270; la pièce n<sup>o</sup> 4 (lettre de Marat) manque, mais est copiée en marge du n<sup>o</sup> 5; 6) Lettre missive du procureur-syndic-adjoint. — 2<sup>e</sup> *Liasse de quatorze pièces* (Châtelet). 1) Manque; 2) 1265, 1266; 3) Délibération de la Commune de Paris du 15 janvier (cf. Lacroix, t. III, p. 458-59); 4) 1271; 5) 1272; 6) 1276; 7) 1277; 8) Délibérations du district des Cordeliers, notifiées par huissier (cf. *Pièces justificatives*); 9) Acte du dépôt fait par Ozanne, au greffe du Châtelet, des papiers saisis chez Marat, 25 janvier; 10) 1283; 11) 1284; 12 et 13) 1285; 14) Acte de la comparution de Saint-Aubin, 20 mars. Tout le dossier Marat des archives de la Justice ne contient de documents importants non signalés jusqu'ici que deux liasses de papiers saisis chez Marat. Je n'ai pas eu ici à m'en servir. Il existe, de la journée du 22 janvier et des faits qui la précéderent et la suivirent, plusieurs récits. Ceux de Bougeart : *Marat, l'Ami du peuple* (Paris, 1865, 2 vol., t. I, p. 233), et de Robinet : *Danton homme d'État* (Paris, 1889, p. 67), ne contiennent presque pas un trait qui ne soit faux. On trouvera aussi des inexactitudes très notables, qu'en général je me dispenserai de relever, dans Buchez et Roux (t. IV, p. 296); Aulard : *Danton au district des Cor-*

quatre fois à l'assemblée communale<sup>1</sup>, la Compagnie des conseillers au Châtelet, réunie en délibération de conseil, rendit contre lui un décret de prise de corps<sup>2</sup>.

Contre ce noir attentat de ses ennemis, Marat avait espéré être protégé par le district des Cordeliers, où il avait élu domicile. Le 7 octobre, sur la proposition du président, M. d'Anton, à qui Marat avait écrit pour solliciter son appui, l'assemblée générale du district avait arrêté « qu'elle prenait sous sa protection tous les auteurs de son arrondissement. » Mais cette déclaration de principe n'empêcha pas qu'une tentative fût faite, dès la nuit du 8 au 9, pour exécuter le décret. Marat, pour éviter les huissiers, dut s'enfuir, se cacher pendant un mois à Versailles, s'établir ensuite à Montmartre. Le Châtelet ne le recherchait au reste que mollement, content d'avoir obtenu, par la découverte et la saisie des presses, que l'*Ami du peuple* ne parût plus.

On revit la petite feuille depuis le 5 novembre, d'abord intermittente et clandestine, puis, peu à peu, régulière et publiée ouvertement. A partir du 10 décembre, Marat, qui la veille ou l'avant-veille avait été arrêté, traduit devant le tribunal de police de la Commune et aussitôt remis en liberté avec honneur, n'eut plus à se cacher de personne. Son procès était oublié. Sans les difficultés qu'il eut avec son éditeur, son journal eût paru tous les jours.

Il se montra, pendant un temps, sinon modéré, moins agressif à l'égard des personnes. Mais dans son n° 83, du 31 décembre, commencèrent des attaques passionnées contre Necker et contre le maire Bailly. La série des plaintes, des dénonciations et des poursuites se rouvrit aussitôt : le soir du 31, le district de la Sorbonne signalait par arrêté le numéro du jour à la vigilance du procureur-syndic de la Commune; le 8 janvier 1790, le district de Sainte-Marguerite émettait, à l'égard du soi-disant Ami du peuple, un blâme

*deliers et à la Commune (la Révolution française, année 1893, t. I, p. 122); S. Lacroix : Actes, etc., t. III, p. 520, 540, 614; voir aussi t. II, p. 76, 204; t. IV, p. 456, 469; t. V, p. 139; Belfort Bax : Jean Paul Marat the people's friend (London, 1900, p. 127); Alma Söderhjelm : le Régime de la presse pendant la Révolution française, t. I (Paris, 1900, p. 171).*

1. Lacroix, t. II, p. 76, 100, 103, 202, 204.

2. Le 3 octobre (2<sup>e</sup> liasse, pièce 2), la Commune, par une décision qui ne figure pas dans Lacroix (voir tome II, p. 204 et note 1), dénonça les numéros 16 à 23 de l'*Ami du peuple* au procureur du roi au Châtelet. Le 4 fut rendue une ordonnance d'information; le 6, l'imprimeur de Marat, Jorry, fut entendu; le 8, décret de prise de corps, le premier et le seul de l'affaire. Le 7 octobre (Lacroix, t. II, p. 202), l'Assemblée dénonçait de nouveau Marat au procureur du roi, pour le numéro 26.



sévère; dans la nuit du 9 au 10, Marat devait quitter à la hâte son logement pour fuir les huissiers qui revenaient se saisir de lui, appuyés par des patrouilles de troupe citoyenne; le 11, il était assigné à comparaître devant le tribunal de police de la Commune; le 12, à l'Assemblée nationale, un député demandait contre lui des mesures de rigueur; le 13, au tribunal de police, un jugement rendu par défaut le déferait au Châtelet; le 15 et le 16, deux délibérations de l'assemblée communale ordonnaient au procureur-syndic de signaler encore ses derniers numéros, pour être poursuivis, au procureur du roi<sup>1</sup>.

Menacé des mêmes rigueurs qu'en octobre, Marat avait cette fois des défenseurs. L'assemblée du district des Cordeliers, par un arrêté en date du 11 janvier, se déclara indignée que l'on fût venu l'avant-veille, de nuit, avec de la troupe et sans prévenir personne, arrêter l'un des ressortissants du district.

Marat s'était logé dans la maison où le comité militaire du district avait son siège, l'hôtel de la Fautrière, rue de l'Ancienne-Comédie, n° 39; un poste permanent de trente hommes y occupait une salle du rez-de-chaussée. L'Ami du peuple comptait, pour sa sécurité, sur cette petite garnison. A l'assignation de comparaître devant le tribunal de police, il avait répondu : « Je regarde cette assignation comme un piège grossier pour m'attirer hors du district qui assure ma liberté<sup>2</sup>. » Sa confiance parut justifiée, lorsque le district arrêta, dans l'assemblée générale du 19, « qu'il serait nommé cinq commissaires conservateurs de la liberté... et que nul décret ou ordre, quelle qu'en fût la nature, tendant à priver un citoyen de sa liberté, ne serait mis à exécution dans le territoire du district sans qu'il eût été revêtu du visa des cinq commissaires. » On élut commissaires MM. d'Anton (*sic*), Saintain, Cheftel et Lablée, et le commissaire-président fut, de droit, le président du district, qui était alors Paré<sup>3</sup>.

Pendant trois semaines, les plaintes et les arrêtés qui se multi-

1. Lacroix, t. III, p. 520.

2. Voici la lettre entière : « Je suis assigné, Messieurs, pour paraître aujourd'hui devant vous, au sujet d'une prétendue contravention aux ordonnances et règlements contenue dans le numéro 83 de l'*Ami du peuple*. Comme ce numéro porte le nom de l'auteur et de l'imprimeur, et qu'il est dans les règles ainsi que tous les autres, après le noir attentat du Châtelet, je regarde cette assignation comme un piège grossier pour m'attirer hors du district qui assure ma liberté. Marquez-moi si cette assignation émane réellement de votre tribunal. J'attends votre réponse pour mettre ma feuille sous presse.

« Le 13 janvier 1790.

« MARAT, l'ami du peuple. »

3. Lacroix, t. III, p. 524.

pliaient contre Marat n'eurent d'autre effet que de l'exaspérer. Au milieu du mois, il est rentré dans son genre, l'extrême exaltation, le *maximum du patriotisme*, comme il dit lui-même, atteint tous les jours, la violence soutenue, les dénonciations personnelles pour lesquelles il semble que l'énormité même du crime soupçonné lui tienne lieu de preuve; avec cela, l'accent de la conviction profonde, et ce style qu'il a défini lui-même, « grave, animé, pathétique, jamais plaisant <sup>1</sup>. »

Contre le Châtelet, contre la Commune de Paris, contre le ministère Necker, mêmes attaques furieuses :

Anathème sur des tribunaux de sang, où le faible est condamné sans preuves, d'où le puissant échappe toujours impuni et où le coupable est expédié clandestinement quand il a des complices d'un rang élevé<sup>2</sup>... Nous aurions écrasé le despotisme pour laisser naître l'aristocratie! Nous aurions abattu l'insolente noblesse, l'impudique clergé, pour élever des légions de robins, l'écume du palais, la crasse du barreau, des grippe-sous, des huissiers, des espions, des recors, qui nous commandent et qui nous maîtrisent<sup>3</sup>!

« Tout est mauvaise foi, astuce, hypocrisie, prévarication et outrage dans l'indigne arrêté<sup>4</sup> » rendu contre lui le 15 par la Commune; pour l'arrêté du lendemain 16, c'est « une démarche révoltante qui annonce une affreuse coalition, un esprit de parti violent et l'oubli de tout devoir...<sup>5</sup> »

Mais, grâce au ciel, Messieurs, dit ailleurs Marat aux députés à la ville, vous ne disposez pas plus de la force que de l'estime publique. Indignés des persécutions que vous exercez, les citoyens sont prêts à se soulever contre vous; craignez de combler la mesure de leur patience, redoutez le jour des vengeances, et tremblez d'être immolés vous-mêmes sur les autels de la liberté<sup>6</sup>.

A l'égard de Necker, qui est pour lui « le plus adroit et le plus dangereux suppôt du pouvoir arbitraire<sup>7</sup>, » son emportement est déraisonnable. M. de la Rivière ayant dit que l'intendant Berthier lui avait dit que Necker lui avait donné ordre de couper les blés verts dans sa généralité, « tout homme de sens doit croire la dépositi-

1. *Ami du peuple*, n° 146, cité par Bougeart, t. I, p. 205.

2. N° 97, 14 janvier.

3. N° 103, 29 janvier.

4. N° 101, 18 janvier.

5. N° 100, 17 janvier.

6. N° 103, 20 janvier.

7. N° 83, 31 décembre.

tion » de M. de la Rivière, et « la déposition de Berthier ne peut être révoquée en doute. Dès lors, le ministre principal est un traître à la patrie... »

... Dans un pays libre tel que l'Angleterre, un décret de prise de corps aurait été décerné contre le principal ministre, le maire et le président de l'Assemblée nationale. Renfermés tous trois, le même jour, dans une prison d'État, on aurait instruit leur procès, et un supplice infamant en eût été la fin.

Le jour du 2 juin 1793, Marat monta dans le clocheton de l'hôtel de ville, et sonna le tocsin lui-même, de toutes ses forces et tant que ses bras purent aller. Quand on lit l'*Ami du peuple* de la première année, on croit déjà le voir tirant sur sa corde. Il ne se lasse point de lancer dans Paris son appel à l'insurrection, au meurtre, aux grands châtimens. En 1789, il en est à l'état d'esprit de 1793. La Terreur sera faite, quand le peuple l'aura rejoint. Toute une part de l'éducation révolutionnaire du pays revient à l'*Ami du peuple*. Aucun journal ne fit plus pour former la nation à la défiance irraisonnée, pour la disposer à voir des traîtres dans tous les chefs qu'elle s'était donnés. La crainte perpétuelle des complots et des attentats mystérieux dont tant de milliers de personnes furent obsédées, procède un peu de la manie soupçonneuse qui avait d'abord été particulière à Jean-Paul Marat. Quelque chose de ses humeurs noires passa dans le tempérament de la foule révolutionnaire.

Le Châtelet, tribunal provisoire et qui se savait impopulaire, ne poursuivait que de mauvais gré l'*Ami du peuple*. Au reste, il n'y avait alors aucune loi sur la presse. Les anciennes ordonnances sur la librairie étaient si bien abolies de fait que le procureur du roi reconnaissait explicitement la *liberté de la presse*<sup>1</sup>, et aucun décret de l'Assemblée n'avait encore fixé de limites ou de règles à cette liberté. Aux divers réquisitoires qui furent, dans toute l'affaire, prononcés contre Marat, manque toujours une partie essentielle, la mention d'un texte de loi qui prévoie le délit en cause. C'est pourquoi le Châtelet n'avait fait que peu d'efforts pour arrêter Marat; la tentative de la nuit du 9 au 10, qui n'avait pas été délibérée en conseil, fut vivement désapprouvée par plusieurs conseillers<sup>2</sup>. La Compagnie ne se laissa déterminer à reprendre les poursuites ni par les arrêtés des districts ni par les réquisitions de l'assemblée communale. Elle attendit que l'Assemblée constituante elle-même eût

1. Liasse 2, pièce 5, réquisitoire du 21 janvier de de Flandre de Brunville.

2. Voir l'*Ami du peuple* du 14 janvier, n° 97.

manifesté sa volonté de réprimer la licence de la presse. Le 20 janvier, Sieyès présentait à l'Assemblée, au nom du comité de constitution, un projet de loi sur la presse. Le lendemain, 21 janvier, le procureur du roi requérait et la Compagnie ordonnait, en vertu du décret de prise de corps du 8 octobre, l'arrestation de Marat, la saisie de ses papiers et de ses presses, et l'instruction de son procès pour écrits séditieux, calomnieux et incendiaires.

## II.

On eut avis le même soir, au district des Cordeliers, que l'exécution était résolue pour la nuit ou pour le lendemain matin. Danton eût voulu qu'on s'y opposât par tous les moyens. Pendant les trois derniers mois, en octobre, novembre et décembre 1789, il avait été président de l'assemblée du district. Sorti de charge, il gardait aux Cordeliers une influence souveraine; aussi bien, tous les *honnêtes gens* s'étaient retirés de l'assemblée tandis qu'il en était président<sup>1</sup>. Le président Paré et le vice-président Fabre d'Églantine n'agissaient guère sans avoir pris ses avis. Mais la partie qu'il voulait engager était périlleuse; M. de la Villette, commandant du bataillon du district, lui représenta qu'il avait tort de vouloir défendre Marat, qu'on pouvait bien le lui enlever, et l'enlever lui-même<sup>2</sup>. De plus, son protégé n'avait pas la sympathie générale; ayant, peu de temps auparavant, désiré être inscrit comme membre du district, l'assemblée générale avait repoussé sa demande à une forte majorité<sup>3</sup>.

On donna pour consigne à l'officier qui était de service du 21 au 22 au poste de l'hôtel de la Fautrière, le lieutenant Le Rouge, de rappeler aux huissiers l'arrêté du 49 et de leur interdire, même par la force, la porte de Marat tant qu'ils n'auraient pas obtenu le visa des conservateurs de la liberté<sup>4</sup>. Mais les commissaires n'avaient pu se mettre d'accord pour donner ou refuser les signatures.

Le vendredi 22 janvier, à sept heures du matin, les gardes nationaux, commandés pour la main-forte, se rassemblèrent sur la place Dauphine<sup>5</sup>. Le bataillon de Henri IV avait fourni quatre-vingts grenadiers et chasseurs<sup>6</sup>; il y avait un contingent de Saint-Séverin<sup>7</sup> et peut-

1. Déposition de Berger, liasse 2, pièce 13, p. 26.

2. Déposition de Berger, liasse 2, pièce 13, p. 26.

3. Déposition de Monory, pièce 13, p. 14.

4. Berger, liasse 2, pièce 13, p. 28; Le Rouge, pièce 13, p. 2.

5. Minier, pièce 12, p. 2.

6. Carle, pièce 13, p. 7.

7. Richard, pièce 12, p. 6.

être aussi d'autres districts circonvoisins, mais pas un homme des Cordeliers. L'adjudant-major-général Gonsault de Plainville avait été désigné pour le commandement en chef de la main-forte.

On ne se mit en marche qu'après une longue station. Une fraction de trente hommes fut détachée, sous les ordres d'un lieutenant, pour garder la sortie de derrière que l'hôtel avait sur la rue des Mauvais-Garçons<sup>1</sup>. Plainville<sup>2</sup> conduisit le corps principal par le Pont-Neuf, la rue Dauphine, la rue Contrescarpe et le passage du Commerce, dans la cour du Commerce<sup>3</sup>, qui débouchait sur la rue de l'Ancienne-Comédie, en face de la maison de Marat.

Sur les neuf heures, les agents du Châtelet arrivèrent. C'étaient le commissaire Fontaine, conseiller du roi, venu dans une voiture de place avec deux notables-adjoints, et les deux huissiers Ozanne et Damien, escortés de plusieurs cavaliers de robe courte.

Plainville vit les huissiers entrer, sous la porte cochère de l'hôtel, puis sortir, prendre à sa voiture le commissaire avec ses notables et rentrer aussitôt dans l'hôtel. Comme ils ne reparaissaient pas, il ne douta pas qu'on ne les eût laissés libres de vaquer à leur office. Avant de se retirer avec sa troupe, il se rendit avec son aide de camp chez le commandant de la Villette pour lui remettre un ordre de concourir à la main-forte. Ne voulant pas employer le bataillon des Cordeliers et craignant d'offenser les autorités du district s'il ne le convoquait pas du tout, La Fayette avait donné mission à l'adjudant-général de ne porter l'ordre que l'affaire faite. La Villette dit à M. de Plainville que l'arrêté du 49, dont il lui fit voir une expédition, l'empêchait, à son grand regret, de s'occuper de l'affaire. Il devait rester neutre. Sur la réponse de Plainville que l'arrestation était déjà faite, il observa qu'en ce cas l'ordre était inutile. M. de Plainville expliqua que c'était *par égard*. M. de la Villette le remercia d'avoir débarrassé le district d'un mauvais sujet<sup>4</sup>.

Cependant, en entrant à l'hôtel de la Fautrière, le commissaire et les huissiers avaient été d'abord arrêtés par la portière, qui leur demanda où ils allaient. M. Marat était absent, le bureau était fermé. Comme ils insistaient pour entrer, elle appela le chef de poste Le Rouge. Le Rouge déclara aux agents du Châtelet que, s'ils avaient

1. Minier, pièce 12, p. 2.

2. Plainville, pièce 13, p. 15.

3. Elle subsiste encore en partie et s'ouvre par un passage sur la rue de l'Ancienne-Comédie. Danton y demeurerait, à la place où est aujourd'hui sa statue, boulevard Saint-Germain.

4. Plainville, pièce 13, p. 16; Berger, pièce 13, p. 25; de la Villette, pièce 13, p. 22.

quelque ordre à exécuter contre le sieur Marat, ou chez lui, il avait la consigne de les en empêcher, s'ils n'avaient soin de se conformer à l'arrêté du 49. Ils devaient faire viser leur décret par les cinq conservateurs de la liberté. Il les invitait, au surplus, à passer, pour s'entendre avec les conservateurs de la liberté, dans la salle du comité militaire. Les huissiers consentirent, et le commissaire Fontaine les suivit<sup>1</sup>.

Les cinq conservateurs de la liberté furent mandés, et les pour-parlers commencèrent. Danton se plaignit que M. de la Fayette eût envoyé chez eux des troupes d'autres districts sans leur faire tenir aucun ordre. On venait les provoquer sur leur terrain, ils s'y défendraient<sup>2</sup>.

Le président Paré et deux commissaires jugèrent pourtant qu'il n'y avait pas lieu de refuser le visa. Ils donnèrent leurs signatures. On passa la feuille à Danton.

Danton lut le mandat d'arrestation, et s'avisa que la pièce portait la date du 8 octobre 1789<sup>3</sup>. Or, l'Assemblée nationale avait rendu les 8 et 9 octobre et le roi avait sanctionné dans le courant du même mois un décret de réformation de l'instruction criminelle. Danton déclara que le mandat, étant dans les formes anciennes, ne valait rien, qu'il était étonnant que ceux qui avaient le moule au décret n'en eussent pas décerné un autre, que Marat eût dû jouir du bénéfice de la loi nouvelle et qu'il était infâme de l'en priver.

On avait laissé la porte de la salle du comité ouverte. La foule qui était entrée s'échauffa pour la défense de l'Ami du peuple. La rue commençait à s'agiter. Un boucher entra en disant que toutes les boucheries voulaient fermer les étaux et s'armer. Un citoyen déclara que, pour lui, si à l'instant où les huissiers étaient présentés il avait eu en mains le pistolet qu'il tenait, il aurait brûlé la cervelle au premier qui eût passé la porte. Une voix recommandant la prudence : « Si on n'avait pas eu de prudence, répondit un des commissaires, toutes les femmes se seraient déjà armées<sup>4</sup> ! »

Au milieu de la discussion, Plainville, qui venait d'apprendre avec surprise que rien encore n'était fait, entra et demanda vivement à l'un des huissiers ce qui les avait retardés. Quand on lui en eut

1. Procès-verbal des huissiers, liasse 2, pièce 7; de Fontaine, liasse 2, pièce 6; déposition de Le Rouge, pièce 13, p. 2.

2. Procès-verbaux de Fontaine et des huissiers.

3. Procès-verbaux de Fontaine et des huissiers; Le Rouge, pièce 13, p. 2; Ozanne, pièce 13, p. 39.

4. Procès-verbal de Fontaine.



dit la raison : « Visé ou non visé, dit-il, le décret doit être exécuté. » Il fut aussitôt interpellé par Danton :

Monsieur, ne parlez pas si haut et prenez garde à ce que vous direz, car vous ne sortiriez pas d'ici comme vous y êtes entré. Nous sommes ici huit cents hommes armés qui perdrons plutôt la vie que de souffrir un pareil coup d'autorité dans notre district. Et, si tout le monde pensait comme moi, nous ferions sonner le tocsin et battre la générale, et alors nous aurions le faubourg Saint-Antoine et plus de vingt mille hommes, devant lesquels vos troupes blanchiraient.

Le Rouge arrêta Danton : « Penses-tu ce que tu dis? Je suis étonné que tu tiennes ce propos. » Danton, se reprenant, ajouta :

« Ce que j'en dis n'est que mon opinion particulière. Comme citoyen, je suis libre d'exprimer mon opinion. Notre cause est bonne, il ne faut pas la gâter<sup>1</sup>. »

L'adjudant-général avait déjà quitté la salle. Revenu à son détachement, il l'amena devant l'hôtel et le rangea en bataille<sup>2</sup>. Il envoya, en outre, au commandant de la cavalerie citoyenne, qui passait une revue sur le quai des Théatins, pour lui demander du renfort. Un détachement de cavaliers arriva, dont une partie fut placée au carrefour de Buci et le reste au débouché de la rue de l'Ancienne-Comédie sur la rue des Boucheries. Tout l'effectif ainsi réuni, que des exagérations croissantes ont porté plus tard à deux mille, trois mille, quatre mille hommes, six mille hommes et deux pièces d'artillerie, douze mille hommes, n'atteignait pas cinq cents hommes et pourrait bien n'avoir pas dépassé trois cents. Il n'y avait pas de canon<sup>3</sup>.

Comme il se tenait à la porte de l'hôtel, Plainville vit passer devant lui des groupes de gens agités qui parlaient de sonner le tocsin, de prendre les armes, de chasser ces coquins et ces bougres. « Si mon mari, qui est grenadier, s'écriait une femme, était assez lâche

1. Plainville, pièce 13, p. 17; Le Clerc, pièce 13, p. 33; Le Rouge, pièce 13, p. 3; Damien, pièce 13, p. 36; Ozanne, pièce 13, p. 39.

2. Plainville, pièce 13, p. 7.

3. Le gros de l'effectif d'infanterie se composait du contingent de Henri IV, qui se montait à 80 hommes. Carle, qui l'avait amené, était l'officier du grade le plus élevé après Plainville. Le chiffre de 2,000 est donné par un n° 112 apocryphe de l'*Ami du peuple*, favorable à Danton (cité par Lacroix, *Actes*, III, p. 549); celui de 3,000 par un pamphlet du mois de mars attribué par M. Aulard à Danton (*Ibid.*, note 2); celui de 4,000 par Camille Desmoulins (cité par Robinet, *Danton homme d'État*, p. 67); celui de 6,000, avec deux pièces de canon, par Montjoie (*Histoire de la conjuration de Philippe d'Orléans*. Paris, 1796, t. II, p. 157, cité par Bougeart, t. I, p. 234); celui de 12,000 environ par Marat lui-même (dans son pamphlet *Appel à la nation*, cité par Bougeart, *ibid.*).

pour vouloir arrêter l'Ami du peuple, je lui brûlerais la cervelle moi-même<sup>1</sup>. »

Les pourparlers au comité se prolongeaient. Danton proposa de députer quelques citoyens au commandant-général pour l'informer de la fermentation que soulevait la présence de troupes étrangères au district. On le supplierait de vouloir bien les retirer et lui promettait de réunir dans le district même toutes les forces nécessaires. La motion fut adoptée, et l'on désigna pour cette mission deux citoyens, dont le sieur Monory, libraire<sup>2</sup>.

La question du visa parut trop grave pour être résolue par les seuls commissaires. On décida de la soumettre à une assemblée extraordinaire du district, immédiatement convoquée, et l'on invita Fontaine et les deux huissiers à s'y rendre, ce qu'ils ne purent refuser<sup>3</sup>.

Le quartier s'emplit aussitôt de roulements de tambour, qui appelaient les citoyens actifs à se réunir en armes aux Cordeliers<sup>4</sup>. On vit en même temps, sur les onze heures, les agents du Châtelet sortir de l'hôtel avec un groupe de citoyens qui les conduisaient à l'Assemblée. Chacun des deux partis avait placé ses factionnaires à la porte de l'appartement de Marat, gardes nationaux d'une part, cavaliers de robe courte de l'autre.

Le commissaire Fontaine, voyant sur la porte que M. de Plainville désirait lui parler, l'invita à monter dans sa voiture avec lui et ses deux notables, et lui dit qu'il faisait mine de se rendre aux Cordeliers, mais qu'en réalité il se faisait conduire chez lui pour verbaliser à son aise. Il l'engagea, en outre, à se retirer avec sa troupe, craignant que, sous un quart d'heure, il n'arrivât les plus grands malheurs. « En voulant tenir, ajouta-t-il, vous vous feriez hacher. » M. de Plainville répondit qu'il avait assez de monde. Il pressa le commissaire d'attendre l'ordre, qu'il allait sans doute recevoir, d'agir par la force. A tout le moins, il le pria de rester chez lui, pour qu'on pût l'aller prendre au premier moment<sup>5</sup>.

De la salle du Comité, Monory et son compagnon s'étaient rendus au commandement général, qui avait son siège à l'hôtel de ville. On leur dit que le général était absent et qu'ils seraient reçus par un aide de camp. Mais, s'étant fait annoncer comme des délégués du

1. De Plainville, pièce 13, p. 17; Procès-verbal de Fontaine; Berger, pièce 13, p. 26; Carle, pièce 13, p. 7.

2. Monory, pièce 13, p. 11.

3. Ozanne, pièce 13, p. 39; Damien, pièce 13, p. 36.

4. Minier, pièce 12, p. 3; Plainville, pièce 13, p. 17, etc.

5. Plainville, pièce 13, p. 18; Procès-verbal de Fontaine.

district des Cordeliers, et venus pour affaire très urgente, on les introduisit dans le cabinet de La Fayette. Ils lui peignirent la situation et le supplèrent, au nom de la paix et de la fraternité qui doit régner entre tous les citoyens, de consentir au retrait des troupes. Le district ne prétendait point soustraire Marat aux ordres de la justice; le district faisait profession de vouloir maintenir la paix et prêter la main à l'application de la loi; mais, pour le présent décret, ayant été rendu sous les anciennes formes, il ne pouvait, en ce moment, recevoir son exécution. Au surplus, le district s'en remettait à la décision de l'Assemblée nationale. — Le général répondit que le patriotisme du district des Cordeliers lui était bien connu et s'était manifesté en plusieurs occasions. Mais, dans la circonstance, le Pouvoir exécutif lui ayant demandé son appui, il avait cru devoir se servir de troupes d'autres districts. Ce qu'il avait su des intentions de certains officiers lui avait fait croire que le bataillon des Cordeliers se prêterait mal à l'exécution dont il s'agissait. Quelques observations furent encore échangées, et les délégués se retirèrent<sup>1</sup>.

Les autorités du district, songeant d'abord à obtenir le retrait des troupes, désirèrent pouvoir s'expliquer avec les officiers qui commandaient le détachement. Sitôt l'assemblée réunie, on fit décider l'envoi à l'adjudant-général de deux commissaires, pour le prier de se rendre aux Cordeliers. Plainville refusa net, n'ayant, disait-il, d'ordres à recevoir que du général et de la Commune de Paris. De plus, voyant les commissaires adresser ensuite la même invitation au commandant du bataillon de Henri IV, nommé Carle, il lui fit défense de quitter sa troupe<sup>2</sup>.

Cependant, avant de mettre en délibération la question du visa, les conservateurs de la liberté, d'accord avec les huissiers, rédigèrent un procès-verbal de la discussion au corps de garde :

Les commissaires ont observé, dit cet acte, que l'Assemblée nationale, ayant reconnu que l'esprit et les formes de la procédure pratiquée jusqu'au moment des décrets (du 8 et 9 octobre) en matière criminelle s'éloignaient de l'équité naturelle et des principes de l'association politique qui assurent aux citoyens la conservation de leur liberté individuelle, son intention a été que tous les Français jouissent, à l'instant même de ces décrets, des avantages qu'ils leur procurent et qui s'accordent parfaitement avec l'article 7 de la Déclaration des droits de l'homme : *Nul ne peut être accusé ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites*. Or, le décret dont les sieurs Ozanne et Damien sont porteurs n'étant point rendu dans les

1. Monory, pièce 13, p. 11-13.

2. Plainville, pièce 13, p. 18.

formes prescrites par les décrets de l'Assemblée des 8 et 9 octobre 1789, il s'ensuit que le décret rendu par le Châtelet ne peut être exécuté.

Le district des Cordeliers profite avec empressement de cette circonstance pour fournir à l'Assemblée nationale une preuve éclatante de son zèle à maintenir et à faire exécuter les décrets<sup>1</sup>.

Tandis qu'on verbalisait, le commandant La Villette entra dans la salle, et, ayant obtenu la parole, lut l'ordre que lui avait remis M. de Plainville; après quoi, il se plaignit d'un propos du citoyen de Saint-Aubin, membre du district, qui l'accusait d'avoir été l'instigateur du décret contre Marat. Le président l'interrompit pour lui dire que les querelles particulières n'étaient rien vis-à-vis des querelles publiques, et le rappeler à l'objet de la réunion. Il allait demander à l'assemblée *de quelle manière il devait exécuter l'ordre de l'état-major*, quand on le prévint qu'un aide de camp du général le demandait<sup>2</sup>. Il interrompit son discours et alla trouver l'aide de camp, qui le somma, de la part de La Fayette, de se rendre au corps de garde pour faire exécuter l'ordre qu'il avait reçu. La Villette alléguait que les têtes étaient infiniment échauffées; il fallait de la prudence; puisque des officiers de justice verbalisaient, il fallait attendre le résultat de leurs procès-verbaux. Il consentit pourtant, sur l'insistance de l'officier, à aller donner au lieutenant Le Rouge l'ordre de laisser agir les huissiers. Le Rouge répondit que cela n'était pas possible en raison de l'arrêté du district<sup>3</sup>.

A la séance, on avait fini de rédiger le procès-verbal. On en donna connaissance à l'assemblée; on lui lut ensuite le décret des 8 et 9 octobre, les lettres patentes portant sanction de ce décret et l'article 7 de la Déclaration des droits de l'homme<sup>4</sup>. Danton prit alors la parole et prononça un discours véhément<sup>5</sup>.

Le décret du Châtelet était-il, comme Danton le soutenait, vicieux dans la forme? Il est difficile de faire à cette question une réponse arrêtée. Bien que donnant, dans l'ensemble, aux prévenus, des garanties que leur refusaient les anciennes formes judiciaires, le décret de réforme des 8 et 9 octobre ne devait pas rétroagir, l'article 27 ayant spécifié que, « dans les procès commencés, les procédures faites subsisteraient<sup>6</sup>. » Ainsi, au lendemain de la sanction de ce décret, le mandat

1. Liasse 2, pièce 8.

2. Desmottes, pièce 13, p. 40.

3. De la Villette, pièce 13, p. 23.

4. Liasse 2, pièce 8.

5. La Villette, pièce 13, p. 24.

6. Voir le texte du décret de réforme, réimpression de l'ancien *Moniteur*, t. II, p. 30-32.

de prise de corps déjà lancé contre Marat demeurait valable. Mais en était-il de même après un intervalle de trois mois, alors que pendant plus de deux mois le Châtelet avait laissé tomber sa poursuite, et que Marat, s'étant présenté au greffe du Châtelet et offert à comparaître, n'avait été ni arrêté, ni ajourné? Il semble que, dans la délibération du Conseil du 24 janvier, on se fût mieux conformé à l'esprit de la décision de l'Assemblée en décrétant Marat de nouveau. Au moins la question était-elle douteuse et c'était assez pour qu'elle dût être résolue dans le sens le plus favorable au prévenu. Ainsi, la résistance de Danton, si elle se justifiait mal en tant qu'il se réclamait de l'arrêté du district en date du 49 janvier, n'était pas sans quelque fondement de droit en tant qu'il invoquait la loi nouvelle de procédure<sup>1</sup>.

Il est clair, du reste, que l'argument juridique qui fut opposé au Châtelet n'était qu'un prétexte bien choisi. Danton avait pris le parti de défendre Marat bien avant de connaître la date de l'acte en vertu duquel on vint l'arrêter. Au surplus, les droits de Marat n'avaient subi, par la remise à exécution de l'ancien décret, qu'une atteinte peu sensible. Tout ce qu'il eût gagné à être décrété de nouveau est que le décret eût porté trois signatures de conseillers au lieu d'une seule.

Danton dut représenter à ses auditeurs qu'ils avaient à défendre contre le Châtelet, contre Bailly et La Fayette, les droits de l'Assemblée nationale. Il ajouta que la situation était sérieuse; si le faubourg Saint-Antoine venait à être instruit de ce qui se passait dans l'arrondissement et qu'il y marchât, quels troubles et quels malheurs ne seraient pas à redouter! Mais ils ne devaient pas recourir à la force; par les seules armes de la raison, ils confondraient les ennemis du bien public et éclaireraient la religion des vrais amis de la liberté<sup>2</sup>.

Ce discours laissa l'Assemblée émue et résolue à une résistance énergique. Des citoyens demandaient que l'on courût aux armes<sup>3</sup>. Quelqu'un proposa de doubler la garde qui défendait Marat; mais l'Assemblée arrêta qu'elle ne jugeait pas la mesure nécessaire<sup>4</sup>.

L'huissier Ozanne essaya de défendre son décret. On lui répliqua en peu de mots, et l'Assemblée décida que le visa ne serait point

1. La question de droit est exposée avec beaucoup d'habileté et de justesse dans les *Observations* qui suivent le petit recueil de *Pièces justificatives* publié par le district. Il est probable qu'il y faut voir l'œuvre de Danton.

2. Oudotte, pièce 13, p. 20.

3. La Villette, pièce 13, p. 24. Lire Ruault et non Ruot.

4. S. Lacroix, *Actes*, t. III, p. 550.

accordé. Quelqu'un, hors de la vue des huissiers, raya, sur le mandat dont ils s'étaient dessaisis, les trois signatures déjà apposées<sup>1</sup>.

Les huissiers n'osèrent passer outre et recourir à la main-forte, malgré les instances que venait de leur en faire le commandant Carle, envoyé par Plainville sur un nouvel ordre du commandement général<sup>2</sup>. Ils craignirent de « provoquer une révolution<sup>3</sup>. » Ozanne se retira impatiemment et revint au Châtelet pour prendre des ordres. Damien, moins intéressé dans l'affaire, où il ne figurait que comme assistant, prit la parole et dit que, pour lui, les sentiments du district, les raisons qui lui avaient été déduites, enfin son respect pour les volontés de l'Assemblée nationale, le déterminaient à renoncer à l'exécution du décret, sauf ordres nouveaux du procureur du roi. Mais il ne pouvait répondre de la conduite que tiendrait son confrère<sup>4</sup>.

Monory et son compagnon rendirent compte du peu de succès de leur mission à l'hôtel de ville. On décida, sur la motion de Danton, d'envoyer à La Fayette une deuxième délégation pour le prier de se rendre en personne dans le district, afin d'arranger lui-même l'affaire. On choisit comme commissaires Lablée, député à la Ville, et le commandant La Villette<sup>5</sup>.

Le bureau fit alors adopter par l'Assemblée un projet de délibération portant que « MM. le président (Paré), d'Anton, Oudolle et Cheftel se rendraient sur-le-champ auprès de l'Assemblée nationale pour lui donner connaissance des faits énoncés dans le procès-verbal ci-dessus et pour lui réitérer sa parfaite soumission à tous ses décrets et sa vigilance à les faire exécuter. » Le district remettait moins l'affaire à l'Assemblée qu'il ne lui rendait compte du parti qu'il avait déjà pris. Il sollicitait, non une décision, mais une approbation. Tel fut aussi le sens de l'*adresse* qui fut rédigée par le bureau du district pour être lue à l'Assemblée nationale et qui forme comme le commentaire de l'arrêté<sup>6</sup>.

On vota encore une motion additionnelle, par laquelle « l'Assemblée rendait témoignage à l'honnêteté et à la déférence avec lesquelles le sieur Damien, huissier, porteur de ce décret, s'était conduit dans l'exécution de sa mission<sup>7</sup>. » La séance allait être levée, quand on vit rentrer l'huissier Ozanne; il revenait du Châtelet, où le lieutenant

1. Ozanne, pièce 13, p. 39.

2. Carle, pièce 13, p. 7.

3. Procès-verbal des huissiers.

4. Monory, pièce 13, p. 13.

5. La Villette, pièce 13, p. 24; Oudotte, pièce 13, p. 21.

6. Lacroix, *Actes*, t. III, p. 545.

7. Monory, pièce 13, p. 13; liasse 2, pièce 8.



criminel et quelques conseillers présents lui avaient donné le conseil d'user de la plus grande prudence. Damien, après s'être entretenu un moment avec lui, vint dire qu'il ne pouvait répéter tout ce dont Ozanne venait de lui faire part, mais que son confrère s'associait à sa déclaration et n'agirait pas autrement que lui. On applaudit à cette communication, et il fut ordonné qu'il en serait fait mention au procès-verbal. L'Assemblée se sépara alors, vers les deux heures et demie.

La journée était aux Cordeliers. Paré, ne doutant pas que la retraite des huissiers ne décidât de l'affaire, les pria de passer avec le vice-président Fabre d'Églantine, Danton et deux autres membres du district, à l'hôtel de la Fautrière, pour inviter l'adjudant-général à vouloir bien emmener ses troupes. Ce fut Danton qui parla à Plainville : « La paix est faite, » lui dit-il. Les huissiers ayant reconnu que le décret ne pouvait s'exécuter, la présence des troupes était sans objet. L'adjudant-général répondit qu'il ne se retirerait pas sans les ordres de ses chefs. « Vous pouvez rester jusqu'à demain matin, » répliqua Danton, « mais vous n'entrerez pas <sup>1</sup>. »

Depuis le matin, l'occupation militaire tenait le district en agitation. Déjà, pendant l'Assemblée, la troupe était en butte à des provocations et à des cris hostiles. Tout faisait croire qu'on allait se battre. Plusieurs soldats-citoyens du district, peu désireux de se rendre au rassemblement de leur bataillon, prenaient à part des officiers du détachement et leur demandaient : « Tireriez-vous sur le bataillon cordelier ? »

Quand la séance eut pris fin et que toute la salle se fut portée rue de l'Ancienne-Comédie, la situation s'aggrava. Les attroupements grossirent, devinrent plus animés et menaçants. Après la retraite

1. Monory, pièce 13, p. 13; Plainville, pièce 13, p. 19. Il existe, d'un incident que je crois identique à celui-là, un procès-verbal rédigé par Fabre d'Églantine et d'autres témoins (*Pièces justificatives*, pièce 5, p. 10-12), d'après lequel on se serait adressé au « sieur Carle, commandant de bataillon et chef du détachement qui investissait et occupait le territoire du district des Cordeliers. » Après une discussion fort vive, Carle aurait dit aux huissiers : « Je suis bien fâché qu'on vous ait chargés des décrets. Il ne fallait pas s'en charger. Vous m'avez l'air d'être de bien mauvais sujets, et je suis très mécontent, très mécontent. » Je crois qu'il y a eu confusion, et qu'on a pris Plainville, véritable chef du détachement, pour Carle. Le mot serait de Plainville; il ne convient pas au reste à un sous-ordre. Plainville, dans sa déposition, parle de la délégation qu'il reçut à la sortie de la séance. Carle ne dit rien de pareil. La même confusion, s'il est vrai qu'elle fut faite, se trouve aussi dans la déposition de Monory. Il est sûr que tout le district des Cordeliers crut que le commandant de la troupe était Carle.

des huissiers, le maintien des troupes semblait une provocation inutile. La portion du détachement qui était rangée devant la maison même de Marat se trouva entourée d'une foule aux intentions alarmantes; on dut la renforcer. Sur le trottoir opposé, Danton se démenait. On l'entendit crier : « Où donc est-il, où donc est-il ce foutu commandant du bataillon de Henri IV<sup>1</sup>? »

L'adjudant-général prit le parti de former des patrouilles pour dégager la rue. Des hommes du corps de garde de Le Rouge s'amuserent à se ranger sur le trottoir, devant la porte de l'hôtel, pour détourner les patrouilles; ils échangeaient avec les fusiliers des autres districts des propos offensants, les traitant [les fusiliers des autres districts] de mâtins et de jeanfoutres<sup>2</sup>. Un garde national cordelier, comme une patrouille passait, dit tout haut : « Ces mâtins-là ne se laisseront pas de passer devant nous? » Comme deux hommes voulaient l'arrêter, il courut au corps de garde, où on lui donna asile<sup>3</sup>. Un citoyen, se jugeant offensé par un groupe de cavaliers qui passaient, cria à un brigadier, avec un geste de colère : « Si tu me connaissais, tu n'agirais pas de la sorte! » Puis, pour se dérober, il se jeta dans les rangs de fusiliers stationnés là en lançant à l'un d'eux un fort coup de poing, et parvint, lui aussi, à se réfugier au corps de garde<sup>4</sup>.

A la hauteur du café Procope se tenait un groupe particulièrement animé, où l'on remarquait le sieur Petit, accompagné de sa femme, et le sieur Marsy; tous deux étaient comédiens-français. Marsy s'écriait qu'il était indigne que le bataillon de Henri IV vint, dans un autre district, arrêter un citoyen qui n'avait jamais fait que du bien. Un autre citoyen déclarait que, si le bataillon des Cordeliers avait autant de courage que lui, il prendrait les armes et repousserait le bataillon Henri IV<sup>5</sup>.

Quelqu'un informa le commandant Carle que Danton tenait contre lui des propos malhonnêtes. Se détachant de sa troupe, il le chercha, vint à lui, très ému, et le supplia de contenir les citoyens de son district et de mettre fin aux humiliations que le détachement avait à subir. Il lui représenta, *le plus pathétiquement possible*, les suites fâcheuses auxquelles ils étaient tous exposés. Puis lui prenant, tout à coup, les deux mains : « Si vous ne vous portez à la paix et à la

1. Minier, pièce 12, p. 4.

2. Minier, pièce 12, p. 5; Bouillery, pièce 12, p. 10; Plainville, pièce 13, p. 19; Gouffé, pièce 19, p. 11.

3. Richard, pièce 12, p. 6.

4. Bouillery, pièce 12, p. 9.

5. Bouillery, pièce 12, p. 10.

conciliation, les deux partis sont près de s'entr'égorger. Quels regrets n'auriez-vous pas de voir l'effusion du sang de nos concitoyens ? » Il ajouta que, si quelqu'un avait à se plaindre de lui personnellement, il lui faisait des excuses. Danton promit de faire tout ce qui dépendait de lui pour assurer la tranquillité. Cependant l'effervescence continua, et, jusqu'au soir, les injures que reçut la troupe firent craindre que l'on n'en vint aux coups de fusil<sup>1</sup>.

L'affaire ne prit fin qu'à la nuit. De retour au Châtelet, les deux huissiers avaient rendu compte au procureur du roi de la décision qu'ils avaient prise; ils ne reçurent de lui aucune marque de désapprobation. Ils se transportèrent alors à l'hôtel de ville, virent La Fayette et le supplièrent de vouloir bien retirer la main-forte. Bien que n'ayant reçu de lui aucune réponse décisive, ils croyaient la journée finie et revinrent au Châtelet pour verbaliser<sup>2</sup>. Un peu avant leur visite, La Fayette avait reçu les deux délégués du district, Lablée et La Villette, et s'était borné à les prier de s'adresser à M. le maire Bailly<sup>3</sup>.

Vers quatre heures, comme il dressait le procès-verbal de la capitulation du Châtelet, Ozanne vit, avec surprise, arriver deux aides de camp de La Fayette, qui lui remirent un ordre, signé par le procureur du roi, de se transporter de nouveau au domicile de Marat. S'il n'accomplissait sa mission, il serait rendu personnellement responsable de la non exécution du décret<sup>4</sup>.

On ne peut dire avec certitude par qui avait été pris le parti tardif d'agir à force ouverte. Au Châtelet, tout le monde était effrayé, et il n'est pas à croire que l'on ait insisté pour obtenir une telle décision. La Fayette était hésitant. Le plus probable est que ce fut Bailly qui résolut d'en finir. Lorsque Lablée et La Villette, que le commandant-général lui avait renvoyés, le prièrent au nom du district d'arranger l'affaire, et sans doute d'ordonner le retrait des troupes, il répondit que le décret du Châtelet était là et qu'il n'y pouvait rien changer<sup>5</sup>. Outre qu'il s'était personnellement engagé dans l'affaire, il ne pouvait que désirer que les poursuites commencées fussent poussées à fond, et qu'on le délivrât enfin soit de Marat, soit tout au moins de l'*Ami du peuple*. On ne sait si le ministère avait été consulté. Ce qui est sûr,

1. Carle, pièce 13, p. 8.

2. Procès-verbal des huissiers, liasse 2, pièce 7, p. 4.

3. La Villette, pièce 13, p. 24.

4. Procès-verbal des huissiers, pièce 7, p. 4; Procès-verbal de Fontaine, pièce 6, p. 3.

5. La Villette, pièce 13, p. 24.

c'est qu'à part Danton et les Cordeliers, Marat avait tout le monde contre lui. Ministère, maire de Paris, la majorité de l'Assemblée constituante et son président, l'Assemblée de la commune, les corps judiciaires, Marat n'avait épargné aucune puissance; toutes les autorités trouvaient avantage à ce qu'on saisisse au moins les presses où se tiraient tous les jours sa petite brochure subversive.

Il était six heures lorsque les huissiers Ozanne et Damien, venus sous l'escorte des deux aides de camp et de plusieurs officiers, se présentèrent devant l'hôtel de la Fautrière. Conduits au comité militaire, ils déclarèrent aux citoyens présents, dont était Danton, qu'en cas d'opposition à l'accomplissement de leur mandat, ils emploieraient la main-forte, « jusqu'à ce que force restât à justice. » Aux premières difficultés que l'on fit, ils invitèrent le commandant de la Villette à retirer les sentinelles. La Villette, qui venait de recevoir du commandant-général un nouvel ordre en ce sens, commanda au chef de poste de les lever. C'était un nommé Guy, qui, dans la journée, avait relevé Le Rouge<sup>1</sup>. Guy obéit immédiatement, et les huissiers entrèrent<sup>2</sup>. Le citoyen Saint-Aubin, pour quelques paroles de protestation qu'il prononça devant la porte, fut pris au collet et aussitôt emmené par un détachement de cavalerie. Le Rouge s'étant trouvé là, un officier lui dit quelques mots sévères sur son attitude du matin. Il répondit : « Que voulez-vous ? le district m'aurait cassé<sup>3</sup>. »

Quand l'officier qui avait conduit Saint-Aubin à l'hôtel de ville fut de retour de cette mission, il trouva devant la porte Danton, qui raillait M. de Plainville. « Vous pourrez, lui disait-il, rendre compte de la belle victoire que vous venez de remporter et du nombre de prisonniers que vous avez faits<sup>4</sup>. »

La perquisition était commencée. Entrés seuls chez Marat, les huissiers y furent rejoints au bout d'un moment par le commissaire Fontaine et ses deux notables. Ils avaient été reçus dans l'appartement par M<sup>lle</sup> Victoire Nayait, la servante de Marat, qui était aussi la gérante de l'*Ami du peuple*. Pour lui-même, il avait pris le large depuis le matin. Ils trouvèrent dans une chambre du rez-de-chaussée des piles de l'*Ami du peuple* et quelques papiers; dans une cave, deux presses; dans un logement au sixième, deux cases de composition et quelques boîtes de caractères. M<sup>lle</sup> Nayait retourna

1. Pièces justificatives, pièce 5; voir p. 12.

2. Procès-verbal des huissiers, liasse 2, pièce 7, p. 4; procès-verbal de Fontaine, pièce 6, p. 3; Plainville, pièce 13, p. 19; de la Villette, pièce 13, p. 24; Berger, pièce 13, p. 28.

3. Plainville, pièce 12, p. 20; Berger, pièce 13, p. 18.

4. Berger, pièce 13, p. 28; Plainville, pièce 13, p. 19.

ses poches, qui contenaient encore quelques papiers. Chaque recoin des locaux fut examiné minutieusement ; le commissaire Fontaine mit les scellés partout et un gardien des scellés fut institué ; puis les huissiers se mirent, sans hâte, à dresser procès-verbal<sup>1</sup>.

Un peu après que les huissiers furent entrés chez Marat, l'Assemblée nationale, en fin de séance, commença de délibérer sur l'adresse du district des Cordeliers<sup>2</sup>. Reubell défendit les décisions du district et en demanda l'approbation. Mais les députés Lachèze, Goupil de Préfeln et Cazalès parlèrent contre l'efficacité rétroactive de la réforme de la procédure. Ils attirèrent habilement l'attention sur ce qu'avait d'inconstitutionnel et de dangereux l'arrêté du 49 janvier. L'Assemblée se laissa persuader d'autant plus facilement de donner tort aux Cordeliers qu'elle ne pouvait se prononcer en leur faveur sans qu'on vit dans son vote un blâme au maire et au commandant-général. Elle rendit un décret qui, avec des formes adoucies et un hommage rendu au patriotisme du district, désapprouvait sa résistance et déclarait l'arrêté du 49 janvier contraire aux principes du droit public. L'Assemblée savait, au reste, que son vote n'avait qu'une signification de principe, l'affaire du jour ayant eu déjà sa solution<sup>3</sup>.

Le décret de l'Assemblée nationale parvint au district vers les huit heures. Sans attendre le retour de Paré et de Danton, le vice-président Fabre d'Églantine réunit l'assemblée générale. L'assemblée arrêta que « MM. Testulat et Le Gendre se transporteraient auprès du commandant du détachement, maintenant dans la rue des Fossés-Saint-Germain-des-Prés, à l'effet de lui déclarer que rien ne l'empêchait de mettre en exécution les ordres dont il était porteur<sup>4</sup>. » Ainsi l'on cédait au droit après avoir plié devant la force.

C'est vers ce moment que l'on renvoya le détachement, après

1. Procès-verbaux des huissiers, p. 5 ; et de Fontaine, p. 3.

2. De la Villette, pièce 13, p. 24. « ... et les officiers de justice entrèrent. Deux heures après je reçus un décret de l'Assemblée nationale qui cassait l'arrêté du district. » — C'est après l'entrée des huissiers que Danton se rendit à l'Assemblée nationale, ayant su sans doute que la discussion sur l'adresse ne viendrait qu'assez tard ; il y était encore avec Paré lorsque Fabre d'Églantine fit prendre l'arrêté dont il va être question.

3. Lacroix (*Actes*, t. III, p. 547), d'après le recueil des *Pièces justificatives*, donne la dernière phrase du décret sous la forme : « L'Assemblée nationale attend du patriotisme du district des Cordeliers qu'il aidera l'exécution du jugement, loin d'y porter obstacle. » Le texte authentique porte l'exécution de ses décrets (réimpr. anc. *Moniteur*, t. III, p. 211). Au reste, du jugement ne se comprendrait pas, le contexte ne mentionnant aucun jugement particulier.

4. *Pièces justificatives*, p. 19.

plus de douze heures de service<sup>1</sup>. Les huissiers ne se retirèrent qu'à minuit sonné<sup>2</sup>. Le commissaire Fontaine, avec Plainville et ses deux notables, alla encore perquisitionner chez les sieurs Brune et Savy, tous deux imprimeurs et demeurant rue du Théâtre-Français; on les soupçonnait d'imprimer l'*Ami du peuple*. On ne trouva chez eux rien de suspect<sup>3</sup>.

### III.

Après s'être caché dans Paris pendant plusieurs jours, Marat passa en Angleterre. On avait obtenu pour quatre mois, sinon qu'il n'écrivit plus, au moins que son journal ne pût s'imprimer. Le 22 janvier avait paru le n° 405 de l'*Ami du peuple*; le n° 406 authentique est du 48 mai.

A l'égard de Danton, la journée du 22 janvier devait avoir des suites de plus d'importance. Les agents du Châtelet avaient reconnu en lui l'instigateur et le chef de la résistance du district. Le 27 janvier, le procureur du roi rendit contre lui une plainte en raison de ses actes et de ses propos de la journée, et la Compagnie ordonna qu'une information serait ouverte, sur les faits allégués, par le conseiller de la Garde<sup>4</sup>.

Danton, du premier jour, se sut menacé et organisa sa défense. Le district seconda de toute son énergie celui qui avait été et allait redevenir son « chéri président<sup>5</sup>. » Avant même que les huissiers se fussent retirés, l'assemblée générale des Cordeliers, sur un discours qu'il prononça, rendit un arrêté pour flétrir les calomnies atroces dont ses membres étaient victimes et déclarer sur son honneur et sur sa foi « qu'il était faux que le sieur Danton eût tenu aucuns propos autres que ceux que peuvent et doivent avouer la justice, la liberté et la vertu<sup>6</sup>. » Cet arrêté, revêtu de la signature de plus de trois cents membres du district, était, dès le lendemain, signifié par huissier à MM. les juges du Châtelet et remis avec tout le dossier de l'affaire à l'assemblée communale. Le même jour du 23 janvier, une élection de députés à la ville ayant eu lieu, le district élisait Danton.

Inquiets de l'enquête qui se poursuivait au Châtelet, les membres

1. Boullery, pièce 12, p. 9.

2. Procès-verbal des huissiers, p. 6.

3. Procès-verbal de Fontaine, p. 5.

4. Liasse 2, pièce 10.

5. Arrêté du district en date du 11 décembre, cité par Lacroix, t. III, p. 550.

6. Lacroix, t. IV, p. 456, 469.



du district votaient, trois semaines plus tard, une adresse à l'Assemblée nationale pour protester d'avance contre l'ordonnance attendue du tribunal, qui, « par la perversité d'un tribunal clandestin, menaçait à ce moment le citoyen, le frère, l'ami qui les éclairait, et dont le patriotisme et l'éloquence s'exaltaient parmi eux, sous la protection et sur la foi des décrets suprêmes. » La conclusion était que l'Assemblée devait au plus tôt supprimer le Châtelet et lui retirer sur-le-champ la connaissance des crimes de lèse-nation.

Lorsque l'information du conseiller de la Garde eut abouti, le 17 mars, à un décret de prise de corps contre Danton<sup>1</sup>, le district entreprit en sa faveur une active campagne d'agitation.

L'accusation avait retenu, comme propos incendiaire, la menace que Danton avait faite aux huissiers de sonner le tocsin, d'appeler le faubourg Saint-Antoine et de réunir vingt mille hommes pour balayer la main-forte. C'est un fait que le propos avait été tenu le matin du 22, pendant la discussion privée au corps de garde. Le système de Danton et du district fut de représenter les paroles incriminées comme prononcées dans la délibération publique à l'assemblée générale. Dès lors, la poursuite qui lui était intentée devenait un attentat à la liberté de la discussion aux assemblées constituées; les principes étaient mis en jeu dans sa cause, et il n'était pas de personne ou de corps ennemi de la tyrannie qui ne dût s'intéresser pour sa défense.

La question fut posée de cette manière dans l'arrêté de protestation que prit le 18 mars l'assemblée générale des Cordeliers<sup>2</sup>. L'assemblée générale, dans la même séance, arrêta le texte d'une adresse à la Constituante et envoya des commissaires dans chacun des cinquante-neuf autres districts pour solliciter leur adhésion à l'arrêté et à l'adresse. Des brochures étaient publiées pour accréditer la version favorable des faits du 22 janvier<sup>3</sup>. A la Commune, les députés du district réclamaient un arrêté d'intervention contre l'ordonnance inique d'une juridiction contre-révolutionnaire.

Il est vrai que les assemblées des districts se montrèrent médiocrement promptes à répondre à l'appel des Cordeliers<sup>4</sup>; que l'assem-

1. Liasse 2, pièce 13, p. 41.

2. Lacroix, *Actes*, t. IV, p. 457.

3. *Grande motion du grand forfait du grand M. Danton*,... pamphlet de mars 1790 que M. Aulard cite in-extenso et attribue à Danton lui-même. (*La Révolution française*, 1893, t. I, p. 129, 599.) — N° 112 apocryphe de l'*Ami du peuple*, 28 mars. Voir Lacroix, *Actes*, t. III, p. 549.

4. Lacroix, *Actes*, t. IV, p. 469 sqq., analyse et classement de trente-quatre arrêtés de districts rendus sur le message des Cordeliers.

blée communale refusa de se mêler à l'affaire; que, dans sa délibération sur l'adresse, l'Assemblée constituante, malgré le rapport favorable du député Anthoine, ajourna *sine die* sa décision. Mais l'agitation avait produit assez d'effet pour que le Châtelet n'osât point risquer ses huissiers devant la porte de Danton. — Le district des Cordeliers avait préparé l'opinion à la campagne nouvelle qu'il allait entreprendre, à l'occasion de l'enquête sur les faits d'octobre, contre son ennemi le Châtelet. Le district de Danton devait, cette fois, entraîner tous les districts et la Commune, gagner l'appui de tous les journaux révolutionnaires, obtenir enfin de la Constituante que le Châtelet ne jugeât plus les crimes politiques. — Surtout, on avait, pour quelques jours, obligé toutes les assemblées constituées de Paris à délibérer sur Danton. L'audace avec laquelle il avait défendu Marat et se défendit ensuite lui-même le signalait à tout le monde comme le chef le plus énergique du parti de la violence<sup>1</sup>. Ce fut le plus important résultat de toute l'affaire. La carrière de Danton devait se faire, comme la Révolution elle-même, par les à-coups soudains des jours d'émeute. La journée du 22 janvier 1790 fut pour lui une de ces poussées. Ayant été pendant les derniers mois l'homme d'un district, il commença à devenir l'homme de la ville.

E. BABUT.

---

1. Danton, devant le tribunal révolutionnaire, rappela son attitude dans l'affaire. « Me taisais-je lorsque j'ai défendu Marat? » (Notes de Topino-Lebrun, citées par Lacroix, *Actes*, t. II, p. 179.) Camille Desmoulins, dans son premier numéro du *Vieux Cordelier*, rappelle de même, pour la défense de Danton, la journée du 22 janvier.

## CHARLES ENGELBERT OELSNER.

## FRAGMENTS DE SES MÉMOIRES

## RELATIFS A L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

(Suite<sup>1</sup>.)

## XC.

Si l'on interdit les spectacles qui corrompent les mœurs, pourquoi ne pourrait-on, sans porter atteinte à la liberté du théâtre, interdire des pièces qui prêchent l'esclavage et le despotisme? Ce serait nécessaire, du moins jusqu'au jour où les mœurs, le sens de la liberté, la connaissance des droits de l'homme se seraient affermis, où sans recourir aux lois le peuple saurait de lui-même prononcer l'arrêt de mort de ces pièces. Les Grecs ne connaissaient pas la liberté de la presse; mais, à en juger par ce que fut chez eux la liberté du théâtre, on peut conclure à ce qu'eût été la liberté de la presse. Les licences d'Aristophane, interdites à tout homme bien élevé, n'ont-elles pas dû faire plus de mal que sa satire n'a fait de bien? Nul des auteurs qui travaillent pour la place Louis XV ne s'abaissera aux plaisanteries obscènes, aux fantaisies grossières ou niaises de cet être trivial, mais il y a d'autres fautes où peuvent tomber la presse et le théâtre. Ils peuvent servir la calomnie et l'erreur. On peut opposer à l'erreur la vérité, quoique dans des circonstances critiques, dans l'ère révolutionnaire, il puisse être dangereux de ne pouvoir soutenir la bonne cause d'une parole d'autorité; mais la conduite la plus exemplaire est souvent en butte aux coups de poignard de la calomnie. La calomnie ne saurait être tolérée. L'honneur, ou plutôt la bonne réputation, est ce que nous avons de plus sacré. Malheureusement, une loi sur la calomnie, pour être complète, tombe nécessairement dans l'arbitraire, et réciproquement, si on évite l'arbitraire, la loi sera incomplète. Les difficultés sont nombreuses. On peut bien définir la chose, mais l'appliquer voilà le grand point. Une affirmation touche-t-elle à l'hon-

1. Voy. la *Revue historique*, t. LXII, p. 72 et 297; LXV, 90; LXVII, 321; LXVIII, 70; LXIX, 302; LXX, 68, LXXII, 314, et LXXXI, 35.

neur? L'opinion seule de l'offensé peut trancher la question, et l'offensé ne saurait être juge dans sa propre cause. Vous riez d'une accusation qui terrasse un autre. D'ailleurs, l'esprit a des ressources infinies; il trouve le défaut de la cuirasse, si bien que vos lois semblent dirigées contre un manque d'esprit plutôt que contre un délit. Vous pendez les petits voleurs et les grands prennent la clé des champs. Quelle loi, par exemple, pourrait atteindre, sans être arbitraire, la phrase suivante, à supposer qu'elle contienne une calomnie : « Le roi, la reine et le fils de la reine? » Mon sentiment de la justice se révolta lorsque je vis pour la première fois les excès de la presse parisienne; il n'est pas de vie, quelque pure qu'elle soit, pas de vertu qu'on ne salisse sur qui Mallet Dupan et Marat ne déversent le venin de leur bile. Tous deux s'attaquent aux hommes les plus respectables : l'un confond Talleyrand, Sieyès et La Rochefoucauld avec les sabreurs de tête; l'autre les classe parmi le parti de Coblençe. La vertu est traitée comme le vice, le mal se couronne du titre de citoyen. On est tombé encore plus bas : les femmes de la Révolution se repaissent des grossièretés et des infamies du Père Duchesne. Il y faudrait l'intervention d'un tribunal. Arrêtez, me cria une voix, non seulement ce tribunal attenterait violemment à la liberté de la presse, mais il serait bien vite entre les mains d'une faction. Maintenant, tous les chemins sont ouverts; l'innocence peut se disculper par les mêmes voies que le calomniateur a prises; à quelque parti qu'appartienne son adversaire, elle est sûre d'être entendue du public. Il serait bien étonnant que la vertu, avec tous les secours dont elle dispose, ne triomphât pas de ses ennemis. Nous sommes aujourd'hui des affamés, nous dévorons tout. Dans quelques années vous nous trouverez plus dégoûtés. Aujourd'hui, déjà, le journaliste populacier, qui au début avait une suprême influence, a beaucoup perdu de son crédit. Les poissardes et les fruitières commencent à rire de la folie furieuse de Marat; on ne fait que feuilleter Camille Desmoulins et Mallet Dupan.

## XCI.

Le 10 mars 1792. — Un groupe de femmes a demandé à l'Assemblée l'autorisation de former un bataillon et de faire l'exercice au Champ-de-Mars sous le commandement des gardes-françaises d'autrefois. Le sexe faible, qui doit adoucir nos passions, nous exciter aux belles actions et nous récompenser, n'est pas destiné à prendre part à des combats où le sentiment de la pitié est sacrifié à la nécessité, à la fureur vindicative et sanglante; toutefois, ajoute M. de Condorcet, c'est un spectacle qui élève l'âme de voir les femmes pousser l'amour de la patrie jusqu'à l'héroïsme, la soif du sacrifice. Il est intéressant de remarquer que le patriotisme le plus ardent se montre non pas dans les hautes classes de la société, mais là où les femmes allaitent elles-mêmes leurs enfants, où la fille soigne son vieux père, où l'épouse s'oc-

cupe du ménage, où le fils est tenu de travailler. Ici, on connaît l'amour, la fidélité, l'amitié, la reconnaissance et par conséquent le patriotisme, ce couronnement de toutes les vertus. Croirez-vous, enfin, que la liberté a pour base les bonnes mœurs, que le despotisme se greffe le plus souvent et le plus volontiers sur la corruption? Ne cherchez pas ces nobles sentiments, ces enfants de la nature, là où une femme de chambre ou un laquais élève le fils de famille ou la jeune fille quand ceux-ci reviennent de nourrice, où l'on achève son éducation au couvent ou au régiment, où on joue au biribi jusqu'au matin, où le mari a sa maîtresse et Madame ses soupirants, où on discute de la métaphysique du sentiment. Cette santé du cœur, on la trouve surtout chez les habitants du faubourg Saint-Antoine, ce faubourg si connu, pauvre, laborieux, et par là même éloigné de toute mollesse. Ce faubourg, peuplé d'ouvriers et de journaliers, aux deux tiers allemands, rudes, mais honnêtes, qui ne soutiennent l'erreur que quand ils la confondent avec la bonne cause, est le vrai foyer de l'insurrection et de tout mouvement démocratique, un tas de cendres sur lesquelles il suffit de souffler pour raviver la flamme. La confiance que ces hommes ont dans la justice de leur cause et le sentiment de leurs énergiques convictions ont communiqué à leur langage quelque chose de leur physique; ils s'expriment quelquefois avec autant de simplicité que de force. La royauté, disait l'un de leurs orateurs, la liste civile, le veto passeront, mais l'Assemblée nationale, les droits de l'homme et nos piques resteront. Je le crois aussi; mais je ne me flatte pas que la fille de la philosophie triomphe sans passer par une longue et sanglante anarchie. Il est difficile de passer de la nuit obscure du despotisme à la lumière éclatante de la raison. Des égoïstes, des indifférents, des fanatiques bernés, des malveillants, une cour qui se sait innocente selon la lettre et qui est coupable selon l'esprit, voilà les fléaux qui menacent le berceau de la liberté.

Partout il n'y a que désordre. Ici, des prêtres réfractaires et des gentilshommes dépossédés soulèvent le peuple des campagnes; les uns lui font croire qu'il y va du salut de leurs âmes; les autres que les impôts, loin d'être supprimés, se trouvent augmentés quand, à vrai dire, on devrait ne rien payer du tout. Là, l'intolérance du clergé assermenté persécute un vieux curé qui n'a pas voulu prêter serment par scrupule puéril et simplicité de cœur, à qui ses paroissiens, qu'il a pour la plupart baptisés et élevés, n'en demeurent pas moins attachés. Là-bas, des écervelés, sans autre titre que leur zèle aveugle, mettent des bâtons dans les roues de la justice, de l'administration, font marcher des troupes et les désarment. On confisque des armes, on réquisitionne des marchandises, on arrête des émigrants, des voyageurs, on empêche l'exportation des grains. On se plaint de l'insubordination de la garde nationale, du caractère impérieux des directoires, de l'indiscipline des collèges administratifs, surtout des municipalités, qui, la plupart du temps, sont en lutte ouverte avec leurs chefs. Qui est-ce

qui fomentent tous ces désordres ? A première vue, on comprend qu'une partie de ces désordres soit due aux circonstances ; le temps seul peut désarmer une défiance trop justifiée jusqu'ici, assagir les prétentions des uns et l'esprit rebelle des autres. D'autre part, on peut à bon droit les attribuer aux Jacobins, dont les lumières ne sont pas toujours à la hauteur du patriotisme, mais dont les intentions ne sauraient être que bonnes ; ils sont, en effet, pour la plupart des bourgeois et des propriétaires, et les maux de l'anarchie retomberaient sur eux comme sur le reste de leurs concitoyens. La haine, qui oublie tout le bien qu'ils ont fait, leur impute d'ailleurs plus de torts qu'ils n'en eurent. Leurs adversaires les plus violents, les Feuillants, semblent pouvoir se faire à leur opiniâtreté, à leur intolérance, deux défauts plus excusables que partout ailleurs en ces temps de crise. Toutefois, les opinions de la majorité des deux partis ne divergent pas tant qu'on pourrait le croire ; ils diffèrent plutôt par leur caractère que par leur tendance politique ; Jacobins et Feuillants ont le même but, mais les uns se laissent guider par la confiance, les autres par la défiance. De là, deux lignes divergentes : l'une aboutissant à une constitution où l'élément démocratique est réduit à sa plus simple expression ; l'autre où il domine. Les Jacobins crient à la contre-Révolution dès que les manifestations rebelles du peuple sont réfrénées par des gens sortis d'un autre milieu ; les Feuillants soupirent et parlent d'anarchie dès que le peuple témoigne d'une velléité de révolte ; les uns pèchent par excès d'indulgence, les autres par excès de sévérité, tous par exagération ; animés depuis assez longtemps d'une malveillance réciproque, ils n'examinent et ne pèsent rien et croient tout ce que la calomnie perfide, acharnée à les brouiller, se plaît à répandre. Et si c'était la cour elle-même qui s'efforçait de rendre les deux partis odieux l'un à l'autre ? Si c'était elle qui fomentait le désordre ? Si elle avait soudoyé des bandits pour inquiéter les campagnes ? Si c'était elle qui lançait quelques audacieux doués de courage et de l'infâme talent de faire passer les actes sanglants de quelques gueux pour une insurrection sacrée dans les sociétés patriotiques pour pouvoir rendre celles-ci responsables des crimes commis par ses bandits ?

Pendant quelque temps, la cour sut faire le mort ; maintenant, elle semble ajouter à l'inactivité publique du gouvernement une activité qui rampe et se cache. N'est-il pas étonnant que les questions de céréales coïncident, avec la déclaration de Léopold, à un moment où il n'y a ni pénurie ni cherté des blés ? La paix sera faite dès que le roi et les ministres le voudront sérieusement ; voilà une affirmation qui ne semble guère exagérée.

Les piques, dont on a engagé les citoyens de se munir en prévision d'une guerre possible, scandalisent grandement les soi-disant honnêtes gens, peut-être même les effraient-elles. On y voit Dieu sait quel complot contre la Constitution ; les personnes impartiales trouvent, au contraire, la chose toute naturelle et légale ; elle ne cessera d'être



inoffensive que par les erreurs de jugement et de conduite d'adversaires maladroits. Le port des armes n'est pas le privilège exclusif du riche; tout homme a le droit de s'armer; le pauvre comme le riche a un bien à défendre, un bien suprême, sa propre vie; ceux-là seuls qui ne croient pas à la bonté naturelle de l'homme et du peuple, et qui voient dans les classes indigentes, endurcies et fortifiées par les épreuves, une bande de brigands, ceux-là seuls trembleront à les voir armées.

On eût été bien aise de mettre le meurtre du vénérable maire d'Étampes<sup>1</sup> sur le dos des porteurs de piques et des Jacobins; il a toutefois été prouvé qu'on n'a pas vu une seule pique dans la bande de pillards et qu'on y a remarqué tout au contraire des gens dissimulant d'une manière insuffisante le langage et les manières des classes cultivées; enfin, le brave homme qui mourut pour la loi était lui-même un Jacobin. Des gens étranges rôdent depuis quelque temps dans plusieurs départements, entre autres celui de Seine-et-Oise. Pénétrant à Étampes un jour de marché, ils veulent forcer le maire de taxer le grain. Le maire fait battre la générale, cinq bourgeois seuls osent lui prêter main-forte; malgré cela, il se refuse obstinément à se prêter à cette exigence illégale; il déclare qu'on pourra le tuer, mais non le forcer à devenir traître à la loi. On le met en joue; il demeure ferme dans sa résolution à obéir à la loi; les fous furieux marchent sur lui et, au cri de : « Au secours mes amis ! » il tombe frappé d'un coup de crosse; une balle lui brise le crâne, et c'est à grand-peine que son cadavre mutilé put être arraché à ces scélérats.

C'est à grand tort qu'on attribuerait ces cent aux amis de la liberté; c'est l'aristocratie de Coblenz avec ses pourpoints noirs et ses flots de rubans qui en est l'instigatrice.

## XCII.

12 mai 1792. — Il y a environ deux ans, on offrit à Mirabeau de soulever la Catalogne. Une société secrète de Barcelone, dispersée plus tard par le comte Florida Blanca, demandait un subside de soixante mille livres. Mirabeau essaya de dissuader les conspirateurs de leur entreprise; il aimait mieux subjuguier les rois que libérer les peuples. Il voulait rester maître du peuple et ne pas se priver de la possibilité d'une intervention étrangère, afin de trancher à sa guise le procès entre la noblesse et la bourgeoisie. Une insurrection dans un pays voisin eût rendu le parti populaire trop puissant. Mirabeau n'était pas un de ces aristocrates aveugles qui considèrent le peuple comme une quantité négligeable et se croient créés et mis au monde pour agir à leur guise. Il reconnaissait la validité des droits de l'homme, mais il avait plus d'ambition que de philanthropie et n'avait pas dépouillé tous les préjugés. Sa faiblesse en ce qui concerne les titres allait si loin que,

1. Sur le meurtre de Simonneau, maire d'Étampes, voir Aulard, *la Société des Jacobins*, tome III, p. 431, et la réimpression du *Moniteur* y alléguée.

tout en donnant à son valet de chambre un soufflet pour l'avoir appelé « Monsieur le comte » en public, il lui en donnait derechef quand celui-ci oubliait de lui donner son titre chez lui.

Mirabeau a changé trois ou quatre fois de parti pendant les deux années révolutionnaires qu'il a vu se dérouler. Mais cette versatilité même prouve qu'il n'avait aucune conviction profonde. Il semble avoir voulu soumettre la législation à l'influence d'une caste dominante. Sieyès veut des lois pour le peuple et au nom du peuple, mais il veut aussi que la sagesse et la capacité seules en soient la caution. Robespierre veut des lois pour des savetiers et que des savetiers seuls les passent.

Il est regrettable que Sieyès n'ait pas donné la mesure de son génie; mais il lui fallait se débattre au milieu des passions les plus viles, et il était trop délicat et trop fier pour cela. Dans le Comité, on signalait des projets de décrets en son absence; dans l'Assemblée, Barnave et Lameth l'injuriaient et lui montaient des cabales, et, jusque dans sa maison, on le menaçait du poignard et du poison. L'envie, la jalousie inspiraient beaucoup de ses collègues, etc.

Il n'aurait pas dû se refuser un dernier et suprême triomphe, le plus grand et le plus beau qui soit donné à l'homme de génie. A la clôture de l'Assemblée nationale, retraçant fidèlement ce qui avait été fait et ce qu'on aurait dû faire, il aurait dû monter à la tribune pour dire : « Je viens du Comité de la revision de la Constitution en appeler à vous qui valez mieux que lui; de vous j'en appelle à la nation française, qui vaut plus que vous, et de la nation française j'en appelle à la postérité, qui vaudra plus qu'elle. »

Mais, pour en revenir à Mirabeau, c'était le plus terrible vampire d'idées qu'on puisse imaginer. Personne ne s'emparait plus facilement des idées d'un autre que lui. Mirabeau n'a que des antennes, disait Chamfort, rien ne lui échappait, il entendait voler une mouche, il retrouvait son chemin dans une forêt qu'il avait traversée une fois, un talent que Sieyès et Talleyrand-Périgord ont comme lui.

Au début de l'Assemblée nationale, Mirabeau essaya pendant trois mois de mater Sieyès; quand il vit que la chose était impossible, il professa hautement pour lui la plus profonde vénération, prenant vis-à-vis de lui l'attitude d'un disciple. A l'occasion du décret réglant les droits de paix et de guerre, il dit à l'Assemblée nationale : « Je dénonce le silence de l'abbé Sieyès comme une calamité publique. »

D'ailleurs, Mirabeau rendait volontiers hommage au génie. Cazalès n'avait ni science ni philosophie, mais il était plein d'âme et de talent; c'est lui, et non l'abbé Maury, qui était le premier orateur après Mirabeau. Mirabeau ne put s'empêcher, un jour, de lui dire en passant à côté de lui : « Quel dommage qu'un si beau talent soit consacré à une si mauvaise cause ! » Arrivé ici sans aucune préparation préliminaire, ignorant tout, dressé par la chambre de la noblesse, Cazalès fit sensation par la seule force de son talent naturel.

Pour montrer le ministère français dans son vrai jour, disons que

cinq ou six lettres de Mirabeau sur le coup de Berlin furent trouvées non décahétées dans les papiers de Calonne.

La vie de Mirabeau est pleine d'étrangetés; son éloge funèbre fut tenu par Cerutti; son buste fait par N. Tous deux l'avaient menacé quelques années auparavant d'un procès; ils avaient écrit et fait imprimer qu'il était le plus infâme scélérat du monde. En effet, Mirabeau les avait trahis l'un et l'autre, publiant les lettres de Cerutti sans son aveu, niant des dettes contractées envers N..., qu'il avait d'ailleurs atteint dans l'honneur de sa vie privée.

## XCIII.

Hier, 19 mars, le ministre des Affaires étrangères a fait son entrée au club des Jacobins. Il a dû se soumettre au règlement et parler le bonnet rouge sur la tête. Puis Robespierre lui a adressé une allocution après laquelle il lui a donné une accolade fraternelle pour lui donner du courage. Depuis deux mois, Proly (un fils naturel du prince de Kaunitz, qu'on dit à la solde de Léopold) ne cessait de préconiser Dumouriez et Robespierre comme les deux seuls hommes capables de sauver la France<sup>1</sup>. *Le Cosmopolite*, tel était le titre de son journal, mettait habilement le nom inconnu de Dumouriez à côté de celui de Robespierre. L'égide de l'un servait à merveille à populariser l'autre. Robespierre, affolé et perverti par l'ambition, s'est laissé gagner aux apophtegmes de Proly et a soutenu Dumouriez de son crédit aux Jacobins. Ce qui demeure difficile à expliquer, c'est que Proly, dont la plume et les intrigues sont au service de la maison d'Autriche, propose Dumouriez comme ministre, alors que celui-ci, en disciple de Favier, l'ennemi juré de la maison d'Autriche, a juré la perte de l'alliance de 1756. Son ambition sera flattée de détruire l'œuvre de son patron le duc de Choiseul, à qui il ressemble, à ce qu'on dit, par l'agitation et l'audace de son esprit. — Une lettre de Péthion a persuadé aux Jacobins l'abandon du bonnet rouge, résultat qu'on eût eu de la peine à obtenir par les armes. « Je ne demande pas mieux que de m'accommoder du bonnet rouge, » a dit le roi, « si cela suffit à vous rendre la concorde et la paix. » Les courtisans lui ont déconseillé cette mesure comme insuffisante à regagner la confiance publique. Henri III se mit à la tête de la Ligue pour en triompher. Les bonnes gens se flattent de voir la paix se rétablir entre la cour et les amis de la Révolution, maintenant qu'ils voient des Jacobins au ministère. « Le roi va enfin fraterniser avec nous, » ai-je entendu dire. Le mot m'a touché, mais ne m'a pas convaincu de la sincérité de la cour.

(Sera continué.)

Alfred STERN.

1. Sur Proly et sur le journal *le Cosmopolite*, voir Aulard, *Soc. des Jacobins*, Table générale alphabétique, au mot Proly, et Tourneux, *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 10728.

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### FRANCE.

PUBLICATIONS DE TEXTES. — Toujours fervent dévot de saint François d'Assise, M. P. SABATIER continue ses recherches sur l'histoire du grand réformateur ; le point délicat est de ranger dans leur ordre chronologique les anciennes biographies. On sait quelles dissensions régnèrent au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle dans le sein de la congrégation des Mineurs ; tandis que les *zelanti*, les *spirituels* cherchent à faire revivre le maître bien aimé tel qu'ils l'ont connu, les politiques, oublieux de ses pieux enseignements, s'attachent à atténuer, à adoucir les premières biographies, à leur gré dangereuses. De là tout un long travail qui aboutit à la composition édulcorée et pour ainsi dire officielle de saint Bonaventure. Les biographies primitives, jugées peu orthodoxes, sont poursuivies avec une violence extraordinaire, et les spirituels persécutés sans merci ; beaucoup d'entre eux, au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, expieront sur le bûcher leur pieux entêtement. Mais l'esprit triomphe toujours des pires rigueurs ; des fragments de cette littérature franciscaine primitive ont échappé au naufrage, et M. Sabatier s'attache avec une inlassable patience à les recueillir. Aujourd'hui, il nous apporte <sup>1</sup> sept chapitres d'une *legenda vetus*, retrouvés dans un manuscrit de Liegnitz en Silésie, relativement récent. Le ton général du morceau, les allusions qu'il renferme prouvent que cette *legenda* datait du magistrat de Crescentius de Iesi, vieillard colérique et autoritaire, qui, trois ans durant (1244-1247), se fit le bourreau (le terme n'est pas trop fort) des vrais disciples de saint François. Des recherches prolongées, une étude attentive des bulles d'Innocent IV, ont permis à l'éditeur de dater à peu près exactement le début et la fin du principat de ce singulier personnage, instrument des vengeances du parti franciscain orthodoxe. Ainsi se soulèvent peu à peu les voiles jetés comme à plaisir sur l'histoire primitive des Mineurs, sur cet essai de réforme, le plus attrayant à coup sûr et le plus original dont le catholicisme ait été l'objet.

1. *S. Francisci legendae veteris fragmenta quaedam*. Paris, Fischbacher, 1902, in-8°.

Sous le titre de *Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie*<sup>1</sup>, M. LONGNON, membre de l'Institut, publie un certain nombre de textes du plus haut intérêt pour l'histoire et la géographie féodale de ces deux provinces. C'est d'abord le recueil dit *Feoda Campaniae* ou registre des fiefs nobles. Le manuscrit original a péri en 1737, et l'éditeur a dû en rétablir la leçon d'après une détestable copie, en utilisant également la traduction française incomplète et fautive du <sup>xiii</sup>e siècle que lui-même avait publiée il y a nombre d'années; à ces secours, il a joint les copies et extraits du manuscrit original pris par les savants et les feudistes du <sup>xvii</sup>e siècle. Reconstituer le manuscrit original avec ces ressources imparfaites était chose assez difficile; il fallait rectifier d'innombrables fautes de lecture, deviner la forme vraie des noms propres sous des leçons fantaisistes; seul M. Longnon, grâce à sa connaissance approfondie de la géographie de l'ancienne France, pouvait mener à bien cette œuvre délicate et découvrir parmi tant d'erreurs la leçon primitive. Le registre des *Feoda*, ouvert vers 1172 ou 1173, servit longtemps pour de nouvelles inscriptions, au fur et à mesure que les fiefs changeaient de détenteurs; on y joignit plus tard la liste de tous les vassaux ayant prêté hommage au comte Thibaut, le poète, de 1222 à 1231. A ce premier recueil, M. Longnon a joint le texte d'une grande enquête sur les fiefs de Champagne faite en 1249, reprise et continuée de 1250 à 1252; on en a le texte, en partie dans le *livre des vassaux*, en partie dans divers rouleaux des Archives nationales. On trouve ensuite le livre des hommages rendus à Thibaut V de 1256 à 1270; le manuscrit original a également péri en 1737, et il n'en existe plus que d'anciens extraits, plus une version française de 1326. A tous ces textes, M. Longnon a ajouté les rôles de fiefs dressés sous Blanche d'Artois (1274-1275). Une table des noms de lieux et de personnes, rédigée avec le plus grand soin, termine ce très utile volume, qu'auront à consulter non seulement les historiens de la Champagne, mais aussi tous ceux qui s'occupent des institutions féodales. C'est le tableau complet de la noblesse d'une grande principauté au <sup>xiii</sup>e siècle, et ces documents prennent rang à côté des *Feoda Normanniae* insérés aux *Historiens de France*.

Il y a plus d'un demi-siècle, un ancien élève de l'École des chartes, A. de Stadler, avait conçu le projet de publier dans la collection des Documents inédits le recueil des actes relatifs aux premiers états généraux du <sup>xiv</sup>e siècle; le plan primitif comprenait tous les textes antérieurs à 1350. Après de longues vicissitudes, l'entreprise vient

1. Coll. des documents inédits. Paris, 1901, in-4°.

d'aboutir à un volume édité par M. G. Picot, avec la collaboration de M. P. Guérin, secrétaire des Archives nationales, sous ce titre : *Documents relatifs aux états généraux et assemblées réunis sous Philippe le Bel*<sup>1</sup>. Le volume est d'aspect imposant et rendra des services ; toutefois, l'éditeur en a loyalement prévenu ses lecteurs, on n'y trouvera pas grand'chose de nouveau sur les sessions mêmes, les discussions qui y eurent lieu et les questions qui y furent traitées ; bien plus, beaucoup des actes d'intérêt secondaire réunis par les éditeurs ont été ou publiés ou tout au moins analysés par les anciens historiens, et la majeure partie du recueil se compose soit de procurations données par les trois ordres convoqués par le roi, soit d'actes d'adhésion au concile général contre Boniface VIII. De cet amas de textes d'intérêt secondaire, on peut néanmoins tirer quelques indications utiles sur la manière dont les convocations furent faites dans chaque circonscription et dont les différentes provinces répondirent à l'appel, sur les conditions dans lesquelles eut lieu l'élection des mandataires et sur les noms des élus. En somme, ces assemblées ne furent qu'une comédie, un moyen pour Philippe le Bel de faire approuver par la nation, consultée plus ou moins librement, ses agissements politiques. Sur certains points, notamment en ce qui touche la lutte avec Rome, il paraît bien, réserves faites sur quelques procédés excessifs, avoir eu pour lui l'opinion publique, mais il eut bien soin de ne soumettre aux députés des trois ordres aucune question importante de politique intérieure, et s'il créa ce nouveau rouage, les états généraux, il prit des précautions pour les empêcher de gêner son esprit absolutiste ; il n'y avait, quoi qu'on ait dit, aucune ressemblance entre ces assemblées purement consultatives et le parlement anglais, qui dès lors exerce une action directe sur l'administration du royaume et la politique étrangère. Jamais les derniers Capétiens et les Valois n'auraient supporté la tutelle de pareilles assemblées, et les classes dirigeantes en France en méconnaissaient l'utilité.

M. G. SAIGÉ continue avec persévérance et succès la publication des trésors des archives princières de Monaco ; le nouveau volume mis par lui au jour renferme le *Trésor des chartes du comté de Rethel*<sup>2</sup> ; le savant conservateur s'est fait aider ici par un de ses confrères, M. Henri LACAILLE. En 1867, M. Delisle avait donné dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France* la notice d'un ancien cartulaire des comtes de Rethel ; ce volume, qui ren-

1. Paris, 1901, in-4°.

2. Monaco, 1902, in-4°.



ferme 432 actes, passait pour être le dernier débris d'archives seigneuriales fort importantes, qui, transportées au dépôt de Nevers, y auraient péri. Fort heureusement, les documents originaux, ce qu'on ignorait, portés à Paris à la fin du *xvii<sup>e</sup>* siècle par ordre du premier duc de Mazarin, avaient échappé à la destruction, et M. Saige en signala dès 1880 l'existence à Monaco. Il conçut dès lors le projet de les éditer, et c'est ce projet qu'il met aujourd'hui à exécution après un délai de vingt ans; on aurait tort, au surplus, de lui reprocher cette longue attente; on sait de combien d'excellents volumes il a, au cours de ce quart de siècle, enrichi l'érudition. Le nouveau volume renferme 545 chartes, dont 282 inédites, les autres ayant paru d'après d'autres sources dans diverses publications ou étant connues par les analyses de M. Delisle. Une longue introduction explique comment tous ces documents sont venus jusqu'à nous; beaucoup sont sous forme de *vidimus*; beaucoup aussi, en original, sont encore munis de leurs sceaux. On ne saurait trop vanter cette collection, qui remonte à 1084 et s'arrête à 1328. On possède peu de cartulaires seigneuriaux aussi anciens et aussi importants, et la publication de M. Saige est une véritable aubaine pour tous ceux qui étudient l'histoire du département actuel des Ardennes et celle de la province de Champagne; ajoutons que nombre de ces chartes sont en français, et les philologues trouveront dans ces textes datés matière à de nombreuses et instructives observations. C'est donc là un nouveau service rendu à la science par M. Saige et par un prince éclairé qui prouve chaque jour sa sollicitude pour toutes les choses de l'esprit.

En 1842, E. Leglay avait édité, d'après le manuscrit unique, un poème du *xiv<sup>e</sup>* siècle sur les troubles de Flandre en 1379-1380; l'édition était insuffisante et peu critique. La copie ancienne est aujourd'hui à la bibliothèque de l'Université de Gand, et M. H. PIRENNE vient de donner de l'ouvrage une édition nouvelle, avec copieuses annotations<sup>1</sup>. C'est l'œuvre d'un partisan dévoué du comte Louis de Male, et l'éditeur estime que le poète pouvait être un des clercs de la chancellerie de ce prince; le poème, dédié à Philippe le Hardi, a dû être écrit vers l'an 1384-1385. Flamand d'origine, le rimeur a écrit en français, seule langue courtoise alors, et son style n'est pas toujours correct. Mais, au jugement de M. Pirenne, c'est un des meilleurs récits existant de cette sanglante révolution, qui devait se terminer par la défaite du parti populaire; là où on peut le comparer

1. *Chronique rimée des troubles de Flandre, 1379-1380*. Gand, Vuylsteke, 1902, in-8°.

aux autres chroniques du temps, il leur est infiniment supérieur et il renferme une foule de menus détails et de dates précises qui manquent partout ailleurs. L'édition a paru sous les auspices de la Société archéologique de Gand; cette compagnie aurait-elle l'intention de créer une collection de textes historiques de format maniable et de prix modérés? Ce serait à coup sûr rendre aux érudits comme aux simples étudiants un signalé service.

M. N. JORGA, professeur à l'Université de Bucarest, auteur d'un travail considérable sur la vie et les œuvres de Philippe de Mézières, avait réuni, au cours de longues recherches dans les archives italiennes, principalement à Gênes et à Venise, quantité de copies et de notes sur l'histoire des croisades au *xv<sup>e</sup>* siècle; il en a publié une bonne part dans la *Revue de l'Orient latin* et réuni le tout sous le titre modeste de *Notes et extraits*<sup>1</sup>; l'usage de ces documents en sera plus facile, et ils méritent d'être connus et signalés. Le nouveau volume paru comprend la suite des documents politiques depuis 1436; c'est en somme l'histoire journalière des relations entre les deux puissantes républiques italiennes, les États chrétiens d'Orient encore debout et l'empire turc. Ces relations sont naturellement plutôt difficiles, et le sénat vénitien, comme la république de Gênes, a fort à faire pour se maintenir dans l'Archipel et pour protéger le commerce, entravé par les corsaires et toujours menacé par des ennemis, chrétiens et musulmans. On trouve encore dans le volume beaucoup de renseignements sur les derniers jours de l'empire grec, sur les efforts tentés au concile de Ferrare pour la réconciliation des deux Églises, enfin sur les croisades projetées par le pape et par les souverains occidentaux, quand la politique quotidienne leur laisse un instant de répit. Ce sont ailleurs des détails infinis sur tous ces petits États chrétiens des bords de l'Adriatique, que va submerger l'invasion turque. Enfin, on constate une fois de plus dans ce recueil avec quel soin Venise se faisait informer des moindres événements; cette ville est dès lors le premier centre politique de l'Europe, le seul endroit où un Sanudo pourra un peu plus tard composer ses précieux *Diarii*. N'oublions pas encore de nouveaux détails sur la prise de Constantinople en 1453; c'est à cette dernière date que s'arrête le recueil de M. Jorga. L'éditeur termine en donnant des extraits d'un certain nombre de traités sur les croisades, composés avant cette même année. Citons pour terminer une oraison funèbre, par Pogge, de Julien Cesarini, cardinal de Saint-Ange, tué après Varna (1444); puis une relation inédite de la prise de Byzance en 1453, par Henri de Sommern;

1. Troisième série. Paris, Leroux, 1902, in-8°.

enfin quelques traités légendaires et des lamentations insipides sur les malheurs de la chrétienté. Le volume se clôt par une table générale, commune aux trois séries <sup>1</sup>.

OUVRAGES GÉNÉRAUX. — Depuis quelques années, les études byzantines sont revenues en faveur en France comme en Allemagne. Les travaux de M. Krumbacher et de ses collaborateurs et de l'Académie de Vienne d'une part, d'autre part les études de MM. Chalandon, Diehl et Schlumberger ont sur beaucoup de points renouvelé nos connaissances touchant l'histoire et la constitution intérieure de l'empire grec. Il s'agissait avant tout de reviser un procès sommairement instruit et de rectifier un jugement par trop légèrement rendu. Byzantin dans notre langue veut dire basse décadence, et l'opinion à laquelle ce sens répond, beaucoup trop facilement acceptée, est encore la seule ayant cours en dehors d'un cercle étroit d'érudits. Mais de cette longue suite d'empereurs qui se succèdent du IV<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, les plus décriés sont certainement les empereurs iconoclastes du VIII<sup>e</sup>; on fait généralement de ces princes de vrais barbares, ennemis à la fois des arts, des lettres et de l'Église, et on s'en tient sur leur compte à l'appréciation sommaire et dédaigneuse des anciens historiens. De ces princes, l'un surtout, Constantin V, qui régna de 740 à 775, sert, on peut le dire, de bouc émissaire; le surnom même dont on l'affuble, *Copronyme*, indique suffisamment le mépris que paraît mériter ce triste personnage. Un élève de M. Diehl, M. A. Lombard, vient de tenter la réhabilitation de ce fougueux ennemi des images et des moines <sup>2</sup>. Le travail est fort intéressant et de nature à entraîner la conviction. L'auteur montre comment Constantin V fut empereur actif, excellent administrateur et guerrier heureux; il lutte avec succès contre les ennemis de l'empire, Arabes et Bulgares; s'il laisse la papauté se tailler un patrimoine aux dépens du domaine impérial en Italie, c'est un peu d'indifférence, et surtout impossibilité de conserver une possession trop lointaine. M. Lombard montre encore que Constantin laissa après lui une excellente réputation, et que dans la lutte contre les images il avait pour lui peut-être la masse, et à coup sûr la partie éclairée de la population. S'il prend dans la querelle une attitude si intransigeante, c'est par conviction personnelle; comme beaucoup d'évêques et de laïques instruits, il est hostile à cette nouvelle idolâtrie, qui, corruptrice de la vraie

1. Notons que quelques-unes des pièces finales sont empruntées à des dépôts autres que ceux de Gènes et de Venise, notamment à la bibliothèque de Munich.

2. *Études d'histoire byzantine. Constantin V, empereur des Romains*. Paris, Alcan, 1902, in-8°. (Bibliothèque de la Faculté des lettres, XVI.)

doctrine de Jésus, entoure le Créateur d'un véritable Olympe, peuplé de divinités secondaires presque aussi puissantes que Dieu lui-même. Constantin voulut en un mot épurer la croyance chrétienne, et, pontife-roi, il agit dans la plénitude de ses pouvoirs. Sans doute, cette façon d'imposer une réforme religieuse par la terreur et les supplices choque nos idées modernes de tolérance, mais cette dernière vertu a été la plus lente à se répandre parmi les hommes de l'Occident, et ni les catholiques ni même les protestants n'ont le droit de reprocher à l'empereur grec ces regrettables excès. Constantin, pour faire triompher ses idées personnelles, eut naturellement à lutter contre le monachisme, devenu dès lors une plaie en Orient; il persécuta les moines, sécularisa les couvents, et de là contre lui des haines terribles, de longues rancunes, dont l'expression apparaît chez les auteurs ecclésiastiques et chez des chroniqueurs tels que Nicéphore et Théophane. La mémoire de cet empereur a été vouée à l'opprobre par tout ce qui tenait de près ou de loin à l'ordre monastique, et il a fallu à M. Lombard beaucoup de patience et d'ingéniosité pour tirer de cet amas de textes diffamatoires un portrait qui ne fût pas la caricature partout reproduite. Que Constantin ait été un souverain bénin et aimable, l'auteur n'oserait sans doute l'assurer; mais, on doit le reconnaître, s'il eut en partage les vices de son temps, il tint dignement sa place et pendant trente-cinq ans régît non sans gloire le plus grand état de l'Europe au VIII<sup>e</sup> siècle.

Comment est né l'empire carolingien, à quelle conception, à quel besoin répond cette résurrection de l'ancienne Rome, telle est la question que vient de traiter M. KLEINCLAUSZ<sup>1</sup>. L'ouvrage, en somme fort intéressant à lire, se compose de deux parties; tout d'abord une histoire de l'idée impériale depuis les invasions jusque vers l'an 800, puis une étude sur les transformations subies par le nouveau régime jusque vers la fin du IX<sup>e</sup> siècle. Dans la première section, on trouve l'étude minutieuse d'un fait depuis longtemps connu, à savoir que le souvenir de l'unité romaine resta longtemps vivace; non seulement les peuples paraissent avoir gardé la mémoire des services rendus au monde par l'Empire, mais encore les Barbares se regardent comme les successeurs, les lieutenants des Césars, et la plupart reconnaissent au moins théoriquement la supériorité des souverains de Byzance. Jusqu'à la fin du VI<sup>e</sup> siècle, les chroniqueurs de Gaule montrent autant d'intérêt pour les événements de Constantinople

1. *L'Empire carolingien, ses origines et ses transformations*. Dijon et Paris, A. Rousseau, 1902, in-8°. (*Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, XII.)

que pour ceux de leur pays natal, et les papes, en dépit de nombreuses querelles, reconnaissent à l'empereur grec la qualité de chef suprême du monde chrétien. C'est à cet état d'esprit que M. Kleinclausz attribue la facilité avec laquelle Justinien put rattacher pour un temps à ses États le sud de l'Italie et le nord de l'Afrique. Toutefois, à mesure que le temps s'écoule, ces souvenirs s'obscurcissent, et l'écart se fait de plus en plus grand entre les deux mondes, latin et grec. L'auteur attribue le fait en partie à la mauvaise administration des officiers byzantins en Italie, aux désillusions des Italiens redevenus sujets de l'Empire. Mais c'est donner trop d'importance à des faits particuliers, et il est plus simple de voir dans cette désaffection progressive le produit des siècles. Une autre cause encore plus efficace est la révolution dont l'Italie centrale est le théâtre au *viii<sup>e</sup>* siècle, le jour où, menacée par les Lombards, la papauté fait appel au secours des Carolingiens et se fait attribuer par eux une partie des anciens territoires impériaux, usurpation indéniable, qu'on essaiera de justifier à l'aide d'un faux plus tard célèbre. Toute cette partie du livre de M. Kleinclausz est intéressante; de même les pages où l'auteur étudie la politique d'Hadrien I<sup>er</sup> et les rapports de ce pontife avec Charlemagne; le pape veut avant tout garder son indépendance, et jamais il ne se serait abaissé devant le prince franc comme le fera son successeur Léon III. C'est ce dernier qui sacre Charles empereur d'Occident, mais faut-il voir dans la cérémonie du 25 décembre 800 un acte personnel du souverain pontife ou une simple comédie, dont toutes les scènes auraient été réglées d'avance? M. Kleinclausz estime que l'idée de restaurer l'Empire a dû naître dans le cercle de lettrés érudits entourant Charlemagne, que ces lettrés ont vu dans cette restauration le dernier terme de l'évolution subie par la monarchie franque, mais, suivant lui, le roi lui-même serait resté dans l'ignorance de ce qui se préparait. La question nous paraît bien obscure; Einhard, il est vrai, affirme que le futur empereur était entré dans l'église sans savoir ce qui s'y complotait, mais, à notre sens, l'assertion est peu vraisemblable. Charlemagne n'était pas homme à se laisser surprendre en si grave matière, et Léon III, client et obligé du prince franc, n'aurait osé prendre de lui-même pareille initiative.

En tout cas, ce couronnement exerça sur la politique et les sentiments de Charlemagne une influence singulière bien souvent constatée, et M. Kleinclausz insiste à son tour sur ce point. Le prince franc commence par arracher à la cour de Constantinople la reconnaissance de son nouveau titre, en employant à la fois fort habilement les menaces et les négociations. Dans son empire, il se regarde dès lors

comme le vicaire de Dieu, chargé de réformer à la fois l'Eglise et le siècle; dans le nouvel ordre de choses, le pape joue naturellement un rôle assez effacé, analogue à celui du grand pontife juif auprès d'un roi de Juda, décoré de l'onction sainte. Par de sages réformes, par une ferme administration, le nouvel auguste réalise toutes les espérances des meilleurs esprits du temps; c'est bien un autre David, chargé par le Seigneur de mener au salut et à la perfection le peuple élu des Francs. Après le partage de 806, il garde son rôle supérieur de modérateur et d'arbitre et ses trois fils ne sont, sous le titre de rois, que des fonctionnaires, des délégués tenant de lui toute leur autorité.

Cette conception de l'unité personnelle de l'Empire, d'un pouvoir supérieur dominant les royaumes particuliers, restera longtemps chère à l'aristocratie franque, et c'est pour la faire triompher qu'elle luttera contre le faible Louis le Pieux; Wala sera le chef actif, Agobard le porte-parole du parti. On sait comment tout leur manqua, comment Lothaire se montra aussi inférieur à la tâche que Louis; bientôt les royaumes, les provinces unis violemment, longtemps maintenus par une main puissante, tendent à s'isoler. Le pacte de 847 n'était pas durable, et pour le faire respecter il eût fallu un empereur tout au moins fidèle à sa parole. Toutefois, le traité de Verdun, aboutissement de quatorze ans de guerres civiles, ne marque ni la fin de l'empire carolingien ni la naissance des nations modernes, mais simplement l'échec d'une doctrine politique. Durant les années suivantes, par attachement aux traditions, on essaie du régime de la concorde; les trois frères s'entendent pour régler pacifiquement leurs querelles, mais cette fois encore l'échec est complet, les royaumes s'écartent de plus en plus les uns des autres, les guerres sont incessantes, et la dignité impériale, de jour en jour dénuée de prestige, passe de Carolingien à Carolingien, sans rien ajouter à la puissance de chaque titulaire. La papauté, profitant des circonstances, essaie timidement de faire prévaloir ses doctrines théocratiques, la dignité impériale est le plus souvent jointe à la royauté italienne, le centre de l'Europe n'est plus à Aix-la-Chapelle, mais à Rome, où domine le souverain pontife. Dès la fin du ix<sup>e</sup> siècle, les principaux éléments du futur régime politique existent, le titre impérial va sortir de la maison carolingienne, une foule d'intrigants vont s'en parer, jusqu'au jour où la maison saxonne le ramassera et créera ce qu'on a appelé plus tard le saint empire romain germanique.

Cette brève analyse suffit pour donner une idée de l'ouvrage de M. Kleinclausz; il est, en somme, fort intéressant. Sur quelques points, surtout dans la première partie, on pourrait chicaner l'au-



teur; certaines de ses assertions paraissent un peu risquées, mais, en somme, c'est l'exposé judicieux et élégant d'une conception politique, destinée à une longue durée<sup>1</sup>.

Parmi les personnages qui jouèrent un rôle dans les grandes guerres civiles du règne de Louis le Pieux, il en est un assez énigmatique : Bernard, duc de Septimanie. Fils du grand saint Guillaume de Gellone, il est un instant le véritable chef du parti impérialiste et exerce sur l'empereur et sur la femme de celui-ci, la fameuse Judith, une influence toute particulière. Mais il devait payer chèrement cette grandeur d'un jour; chassé du palais, il se réfugia dans son gouvernement, se mêla à toutes les intrigues du temps et finit par être mis à mort en 844 par ordre de Charles le Chauve. Quelle était la valeur morale et politique de ce duc, on ne saurait guère le dire; il n'a point trouvé de biographe, et on le connaît surtout par les pamphlets et les invectives de ses adversaires, Agobard, archevêque de Lyon, et l'âcre et rancunier Paschase Ratbert. M. J. CALMETTE vient d'essayer la réhabilitation de ce politique<sup>2</sup>. L'étude est intéressante et bien conduite, et le jeune auteur montre nettement que, sans être un grand homme, — il commit plus d'une faute, — Bernard ne fut pas l'être pervers que nous peignent les panégyristes de Wala; il eut en partage quelques-uns des vices de son temps, mais, s'il échoua, c'est que la cause défendue par lui était condamnée d'avance, car elle avait pour la représenter un prince inférieur à la tâche. M. Calmette montre encore comment la mémoire de Bernard ne périt pas tout entière et comment certains traits de son existence se retrouvent dans la légende du comte de Toulouse, récemment étudiée par M. G. Paris<sup>3</sup>.

La Belgique actuelle représente une partie notable des anciennes possessions de la maison de Bourgogne au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle; de quels élé-

1. M. Kleinclausz avait pris pour sujet de thèse latine l'administration des premiers ducs capétiens en Bourgogne : *Quomodo primi duces Capettianae stirpis Burgundiae res gesserunt* (1032-1172). Dijon, Barbier-Marillier, 1902, in-8°. C'est un résumé succinct des travaux antérieurs contrôlés au moyen de quelques documents nouveaux. Le sujet était restreint et ne comportait pas de longs développements.

2. *De Bernardo, S. Guillelmi filio*. Toulouse, Privat, 1902, in-8°.

3. Sur un point toutefois nous ne saurions partager l'avis de M. Calmette. Le récit de la mort de Bernard, publié au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle sous le nom d'*Odo Ariberti*, nous paraît entièrement supposé, et nous y verrions volontiers, à moins d'une preuve contraire, par exemple la découverte d'un manuscrit ancien, l'œuvre de quelque lettré du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle. A notre sens, l'auteur aurait pu absolument négliger ce mauvais texte. Au surplus, la question n'a pas grande importance.

ments se composait cette vaste principauté, comment était-on arrivé à réunir sous une seule main des terres d'empire et des terres du royaume, tel est le sujet que traite à fond M. L. VANDERKINDERE dans son ouvrage *la Formation territoriale des principautés belges au moyen âge*<sup>1</sup>. Après une courte introduction sur le sort de cette région, depuis les premiers partages de Louis le Pieux jusqu'à la chute de la dynastie carolingienne, il étudie d'abord la Flandre proprement dite; elle est constituée à titre de gouvernement militaire sous Charles le Chauve, et les premiers détenteurs portent le nom de marquis; au x<sup>e</sup> siècle, à la Flandre, ils joignent une partie notable de l'Artois et une portion du comté d'Ostrevant; mais aussi le pays de Waës en est détaché et forme un *comitatus Gandensis*, dont l'auteur raconte les vicissitudes. Plus tard, cette perte sera réparée, mais, par une conséquence naturelle, cette partie de la Flandre restera terre d'empire. Au xi<sup>e</sup> siècle, après de longues luttes contre les souverains allemands, les comtes de Flandre occupent pour un temps le Hainaut; enfin, sous Philippe d'Alsace, le comté atteint sa plus grande extension; ce prince possède même une partie notable de la Picardie et le nord de l'Ile-de-France, car il a hérité des domaines de son beau-frère le comte de Vermandois; il est protecteur du Brabant, enfin, sur la fin de sa vie, il fait épouser à Philippe-Auguste sa propre nièce, Isabelle de Hainaut. Mais ce mariage lui est funeste, et bientôt il doit renoncer au Vermandois. Sous Jeanne et Ferrand de Portugal, la Flandre subit un nouveau démembrement; en 1226, elle perd l'Artois, plus tard encore on lui enlèvera ce qu'on a appelé le transport de Flandre. Enfin, au xiv<sup>e</sup> siècle, elle recouvre ses anciennes limites et le tout passe à Philippe le Hardy, époux de l'héritière du comté, Marguerite de Mâle. Ce vaste territoire appartiendra tout entier à la maison d'Autriche et restera intact jusqu'à Louis XIII et Louis XIV.

La partie orientale de la Belgique actuelle a fait primitivement partie de la Lotharingie, plus tard, elle devient terre d'empire. Constitué définitivement au traité de Mersen (870), le royaume de Lotharingie est longtemps disputé à l'Allemagne par la France; dès 903, il n'a plus que titre de duché, et, au milieu du x<sup>e</sup> siècle, on le partage en Basse-Lorraine ou Lothier et en Lorraine proprement dite; ce démembrement daterait, suivant M. Vanderkindere, de 959. En 977, le titre de duc de Basse-Lorraine est conféré par Otton II à Charles, frère de Lothaire de France; le fils de Charles régnera sur le pays jusque vers 1005 suivant l'auteur, jusque vers 1012 suivant

1. Bruxelles, Lamertin, 1902, 2 vol. in-8°.

d'autres critiques. Henri II d'Allemagne confère ensuite le duché à Godefroid de Verdun, tige de la maison d'Ardenne; on y joint le marquisat d'Anvers et une partie de la Frise, et le frère et successeur de Godefroid, Gothelon, réunit un instant les deux Lorraines. Le titre, vers 1089, passe à la maison de Bouillon, puis, après le départ de Godefroid pour la croisade, à celle de Louvain, qui le portera durant plusieurs siècles.

Après ces quelques aperçus sur l'histoire générale du duché, M. Vanderkindere passe aux détails; il marque d'abord les limites générales, puis étudie l'histoire de chacune des circonscriptions secondaires : Cambrésis, Hainaut, Brabant, etc. Pour chacune d'elles, il expose comment elle s'est formée, quels maîtres elle a eus, quelles vicissitudes elle a subies. C'est, en somme, la monographie minutieuse des innombrables seigneuries, créées par l'anarchie féodale sur ce vaste territoire, de la mer du Nord au Rhin. L'auteur expose ensuite plus sommairement l'histoire de la Lorraine; il s'attache d'abord à démontrer que le comte Sigefroid de Luxembourg n'appartenait pas à la lignée de Verdun<sup>1</sup> et combat la thèse ancienne, tout récemment encore adoptée et défendue par M. Parisot; ses raisons méritent d'être prises en considération<sup>2</sup>. Puis il décrit quelques-uns des comtés lorrains du nord, dont plusieurs appartiendront plus tard à la maison de Bourgogne. Enfin, il montre comment, durant le haut moyen âge, l'histoire de la Lotharingie est celle de la lutte entre plusieurs familles rivales, lutte qui finit par rendre illusoire le titre ducal, l'autorité souveraine se trouvant aux mains d'une foule de comtes par le fait indépendants.

La traduction du tome III et dernier de l'*Histoire de l'inquisition* de M. Ch. LEA, par M. S. REINACH, vient de paraître<sup>3</sup>. L'auteur y étudie les *domaines particuliers de l'action inquisitoriale*. Ici, il a classé les grandes affaires des XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles, non plus dans l'ordre des temps, mais par espèces. Tout d'abord, la répression des sectes issues de la réforme franciscaine; elles naissent dès le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, et on sait avec quelle âpreté elles furent poursuivies, tantôt avec l'aveu tacite, tantôt, vers la fin, avec la complicité des souverains pontifes. Tant que ces pauvres rêveurs, en somme bien peu dangereux, ne font que se révolter contre la dure tyrannie de leurs supérieurs et proclamer la volonté formelle d'observer les enseignements de leur père spirituel, suivant l'humeur du moment, les

1. T. II, p. 328 et suiv.

2. Voy. surtout p. 333.

3. Paris, Société nouvelle de librairie, 1902, in-18.

papes les tolèrent ou les persécutent. Leurs doctrines hétérodoxes dérivait de celles du fameux abbé Joachim de Fiore, et pendant tout le XIII<sup>e</sup> s. elles comptent beaucoup d'adeptes dans l'ordre franciscain; bien peu échappent à la contagion et ne croient pas, un instant tout au moins, à la prochaine venue d'une nouvelle ère, au règne de l'Esprit. Mais, si déjà Boniface VIII a frappé rudement ces exaltés, sous Jean XXII la persécution prend un caractère atroce; ce pape a ses idées en théologie, idées que réprouvent beaucoup de docteurs, et il entend les faire triompher. Bien plus, les *fratricelles*, ou partisans de la pauvreté absolue, ont fait alliance avec l'ennemi du pape d'Avignon, Louis de Bavière. De là des procès nombreux, des supplices, de longues persécutions. L'inquisition est naturellement aux mains de Jean XXII une arme terrible, et ce tribunal perfectionné envoie au bûcher ou condamne à une dure prison plus d'une victime.

L'inquisition joue aussi son rôle dans les affaires politiques; un prince, un peuple contrariaient-ils les prétentions de la cour de Rome, celle-ci, dont le pouvoir s'est démesurément accru, n'hésite pas à déclarer ses adversaires hérétiques, et l'inquisition se trouve à point nommée pour procéder contre les récalcitrants. Puis, à l'exemple de l'Église, la monarchie, de jour en jour plus forte, en France surtout, ne laisse pas sans emploi un aussi excellent moyen de compression. M. Lea étudie en détail deux grands procès d'inquisition, types parfaits du genre, qui prouvent de quelle ressource cette savante organisation pouvait être en certains cas. D'abord, le procès des Templiers. M. Lea les estime innocents de la plupart des crimes qui leur furent imputés, et, après avoir lu son exposé, cette conclusion semble s'imposer. Jamais peut-être plus odieuse affaire n'a déshonoré un régime, et les deux auteurs du crime, Philippe le Bel et Clément V, méritent le mépris de tout esprit droit. Tout fut mis en œuvre contre les inculpés, mensonges, calomnies, bas artifices de procédure, et tout cela pour un butin assez maigre. Seul un organisme aussi puissamment constitué que l'inquisition pouvait mener à bonne fin, avec une telle précision, une tâche aussi odieuse et aussi compliquée. L'épisode est caractéristique et montre à quel degré d'abaissement était alors parvenue l'humanité. Le procès de Jeanne d'Arc n'est pas moins caractéristique; sans le raconter à nouveau, M. Lea s'attache à montrer comment ce fut un vrai procès d'inquisition, comment le misérable Pierre Cauchon et ses dignes acolytes employèrent tout le vieil arsenal de la procédure canonique pour condamner l'héroïne.

La dernière partie du volume traite des procès de sorcellerie; elle est fort curieuse; l'auteur montre comment l'Église elle-même, par le

développement fatal de certains de ses dogmes, créa et propagea cette sorcellerie, qu'elle travaillera plus tard avec tant de persévérance et si peu de succès à détruire. Ce fut une véritable épidémie morale que les procès les plus rigoureux ne firent qu'envenimer par la contagion. Ici encore, l'inquisition joue un rôle éminent, et, durant tout le xv<sup>e</sup> siècle, couvre l'Europe de sang et de bûchers; ces odieuses menées survivent même à la Réforme et se perpétuent en certains pays jusqu'au xviii<sup>e</sup> siècle. Pendant trois siècles, le monde a vécu dans une sorte de cauchemar, et rares furent les prêtres éclairés, les juges instruits qui osèrent mettre en doute la réalité de tous ces fantômes. A force de prêcher la croyance au diable, l'Église avait été trop fidèlement crue et avait créé une mentalité regrettable qui a mis longtemps à se modifier.

Tel est ce livre, qu'on a eu raison de mettre aux mains des lecteurs français; certains pourront le trouver un peu touffu et parfois un peu dur à lire, mais, de ces tableaux odieux, il se dégage une haute leçon morale. On ne saurait sans injustice rendre le christianisme responsable de tous ces excès, car la plupart sont imputables aux temps mêmes; le monde européen est allé en empirant jusqu'aux approches de la Renaissance, et, si les princes du xiv<sup>e</sup> et du xv<sup>e</sup> siècle paraissent plus civilisés que les vieux barons de l'ère féodale, ils témoignent aussi d'une cruauté plus raffinée et plus perverse. Si l'Église catholique a pu se croire autorisée à poursuivre avec une fureur sanguinaire les hétérodoxes les plus inoffensifs, c'est qu'elle avait en somme cessé d'être chrétienne, que l'exercice du pouvoir et l'opulence lui avaient fait oublier les doux enseignements de Jésus. Mais, cette réserve faite, on ne doit point oublier que de nos jours beaucoup d'écrivains catholiques ont tenté l'apologie de ces détestables pratiques; on est donc en droit de rappeler aux modernes louangeurs de la sainte inquisition le rôle odieux joué par ce tribunal, et, puisqu'ils s'évertuent à le glorifier, on est fondé à en rendre responsable le système théocratique, dont ils se sont constitués les ardents défenseurs.

C'est une bien curieuse histoire que nous raconte M. SCHLUMBERGER, celle des bandes catalanes, des Almogavares<sup>1</sup>, qui pendant quelques années, au début du xiv<sup>e</sup> siècle, remplirent de leurs exploits l'Orient chrétien. Elle nous a été rapportée en détail par un excellent écrivain, Ramon Muntaner, qui avait pris sa part de ces expéditions et en avait connu les principaux héros; en y joignant les dires des écrivains

1. *Expédition des Almogavares ou routiers catalans en Orient, de l'an 1300 à l'an 1311*. Paris, Plon, 1902, in-8°.

grecs, ennemis des routiers catalans, l'auteur a pu tracer un tableau fort attachant de cette singulière aventure. Tout en est merveilleux : l'origine du chef que se donnent ces bandes, Roger de Flor, allemand de naissance, fils naturel d'un fauconnier de Frédéric II, d'abord mousse sur une nef du Temple, puis templier, renégat, pirate et enfin amiral de Frédéric d'Aragon, roi de Sicile; les exploits de ces valeureux soldats; leurs succès et leurs revers en Asie et en Europe; enfin leur triomphe définitif en Morée. C'est la première apparition dans l'histoire moderne de ces bandes de mercenaires qui allaient désoler le monde jusqu'à la création des armées nationales. Congédiés par Frédéric après la paix de 1303, les Almogavars élisent pour chef Roger de Flor, et celui-ci offre ses services à l'empereur d'Orient, Andronic Paléologue, à court de soldats et pressé par les Slaves d'Europe et les Turcs d'Asie. C'était pour Byzance une heureuse rencontre que ces auxiliaires solides, éprouvés par vingt ans de guerre; mais les Grecs efféminés apprennent bientôt à quels dangereux compagnons ils ont affaire. On a fait aux Catalans de magnifiques promesses, on leur a assuré une solde élevée, et ils s'acquittent d'abord en écrasant les Turcs et en les chassant des bords de la mer Égée. Roger de Flor est nommé *mégaduc*, on donne pour épouse à ce bâtard, chassé du Temple, une princesse de la maison impériale. Par malheur, la mésintelligence se met bientôt entre les alliés; les Almogavars ont des habitudes de pillage, des allures insolentes qui ne conviennent guère à la cour byzantine, et celle-ci est bientôt en droit de regretter les engagements pris. Excité contre les Espagnols par les colons génois, l'empereur cherche à les éloigner; ils ont remporté en Asie de grands succès, mais chaque jour croissent leurs exigences; Roger se fait créer César, et ses prétentions grandissent toujours; enfin, il est tué dans une rixe à Andrinople, sous les yeux, peut-être même par l'ordre de l'empereur associé, Michel Paléologue (avril 1305). Ce meurtre allait être cruellement vengé; retranchés à Gallipoli, les Catalans déclarent la guerre à Andronic, battent plusieurs fois les armées impériales et se répandent comme un torrent dans la Grèce d'Europe, qu'ils traitent comme les Grandes Compagnies traitèrent la France quelques cinquante ans plus tard. On peut lire, dans l'ouvrage de M. Schlumberger, l'histoire détaillée de ces combats héroïques, on y trouvera aussi un tableau saisissant des maux infligés à ces malheureux pays par ces hardis brigands. Obligée, faute de vivres, la campagne étant épuisée, de gagner les régions de l'ouest, la compagnie catalane finit par occuper la Thessalie et entre un instant au service de Gautier de Brienne, duc d'Athènes. Mais, comme toujours, la méfiance naît



bientôt entre les confédérés, et la chevalerie française d'Attique et de Béotie est écrasée sur les bords du lac Copais (43 mars 1344). Les Catalans occupent les domaines des vaincus et vont s'y maintenir durant de longues années. C'est à cette victoire que M. Schlumberger arrête son récit. Grâce à Muntaner, il a pu raconter en détail ces singulières aventures de la plus célèbre peut-être des compagnies de condottières qu'ait connue l'histoire; ces Catalans ne furent point des héros aimables, mais leur bravoure, leur endurance forcent l'admiration.

Dans l'*Étude critique* de M. l'abbé Ul. CHEVALIER sur l'*Abjuration de Jeanne d'Arc au cimetière de Saint-Ouen et l'authenticité de sa formule*<sup>1</sup>, il faut d'abord louer l'abondant appareil bibliographique, digne de l'auteur du célèbre *Répertoire*; ici, les principaux travaux parus sur Jeanne d'Arc se trouvent classés par importance et par objet; c'est un extrait mis au jour du long catalogue alphabétique qui figure dans l'ouvrage cité. Le mémoire lui-même traite une question sur laquelle nous nous sommes suffisamment expliqué<sup>2</sup>. M. l'abbé Chevalier conclut que la formule insérée au procès est un faux, qu'elle n'est point celle dont on fit lecture à Jeanne d'Arc et qu'elle signa; il conclut également que la formule authentique ne renfermait point une abjuration canonique en matière de foi; enfin que Jeanne d'Arc consentit à la lire dans un moment de trouble et de défaillance. Au fond, nous le répétons, la question, à parler historiquement, nous paraît peu importante; pour le procès de béatification, qui se poursuit actuellement en cour de Rome, elle est capitale. Mais il nous paraît inutile d'insister sur ce point; que Jeanne soit ou non béatifiée, peu nous chaut; elle restera toujours aussi admirable et digne du respect de tous. Si la formule d'abjuration a été falsifiée, ce n'est qu'une infamie de plus à mettre au compte, déjà bien lourd, de Pierre Cauchon et de ses dignes acolytes. M. Chevalier, comme M. Dunand, reconnaissant que Jeanne d'Arc répéta cette formule sans la comprendre, dans un moment d'égarement, on ne saurait donc en aucun cas dire qu'elle a abjuré; la pauvre fille n'eut qu'une pensée, en redisant ces paroles, dénuées de sens pour son esprit rustique, échapper au bourreau qui l'attendait tout prêt avec la fatale charrette.

La *Revue historique* avait promis de ne plus parler du Saint-Suaire, la question paraissant tranchée, du jour où on s'était refusé à soumettre la fameuse étoffe à un examen scientifique. Mais, depuis,

1. Paris, Picard, 1902, in-8°.

2. *Revue historique*; t. LXXX, p. 103-104.

de nouveaux mémoires ont paru pour et contre l'authenticité, on les indique en note<sup>1</sup>, et de ces mémoires deux méritent une mention spéciale. Le premier est de Dom CHAMARD, prieur de Ligugé<sup>2</sup>; il est singulier. M. Vignon avait cherché à démontrer que le Saint-Suaire de Besançon, aujourd'hui détruit, n'était qu'une copie. Le savant bénédictin reprend et développe d'une façon plaisante cette hypothèse; voici son raisonnement, dépouillé de tout apprêt littéraire. Le franc-comtois Othon de la Roche a pris part à la deuxième croisade; il *a dû* s'emparer en cachette du linceul du Christ, conservé aux Blaquernes; il *a dû* revenir en France, l'offrir à la cathédrale de Besançon. En 1349, un incendie détruisit une partie du trésor de cette église; le Saint-Suaire *a dû* être sauvé du désastre et passer aux mains de la maison de Charny; pour réparer cette perte, on *a dû* faire à Besançon une copie, copie présentée au public comme l'original. Voilà bien des suppositions; la série est amusante, mais, chose étrange, à la fin de son mémoire, Dom Chamard donne toutes ces hypothèses comme autant de faits avérés. Si Mabillon et ses grands disciples bénédictins pouvaient lire le mémoire de Dom Chamard, ils frémiraient d'horreur.

Le travail de M. DE MÉLY est plus sérieux<sup>3</sup>. C'est, sous une forme modérée et courtoise, une réfutation de M. Vignon. L'auteur insiste sur ce qu'a de dangereux au point de vue scientifique cette manière de travailler d'après une photographie prise dans des conditions mal connues; il insiste encore sur les erreurs commises par M. Vignon touchant les rites funéraires des Juifs, sur les différences sensibles existant entre les reproductions publiées par les défenseurs du Saint-Suaire, reproductions dérivant toutes d'un seul et même cliché. En un mot, M. de Mély affirme que les documents utilisés par M. Vignon ont été trop visiblement revus et corrigés pour avoir une

1. Hippolyte Chopin, *le Saint-Suaire de Turin avant et après 1534* (Paris, Picard, 1902, in-8°); la photographie représenterait non point l'image même, mais cette image vue par transparence à travers l'étoffe. — Le même, *le Saint-Suaire de Turin photographié à l'envers* (Paris, 1902, in-8°). — Ul. Chevalier, *le Linceul du Christ*, réplique à un article paru dans les *Petites annales de saint Vincent de Paul*. — Le même, *le Saint-Suaire de Turin et le Nouveau Testament* (extrait de la *Revue biblique*, t. XI). Paris, Picard, 1902, in-8°; critique approfondie de certaines assertions de M. Vignon. — Le même, *le Saint-Suaire de Turin, histoire d'une relique* (extrait des *Études historiques et religieuses du diocèse de Bayonne*). Paris, Picard, 1902, in-8°; histoire résumée de la controverse, avec une introduction de M. l'abbé Martin, de Lyon.

2. *Le Linceul du Christ*, étude critique et historique. Paris, Oudin, 1902, in-8°.

3. *Le Saint-Suaire de Turin est-il authentique?* Paris, Poussielgue, 1902, in-8°.

valeur scientifique. Sur la figure même, il fait remarquer que le canon anatomique est exagéré (le corps contient huit têtes et demie); Jésus aurait donc été difforme. Notons encore d'utiles remarques touchant l'aloès employé par les Hébreux pour les embaumements, aloès qui n'était pas celui dont M. Vignon analyse les effets, et enfin une ingénieuse hypothèse. La seule personne vivante qui, ayant eu occasion de toucher le Saint-Suaire, a donné ses impressions, a dit n'avoir point constaté la saillie, le bourrelet que produirait une peinture; M. de Mély se demande si la figure, qu'il date comme nous-même du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, n'aurait pas été exécutée à l'aide d'un patron en bois; si, par suite, on n'aurait pas affaire à une étoffe imprimée analogue à celle de Saint-Maurice en Valais, découverte par lui-même il y a quelques années, ou à la curieuse Passion, dont M. Bouchot a tout récemment étudié le patron en bois.

La thèse française de M. CALMETTE sur *Louis XI, Jean II et la révolution catalane (1464-1473)*<sup>1</sup> est avant tout une étude diplomatique extrêmement pénétrante, en vue de laquelle l'auteur a longuement exploré les archives espagnoles, si riches et encore aujourd'hui trop peu souvent employées. L'histoire est curieuse, et jusqu'ici, les détails en étaient assez mal connus; on ignore surtout par trop en France le rôle joué en cette occasion par la révolution catalane, et sur ce point particulier, l'ouvrage de M. Calmette est des plus intéressants. Il s'ouvre par un chapitre, où sont posés les acteurs de ce long drame: Louis, encore dauphin, déjà hanté de visées ambitieuses; Jean II, roi d'Aragon, personnage cauteleux et à tout prendre méprisable, qui rivalise d'astuce avec le souverain français; puis enfin le gouvernement autonome de la Catalogne. Ce pays est alors singulièrement organisé; il forme une sorte de monarchie constitutionnelle où le roi est à peu près sans pouvoir, l'autorité appartenant aux Cortès et à leurs délégués, les membres de la députation ou *le Général*. Il est de règle que le vice-roi du pays soit l'héritier présomptif de la couronne d'Aragon, et, vers la fin du règne de Charles VII, la place est tenue par Carlos, prince de Viane; celui-ci, en lutte avec Jean II, trouve un appui auprès du dauphin de France, ouvertement brouillé avec son propre père. Puis Carlos meurt le 23 septembre 1464; Louis XI, dès lors roi, cherche à tirer parti des circonstances; il entame avec Jean II de longues négociations, qui aboutissent, en mai 1462, au traité de Bayonne; le souverain français fournira à son allié d'Espagne des auxiliaires pour réduire la Catalogne révoltée; il lui versera également des subsides, mais les

1. Toulouse, Privat, 1902, in-8°.

comtés de Roussillon et de Cerdagne serviront de gage à ce prêt. Cependant, la Catalogne est en pleine révolution; la déchéance du misérable Jean II a été prononcée et les troupes du principal assiègent la reine dans Gerone. L'armée française, commandée par Gaston IV, comte de Foix, entre alors en scène; elle occupe une partie du Roussillon, franchit les Pyrénées, délivre la royale assiégée et essaie, sans y parvenir, de soumettre le pays. Cet échec n'empêche pas Louis XI de pousser sa pointe; il prend possession des deux comtés et les déclare unis au royaume de France (mai 1463). Mais ce succès ne satisfait pas encore ce prince insatiable; il convoite maintenant la Catalogne. Les révoltés ont cherché un roi; D. Pedro de Portugal, esprit supérieur, mais politique médiocre, s'est proposé; il échoue et meurt à la tâche (29 juin 1466); le Général se tourne alors vers la France, et Louis XI, rompant sans aucun scrupule avec Jean II, envoie en Catalogne le fils du roi René, Jean, duc de Calabre; celui-ci se maintient dans le pays deux ans entiers en dépit de revers graves; mais l'issue de l'aventure est fatale, et sa mort, en décembre 1470, sauve le prince français d'une défaite définitive, car Jean II a su former contre lui une véritable coalition, préparer l'union prochaine de l'Aragon et de la Castille et détacher de l'alliance française le roi Henri IV. Le parti séparatiste tient encore quelque temps en Catalogne; mais les Catalans eux-mêmes sont fatigués de la lutte; le roi d'Aragon décide Barcelone à capituler, et, assez habile pour être modéré et clément, il parvient bientôt à pacifier toute la Catalogne (octobre 1472). La question des comtés de Roussillon et de Cerdagne renaît alors; les Français sont en horreur aux habitants, et leur domination paraît mal établie; Jean II profite des circonstances et rentre à Perpignan dès février 1473. Louis XI s'obstine; mais, après une campagne peu heureuse, il doit céder et subir une interprétation moins léonine du traité de Bayonne; l'acte d'union des deux comtés à la France est annulé, et ces pays deviennent simplement un gage répondant des prêts consentis au souverain espagnol; des articles très explicites et minutieux en règlent l'administration durant l'intervalle. En somme, Louis XI a en partie échoué. M. Calmette est assez dur pour ce roi si diversement jugé; pour notre part, nous lui donnons raison. Au point de vue moral, son adversaire Jean II ne vaut pas mieux que lui; mais, en cette conjoncture, il paraît avoir manœuvré bien plus habilement. Le roi de France témoigne dès lors de ce goût pour les conceptions chimériques que ses détracteurs lui ont souvent reproché, et, dans son désir de faire de la Catalogne une province française, il facilite la rentrée de son ennemi à Barcelone. En un

mot, M. Calmette fait ressortir les côtés imaginatifs du caractère de ce prince dont on a trop souvent voulu faire le politique réaliste par excellence. Déjà maître contre toute attente du Roussillon et de la Cerdagne, il veut encore annexer la Catalogne et doit finir par reconnaître qu'il n'occupe les deux comtés que pour un temps. Les admirateurs de Louis XI, et il y en a beaucoup, trouveront peut-être ce jugement sévère à l'excès; pour notre part, il ne nous déplaît pas de voir noter les maladresses politiques commises par ce prince tyrannique et particulièrement odieux.

*Philibert de Chalon, prince d'Orange, vice-roi de Naples*<sup>1</sup>, dont M. Ul. ROBERT vient de composer une ample biographie, fut sans contredit une des figures les plus curieuses du début du xvi<sup>e</sup> siècle. Dernier représentant de la branche cadette de Chalon-Arlay, à la fois prince français et vassal de l'empire, il sert la cause de Charles-Quint avec une fidélité absolue; chef d'armée à vingt-cinq ans, il prend du coup rang au nombre des meilleurs capitaines, et meurt, comme Gaston de Foix, d'une arquebusade, le soir de son dernier triomphe. Philibert a, dans l'histoire, assez mauvaise réputation; beaucoup d'écrivains, moins équitables que Brantôme, ont fait de lui un traître et l'ont comparé à son compagnon d'armes, le connétable de Bourbon. M. Robert nous parait l'avoir entièrement lavé de cette inculpation; Bourbon était un prince français, de sang royal, que les torts de François I<sup>er</sup> à son égard n'excusent pas d'avoir porté les armes, on sait avec quelle joie sauvage, contre son pays. Philibert au contraire, s'il est français de langue, est Comtois de naissance; il a reçu le jour en terre d'Empire; tout l'attire vers le parti de Charles-Quint: intérêts et sympathies. Il restera longtemps indécis; mais la sotte obstination de François I<sup>er</sup> à le dépouiller de la principauté d'Orange amène une rupture définitive. C'était une lourde faute dont le roi de France et surtout ses alliés auront plus d'une fois à se repentir. Il est vrai, sans vouloir excuser cette mesure maladroite et en somme inique, que le souverain français ne pouvait deviner un grand capitaine dans ce jouvenceau. Ainsi jeté dans le parti impérialiste à la fois par sympathie et par ressentiment, Philibert va le servir avec toute la fougue et l'entrain de ses dix-huit ans. Il se distingue dans une campagne en Navarre; mais il a le malheur d'être fait prisonnier, et, au cours d'une rude et étroite captivité de quatre ans, il va éprouver les effets des rancunes de la cour de France et surtout de Louise de Savoie; traité avec une rigueur indigne, en dépit de sa haute naissance et de sa parenté avec tous les

1. Paris, Plon, 1902, in-8°.

souverains du temps, il n'est remis en liberté au traité de Madrid que parce que Charles-Quint a fait de sa délivrance une condition de la paix. Cette longue détention n'était point de nature à lui faire oublier un ressentiment assez naturel, et, dès 1527, on le voit, associé au connétable de Bourbon, conduire l'armée qui va prendre et saccager Rome. Les deux chefs et leurs auxiliaires, catholiques et protestants, italiens, allemands et espagnols, dispersent ou évitent les troupes de la Ligue et parviennent sous les murs de la ville éternelle. On sait le reste : la mort de Bourbon, le sac de Rome, le long siège du château Saint-Ange, le scandale de cette armée d'un prince catholique affamant le chef de l'Église. L'expédition était peu honorable ; on a en outre accusé Philibert d'avoir touché sa part du butin conquis à l'aventure. M. Robert le lave définitivement de cette imputation outrageante, montre que le prince d'Orange préserva de la destruction la bibliothèque et les archives pontificales et fait remarquer avec raison qu'on ne saurait le rendre responsable des excès dont Rome fut alors le théâtre ; ces excès se renouvelaient à chaque prise de ville, et les troupes composites dont Philibert avait le commandement étaient des plus indisciplinées qu'on ait jamais vues ; à chaque instant, le camp impérial est en pleine révolte ; tantôt c'est la solde en retard que la soldatesque réclame à grands cris, tantôt ce sont des batailles entre lansquenets allemands et Espagnols catholiques. Si bon général qu'il soit, Philibert est parfois le prisonnier de ses hommes ; les Allemands finissent par piller les bagages de leur chef, et il doit quitter Rome après quelques vaines tentatives pour apaiser les mutins.

Là s'arrête la première partie de cette courte et brillante carrière militaire. Nommé peu après capitaine général des armées de Charles-Quint en Italie, Philibert va défendre Naples contre Lautrec ; la lutte entre les deux chefs est des plus vives ; le prince d'Orange combat et négocie à la fois ; il repousse les attaques de l'armée française et décide Doria à se rallier à la cause impériale. Lautrec meurt de la peste ; l'armée française, obligée de battre en retraite, est défaite à Aversa ; la ruine de la Ligue est définitive, et Clément VII, puis François I<sup>er</sup> sont réduits à accepter la paix, qui est signée à Cambrai (1529). L'Italie était abandonnée à la discrétion de l'empereur. Une seule ville résistait encore, l'héroïque Florence, et c'est à Philibert qu'est confié le soin de réduire l'obstinée république. On sait le reste : la belle résistance de la place, le courage des Florentins attachés à leur vieille indépendance ; le prince d'Orange, dans cette longue lutte, fait preuve de véritables qualités stratégiques et tire un merveilleux parti de troupes mal payées, indisciplinées,



presque impossibles à tenir dans l'obéissance. Florence est bientôt à bout de forces ; mais ce n'est pas à son véritable vainqueur qu'elle rendra les clefs de ses portes, car Philibert a été tué, avant la reddition, à la bataille de Gavinana, gagnée par lui sur les troupes de la république (3 août 1530). Il n'avait que vingt-huit ans. Charles-Quint pouvait le regretter, car il perdait en lui un de ses meilleurs capitaines, un de ses vassaux les plus fidèles.

Telle fut la carrière extraordinaire de ce prince. M. Robert n'a rien négligé pour la retracer dans le plus grand détail ; de longues recherches à Vienne, à Paris, à Besançon lui ont permis de réunir une quantité énorme de documents restés inconnus à ses devanciers : lettres de Philibert, pièces administratives, etc.<sup>1</sup>. Il ne semble point que l'auteur ait exagéré la valeur de son héros ; il lui est tout à fait sympathique, et on ne saurait beaucoup lui en vouloir de cette tendresse rétrospective. Philibert eut en partage quelques-uns des défauts des capitaines de son temps, d'un temps où la guerre était une chose affreuse ; il commanda à des troupes de brigands et dut, par politique, peut-être aussi par indifférence de grand seigneur, leur laisser plus d'une fois la bride sur le cou. Mais il ne faudrait pas le juger d'après nos idées modernes. M. Robert l'a disculpé des accusations les plus graves, et, pour conclure, il a montré que le prince d'Orange était un homme supérieur par le talent comme par le caractère.

M. A. FRANKLIN vient de mettre au jour un nouveau volume de la *Vie privée d'autrefois*<sup>2</sup> ; intitulé *la Vie de Paris sous Louis XVI*, il comprend la réimpression, avec préface et notes, de deux productions singulières du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le premier morceau est la *Quinzaine anglaise à Paris* ; c'est l'histoire plus ou moins arrangée des mésaventures d'un gentilhomme anglais, Jean-Jacques Rutledge, écrite par lui-même. Venu à Paris pour passer gaiement le temps, comme beaucoup d'étrangers le faisaient dès lors, — et le font encore aujourd'hui, — ce jeune niais tombe tout naturellement aux mains d'escrocs, de filles et de chevaliers d'industrie qui, en moins de deux semaines, épuisent le portefeuille bien garni apporté par lui. Rutledge était bien un homme de son temps, et il raconte ses malheurs pour servir d'exemple et prémunir contre semblables aventures ses malheureux compatriotes. Le style est parfois singulier, mais l'ensemble est amusant et abonde en traits de mœurs pas-

1. Les lettres ont été imprimées par les soins de M. Robert et sous les auspices de l'Académie de Madrid.

2. Paris, Plon, 1902, in-18.

sablement curieux. Rutledge était d'ailleurs incapable de rancune; ruiné par les escrocs de Paris, il se fixe dans cette ville et conçoit le projet de s'y faire un nom comme littérateur. De là des tentatives théâtrales plutôt malheureuses que M. Franklin nous raconte dans sa préface, de là aussi une comédie bourgeoise, *le Train de Paris*, jouée à la Comédie-Française en septembre 1779, et dont le texte occupe la fin du volume. La pièce n'eut guère de succès, et c'était justice. C'est une plate imitation des comédies morales du temps, avec quelques souvenirs de Molière; certains personnages vertueux rappellent aussi les essais dramatiques de Diderot et la *Mère coupable* de Beaumarchais. Quelques détails de mœurs, plus ou moins heureusement plaqués sur ce fond banal et insipide, donnent cependant à la pièce de l'intérêt. Le tout est en somme une amusante contribution à la connaissance de ce XVIII<sup>e</sup> siècle, si étudié de nos jours et, en dépit de ses détracteurs, toujours si attrayant.

Certaines institutions du moyen âge sont encore aujourd'hui mal connues, et pour en étudier l'origine et surtout le développement, le mieux est de procéder par monographies; nous citerons notamment celle des avoués. On entend par là, on le sait, des barons chargés à l'origine de servir de protecteurs aux églises régulières et séculières. Grâce à l'anarchie féodale, de salutaire, l'institution devint promptement oppressive, et les clercs eurent plus souvent à se plaindre qu'à se louer de ces tuteurs incommodes. Le plus souvent, l'avouerie servit de prétexte à d'abominables exactions, et beaucoup de lignées féodales durent leur grandeur à de véritables usurpations commises à l'encontre de monastères sans défense. L'étude de M. C. LECLÈRE sur les *Avoués de Saint-Trond*<sup>1</sup> permettra de préciser sur beaucoup de points les notions acquises; l'auteur y fait l'histoire de l'institution depuis 1065, date à laquelle un accord écrit détermine les droits et les devoirs des avoués et met fin pour un temps à un état de choses ruineux pour la communauté monastique. Il montre comment il y a eu non seulement des avoués supérieurs (dans l'espèce les ducs de Basse-Lorraine et ceux de Brabant), mais encore des avoués inférieurs chargés de veiller directement à la sécurité du monastère, comment enfin les nécessités du temps et la force des choses amenèrent la création d'avoués locaux, dont chacun était censé le protecteur d'un domaine particulier. C'est là un cas curieux, dont nous connaissons des exemples ailleurs, notamment dans le midi de la France; c'était une conséquence de l'affaiblissement,

1. Université de Louvain. Recueil des travaux des conférences d'histoire et de philologie, fasc. 9. Paris, Fontemoing, 1902, in-8°.

chaque jour plus marqué, de l'autorité centrale; par suite du mouvement anarchique qui emporte tout l'ordre social, les ducs et les comtes perdent leurs anciennes prérogatives au profit des barons inférieurs, comme eux-mêmes ont jadis dépossédé leurs souverains, les rois et les empereurs. Ne pouvant s'affranchir de cette tutelle incommode, les abbés de Saint-Trond travaillent à rendre fixes les droits exigés par ces singuliers protecteurs; de là un certain nombre d'actes, de chartes d'accords que M. Leclère analyse et qui font connaître, sinon tout à fait l'état ancien des choses, du moins les concessions consenties par les chefs de la communauté. Sur les différentes espèces d'avoués, sur leur immixtion plus ou moins régulière dans la vie monastique, sur le rôle judiciaire et administratif de ces officiers, l'ouvrage abonde en précieux renseignements, empruntés par l'auteur, non seulement aux archives de Saint-Trond, mais encore à celles des autres abbayes du pays. En un mot, monographie qu'on doit recommander aux érudits français; ils y trouveront beaucoup de particularités éclairant l'histoire de cette singulière institution dans notre pays.

Les grandes républiques communales du moyen âge étaient de vrais États en miniature, dans lesquels, au cours du temps, les organes se spécialisent, les rouages se multiplient. Mais, pour suivre dans le détail ce développement administratif, il faut avoir sous la main des archives fort riches et bien classées. Tel est le cas pour Saint-Omer; Giry avait jadis tiré de ce magnifique dépôt la matière d'un livre aujourd'hui classique et qui a donné un nouvel essor à l'étude des institutions municipales; mais, dans cet ouvrage, il avait dû négliger certains détails particuliers de la vie communale et s'en tenir à une vue d'ensemble. Bien plus, sauf sur quelques points, il avait borné ses recherches à la période médiévale. M. PAGART D'HERMANSART s'est donné pour tâche de traiter ces questions de détails, volontairement négligées par son prédécesseur; il a étudié successivement les anciennes communautés d'arts et métiers, les conseillers pensionnaires, le bailliage, et, aujourd'hui, il met au jour un travail sur les *Argentiers de la ville de Saint-Omer*<sup>1</sup>; on appelait ainsi dans cette ville l'officier municipal nommé ailleurs receveur. L'office est mentionné dès 1316; tenu longtemps par deux personnes à la fois, il est occupé par une seule à dater de 1434; dès 1402, on avait réuni à la charge celle de rentier ou percepteur de rentes et revenus de la ville, mentionnée pour la première fois en 1320. L'argentier est le ministre des finances de la communauté; il tient le registre

1. Saint-Omer, d'Homont, 1902, in-8°.

des recettes et des dépenses ; à partir du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, la charge est incompatible avec toute autre fonction aussi bien qu'avec tout négoce. Nommé pour trois ans, l'argentier est indéfiniment rééligible, mais révocable à volonté. Il donne caution, prête un serment spécial et a son comptoir ou bureau à l'hôtel de ville. L'analyse des registres tenus par lui est particulièrement intéressante, tout acte de la communauté se traduisant par une recette ou par une dépense ; c'est la contre-partie et le complément des registres de délibérations de l'échevinage. En somme, la ville de Saint-Omer est endettée, surchargée, et tous les budgets annuels se soldent en déficit. Le plus souvent, l'argentier joue le rôle de banquier. Pour conclure, l'étude de M. Pagart d'Hermansart présente un intérêt général, la plupart des faits notés par lui se retrouvant dans les autres villes de la région ; en appendice, l'auteur a donné la liste des argentiers de Saint-Omer et de copieux extraits des comptes de ces officiers depuis le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle.

L'ouvrage de M. le Dr L. DE RIBIER, *Charlus-Champagnac et ses seigneurs*<sup>1</sup>, est un travail d'histoire locale. La seigneurie de Charlus n'apparaît dans les textes qu'au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle ; elle meut alors du doyen de Mauriac, et l'auteur suppose que les possesseurs en étaient des cadets de la maison de Ventadour. En 1351, les Ventadours vendent la seigneurie aux Beaufort-Turenne, à cette maison puissante qui a donné un pape et une foule de cardinaux à l'Église. Peu après, le château tombe aux mains du célèbre Aimerigot Marchès, qui en fait une de ses retraites, et ne le rendra au comte d'Armagnac, en 1387, que contre une forte somme en beaux deniers comptants ; on sait comment ce hardi aventurier fut quatre ans plus tard décapité à Paris pour ses démérites. En 1472, la terre de Charlus revient à la maison de Lévis-Ventadour. Au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, le château est souvent mentionné durant les guerres de religion ; un des barons, Jean de Lévis, comte de Charlus, qui a succédé à son père en 1593, joue un rôle marquant dans les troubles de la province ; de caractère irascible, il se crée de nombreux ennemis et périt assassiné. Au début du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, le comté passe aux Castries par le mariage de l'héritière, Marie-Françoise, avec un La Croix de Castries ; cette maison le possédera jusqu'en 1783. La seconde partie de l'ouvrage renferme la généalogie détaillée des différents seigneurs de Charlus, quelques notes sur les maisons religieuses et les monuments du territoire ; enfin, le volume se termine par un recueil de pièces justificatives, dont certaines intéressantes ; la plus ancienne remonte à 1236. En

1. Paris, Champion, 1902, in-8°.

appendice, signalons un curieux inventaire des meubles du château comtal, dressé en 1612.

*Le Consulat et l'administration municipale de Mende*<sup>1</sup>, par M. Ch. PORÉE, archiviste de la Lozère, se compose de deux parties : une introduction étendue et un recueil de textes pour la plupart inédits et d'un haut intérêt (1262-1783). Le consulat à Mende n'est pas d'institution très ancienne; le Gévaudan était une des régions du Languedoc où la féodalité était le plus fortement constituée, et l'évêque de Mende était le chef-né, reconnu par les rois de France eux-mêmes, de cette aristocratie. Aussi, pour obtenir quelques garanties contre la tyrannie du prélat et de ses officiers, les habitants de Mende doivent dès 1194 avoir recours à l'insurrection; la lutte recommence en 1261, et, après de longs démêlés, au cours desquels le pouvoir royal observe une neutralité bienveillante pour l'évêque, les habitants obtiennent en 1275 une première charte de liberté, qui n'est pas des plus libérales, mais qui constitue pourtant un sérieux progrès sur l'état de choses antérieur. Au xiv<sup>e</sup> siècle, Mende est administrée par des magistrats, appelés syndics, qui de temporaires deviennent bientôt, grâce aux besoins du jour, permanents. L'évêque est toujours le maître, et la situation reste sans changement jusqu'au règne de Louis XI; sous ce prince, un de ces prélats, Antoine de la Panouse, ayant, par ses accointances avec le comte d'Armagnac, éveillé les soupçons de l'ombrageux despote, celui-ci crée en 1469 un consulat à Mende; mais la masse des habitants reste indifférente, et, en 1494, un arrêt, obtenu par un autre évêque, Clément de la Rovère, supprime cette création et remet les choses en l'état. Au xvii<sup>e</sup> siècle, au temps de la Fronde, la discorde renaît; un syndicat se forme, hostile à l'évêque, Mgr de Marcillac, et le titre de consul reparait un instant; il est supprimé par arrêt du 18 novembre 1659, et bientôt la lutte va cesser, le jour où Louis XIV aura, par ses créations d'offices, supprimé toutes traces de libertés municipales. Les actes qui suivent cette intéressante étude sont des plus curieux; nous citerons notamment une longue enquête du xiii<sup>e</sup> siècle, la charte de coutumes de 1275, etc.

A. MOLINIER.

PUBLICATIONS DIVERSES. — *L'Office d'informations et d'études*, créé en 1901 au ministère de l'Instruction publique et confié à MM. Ch.-V. Langlois et Friedel, a pour objet de fournir à l'administration et au personnel enseignant des renseignements précis sur les institutions scolaires des divers pays. Il a déjà publié une bonne brochure de

1. Paris, Picard, 1902, in-8°.

M. H. BORNECQUE sur l'*Enseignement des langues anciennes et modernes dans l'enseignement secondaire des garçons en Allemagne* et un remarquable volume de M. LANGLOIS sur la *Préparation professionnelle à l'enseignement secondaire*. L'auteur s'est proposé un double but : faire connaître avec précision les mesures prises dans les divers pays pour préparer les futurs professeurs à exercer utilement leurs fonctions, soit par l'étude théorique de la pédagogie, soit par des exercices pratiques d'enseignements dirigés et contrôlés; en second lieu, proposer des mesures destinées à réaliser pour la France la pensée exprimée sous une forme générale et vague dans les propositions ministérielles soumises au Parlement en mars 1902 : « Un stage sera exigé de tous les futurs professeurs; l'École normale sera organisée de manière à être un véritable institut pédagogique; les élèves de l'École normale recevront la préparation pédagogique et professionnelle en commun avec les étudiants de l'Université de Paris. » Voici quel est le système proposé par M. Langlois : « L'École normale recevrait les plus distingués des licenciés de l'Université de Paris, candidats aux diverses agrégations. Ils y prépareraient leur agrégation, et, une fois agrégés, ils consacraient une année à leur préparation professionnelle. Cette préparation consisterait, d'une part, en un certain nombre de conférences où les futurs professeurs apprendraient les traits essentiels de la psychophysiologie de l'enfant, des méthodes employées en France et à l'étranger, autrefois et de nos jours, pour l'administration de l'Instruction publique et surtout pour l'enseignement des diverses disciplines; d'autre part, en exercices pratiques, visite méthodique d'écoles primaires et secondaires, séries de leçons d'essai dans des classes choisies dont les professeurs seraient disposés à diriger les débutants. » M. Langlois pense en outre que l'on devrait créer en province des instituts pédagogiques semblables à l'École normale. Lyon et Lille, qui ont déjà créé spontanément un embryon d'instituts de ce genre, seraient tout de suite désignés à cet effet (peut-être Lille, trop voisin de Paris, n'est-elle pas une ville très bien choisie; en tous cas, il faudrait créer à Bordeaux un institut pour le sud-ouest). Nous trouvons dignes de considération les propositions de M. Langlois. Il y a longtemps que nous pensons que l'École normale doit être le séminaire pédagogique de l'Université de Paris, doit lui être unie par un lien étroit. Dans le rapport que nous avons adressé il y a huit mois au directeur de l'École, nous le propositions expressément, nous demandions que les professeurs de l'École normale fussent des professeurs de l'Université, délégués temporairement et se renouvelant à tour de rôle. Mais il ne faut pas se dissimuler les difficultés pratiques que soulèvera la



réforme proposée. M. Langlois suppose que l'année de stage sera faite par les agrégés après leur agrégation. Mais, alors, quelle sera la situation des candidats refusés à l'agrégation et qui, actuellement, obtiennent des places de professeurs de collège ou de chargés de cours dans les lycées? Faudra-t-il leur fermer absolument tout enseignement ou leur faire refaire un stage une fois reçus à l'agrégation? Ne sera-t-on pas amené à imposer le stage comme complément à la préparation à l'agrégation, qu'on soit reçu ou refusé? Mais il y a encore une autre difficulté. Ce système, qui ajoutera une année de stage aux trois, quatre, cinq, six années de préparation à la licence et à l'agrégation et aux deux années du service militaire nouveau modèle, ne donnera-t-il pas un avantage énorme pour l'obtention de postes de l'enseignement supérieur à ceux qui, grâce à leur situation de fortune, pourront échapper à cette longue préparation. Aujourd'hui, les deux personnels, supérieur et secondaire, sont fusionnés. Y a-t-il intérêt à les séparer? Enfin, est-on sûr que cette barrière nouvelle n'écarte pas beaucoup de candidats au professorat? Ce qui se passe en Allemagne, où, après avoir fortement organisé le stage, on est obligé, faute de candidats, à accepter comme professeurs des jeunes gens qui n'ont pas fait de stage, n'est-il pas de nature à faire réfléchir?

La partie descriptive du livre de M. Langlois est du plus haut intérêt, et les innombrables renseignements bibliographiques qu'il fournit et qui sont si précieux montrent avec quel soin il s'est documenté. Sur deux points seulement, ses informations m'ont paru en défaut. Pour l'Italie, il a indiqué avec exactitude les résultats négatifs obtenus par les *Scuole di Magistero* et les efforts actuels du ministre, M. Nasi, pour les rendre sérieuses et efficaces; mais il n'a pas même nommé la *Scuola normale* de Pise qui, depuis plus de quarante ans (les *Scuola di Magistero* ne remontent qu'à 1888), a fourni à l'Italie ses meilleurs maîtres secondaires, qui est une imitation exclusivement littéraire de notre École normale, qui a des internes comme elle et qui a eu des directeurs illustres : Villari, Berti, d'Ancona. Pour la Belgique, M. Langlois donne à penser que le système des Écoles normales a été entièrement abandonné et condamné. Il dit seulement, dans une note un peu dédaigneuse : « On pourrait croire le contraire en lisant un compte-rendu français du Congrès de Bruxelles de septembre 1904. » Mais ce compte-rendu n'est autre chose que le rapport très sérieux fait par le délégué de notre ministère de l'Instruction publique, M. Émile Bourgeois, que M. Langlois cite avec une juste estime, p. 21 et 22; et si M. Bourgeois a dit que beaucoup d'excellents esprits regrettent la suppression des Écoles

normales de Liège et de Gand, c'est qu'en effet on a reconnu que cette suppression avait amené une baisse dans le niveau du corps professoral, d'autant plus que l'Université catholique de Louvain, qui avait énergiquement poussé à la suppression des Écoles normales de l'État, s'est empressée de créer une École normale dont les élèves sont choisis de préférence à tous les autres candidats par le ministère cléricol pour remplir les postes de l'enseignement secondaire. M. Langlois n'a pas non plus donné une idée tout à fait juste de notre École normale supérieure en la représentant comme une Université semblable à toutes les autres. Elle diffère de l'Université de Paris en plusieurs choses. Tout d'abord, ses élèves se destinent tous à l'enseignement, par définition; en second lieu, les cours qui y sont donnés ont presque tous pour but de fournir aux élèves l'ensemble de connaissances nécessaires à leur vocation professorale; le choix des sujets de ces cours est déterminé par les besoins des élèves, tandis qu'à l'Université de Paris, en dehors des conférences qui sont de pures préparations aux examens, préparations d'auteurs, thèmes latins et grecs, dissertations, etc., la plupart des sujets de cours sont déterminés par les travaux personnels des professeurs. Ce n'est que grâce à la spécialisation des chaires que l'enseignement a un caractère un peu organique. Si l'on examine les sujets traités, on verra qu'ils ne fournissent nullement aux élèves l'ensemble de connaissances dont ils ont besoin. Tel professeur fera cinq, six ans de suite ses cours sur un seul auteur, une seule époque, parce qu'il aura un livre en préparation sur cet auteur ou cette époque. On ne peut agir ainsi à l'École normale, et les élèves y apprennent, par l'exemple, ce qui est la base même de toute pédagogie scolaire, à se sacrifier à l'intérêt de leurs élèves. Sans doute, il serait très désirable que la pédagogie pût tenir une plus grande place à l'École normale, mais l'obstacle est venu jusqu'ici, non de la mauvaise volonté ou du scepticisme des professeurs, mais de la surcharge de besogne obligatoire accumulée dans les trois années d'étude, et on peut dire que les élèves ne cessent pas d'avoir présents devant les yeux leurs futurs devoirs professionnels, au double point de vue de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur. Il y a là tout un ensemble de conditions qui font de l'École quelque chose de *sui generis*, de très différent d'une de nos Universités.

M. Langlois, dans son exposé si remarquable des institutions pédagogiques de l'Allemagne et des pays anglo-saxons, ne dissimule pas les difficultés qu'on a éprouvées partout à organiser une forme de préparation pédagogique dont l'efficacité fût universellement reconnue, et les doutes que partout de bons esprits ont élevés sur la

valeur de la préparation pédagogique spéciale. Les Hongrois seuls paraissent tout à fait satisfaits du collège modèle qui leur sert de séminaire de pédagogie appliquée. En Allemagne, il y a à Iéna, à Munich des collèges de ce genre qui réussissent, mais dont on a pourtant contesté la valeur. Les séminaires pédagogiques des Universités prussiennes, pour la plupart, sont des séminaires philologiques ou des séminaires où l'on étudie l'histoire de la pédagogie comme une branche particulière d'érudition. Le système des stages (*Probejahren*) dans les collèges provinciaux et dans les séminaires gymnasiaux, qui impose en Prusse depuis 1890 à tous les candidats au professorat d'enseigner un an dans un collège après avoir étudié pendant un an dans un séminaire la théorie de la pédagogie, n'a pas donné les résultats attendus et a abouti, d'après certains observateurs, à inculquer aux professeurs une routine uniforme, pédantesque et machinale et à tuer en eux tout esprit d'indépendance. D'ailleurs, l'obligation de la *Probejahr* est souvent éludée. C'est aux États-Unis, à *Columbia University* de New-York, qu'on a le mieux organisé et l'étude théorique de la pédagogie dans sa « Faculté d'éducation » et la pratique pédagogique dans la *Horace Manns School*.

Dans un pays d'enseignement libre, comme les États-Unis, où chaque établissement, et pour ainsi dire chaque maître est autonome, doit choisir son programme et ses méthodes, il est naturel que tous les futurs professeurs se sentent obligés de faire des méthodes d'enseignement une étude approfondie. En France, le fait que l'administration impose à tous les professeurs des programmes et des méthodes uniformes, dont quelques hommes réunis en commission ont arrêté tous les détails, enlève beaucoup de son attrait à l'étude de la pédagogie. Pour qu'elle devienne vivante, il faut donner à nos établissements d'instruction une autonomie jusqu'ici réclamée en vain et que les professeurs puissent faire leur choix entre divers systèmes. La pédagogie n'est pas une science comme les autres, ou plutôt elle est essentiellement un art qui doit varier avec le tempérament des maîtres et celui des élèves, comme il varie aussi avec l'évolution de la société. Les programmes changent moins parce que les points de vue théoriques sur l'éducation se modifient que parce que les besoins de la société se transforment. Enfin, la base de toute pédagogie est une chose qui peut s'inspirer, mais ne s'enseigne pas; c'est l'amour des enfants et la foi des maîtres dans la grandeur de leur mission. Aussi, l'important pour les futurs maîtres est moins de connaître en détail l'histoire de la pédagogie et d'avoir disserté sur les principes généraux de l'éducation qui sont des lieux communs pour la plupart, que d'être pénétré du désir d'enseigner non

par routine, mais d'une manière consciente et personnelle, de se faire à soi-même sa méthode tout en profitant des expériences de maîtres d'élite. Aussi un stage bien dirigé me paraît-il encore le meilleur mode de préparation professionnelle, et les *collèges modèles* sont-ils, à mes yeux, contrairement à l'opinion de M. Langlois, le meilleur des systèmes. Est-il applicable en France? Je n'ose l'affirmer.

M. CHAINE, avoué à Lyon, vient d'écrire un bon livre qui est en même temps une bonne action. Il fait pendant au livre remarquable du R. P. MAUMUS, *la Crise religieuse et les leçons de l'histoire*, et est intitulé : *les Catholiques français et leurs difficultés actuelles* (Stock). M. Chaine, qui est un fervent catholique, est profondément ému de la situation faite actuellement au catholicisme, de l'hostilité qu'il excite, des dangers qui le menacent. Il pense, comme le P. Maumus, que la responsabilité de cette situation retombe en grande partie sur les catholiques eux-mêmes. Malgré le mouvement qui s'est produit au sein du clergé en faveur des études critiques, même en matière d'exégèse biblique, l'Église, dans son ensemble, reste hostile à la science indépendante comme à la liberté de conscience, et l'on a vu Newman en Angleterre attaqué parce qu'il inclinait au darwinisme; en France, d'Hulst, Loisy, Houtin, en Allemagne, Schœll, persécutés pour avoir cru qu'on pouvait librement examiner les problèmes bibliques; Murri en Italie, les disciples du P. Hecker aux États-Unis, blâmés pour avoir osé pactiser avec le libéralisme. L'antisémitisme, l'antiprottestantisme sont ouvertement favorisés par le clergé dans leurs manifestations les plus violentes, tandis que les plus basses dévotions, les plus audacieuses supercheries, celles mêmes qui étaient qualifiées au Congrès de Bourges de *dévotions parasitaires*, Lourdes, N.-D. de Pompéi, le culte de saint Joseph, de saint Antoine de Padoue, de saint Expédit, malgré les protestations de quelques évêques, florissent et pullulent sous l'œil de Rome, silencieuse et impuissante, car nous ne voulons pas la dire complice. Mais c'est surtout dans l'affaire Dreyfus que les catholiques, en tant que parti, ont attiré sur eux, d'après M. Chaine, de légitimes réprobations et provoqué un de ces retours de la justice immanente qui punissent les grandes erreurs morales. Ils ont cru qu'il était de l'intérêt de l'Église que la malheureuse victime du crime judiciaire de 1894 et de 1899 ne fût pas réhabilitée parce qu'elle était juive, parce que des libres-penseurs, des protestants et des socialistes avaient pris sa défense, et qu'il était habile pour elle de lier sa cause à celle du haut état-major que les nationalistes identifiaient frauduleusement avec celle de l'armée et de la patrie. Il y a eu de nobles

exceptions, et beaucoup de catholiques, même de membres du clergé, se sont honorés en mettant la justice au-dessus des intérêts de parti; mais ceux des prêtres qui, comme l'abbé Pichot, ont osé le dire, ont été traités en criminels et en parias par leurs chefs et leurs confrères; les laïques ont été traités par leurs amis et leurs coreligionnaires de révolutionnaires et de traîtres, et il leur a fallu un véritable courage pour rester fidèles à la vérité. Je sais bien que les catholiques n'ont pas été seuls à subir ces déplorables entraînements et à faire ces détestables calculs. Des socialistes, comme M. Mille-  
rand, faisaient cause commune avec M. de Mun le 4 décembre 1897, et le parti progressiste tout entier, beaucoup de radicaux, les socialistes guesdistes en faisaient de même pendant de longs mois. Mais le parti catholique seul a persévéré en bloc dans cette attitude, et il se trouve aujourd'hui que le mouvement radical et anticlérical provoqué par l'affaire Dreyfus et par le juste écroulement du parti méliniste s'est tourné surtout contre le catholicisme, et que les catholiques ont commis, avec la plus grave des injustices, la plus grave des imprudences. S'ils avaient, avec le ministère Méline, pris en mains la revision du procès Dreyfus en 1897, ils sacrifiaient sans doute quelques alliés véreux dans la presse, la politique et l'armée, mais certainement ils conservaient pour longtemps la prépondérance au parti modéré et évitaient les mesures radicales qui vont frapper les congrégations religieuses et qui risquent de frapper l'Église elle-même. M. Chainé prend très éloquentement dans les derniers chapitres de son livre la défense des congrégations menacées. Nous recommandons ces chapitres aux esprits impartiaux et amis de la justice pour tous. Nous sommes de ceux qui pensent que les ordres religieux ont droit d'exister, mais qu'ils avaient pris un développement dangereux et qui devait être limité. Il y avait bien des moyens de le faire, ne fût-ce que par une loi sur les associations établissant pour toutes également des obligations de publicité et de contrôle auxquelles une partie des ordres religieux aurait refusé de se soustraire, et, d'autre part, en accordant aux établissements de l'État les mêmes privilèges en matière d'examens dont ils jouissent en Allemagne et en Italie et en imposant la neutralité religieuse à toutes les écoles publiques comme en Suisse. Mais nous ne pouvons admettre ni que l'État entre en guerre contre les églises, comme le demandaient l'autre jour les membres de l'extrême-gauche au Parlement français, ni que l'État, après avoir accepté le concours des religieux pour les œuvres hospitalières tant qu'il n'est pas en état de les supplanter, les expulse quand il n'a plus besoin d'eux. Quelles que soient les fautes commises par les catholiques, tous les cœurs épris de justice

et de liberté se lèveront pour les défendre si l'on viole à leur détriment les principes libéraux qu'ils ont le tort de méconnaître quand ils sont les plus forts.

Comme illustration au chapitre d'histoire écrit par M. Chaine, on peut invoquer les belles conférences de M. A. LEROY-BEAULIEU sur l'antisémitisme, l'antiprotestantisme, l'anticléricalisme publiées en volume sous le titre : *les Doctrines de haine* (C. Lévy). M. A. Leroy-Beaulieu a analysé avec finesse et éloquence cette maladie de la haine qui mine la société française. Toutefois, il y a peut-être une objection à faire au parallélisme trop absolu qu'il établit entre les trois sentiments qu'il analyse. L'anticléricalisme n'est pas une doctrine de haine, c'est le cléricalisme qui est une doctrine de haine et l'anticléricalisme n'est que la haine d'une haine, sentiment légitime dans une large mesure. Je sais bien que M. Leroy-Beaulieu dit que l'anticléricalisme n'est souvent que le masque de l'anticatholicisme. Cela est vrai, mais il faut remarquer que le catholicisme, seul des trois religions visées, ayant des prétentions à la vérité absolue et se croyant seul en droit à la domination, a été seul à engendrer naturellement un cléricalisme. Ni les Juifs ni les protestants n'ont de prétention à l'infailibilité, et, s'ils inspirent des haines, ce n'est pas à cause des barrières qu'ils imposent, mais à cause de celles qu'ils renversent. Qu'on se rappelle comment le clergé belge a fait triompher le parti clérical par le confessionnal et les refus de sacrements ; comment les mêmes procédés ont été pratiqués en Bretagne au moment des élections. On a vu des instituteurs, des pasteurs boycottés par des fournisseurs cléricaux qui ne voulaient leur vendre ni pain ni viande. J'ai vu moi-même une blanchisseuse ruinée par ce boycottage clérical parce qu'elle refusait d'envoyer ses enfants à l'école libre ; un coiffeur boycotté par des prêtres parce que son employé allait à l'Université populaire ; une jeune fille, qui avait ouvert une école du jeudi, calomniée par des *bonnes sœurs*, qui voulaient détourner les familles d'envoyer leurs enfants chez elle. Cette manière d'agir est propre au cléricalisme parce que seuls les cléricaux ont pour morale que tout est permis dans une intention pieuse. Ce n'est assurément pas un motif pour répondre par des procédés injustes à l'injustice ; mais cela nous permet de comprendre comment des esprits, pourtant libéraux, n'ont pas les mêmes idées que nous en matière de liberté religieuse ou de liberté d'enseignement<sup>1</sup>.

1. On trouvera une apologie très convaincue, très modérée de ton et en même temps très fortement raisonnée et documentée de la loi sur les associations dans la brochure de M. Eugène Naville, *les Congrégations religieuses et la loi française du 1<sup>er</sup> juillet 1901* (Genève, Kündig).



Et Calvin, dira-t-on? Et la mort de Servet? Ne prouve-t-elle pas que l'intolérance n'est le privilège d'aucune confession religieuse? Il est très vrai qu'au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle les protestants partageaient le plus souvent les idées intolérantes de leur époque; mais on ne doit pas oublier les protestations que le supplice de Servet souleva parmi les protestants eux-mêmes, non seulement parmi ceux qui, comme Castellion, furent des théoriciens de la tolérance, mais même chez des amis de Calvin, comme les magistrats de Berne. Et aujourd'hui, tandis que tous les protestants sont en principe partisans de la liberté religieuse, cette liberté pour les catholiques n'est qu'une concession qu'on doit faire au malheur des temps. On peut lire tous les jours des déclarations qui prouvent qu'ils n'ont rien abandonné au fond de leurs théories sur les droits de la vérité et sur la répression de l'erreur, théories que, d'ailleurs, certains jacobins retournent aujourd'hui contre eux sans avoir l'excuse de se croire infaillibles.

M. DOUMERGUE, à qui nous devons déjà un premier et important volume sur la *Jeunesse de Calvin* et qui met en vente ces jours-ci un second volume sur les *Premiers Essais de Calvin* (Fischbacher), reprendra ce grand procès avec l'abondante et scrupuleuse érudition dont il a déjà fait preuve, quoique peut-être avec une propension excessive à trouver toujours pour Calvin des excuses ou des motifs d'éloges. On comprend, il est vrai, cette disposition quand on voit avec quel acharnement, depuis le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, Calvin a été poursuivi par la calomnie, précisément parce que sa vie et son caractère ont été exceptionnellement purs. M. Doumergue a repris un certain nombre de ces calomnies, depuis longtemps réfutées, mais qui renaissent comme du chiendent, dans une petite brochure intitulée : *Une poignée de faux : la mort de Calvin et les Jésuites* (Lausanne, Bridel; Paris, Fischbacher). Il n'est pas très nécessaire, à première vue, de réfuter des livres comme la *Conquête protestante* et le *Péril protestant* d'E. Renauld, ou l'*Église catholique et les protestants* de G. Romain, ou *Il Tiberio della Svizzera* du Salésien I.-R. Lemoyne (approuvé par l'archevêque de Chiusi), qui sont des amas de calomnies conscientes et volontaires. Mais il n'était pas inutile de reprendre à leur origine ces calomnies qui, grâce aux livres très répandus de Gaume, de Ségur, d'Audin, sont encore aujourd'hui acceptées dans beaucoup de séminaires et de collèges catholiques. Nous ne pouvons énumérer tous les faux que relève M. Doumergue : fausses lettres de Calvin où celui-ci aurait avoué son amour du lucre; fausse attribution à Calvin, par M. Faugère, de propos abominables au sujet des Jésuites tirés des aphorismes du jésuite Bécane; fausse citation d'un passage de W. Withaker, où celui-ci aurait avoué que Calvin

avait été marqué au fer rouge; faux récits de la mort de Calvin, de l'apostat Bolsec et de l'apostat Jean Haren (M. Doumergue a, en particulier, tiré au clair le prétendu témoignage de Haren, renégat du protestantisme, puis du catholicisme, dont, d'ailleurs, le témoignage ne nous est parvenu que de seconde main); fausse citation d'une prétendue lettre de Calvin à Bullinger sur les vices des pasteurs de Genève; fausse citation d'un prétendu jugement de Wolmar sur la perversité de Calvin; fausses citations de prétendues accusations de perversité lancées par Bucer contre Calvin; fausse citation de Th. de Bèze contre Calvin. Heureusement que les savants catholiques, ceux de l'Allemagne en particulier, comme Kampschulte, le Dr Paulus, le chanoine Reich, ont commencé à réagir contre une manière d'écrire l'histoire qui peut réussir pendant un temps, mais qui finit par nuire à ceux même qui l'emploient.

M. Doumergue a encore publié une conférence faite à Montauban sur *Calvin, fondateur des libertés modernes*, et trois conférences faites à Genève sur *l'Art et le sentiment dans l'œuvre de Calvin*. Qu'il y ait quelque exagération à faire de Calvin le fondateur des libertés modernes, je l'accorde; mais M. Doumergue n'a pas tort de considérer le prédestinisme calviniste comme ayant été en Suisse, en Hollande, en Écosse, aux États-Unis un des éléments moraux et psychologiques qui ont créé des institutions libres en faisant de la conscience individuelle un domaine intangible. M. Doumergue va aussi bien loin en faisant de l'art hollandais un art essentiellement protestant, et pourtant le protestantisme a été certainement pour quelque chose dans cet art, dans Rembrandt en particulier. Là où il a tout à fait raison, c'est quand il soutient que Calvin a aimé la musique et n'a point condamné l'art en soi, et aussi que, loin d'être un cœur sec et une âme froide, il était non seulement un passionné, mais un sensitif, un nerveux, prompt au rire et aux larmes.

M. Alfred Loisy, bien connu de tous ceux qui s'occupent d'histoire religieuse par ses beaux travaux sur l'histoire du canon, sur les mythes babyloniens et la religion d'Israël, vient de publier, sous le titre : *l'Évangile et l'Église* (Picard), un exposé de l'évolution du christianisme qui est à la fois une très forte réfutation des idées de Sabatier et de Harnack et une apologie du catholicisme si noble, si intelligente et si solide que rien certainement, depuis Newman, n'a été publié qui soit plus de nature à faire accepter le catholicisme par des esprits éclairés. Sabatier, dans sa *Philosophie de la religion*, Harnack, dans son *Wesen des Christentums*, ont prétendu ramener tout le christianisme à l'idée de la paternité de Dieu révélée aux hommes par Jésus-Christ et n'ont vu dans les dogmes que des cris-

tallisations formalistes qui déforment périodiquement la vérité en prétendant l'exprimer. Cette vérité unique évolue ainsi à travers les religions et les églises pour s'en dégager toujours plus lumineuse et plus simple. M. Loisy fait remarquer avec raison que cette conception enlève au christianisme tout ce qui fait sa substance originale, détruit son lien avec le judaïsme, dont il est sorti, comme avec la personne même du Christ, et ne permet pas de comprendre la relation entre le Christ et l'Église. L'idée messianique, l'idée du royaume de Dieu d'une part, de l'autre la conception du Christ comme fils de Dieu, cette filiation n'étant pas une simple relation spirituelle d'homme à Dieu, mais une réalité substantielle et métaphysique, tels sont les deux éléments essentiels de la doctrine chrétienne, et M. Loisy cherche avec une grande finesse à déterminer comment ces deux idées se rattachent, dans l'esprit même du Christ, à l'eschatologie et au messianisme juif tout en prenant un caractère nouveau et bien autrement fécond. Cela posé, M. Loisy montre, et ceci est la partie vraiment forte et belle de son livre, que cette doctrine chrétienne, à l'état de germe dans l'Évangile, ne pouvait se développer, se réaliser pour ainsi dire, et conquérir le monde, qu'en créant une société chrétienne avec ses formes propres d'organisation et de pensée, c'est-à-dire une Église, un sacerdoce, des dogmes, des sacrements et un culte. Naturellement, cette Église, ces dogmes, ce culte se transforment dans l'histoire simultanément avec l'évolution de la société, de la science et de la pensée humaines ; ils sont, si l'on peut dire, la forme corporelle et intellectuelle changeante qui enveloppe et exprime la vérité et la doctrine chrétiennes fondamentales ; ils participent nécessairement à la relativité et à l'imperfection de toutes les choses humaines ; mais, aux yeux de M. Loisy, et il est difficile sur ce point de n'être pas d'accord avec lui, l'Église catholique représente à travers l'histoire le développement logique, organique, légitime du christianisme primitif tel qu'il existait en germe au temps du Christ et des apôtres. M. Loisy caractérise, dans des termes bien expressifs, ce qu'il y a de vain dans la prétention de rejeter la tradition ecclésiastique pour revenir à l'Évangile primitif. « Les protestants, » dit-il p. 445 et 446, « approprient l'Évangile aux besoins de leur conscience personnelle. L'Église aussi approprie l'Évangile aux besoins des hommes à qui elle s'adresse. Ce n'est pas l'appropriation personnelle qui continue le ministère du Christ, la prédication de la « bonne nouvelle » et la préparation du royaume des cieux. Même chez les protestants, la tradition enseignante exerce une influence considérable sur la façon d'entendre la parole divine, et l'effet que l'Évangile écrit produirait, sans cette tradition, sur la masse des

fidèles, aurait chance d'être à peu près nul ou de n'être pas toujours salutaire. Il y a, dans toutes les communions chrétiennes, un service de l'Évangile qui assure la transmission et l'application de la parole du Maître. L'Église catholique est un service tel que l'ont fait les siècles. Pour être identique à la religion de Jésus, elle n'a pas plus besoin de reproduire exactement les formes de l'Évangile galiléen qu'un homme n'a besoin, pour être le même à cinquante ans qu'au jour de sa naissance, de garder les proportions, les traits et toute la manière d'être d'un nouveau-né. Quand on veut s'assurer l'identité d'un individu, on ne songe pas à le faire rentrer dans son berceau. » Et encore, p. 447 : « L'histoire de l'Église est celle de l'Évangile dans le monde, et, pour trouver que cette histoire n'est pas celle de la religion du Christ, il faut avoir commencé par mettre cette religion en dehors de l'histoire et du monde réel. »

En lisant ces pages, on se demande comment un pareil livre a pu attirer sur son auteur les foudres de Mgr Richard et de Mgr Perraud, et obliger M. Loisy à supprimer sa seconde édition. En y regardant de plus près, on le comprend. Tout d'abord, ce qui a dû choquer ses censeurs, c'est le ton laïque du livre. M. Loisy a écrit en savant et en homme raisonnable qui s'adresse à des gens instruits et raisonnables; il n'a pas fait appel à l'autorité et n'a pas cru que des citations des Pères ou des conciles fussent en cette matière des preuves et des raisons. De même qu'il y a un patois religieux protestant qui s'appelle le patois de Chanaan, il y a un patois religieux catholique, sucré et dévot, dont M. Loisy est tout à fait exempt. En second lieu, il place dans leur réalité historique, non seulement l'Église, mais les livres saints et le Christ lui-même. Il cherche à dégager la vraie pensée du Christ dans la tradition des Évangiles, où il admet que tout n'est pas également primitif et authentique; il distingue la pensée du Christ de celle de ses disciples, de saint Paul par exemple; enfin, il distingue dans la pensée du Christ sa pensée propre de ce qu'il a reçu de sa tradition juive. De plus, dans tout son livre, il reste sur le terrain de l'histoire; il montre la pensée et la religion chrétiennes en développement dans les divers milieux historiques qu'elles traverseront, s'y adaptant, si bien que les mêmes formules dogmatiques, qui ne peuvent être que des expressions inadéquates, et en un sens symboliques, de la vérité éternelle, changent de sens à mesure que se modifie l'esprit de ceux qui les emploient. Ce point de vue strictement historique amène M. Loisy à ne pas mettre tout sur le même plan, à considérer comme le noyau primitif du christianisme cela seul que le Christ a pensé et dit de lui-même et de son œuvre, et, au second, les dogmes qui, comme celui de l'expiation, n'ont été

formulés que par saint Paul et les apôtres. Au fond, cette manière de voir est bien catholique; mais, depuis le concile de Trente et surtout depuis le concile du Vatican, l'Église a perdu le sens de l'histoire, même de son histoire, bien que l'évolution historique soit sa raison d'être; et elle a la prétention d'être non seulement éternelle, mais immuable, identique à elle-même, non seulement dans son essence, mais dans sa forme. Elle a la prétention d'imposer aux hommes du  $xx^e$  siècle, non seulement la foi au Christ, mais l'autorité de la Vulgate, la théologie de saint Augustin et la philosophie de saint Thomas. Elle paraît même parfois considérer la communion sous une seule espèce, le célibat des prêtres, le pouvoir temporel des papes comme aussi essentiels à la foi que la Trinité ou l'Incarnation. C'est très imprudent. Il y a deux courants en ce moment au sein de la pensée catholique: tandis que les uns prétendent conserver à la critique, à la raison leurs droits et, par une large interprétation, ouvrir le sanctuaire à la pensée moderne, d'autres, et c'est la majorité, voudraient continuer le système qui a stérilisé depuis quatre siècles la pensée et la science des catholiques et imposer au temps présent non seulement les formules dogmatiques, mais leur interprétation traditionnelle, et reprendre contre les Richard Simon d'aujourd'hui les anathèmes de Bossuet. En agissant ainsi, l'Église court les plus grands risques et elle creuse un abîme toujours plus grand entre elle et la pensée moderne. Elle devient de plus en plus incompatible avec la société actuelle. Elle refuse toute action commune avec ceux qui ne pensent pas comme elle. Elle veut avoir non seulement des œuvres de charité catholiques, mais une politique catholique, des écoles, des collèges, des universités catholiques, des sociétés savantes, des congrès savants catholiques. Elle veut, même dans le domaine de la science et de la politique, vivre à part, unir, comme elle prétend bien à tort que le font les Juifs, le cosmopolitisme à l'exclusivisme. L'auteur de la meilleure biographie de saint François d'Assise, M. Paul Sabatier, a récemment créé une *Société internationale d'études franciscaines*, à la tête de laquelle il appelait les chefs de l'ordre de Saint-François et où il conviait largement les savants catholiques. Le fait seul qu'il est protestant a suffi pour soulever contre lui les autorités ecclésiastiques. On a forcé les ecclésiastiques d'Assise à donner leur démission, on a fondé une société rivale exclusivement catholique, et l'*Osservatore romano* du 20 janvier disait: « Il y a deux camps bien distincts aussi dans la science: la science catholique d'une part, de l'autre la science sans épithète, qui ne cherche qu'à ruiner la foi. » Comme il n'y a aux yeux des hommes

modernes ni science catholique ni science protestante, mais seulement la *Science* qui cherche le vrai dans le domaine humain et naturel, sans s'inquiéter *a priori* de servir ni de combattre aucune foi et aucune Église, il s'agit aujourd'hui de savoir si les catholiques veulent créer un État dans l'État, une science dans la science, une charité dans la charité, se mettre à part de tous et en opposition à tous ou s'ils veulent vivre en fraternité, en communauté de travail, de pensée et d'action avec les autres citoyens tout en réservant à la religion son terrain propre. Ils se plaignent aujourd'hui qu'on lui fasse la guerre, et nous sommes de ceux qui ont toujours désiré la paix et l'union avec eux comme avec tous et protesté contre l'intolérance de la libre-pensée aussi bien que contre l'intolérance des Églises; mais, pour que cette paix soit possible, il faut que les catholiques renoncent à un exclusivisme dont ils sont les premières victimes. Newman, qui lui aussi avait le sens de l'histoire, a eu, comme l'abbé Loisy, à lutter contre l'intransigeance des immuabilistes, dirigés par Manning. Moins heureux que Newman, M. Loisy a dû courber la tête. Nous ne croyons pas que le catholicisme ait à se féliciter de cette victoire des intransigeants.

Nous avons à signaler, en terminant, la soutenance en Sorbonne de trois thèses remarquables : celle de M. DUPONT-FERRIER sur les *Officiers royaux des bailliages et sénéchaussées en France à la fin du moyen âge*; celle de M. PICHON sur *Lactance*; celle de M. GAUTIER sur *M<sup>me</sup> de Staël et Napoléon*, où il a montré tout ce que M<sup>me</sup> de Staël a dû aux persécutions de Napoléon, et a jeté, par de nouveaux documents, une lumière plus vive sur le rôle de M<sup>me</sup> de Staël, dont tous les écrits ont été des actes.

Qu'on nous permette encore d'annoncer l'apparition d'une *Histoire contemporaine* en deux parties, 1789-1845 et 1845-1902, publiée par M. DRIAULT et moi à la librairie Alcan. Nous avons suivi dans ses grandes lignes le programme de 1902; mais nous avons considéré que ce programme (qui, jusqu'ici, n'a point été accompagné d'instructions explicatives) avait surtout pour objet d'indiquer aux professeurs sur quels points ils devaient insister en classe dans leurs expositions et explications orales; que, dans le livre imprimé destiné à être mis entre les mains des élèves, il était nécessaire de donner un exposé aussi complet que possible de l'histoire politique. Les professeurs pourront aisément développer certains points de l'histoire constitutionnelle, sociale ou intellectuelle que nous avons dû traiter d'une manière rapide et renvoyer à notre livre pour les points de faits sur lesquels eux-mêmes ne s'arrêteront pas. Nous



avons cru aussi répondre aux intentions des nouveaux programmes et aux nécessités de l'enseignement de la classe de philosophie, sorte d'intermédiaire entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, en laissant nettement voir notre conception personnelle sur l'œuvre du *xix<sup>e</sup>* siècle. Sans nous laisser aller à aucune polémique, à aucune prédication politique, religieuse et sociale, sans rien écrire qui puisse blesser des convictions opposées aux nôtres, nous n'avons pas dissimulé notre sympathie pour le mouvement d'idées qui, au *xix<sup>e</sup>* siècle, a développé les institutions républicaines et démocratiques, la liberté de penser et d'écrire, et a préparé, au point de vue social, un régime capable d'assurer à tous la sécurité de l'existence et le libre exercice de leurs facultés. C'est à nos lecteurs et à nos collègues de voir si nous avons su, tout en étant parfaitement sincères et en donnant à notre ouvrage la chaleur et la vie, rester fidèles, comme nous l'avons désiré, à l'impartialité et à l'équité de l'histoire.

Gabriel Monod.

---

## BELGIQUE.

1899-1901.

(Suite et fin<sup>1</sup>.)

On trouvera dans les *Annuaire de l'Université de Louvain* des rapports très instructifs sur les cours pratiques d'histoire, avec l'indication des sujets traités dans les conférences<sup>2</sup>.

HISTOIRE PROVINCIALE ET LOCALE. — Les travaux d'histoire provinciale et locale ont été nombreux. Sans doute, il en est encore beaucoup qui prouvent chez leurs auteurs un manque regrettable de connaissances générales et une éducation scientifique très rudimentaire; mais il y a évidemment progrès, si l'on compare les travaux de ces dernières années avec ceux de la période précédente, et il en est dans le nombre qui ont une valeur réelle.

*Brabant.* — On ne peut dénier à M. DE GRAVE<sup>3</sup> le mérite de la patience et de l'ardeur au travail; il a su tirer des documents locaux quantité de renseignements utiles, mais on doit constater d'autre part l'insuffisance de la bibliographie et la défectuosité de la méthode. L'histoire de la commune d'Assche a été un prétexte pour refaire l'histoire générale d'après des travaux complètement surannés.

L'histoire de Louvain est représentée dans cette période triennale par deux essais d'inégale valeur. M. J.-A. TOIRS<sup>4</sup> a suivi l'ordre des règnes des comtes de Louvain et ducs de Brabant; il exagère le rôle des princes et n'attribue pas aux causes sociales, économiques et politiques leur part d'influence dans le développement de la cité. La partie consacrée à l'histoire médiévale surtout est faible et les théories de l'auteur retardent singulièrement. C'est un travail de seconde main où l'esprit critique fait souvent défaut.

1. Voir *Revue historique*, t. LXXX, p. 129 et 367; LXXXI, 133.

2. *L'Enseignement supérieur de l'histoire. Notes et impressions de voyage.* Gand, Vuylsteke, 1899, in-8°, 306 p.

3. *Histoire de la commune d'Assche (Geschiedenis der gemeente Assche).* Gand, Van der Poorten, 1900, in-8°, 638 p.

4. *Histoire de la ville de Louvain depuis l'époque primitive jusqu'à nos jours (Geschiedenis der stad Leuven van de vroegste tijden tot op heden).* Louvain, Charpentier, 1899, in-8°, 439 p.

Le livre de M. H. VAN DER LINDEN<sup>1</sup> a une tout autre portée. Le jeune érudit, à qui nous avons eu déjà plus d'une fois l'occasion de rendre justice<sup>2</sup>, a parfaitement mis en lumière le fait qui domine toute l'histoire constitutionnelle de la célèbre cité brabançonne : la lutte constante de la population contre le gouvernement patricien d'abord, contre le pouvoir centralisateur ensuite, et c'est sur cette distinction logique qu'il fonde sa division en périodes. A signaler une dissertation remarquable sur l'origine de la Gilde, dans laquelle l'auteur voit le produit de l'union des anciens propriétaires fonciers et de l'aristocratie marchande qui s'est constituée à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.

Sans doute, telle ou telle idée de l'auteur devait donner lieu à des controverses, mais on ne saurait méconnaître la valeur scientifique de son œuvre, une érudition de bon aloi et une réelle hauteur de pensée.

L'Académie royale de Belgique a décerné à cet ouvrage le prix Bergmann, de la valeur de 3,000 francs.

C'est à propos de l'*Histoire de Louvain* que se produisirent devant le tribunal correctionnel les revendications fantaisistes de l'archiviste Van Even. Nous avons rendu compte de ce procès singulier<sup>3</sup>.

M. F. DI MARTINELLI<sup>4</sup> a dépeint les souffrances éprouvées par la ville de Diest depuis la bataille de Fleurus jusqu'à la conclusion du concordat et a mis à profit une foule de documents, la plupart inédits, dont il a le tort de ne pas indiquer suffisamment l'origine. Il a évité le défaut de ces historiens qui, à propos d'une commune, reprennent toute l'histoire générale; il ne cite les faits extérieurs que discrètement, dans la proportion nécessaire à l'intelligence de son récit, et il nous apprend beaucoup de choses nouvelles. Mais il n'observe pas toujours le ton qui convient à l'histoire.

*Flandre.* — Il y a près de trente ans que MM. DE POTTER et BROECKAERT ont entrepris leur vaste recueil de monographies sur les communes de la Flandre orientale, et nous avons eu déjà l'occasion d'apprécier leur œuvre<sup>5</sup>. Les volumes qui ont vu le jour en dernier lieu concernent, l'un un certain nombre de villages de l'arrondissement

1. *Histoire de la ville de Louvain (Geschiedenis der stad Leuven)*. Louvain, A. Fonteyn, 1899, in-8°, 328 p.

2. *Voy. Rev. hist.*, LXV, 149, 370, 371; LXXI, 329.

3. *Voy. Rev. hist.*, LXXVIII, 459.

4. *Diest au temps des Sans-Culottes (Diest in de Sanculottentijd)*. Gand, Siffer, 1900, in-8°, 386 p.

5. *Voy. Rev. hist.*, LXV, 396; LXXII, 375.

d'Alost<sup>1</sup>, l'autre la ville de Gand<sup>2</sup>. Ils ont été puisés aux sources et doivent avoir coûté de longues recherches, mais les connaissances philologiques et critiques des auteurs sont insuffisantes, leurs études étymologiques le prouvent. Si la partie géographique est bien soignée, les développements historiques manquent de proportion, le texte est encombré de documents reproduits in extenso, bien que déjà publiés, et certains même plus d'une fois; enfin, il y a un manque d'objectivité qui choque.

*Hainaut.* — M. L. VANDER KINDERE<sup>3</sup> a démontré la fausseté d'une légende, répétée docilement par tous les historiens belges depuis Oudegherst, attribuant à Richilde la légitime possession du Hainaut, du chef de son père Regnier V. L'éminent professeur de Bruxelles établit clairement que le mari de Richilde, Herman, était le fils de Regnier V, et, en conséquence le « droit héritier » du comté.

Nous avons signalé autrefois<sup>4</sup> le t. I de l'*Histoire de Châtelet* de M. L.-Ph. DARRAS. Nous constatons dans le t. II<sup>5</sup> les mêmes qualités : abondance de renseignements, utilisés avec une saine critique, mais aussi le même système déplorable d'intercalation des documents dans le texte qui devient illisible, l'absence de tables, qui rend les recherches à peu près impossibles. L'auteur étudie dans ce t. II le commerce et l'industrie, le culte, la bienfaisance et l'enseignement.

*Liège.* — M. A. HANSAY a étudié, avec le soin consciencieux qui distingue tous ses travaux, *les Origines de l'État liégeois*<sup>6</sup>.

L'excellent mémoire de M. M. HUISMAN<sup>7</sup> est surtout une étude d'histoire diplomatique, où sont démêlées très habilement les intrigues multiples ourdies autour de la principauté de Liège au

1. *Histoire des communes de la province de Flandre orientale* (*Geschiedenis van de gemeenten der provincie Oost Vlaanderen Onkerzele, Oombergen, Oordegem, Op-Hasselt, Otterghem, St Gooriks-Oudenhove, Sta Maria Oudenhove, Overboblare, Poillare, Ressegem, Sarlardinge, Schendelbeke, Smeerebbe* 5<sup>e</sup> série, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> fasc.). Gand, Siffer, 1899, in-8°, 299 p.

2. *Gand depuis les origines jusqu'aujourd'hui* (*Gent van de vroegste tijden tot heden*). Ibid., 1901, in-8°, 540 p.

3. *Richilde et Herman de Hainaut*. Bruxelles, Hayez, 1899, in-8°, 25 p. (Tiré à part du *Bulletin de la classe des lettres de l'Académie royale de Belgique*.)

4. *Voy. Rev. hist.*, LXII, 376.

5. Charlevoix, Hubert, 1899, in-8°, 307 p.

6. Gand, Van der Haeghen, 1900, in-8°, 27 p. (Tiré à part de la *Revue de l'Instruction publique*, XLIII.)

7. *Essai sur le règne du prince-évêque Maximilien-Henri de Bavière*. Bruxelles, Lamertin, 1899, in-8°, 196 p. (Extrait du t. LIX des *Mémoires de l'Académie royale de Belgique*.)

xvii<sup>e</sup> siècle par de puissants voisins désireux de s'assurer son alliance ou tout au moins sa neutralité. L'auteur possède parfaitement la bibliographie de son sujet, et ses recherches dans de nombreux dépôts d'archives du pays et de l'étranger ont été couronnées de succès. Il a fait, de la manière la plus vivante, l'histoire des troubles intérieurs du pays liégeois et exposé clairement, d'après les sources, les luttes qui aboutirent au fameux règlement de 1684, triomphe de la centralisation sur la liberté communale.

M. J.-E. DEMARTEAU<sup>1</sup> s'est surtout attaché à faire connaître les relations de Liège avec les états ecclésiastiques de la région occidentale de l'Allemagne. Il juge avec sévérité les principautés épiscopales et voit dans la sécularisation une loi générale et inévitable. Le défaut d'une table détaillée fait que l'on ne se retrouve pas aisément dans cette œuvre assez touffue.

Le grand ouvrage de M. Th. GOBERT<sup>2</sup> touche à sa fin. Il a gardé jusqu'au bout son caractère scientifique, et son érudition de bon aloi n'a pas faibli. C'est une œuvre de valeur sur laquelle le temps n'aura guère de prise.

*Tournaisis.* — On doit à M. A. HOCQUET<sup>3</sup>, archiviste de Tournai, la publication de cinquante-sept documents relatifs à la conquête de la ville par les Anglais en 1543. Ce recueil est précédé d'une notice intéressante que l'auteur se réserve de développer ultérieurement.

Les recherches du même publiciste sur les rues de Tournai<sup>4</sup>, sans avoir l'importance de l'œuvre de Gobert que nous venons de citer, élucident plus d'un problème archéologique et historique de l'histoire locale.

HISTOIRE ÉTRANGÈRE. ANTIQUITÉ. — M. J. CAPART<sup>5</sup> a fait imprimer le résumé d'une série de leçons faites à l'« Extension universitaire »

1. *Liège et les principautés ecclésiastiques de l'Allemagne occidentale.* Liège, Gothier, 1900, in-8°, 228 p. — Voy. le compte-rendu assez sévère de R. Reuss dans la *Revue critique*, LI, 446-448.

2. *Histoire et souvenirs. Les Rues de Liège anciennes et modernes.* Liège, Demarteau, 1899-1901, t. III, in-4°, 417-544; t. IV, 1-192. — Voy. *Rev. hist.*, LXV, 397; LXXII, 397.

3. *Tournai et l'occupation anglaise, 1513-1519.* Tournai, Casterman, 1901, in-8°, 142 p. (Tiré à part des *Annales de la Société historique de Tournai*, nouv. série, V.)

4. *Les Rues, places publiques et boulevards de Tournai.* Tournai, Vasseur, 1900, 176 p.

5. *Pourquoi les Égyptiens faisaient des momies.* Bruxelles, Moreau, 1900, in-8°, 160 p. — On doit au même égyptologue une *Esquisse de l'histoire du droit pénal égyptien.* Ibid., Lamertin, 1900, in-8°, 40 p.

de Bruxelles sur les doctrines des Égyptiens concernant la mort et l'âme humaine.

L'Académie royale de Belgique avait mis au concours pour le prix Gantrelle une *Étude sur l'organisation de l'industrie privée et des travaux publics dans la Grèce ancienne, au point de vue juridique, économique et social*. La question était d'autant plus ardue à traiter que les documents ne sont pas nombreux. M. H. FRANCOIS<sup>1</sup> a vu couronner son travail considérable, véritable encyclopédie économique de la Grèce ancienne<sup>2</sup>.

Le même érudit a consacré une dissertation intéressante<sup>3</sup> aux décrets assez nombreux, découverts depuis la publication du mémoire de Foucart sur les clérouchies athéniennes, conférant des distinctions honorifiques à des étrangers ou à des magistrats coloniens.

On lui doit également une contribution importante à l'histoire du droit public de la Grèce<sup>4</sup>.

Nous noterons aussi l'étude pleine de promesses de M. H. DEMOULIN<sup>5</sup> sur la formation de la légende d'Épiménide.

Le prix quinquennal des sciences historiques pour la période 1895-1900 a été décerné à M. J.-P. WALTZING pour son *Étude historique sur les corporations professionnelles chez les Romains depuis les origines jusqu'à la chute de l'empire d'Occident*<sup>6</sup>.

Nous avons signalé, dans un bulletin antérieur<sup>7</sup>, cet ouvrage magistral. Les compléments ont été imprimés en 1900. Le t. III est un recueil de 2,432 inscriptions grecques et latines, où toutes les abréviations ont été résolues; dans le t. IV, l'auteur a rangé systématiquement tout ce que l'on peut trouver dans les inscriptions sur les corporations professionnelles.

1. Bruxelles, Lebègue, 1900-1901, in-8°, 2 vol., 343, 376 p.

2. Voy. Rev. hist., LXXVII, 397.

3. De la législation athénienne sur les distinctions honorifiques et spécialement des décrets des clérouchies athéniennes relatives à cet objet. Louvain, Peeters, 1900, in-8°, 80 p. (Tiré à part du Musée belge, III et IV.)

4. La Formation des villes, des états, des confédérations et des ligues dans la Grèce ancienne. Paris, Bouillon, 1901, in-8°, 63 p. (Tiré à part des Bulletins de la classe des lettres de l'Académie royale de Belgique.) — Citons encore du même écrivain : le Collectivisme dans l'antiquité classique. (Revue générale, LXXIII.)

5. Epiménide de Crète. Bruxelles, Lebègue, 1901, in-8°, 137 p.

6. Louvain, Peeters, t. I, 1895, in-8°, 528 p.; t. II, 1896, 553 p.; t. III, 1899, 705 p.; t. IV, 1900, 721 p.

7. Voy. Rev. hist., LXVI, 143; LXXII, 383.



M. J. WILLEMS<sup>1</sup> a écrit un chapitre bien documenté de l'histoire du droit romain.

Nous en rapprocherons l'étude de M. V. CHAUVIN<sup>2</sup> sur une question juridique regardée jusqu'ici comme insoluble.

MOYEN AGE. — La deuxième édition du *Clovis*<sup>3</sup> de M. G. KURTH a été considérablement remaniée et enrichie d'appendices. On y trouvera des choses très neuves sur les conséquences de la défaite de Syagrius, sur le rôle de saint Césaire au concile d'Orléans, sur le baptême de Clovis, sur Clovis et les biens de l'Eglise. Le savant historien de l'époque mérovingienne se trouve en sérieuse divergence d'opinion avec M. R. Krusch, notamment au sujet des vies de sainte Clotilde<sup>4</sup>, saint Eptade, sainte Geneviève et saint Remi. Nous devons une mention spéciale à l'excellente étude critique des sources de l'histoire de Clovis qui suit ce brillant tableau de la décadence impériale et des temps barbares jusqu'au commencement du VI<sup>e</sup> siècle.

Le même auteur<sup>5</sup> établit, d'après Grégoire de Tours, que l'Auvergne fut gouvernée durant tout le VI<sup>e</sup> siècle par des comtes indigènes et qu'il n'y eut pas d'occupation barbare de cette région, où d'ailleurs le caractère roman domine.

HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE. — M. Ch. VAN SCHOOR, avocat général à la Cour de cassation, a pris pour texte de son discours de rentrée, en 1899, l'état de la presse sous le gouvernement de Napoléon<sup>6</sup>. Dans cette étude, aussi solidement documentée qu'élégamment écrite, l'éminent magistrat expose la politique d'asservissement pratiquée par l'empereur et montre la presse abaissée et dépourvue de toute influence. Aussi, est-ce en vain qu'au moment du danger l'on voudra employer les journaux à faire revivre le patriotisme.

Le livre de M. C. AIMARD<sup>7</sup>, sur l'empire éphémère de Maximilien,

1. *Coup d'œil sur l'étendue de la puissance paternelle à Rome*. Louvain, Peeters, 1900, in-8°, 37 p.

2. *La Constitution du code théodosien sur les « agri deserti » et le droit arabe*. Mons, Dequesne, 1900, in-8°, 32 p.

3. Paris, Retaux, 1901, 2 vol. in-8°, 356 et 328 p. — *Voy. Rev. hist.*, LX, 385.

4. *Voy. aussi G. Kurth, Sainte-Clotilde*. Paris, Lecoffre, 1897, 2<sup>e</sup> éd., 1899, in-12, 181 p. — *Voy. Rev. hist.*, LXXII, 382.

5. *Les Comtes d'Auvergne au VI<sup>e</sup> siècle*. Bruxelles, Hayez, 1900, in-8°, 24 p. — *Les Nationalités en Auvergne au VI<sup>e</sup> siècle*. Ibid., 1900, 20 p. (Tirage à part des *Bulletins de la classe des lettres de l'Académie royale de Belgique*.)

6. *La Presse sous le Consulat et sous l'Empire*. Bruxelles, Bruylant, 1899, 101 p.

7. *Maximilien, empereur du Mexique (Maximiliaan Keizer van Mexico)*. Bruxelles, Vergaert, 1899, in-8°, 1376 p.

n'est pas dénué d'intérêt, mais il est d'une prolixité fatigante, et l'auteur connaît imparfaitement les sources politiques et diplomatiques.

Le P. VAN DUERM, qui a publié, en 1896, un important recueil de documents relatifs au conclave de Venise, de 1799-1800<sup>1</sup>, nous fait connaître aujourd'hui la *Correspondance particulière du cardinal Consalvi avec le prince de Metternich*<sup>2</sup> conservée aux archives de Vienne. Le célèbre ministre de Pie VII nous apparaît dans ses lettres plein de modération et de prudence; s'il est d'accord avec le chancelier autrichien sur bien des points de la politique italienne, il ne s'abaisse pas à devenir son instrument, et l'on ne pourrait sans injustice l'accuser de servilité.

C'est également en se guidant d'après des documents nouveaux que M. A. DE RIDDER<sup>3</sup> a étudié les tergiversations de la politique italienne de Napoléon III.

Parmi les travaux de vulgarisation consacrés à la politique contemporaine, nous mettons à part les études très personnelles et animées d'un souffle généreux de M. J. LECLERCQ<sup>4</sup> sur la Finlande et les républiques sud-africaines.

**HISTOIRE RELIGIEUSE.** — Nous avons annoncé, dans notre Bulletin précédent, la première partie des études de M. F. CUMONT<sup>5</sup>. Cette œuvre considérable est aujourd'hui complète<sup>6</sup>. Depuis la publication de l'atlas de Lajard<sup>7</sup>, en 1847, aucun ouvrage d'ensemble n'avait été publié où l'on pût trouver la totalité des monuments mithriaques.

Tous les critiques ont été d'accord pour voir dans le livre de M. Cumont un des plus importants que notre pays ait produits depuis un quart de siècle dans le domaine de l'érudition, et pour reconnaître

1. *Voy. Rev. hist.*, LXXII, 379.

2. Bruxelles, Lagaert, 1899, in-8°, CXXVIII, 424 p.

3. *Une page de l'histoire diplomatique au XIX<sup>e</sup> siècle. La question romaine en 1862.* Louvain, Peeters, 1901, in-8°, 33 p. (Tiré à part de la *Revue d'histoire ecclésiastique*.) — Nous signalerons, du même auteur, d'autres séries d'articles très intéressants dans la *Revue générale. Les frères de Napoléon avant l'Empire* et *Une chronique parisienne de 1802-1803 : la Correspondance de l'abbé Morellet* (1899). — *La Renaissance catholique en Angleterre* (1900).

4. *L'indépendance des Boers et les origines des républiques sud-africaines.* Bruxelles, Lebléue, 1900, in-8°, 103 p. — *Le Conflit entre la Russie et la Finlande.* Ibid., 1901, 36 p. — A citer également J. De Witte, *L'évolution de la question d'Orient dans les Balkans.* Bruxelles, Polleunis, 1900, in-8°, 55 p.

5. *Rev. hist.*, LXXII, 382.

6. *Textes et monuments figurés relatifs aux mystères de Mithra, publiés avec une introduction critique.* Bruxelles, Lamertin, 1894-1899, 2 vol. in-4°, XXVIII-377 et 554 p. — *Les Mystères de Mithra.* Ibid., 1900, in-4°, VIII-84 p.

7. *Introduction à l'étude du culte public et des mystères de Mythra en Orient et en Occident.* Paris, 1847, in-fol.

que, si les travaux relatifs au Mithriaticisme sont nombreux, nul n'a conçu le sujet d'une manière plus large, ni mené aussi loin que le savant belge l'examen d'un sujet complexe et hérissé de difficultés. Le jury constitué par le gouvernement belge, en 1904, avait proposé de doubler la valeur du prix quinquennal des sciences historiques pour la période 1895-1900 et de l'attribuer *ex æquo* à MM. Cumont et Waltzing. Le ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique ne s'étant pas rallié à cette proposition, un nouveau vote du jury<sup>1</sup> a décerné le prix à M. Waltzing.

M. G. KURTH a fait à Anvers une série de conférences sur l'action de l'Eglise dans le développement de la civilisation moderne jusqu'à la Révolution française : la mission de l'Eglise; l'Eglise et les peuples; l'Eglise et la féodalité; l'Eglise et le néo-césarisme; l'Eglise et la Renaissance; l'Eglise et la Révolution. Elles ont été réunies en volume<sup>2</sup>.

NOUVELLE REVUE. — Nous sommes heureux de mentionner la naissance en 1900 d'un nouvel et important organe scientifique. La *Revue d'histoire ecclésiastique*<sup>3</sup>, dirigée par MM. A. Cauchie, professeur d'histoire ecclésiastique, et P. Ladeuze, professeur de patrologie à l'Université de Louvain, a pour programme l'histoire de tous les peuples chrétiens depuis Jésus-Christ jusqu'à nos jours, l'histoire de la constitution de l'Eglise, de la littérature, de son dogme, de son culte, de sa discipline, etc. Les neuf livraisons qui ont paru contiennent de remarquables articles de fond, de nombreuses notices critiques et une bibliographie très complète. Nous citerons en première ligne l'intéressante étude où M. Cauchie établit la raison d'être de sa revue et rend compte des progrès accomplis dans l'enseignement de l'histoire ecclésiastique à Louvain.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE. — Les vives discussions suscitées dans le monde scientifique allemand par les théories de K. Lamprecht ont été suivies en Belgique avec l'intérêt qu'elles méritent. M. Léon LECLÈRE<sup>4</sup> a présenté la synthèse exacte des idées défendues par le fameux historien économiste de Leipzig.

On doit à M. L. DUCHESNE<sup>5</sup> une excellente thèse de doctorat qui

1. Par trois voix contre deux.

2. *L'Eglise aux tournants de l'histoire*. Bruxelles, Schepens, 1900, in-8°, 156 p.

3. Louvain, Peeters, 1900, 860 p. — *Ibid.*, 1901, 1043 p.

4. *La Théorie historique de K. Lamprecht*. Bruxelles, Lamertin, 1899, in-8°, 20 p.

5. *L'Évolution économique et sociale de l'industrie de la laine en Angleterre*. Liège, Bénéard, 1900, in-8°, 282 p.

présente l'histoire de l'industrie de la laine en Angleterre depuis la première mention qui en est faite au commencement de notre ère jusqu'à ces toutes dernières années, mais en s'attachant surtout à l'étude du régime nouveau. L'auteur connaît bien les sources et les utilise méthodiquement; il a du reste observé sur place avec beaucoup d'attention et de sagacité l'organisation industrielle du royaume britannique. Une série de chapitres intéressants nous montre à l'œuvre les influences réciproques des lois économiques et politiques; le côté démographique n'a pas été négligé et les renseignements précieux y abondent.

M. HANSAY<sup>1</sup>, dont nous signalions plus haut la belle étude économique sur l'abbaye de Saint-Trond, a eu l'excellente idée de traduire le recueil d'études historiques et économiques de K. BÜCHER : l'état économique primitif; les origines de l'économie nationale; les modes d'exploitation industrielle dans leur développement historique; la disparition du métier; les origines de la presse périodique; l'union du travail et la communauté du travail; la division du travail; l'organisation du travail et la formation des classes sociales; les migrations intérieures et le régime urbain; le sens de leur évolution historique.

M. CARTON DE WIART<sup>2</sup> a étudié d'une manière approfondie l'histoire de quatre compagnies coloniales établies par l'Angleterre au cours des vingt dernières années<sup>3</sup> et s'est attaché à faire saisir les caractères qui différencient ces créations récentes des compagnies de colonisation fondées sous l'ancien régime.

Le développement colonial de la Belgique a fourni à M. A. THONNAR<sup>4</sup> les documents de son étude sur les institutions économiques des primitifs. C'est en effet dans les rapports des officiers et des fonctionnaires de l'État indépendant du Congo qu'il a recueilli les faits nombreux dont il déduit le régime de la propriété foncière et celui des échanges, en s'inspirant d'ailleurs des idées de M. Bücker. Un chapitre très curieux nous fait connaître les populations errantes

1. K. Bücher, *Études d'histoire et d'économie politique*, traduites par A. Hansay; préface de H. Pirenne. Bruxelles, Lamertin, 1901, in-8°, 359 p. — L'Académie royale de Belgique a décerné à cet ouvrage le prix Émile de Laveleye de 2,400 francs.

2. *Les Grandes Compagnies coloniales anglaises du XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Perrin, 1899, in-8°, 280 p.

3. British North Borneo Company (1881); Royal Niger Company (1886); Imperial British East Africa Company (1888); British South Africa Company (1889).

4. *Essai sur le système économique des primitifs, d'après les populations de l'état indépendant du Congo*. Bruxelles, Weissenbruch, 1901, in-8°, 121 p.

du bassin du Congo. Cet essai témoigne des progrès accomplis chez nous depuis quelques années dans l'enseignement des sciences sociales.

HISTOIRE DES INSTITUTIONS ET DU DROIT. — On a beaucoup discuté sur les origines de l'histoire de la hiérarchie ecclésiastique primitive. M. A. MICHIELS est venu enrichir cette littérature d'un essai considérable<sup>1</sup>, dont la conclusion est que les évêques revendiquent à juste titre la qualité de successeurs des apôtres.

Les travaux de M. E. NYS<sup>2</sup> sur l'histoire du droit international touchent à maint problème de l'histoire politique moderne.

BIOGRAPHIES. — Nous devons citer la belle étude de M. H. ROLIN sur Carlyle<sup>3</sup>, les articles de M. C. WOESTE exposant le rôle politique et parlementaire de Windthorst<sup>4</sup>; l'essai de M. V. BRANTS sur Charles de Ribbe<sup>5</sup> et le livre où M. S. DE SCHRYVER<sup>6</sup> raconte l'histoire de l'affranchissement des colonies espagnoles et met en relief l'action de Bolivar.

HISTOIRE MILITAIRE. — Cette rubrique est représentée par deux études<sup>7</sup> sur les campagnes des armées autrichiennes en 1848 et en 1866.

BIBLIOGRAPHIE. — M. V. Chauvin a poursuivi ses travaux de bibliographie arabe<sup>8</sup>; le tome IV est absorbé par les différentes éditions des *Mille et une Nuits* et le relevé des travaux dont ces contes ont été l'objet.

Les Bollandistes ont publié en 1899 le catalogue des manuscrits hagiographiques du Vatican<sup>9</sup> et ils viennent de terminer la *Biblio-*

1. *L'Origine de l'épiscopat. Étude sur la fondation de l'Église, l'œuvre des apôtres et le développement de l'épiscopat aux deux premiers siècles.* Louvain, Van Linthout, 1900, in-8°, 432 p.

2. *Recherches sur l'histoire du droit : les Théories politiques et le droit international en France jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle.* Bruxelles, Castaigne, 1899, in-8°, 204 p.

3. *La vie et la philosophie de Thomas Carlyle.* Bruxelles, Lamertin, 1899, in-8°, 56 p.

4. *Revue générale*, 1899, t. LXX.

5. *Ibid.*

6. *Esquisse de la vie de Bolivar.* Bruxelles, Baune, 1899, in-8°, 371 p.

7. De ten Hulle, *Deux études militaires historiques. Novare-Sadowa.* Bruxelles, Weissenbruch, 1901, in-8°, 340 p.

8. *Bibliographie des ouvrages arabes ou relatifs aux Arabes publiés dans l'Europe chrétienne de 1810 à 1885*, IV. Liège, 1900, in-8°, 228 p. — Du même auteur : *La Recension égyptienne des mille et une nuits.* Bruxelles, Lebegue, 1900, in-8°, 124 p.

9. *Catalogus codicum hagiographicorum græcorum biblioth. Vatican.* Bruxelles, 1899, in-8°, 324 p.

*theca hagiographica latina*<sup>1</sup>, immense répertoire dont la composition constitue l'un des plus notables services que les Bollandistes aient rendus aux sciences historiques<sup>2</sup>.

Le P. C. SOMMERVOGEL a mené à bonne fin la gigantesque entreprise<sup>3</sup> que nous avons signalée au fur et à mesure de ses progrès<sup>4</sup>.

GÉOGRAPHIE. — Le gouvernement vient d'instituer dans les universités de Gand et de Liège les grades de licencié et de docteur en sciences géographiques. Cette réforme avait été surtout préconisée par M. A. RENARD<sup>5</sup>.

M. J. HALKIN<sup>6</sup> a exposé l'organisation de l'enseignement géographique dans les gymnases et les universités d'Allemagne, plus spécialement à Berlin, Leipzig, Gœttingue et Halle.

Nous noterons les études cartographiques de M. LAGRANGE<sup>7</sup> et les recherches de M. VAN ORTHOF<sup>8</sup> sur le géographe Biemnewitz, dit Apianus, qui fut professeur à Ingolstadt pendant le x<sup>v</sup> siècle.

M. J. MEES<sup>9</sup> a préparé au British Museum et aux bibliothèques de Munich, de Vienne et de Naples deux dissertations sur l'histoire de la géographie portugaise. Ses conclusions prêtent à la controverse, mais l'auteur prouve une connaissance approfondie des sources et nous apporte des faits intéressants et inédits<sup>10</sup>.

L'étude de M. J. HOGGE<sup>11</sup> sur la Serbie contient des renseignements

1. La 6<sup>e</sup> et dernière livraison est sous presse. (Mars 1902.)

2. C'est le jugement porté sur leur œuvre par M. Léopold Delisle dans le *Journal des Savants*. (Mars 1900.)

3. *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, t. IX, supplément : Carolicchio-Zweisig. Anonymes. Pseudonymes. Index géographe des auteurs et des domiciles. Bruxelles, Schepens, 1900, in-4°, 912 p.

4. *Voy. Rev. hist.*, LXV, 390; LXXII, 369.

5. *La géographie dans l'enseignement supérieur en Belgique*. Gand, Van der Haeghen, 1899, in-8°, 36 p.

6. *L'Enseignement de la géographie en Allemagne et la réforme de l'enseignement géographique dans les universités belges*. Bruxelles, Lebegue, 1900, in-8°, 171 p.

7. *La Cartographie au moyen âge*. (Dans la revue *Ciel et Terre*. Bruxelles, 1899.)

8. *Bibliographie de l'œuvre de Pierre Apion, géographe et astronome allemand*, 1495-1552. Paris, 1901, in-8°, 116 p. (Tiré à part du *Bibliographe moderne*, t. V.)

9. *Henri le Navigateur et l'Académie portugaise de Sagres*. Bruxelles, Hayez, 1901, in-8°, 31 p.

10. *Histoire de la découverte des îles Açores et de l'origine de leur dénomination d'îles flamandes*. Gand, Vuylsteke, 1901, in-8°, 143 p.

11. *La Serbie de nos jours. Étude politique et économique*. Bruxelles, Falck, 1901, in-8°, 102 p.



dont les économistes pourront faire leur profit, mais c'est surtout une tentative de réhabilitation du roi Milan.

Le livre de M. A.-J. WAUTERS<sup>1</sup> est une véritable encyclopédie de tout ce que l'on sait aujourd'hui sur les riches possessions du roi des Belges au Congo.

Les conférences de M. LECOINTE<sup>2</sup> et de ses collaborateurs nous rendent compte de la tentative glorieuse dirigée par M. A. de Gerloche dans les mers australes. M. LECOINTE traite de l'hydrographie, des observations astronomiques et magnétiques; M. ARCTOWSKI étudie la géographie physique; M. RACOVITZA nous fait connaître la vie des animaux et des plantes.

Nous relevons enfin plusieurs travaux sur l'île de Ceylan, dus à J. LECLERCQ<sup>3</sup> et J.-B. VAN DER AA<sup>4</sup>.

HISTOIRE LITTÉRAIRE. — Nous devons mettre hors de pair l'important discours académique consacré par M. PAUL FREDERICQ<sup>5</sup> à l'étude du phénomène d'expansion exotique qui se manifeste depuis quelques années dans les littératures européennes.

MM. COOPMAN et SCHARPÉ<sup>6</sup> ont entrepris la publication d'une histoire de la littérature flamande contemporaine.

M. J. GARSOU, qui s'est fait connaître déjà par de patientes recherches sur le mouvement littéraire en France pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>, a fait paraître un mémoire important sur l'influence politique de Barthélemy et Méry<sup>8</sup>.

VARIA. — M. Edmond PICARD, dont on connaît les remarquables productions juridiques et littéraires, a étudié la question sémitique<sup>9</sup>

1. *L'État indépendant du Congo. Histoire, Géographie physique et ethnographique. Organisation politique.* Bruxelles, Falck, 1899, in-8°, 528 p.

2. *L'Expédition antarctique belge sous le commandement d'Adrien de Gerloche.* Bruxelles, Van der Auwera, 1900, in-8°, 234 p. (Tiré à part du *Bulletin de la Société royale belge de géographie.*)

3. *Un séjour dans l'île de Ceylan.* Paris, Plon, 1900, in-18, 294 p. — Du même : *Une ville morte à Ceylan.* (*Bulletin de la classe des lettres de l'Académie royale de Belgique*, 1899.)

4. *L'île de Ceylan. Croquis, mœurs et coutumes.* Louvain, Giele, 1899, in-8°, 272 p.

5. *L'Expansion exotique des littératures européennes au XIX<sup>e</sup> siècle.* (*Bulletin de la classe des lettres de l'Académie royale de Belgique*, 1901.)

6. *Histoire de la littérature flamande depuis 1830 jusqu'à nos jours.* (*Geschiedenis der vlaamsche letterkunde van het jaar 1830 tot heden.*) Anvers, librairie flamande, 1900, 1<sup>re</sup> livr., 96 p.

7. *Voy. Rev. hist.*, LXXI, 75; LXXII, 380.

8. *Les Créateurs de la légende napoléonienne. Barthélemy et Méry.* Bruxelles, Lebegue, 1899, in-8°, 224 p.

9. *L'Ariano-Sémitisme.* Bruxelles, Lacomblez, 1899, in-8°, 144 p.

d'une manière très intéressante, il faut le reconnaître, mais en accumulant les paradoxes philosophiques et scientifiques les plus déconcertants.

Le discours du P. CH. DE SMEDT, président des Bollandistes<sup>1</sup>, est une œuvre solide. Les théories parfois paradoxales de Lamprecht, Brunetière, Lacombe et autres sont passées au crible d'une critique serrée, et le caractère scientifique de l'histoire y est vigoureusement défendu.

Le P. CASTELAIN a détaché de son *Cours de logique* les chapitres qui traitent de la *Méthode des sciences historiques*<sup>2</sup>.

M. G. KURTH a publié en 1899 la 4<sup>e</sup> édition de ses *Origines de la civilisation moderne*<sup>3</sup>.

Sous le titre de *Réflexions morales et politiques*<sup>4</sup>, M. E. Gossart a réuni les notes rédigées par E. BANNING à l'occasion des événements dont il était le témoin; on y trouvera aussi le résumé de ses vastes lectures et de ses méditations sur les grands problèmes de notre temps. Le chapitre intitulé *Politique* contient maint passage qui mérite l'attention des historiens.

Eugène HUBERT.

---

1. *L'Histoire est-elle une science?* Bruxelles, Hayez, 1899, in-8°, 28 p. (Tiré à part du *Bulletin de la classe des lettres de l'Académie royale de Belgique*.)

2. Namur, Delvaux, 1901, in-8°, 96 p.

3. Paris, Retaux, 2 vol. in-8°, 326, 354 p. — *Voy. Rev. hist.*, LXVI, 136.

4. Bruxelles, Spineux, 1899, in-8°, LXXXIII et 279 p.

## CORRESPONDANCE.

Paris, ce 19 janvier 1903.

Monsieur le Directeur et cher Confrère,

Je suis très sensible aux éloges que la *Revue historique*, par la plume de M. Rod. Reuss, veut bien donner à mon récent volume considéré sous certains rapports. Le suffrage de la *Revue* m'a toujours été précieux, et je remercie sincèrement votre collaborateur de me l'avoir accordé dans cette mesure.

Vous me permettez en même temps de répondre aux critiques qu'il m'adresse et qu'il formule avec une courtoisie qui, de sa part, ne saurait me surprendre. Qu'on critique ce que j'ai dit, je trouve la chose toute naturelle, sauf à me défendre dans la mesure de mes moyens. Seulement, je ne voudrais pas que l'on me fit dire ce que je n'ai pas dit. Si j'avais dépeint Bonaparte, avant même son accession à la pleine puissance, — ainsi que M. Reuss le croit et le dit par deux fois, — comme un libéral, « comme un esprit sincèrement libéral, » j'aurais exprimé une erreur psychologique flagrante et à proprement parler une absurdité. Ceci reconnu, quand je signale chez Bonaparte « un tempérament d'autocrate » (p. 261); quand j'écris la phrase citée d'ailleurs par M. Reuss : « Au fond, il voulait être tout, rassasier sa soif de domination, développer en liberté son génie de commandement; » quand j'écris qu'on ne saurait reprocher à Bonaparte d'avoir détruit la liberté puisqu'il ne la trouve nulle part en France, mais qu'on peut lui reprocher de ne l'avoir pas fondée (p. 26); quand j'écris que les Français préférèrent à l'oppression directoriale « une haute et impartiale tyrannie » (p. 26); quand, enfin, je raconte en détail comment Bonaparte extorqua aux deux commissions législatives instituées après Brumaire une constitution qui ne laissait point de garanties réelles aux droits des citoyens (chap. xii), il me semble précisément dire et établir tout le contraire de ce que l'on me fait dire. J'insiste sur ce point, parce qu'à édulcorer un personnage tel que Bonaparte, on en donnerait une image non seulement fausse et défigurée, mais ridicule. La vérité est qu'au début de son règne consulaire, Bonaparte prit d'auto-rité de grandes mesures libérales, des mesures de réparation, de tolérance et d'apaisement. Il les prit non par esprit libéral, mais par bon sens et par instinct politique supérieur, parce qu'elles devaient lui ral-

lier la masse des citoyens et qu'elles répondaient à son grand projet de réconciliations nationales. Quelques réserves que l'on ait à faire dès ce moment sur certains de ses procédés, il fut alors le pacificateur de la nation et le réconciliateur des Français ; c'est sa principale gloire, et, à mon avis, rien ne prévaudra contre elle.

Il est bien évident, d'autre part, que Bonaparte, avec son instinct foncièrement et formidablement autoritaire, ne tarda pas à s'acheminer par degrés et à évoluer, — le mot a été employé par un auteur fort compétent dont je pourrais citer le texte, — vers le despotisme intégral, vers le pur césarisme ; mais, à l'époque dont je parle, il ne faisait pas encore peser sur les Français ce que j'appelle « la lourdeur de son despotisme » (p. 1). Comparé à l'état de choses précédent, son gouvernement apparaissait libérateur. M. Reuss m'accuse néanmoins d'avoir fait l'apologie discrète du césarisme. J'ai dit, en parlant du césarisme : « Ce remède des grands jours d'angoisse, ce spécifique terrible qui sauve et qui tue » (p. 217). Est-ce là le langage de l'apologie, même discrète ?

M. Reuss proteste au nom de la morale, parce que j'ai dit qu'au 19 brumaire « la force morale était du côté des baionnettes. » Je crains qu'il ne se soit mépris sur la valeur des mots. La morale et la force morale sont choses essentiellement distinctes. Je n'ai nullement dit que la morale fût dans le camp des auteurs du coup d'État ; elle n'était alors nulle part. J'ai dit « la force morale, » c'est-à-dire l'ascendant immatériel qui se crée au profit d'une cause « par la sourde coalition des volontés individuelles » (p. 389) et par l'état général des esprits. Cette force impulsive, — personne ne le contestera sérieusement, — était en Brumaire du côté des baionnettes, de même qu'elle avait été au début de la Révolution du côté des assemblées.

M. Reuss estime que j'ai présenté Bonaparte comme « sincèrement désireux de sauver les conquêtes de la Révolution, » ce qui serait inexact ; mais j'ai écrit au contraire que Bonaparte, au lendemain de Marengo, « va se tourner plus délibérément vers quelques grandes survivances du passé, en les conciliant avec les intérêts nés de la Révolution et avec certaines idées révolutionnaires devenues profondément nationales » (p. 1). La différence est sensible et la distinction établie entre les intérêts et les principes révolutionnaires vous paraîtra sans doute conforme à la réalité historique.

Je n'ai pas à discuter les idées que M. Reuss émet sur la personnalité si extraordinairement complexe de Bonaparte ; certaines de ces idées me paraissent d'ailleurs fort justes. Seulement, M. Reuss me reproche d'avoir dit que l'Empire, au moment de sa chute, laissa « la France refaite..., riche d'un immense patrimoine de gloire. » J'ai effectivement écrit ces lignes, après avoir commencé par rappeler que l'Empire s'écroula « au milieu des catastrophes » (p. 402). Aussi bien, Napoléon laissa la France en proie à l'invasion étrangère, qui est le

pire des fléaux. Il n'en demeure pas moins que l'organisme français avait été par lui refait et reconstitué. Quelque jugement que l'on porte sur cet organisme, le fait de son existence et de sa durée est certain, et j'en trouve la meilleure preuve en ce qu'il subsiste encore aujourd'hui dans quelques-unes de ses parties essentielles. D'autre part, il me paraît difficile de soutenir que les guerres meurtrières de l'Empire aient été sans gloire et qu'elles n'aient point singulièrement accru à cet égard un patrimoine qu'aucun de nous n'entend assurément répudier. Cette gloire, il est vrai, a été très chèrement payée. Toutefois, lorsque M. Reuss attribue aux seules guerres de l'Empire le fait que la France, « autrefois la première, n'occupe plus, pour le nombre de ses habitants, que le cinquième rang parmi les peuples civilisés, » il me semble expliquer, de façon par trop simpliste, le ralentissement survenu dans le progrès de la population française.

Ces observations, que j'eusse voulu abréger, n'ont d'autre but que de dissiper, dans la mesure du possible, le malentendu qui me paraît s'être élevé entre votre distingué collaborateur et moi au sujet de certains passages de mon livre un peu légèrement interprétés.

Je vous serais reconnaissant, Monsieur le Directeur et cher Confrère, de vouloir bien donner place à ces lignes dans la *Revue historique*, et je vous prie d'agréer, avec mes remerciements à l'avance, l'expression de ma considération très distinguée.

Albert VANDAL.

---

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

G. KURTH. *Clovis*. 2<sup>e</sup> édition. Paris, V. Retaux, 1904. 2 vol. in-8°.

C'est trois ans après l'apparition de l'*Histoire poétique des Mérovingiens* que M. Kurth a donné la première édition de cet ouvrage (1896). Après avoir reconnu et étudié les parties légendaires de l'histoire des Francs, il a voulu recueillir en un tableau d'ensemble les faits que l'on peut considérer comme suffisamment attestés. Il n'a mis en œuvre que des matériaux dégagés de la végétation parasite que l'imagination populaire y avait accrochée. Ces matériaux, d'ailleurs, sont en bien petit nombre; leur rareté nous condamne à ignorer complètement des parties considérables du règne de Clovis, et, pour les épisodes mêmes qu'ils nous permettent de reconstituer, on ne peut guère en tirer que de maigres renseignements, qu'un récit très sec et très sommaire dont l'indigence contraste de manière éclatante avec l'importance des événements. Il a fallu à l'auteur un rare talent d'écrivain pour que son livre, en dépit de circonstances si défavorables, se lise néanmoins avec un vif intérêt et compense, par la chaleur et le mouvement de la narration, les ornements poétiques qu'il en a bannis impitoyablement.

Le *Clovis* de M. Kurth est le premier travail d'ensemble consacré au fondateur de l'empire franc depuis la dissertation de Junghans (1857). Des études spéciales y avaient préparé l'auteur depuis longtemps déjà. Sans parler de l'*Histoire poétique des Mérovingiens*, que nous rappelions tantôt, les érudits connaissent ses importants articles sur les *Sources de l'histoire de Clovis dans Grégoire de Tours* et sur l'*Histoire de Clovis d'après Frédégaire* (*Revue des Questions historiques*, XLIV, XLVII). Mais, cette fois, M. Kurth ne s'adresse plus seulement aux gens du métier. Il a voulu fournir au public lettré les résultats positifs de la science sur un des règnes les plus importants de l'histoire universelle, et l'apparition d'une seconde édition, moins de cinq ans après la première, atteste suffisamment le succès de son entreprise. Cette nouvelle édition, d'un format plus commode que la précédente, présente une foule d'améliorations de détail; un appendice nouveau relatif à la controverse sur le baptême de Clovis y a été ajouté, et chacun de ses deux volumes se termine par une table des noms propres cités dans l'ouvrage. On y retrouve, naturellement, l'excellent exposé critique des sources de l'histoire de Clovis, qui constitue la meilleure vue d'ensemble que l'on possède des premiers temps de l'historiographie mérovingienne. Enfin, M. L. Demaison y a remanié, à la fin du tome II, son curieux mémoire sur le lieu du baptême de Clovis.



L'auteur a conçu son travail sur un plan très large et dépassant de beaucoup le cadre d'une simple biographie. Des quatre livres dont il se compose, les deux premiers traitent, l'un de l'établissement des Francs en Belgique, l'autre des rois antérieurs à Clovis. L'histoire de celui-ci forme l'objet des livres III et IV, le premier s'arrêtant au baptême du roi, le second menant le récit jusqu'à sa mort. C'est, naturellement, dans ces deux derniers livres que se rencontrent les parties les plus originales de l'ouvrage. Le nombre des résultats nouveaux auxquels M. Kurth est arrivé est considérable. Nous citerons parmi ceux qui nous paraissent les plus importants la date assignée à la soumission des royaumes francs de Belgique, qui doit avoir eu lieu non à la fin du règne de Clovis, comme le veut Grégoire de Tours, mais après la conquête de l'Entre-Seine-et-Loire; l'attribution à Chararic du royaume de Tongrie (la *Thoringia* de Grégoire); la conclusion de l'alliance entre Clovis et Gondebaud, placée un ou deux ans après la guerre de Bourgondie. Une autre hypothèse fort ingénieuse consiste à voir dans l'empereur de Byzance l'instigateur de la guerre entreprise par les Francs contre les Wisigoths. Toutefois, en l'absence de textes précis, il est difficile de se prononcer avec certitude. Les allusions des documents contemporains à la « malignité d'autrui, » au mauvais conseiller « qui veut entraîner l'un ou l'autre [des deux peuples] dans la ruine, » peuvent, sans doute, désigner l'empereur Anastase, mais il semble permis aussi de les rapporter aux menées du clergé catholique qui, persécuté par les Wisigoths ariens, considérait le roi orthodoxe des Francs comme un sauveur. Sans doute, nous ne possédons aucun texte signalant formellement ces menées. Mais il ne faut pas exagérer l'importance de cette lacune. Nous n'avons, en effet, sur la guerre contre les Wisigoths, que des sources d'origine franque et catholique, et il est bien certain que les faits nous apparaîtraient sous un tout autre jour si nous en possédions une version gothique et arienne. Les paroles de la belle lettre que saint Avitus écrivit à Clovis après son baptême : *Vestra fides nostra victoria est*, prouvent clairement quels étaient les sentiments de l'épiscopat du sud de la Gaule à l'égard du roi des Francs, et il est certain que celui-ci n'aura pas manqué, à l'époque où il préparait sa campagne, d'entrer en relations avec les alliés naturels que lui offrait l'Église.

On ne s'étonnera point, après ce que nous avons dit plus haut de la méthode suivie par M. Kurth, que la physionomie de Clovis ne se détache point, dans son livre, avec un relief très accentué. « Nous connaissons trop mal Clovis pour porter sur sa personne un jugement complet et motivé. L'histoire ne nous a conservé de lui que le souvenir de quelques faits d'armes; elle ignore tout le reste, elle ne sait rien de sa vie privée » (II, p. 199). Sans doute, Clovis ne fut point le barbare sanguinaire que nous dépeignent les récits épiques des Francs recueillis par Grégoire de Tours. Sa moralité semble bien supérieure à celle de ses successeurs. Il est resté pourtant un vrai Germain, et, en dehors de la légende, l'histoire vraie suffit pour attester chez lui un tempérament

brutal et cruel. Si on peut douter, à bon droit, qu'il ait fait périr tous ses parents, on ne peut révoquer en doute le meurtre froidement ordonné du malheureux Syagrius, vaincu, emprisonné et complètement inoffensif<sup>1</sup>.

H. PIRENNE.

**Histoire de Nancy**, par Ch. PFISTER, professeur de l'histoire de l'Est de la France à l'Université de Nancy, correspondant de l'Institut. Paris et Nancy, Berger-Levrault et C<sup>ie</sup>, 1902. Gr. in-8°, xxiv-750 pages, avec 153 gravures dans le texte, 30 hors texte, 3 planches et 3 plans.

Nous avons parlé autrefois dans la *Revue* (t. LXIV, p. 342) de la première édition de ce volume de M. Pfister, alors qu'il avait paru dans la *Lorraine artiste* d'abord, puis en tirage à part, en 1896. C'était alors la mise au net d'un cours vivement applaudi par le public de la capitale lorraine durant les deux années précédentes et qui a été continué depuis avec un même succès, jusqu'à la mort du roi Stanislas. Aussi nous attendions-nous à voir paraître bientôt la suite de cet intéressant et substantiel travail, qui s'arrêtait provisoirement à la mort du duc René II en 1508. Mais ce n'est pas encore cette continuation qui nous arrive aujourd'hui. L'auteur n'était pas suffisamment satisfait de son œuvre, quelque solide qu'elle fût, et, avant d'aller plus loin, il a voulu remanier de fond en comble son premier travail, dont il nous présente aujourd'hui une édition définitive, où le charme d'une illustration abondante et vraiment scientifique vient ajouter encore à l'attrait du récit lui-même. La maison Berger-Levrault s'est mise en frais pour revêtir la belle monographie de M. Pfister d'une parure digne d'elle, et la subvention considérable accordée par le Conseil municipal de Nancy lui a permis de ne pas être chiche d'antiquités mérovingiennes et chrétiennes, de monnaies locales, de photographies pittoresques de la banlieue, de bâties religieuses et civiles, d'armoiries, de reproductions de gravures anciennes, de bois du xv<sup>e</sup> siècle, de portraits et de minia-

1. I, p. 166. La longue chevelure n'était pas seulement un emblème royal. Chez les Goths, tous les hommes libres semblent l'avoir portée. Voy. Waitz, *Verfassungsgeschichte*, t. I, p. 151. — P. 179. Il n'est pas sûr que le *wergheld* inférieur des Gallo-Romains s'explique par le mépris des conquérants pour les vaincus. Voy. Brunner, *Deutsche Rechtsgeschichte*, t. II, p. 614. Cf. toutefois Geffcken, *Lex salica*, p. 163. — P. 224. Pour l'élection de Clovis comme roi, voir maintenant Schücking, *Der Regierungsantritt*, p. 108 et suiv. — II, p. 68. Il n'est pas sûr qu'il y ait eu des Gallo-Romains dans les armées de Clovis. La loi salique, 63, 1, dans la recension de plusieurs manuscrits, ne connaît dans l'armée que des Francs-Saliens. D'après Roth, *Beneficialwesen*, p. 179, et Brunner, *op. cit.*, t. I, p. 302, les Romains n'auraient été admis au service militaire que sous les fils de Clovis.

tures, qui font de notre ouvrage un véritable *Album nancéen* de la plus belle venue.

Ce n'est pas son texte primitif, simplement élargi par quelques nouveaux détails, que M. Pfister représente ici au public ; c'est un remaniement complet des matériaux réunis autrefois, notablement augmentés par des fouilles nouvelles aux archives départementales, municipales et hospitalières, disposés en partie dans un ordre nouveau ; aussi, de moins de cinq cents pages, le volume est arrivé à près de huit cents pages, et l'auteur a pu dire en toute conscience dans sa préface qu'il offrait au lecteur un ouvrage nouveau. Il a même montré une espèce de coquetterie dans sa modestie, en ne mentionnant pas sur le titre le fait d'une seconde édition de son livre ; comme l'artiste qui brise les maquettes de ses premiers essais, quand il a dégagé de ses rêves la statue définitive, il déclare, pour ainsi dire, la première ébauche comme non avenue pour les générations à venir.

Mais nous retrouvons pourtant à chaque page, malgré les ornements extérieurs, le même esprit strictement scientifique, la même circonspection, naturellement hostile aux affirmations aventureuses, le même style simple et sobre qui sont, d'ancienne date déjà, le propre du laborieux professeur de Nancy. Il nous guide avec une sage prudence à travers les incertitudes et les obscurités de l'époque si prolongée des origines, depuis l'apparition de l'homme sur le plateau de Malzéville. Il nous montre le territoire de la cité future vide encore d'habitants à l'époque romaine ; pour l'époque mérovingienne, la découverte récente des tombes du cimetière de Vieil-Aître, la trouvaille antérieure d'un triens d'or, où se lit le nom de *Nanciacus*, indiquent l'existence, vers le VII<sup>e</sup> siècle, d'un Nancy primitif, sans qu'on puisse dire si ce fut un véritable village ou bien une simple *villa* solitaire. Au X<sup>e</sup> siècle, Othon le Grand le mentionne dans un diplôme, mais c'est dans les premières années du XII<sup>e</sup> siècle seulement que le duc Thierry I<sup>er</sup> de Lorraine, le fils de Gérard d'Alsace, en parlant dans une charte de *Nanciacum castrum meum*, nous permet d'entrevoir au moins la future résidence ducale, où ses successeurs ont leur palais, et qui disparaissait d'ailleurs tout entière dans le grand incendie de 1218. Le tableau de Nancy au moyen âge ne nous raconte pas seulement l'histoire politique de la ville, mais nous initie de la façon la plus sympathique et la plus complète à son existence religieuse et économique, à ses cloîtres, à ses institutions hospitalières, à ses confréries d'artisans, à ses foires, etc. L'histoire politique ne présente pas sans doute un grand intérêt pour ceux qui ne se rattachent pas au terroir ; longtemps insignifiante par le nombre de ses habitants, la cité lorraine ne dut son importance qu'à sa qualité de capitale du duché ; elle n'eut jamais cette bourgeoisie laborieuse et turbulente de tant de communes de France ou de villes libres d'Allemagne dont l'activité industrielle et commerciale ou les révolutions démocratiques ont donné tant de relief à l'histoire municipale de ces pays. Mais on ne peut évidemment faire

un reproche à M. Pfister de ce qu'il n'a point à raconter dans son livre des épisodes de ce genre; il nous a donné ce qu'il a pu, et ce n'est pas sa faute si le Nancy du xiv<sup>e</sup> au xvi<sup>e</sup> siècle ne fut, en substance, qu'une résidence princière et qu'un « nid de moines. » Il s'en est dédommagé quand il l'a pu, d'une façon naturelle et légitime, en faisant rentrer l'histoire provinciale et l'histoire générale elle-même dans celle de la cité. De là l'intérêt tout particulier que présente l'histoire du règne de René et le récit des guerres de Bourgogne, qui comprend un ensemble de près de cent-cinquante pages, et qui pourtant n'a nullement le caractère d'un hors-d'œuvre, tant l'auteur a su artistement enchâsser les considérations et les faits d'ensemble dans le cadre précis de l'horizon nancéen. Pas n'est besoin d'avoir sucé l'amour du chardon de Nancy ni celui des alérions de Lorraine avec le sang maternel pour goûter vivement ce tableau si lucide, si pittoresque, si impartial des défaites et de la chute lamentable du grand-duc d'Occident. La fin du règne de René II semble bien pacifique après ce conflit héroïque; il n'a plus qu'à batailler contre les malheureux Juifs de sa capitale et s'éteint en 1508.

Le second et le troisième volume, dont les matériaux sont également réunis, suivront, je l'espère, de près, embrassant, l'un la période de 1508 à 1633, commencement de l'occupation française, l'autre nous conduisant jusqu'à la mort du roi Stanislas. « Si ses forces ne le trahissent pas, » l'auteur nous racontera peut-être encore, plus tard, l'histoire de Nancy pendant la Révolution et ses destinées ultérieures jusqu'à la fin de l'occupation allemande en 1873. A cette date commence l'histoire contemporaine de la grande cité, d'origine toute récente, ville de fabriques et ville de sciences, héritière de Strasbourg et de Mulhouse, qui, depuis un quart de siècle, s'est substituée rapidement au Nancy d'autrefois. Il n'y a pas d'observations de détail à présenter à un savant aussi parfaitement maître de son sujet et qui l'a si scrupuleusement étudié dans ses moindres détails avec la préoccupation visible d'une exactitude absolue<sup>1</sup>. Il est une seule objection de principe qu'on pourrait faire au plan de l'ouvrage, tel qu'il est exposé dans la préface et suivi méthodiquement dans tout l'ouvrage, c'est que l'auteur, voulant donner à la fois à ses lecteurs une *Histoire de Nancy* et un guide archéologique à travers le *Nancy monumental*, a été forcément amené à briser le cadre chronologique de son récit. Chaque fois qu'un des édifices publics de la cité se rencontrait sur son chemin, il s'arrête alors pour nous en décrire les transformations successives jusqu'à nos jours, de sorte que dans ce premier volume, s'arrêtant au seuil du xvi<sup>e</sup> siècle, nous rencontrons une foule de personnages infiniment postérieurs : le bon roi Stanislas; l'empereur Napoléon, le pape Pie IX

1. Pour montrer à M. Pfister avec quelle attention soutenue j'ai lu son volume, je ferai remarquer seulement que, p. 477, il a qualifié de *baron* le vicomte Théodore de Bussierre.

et Mgr Trouillet; Saint-Gauzelin y est coudoyé par Loménie de Brienne, et le duc Charles II avec Jeanne d'Arc y figure près de MM. Barbey et Develle, ministres de la troisième République. L'auteur déclare bien avoir voulu combiner de la sorte les deux méthodes (la méthode historique et la méthode descriptive) pour « satisfaire tout ensemble la curiosité de celui qui étudie l'enchaînement des faits et de celui qui parcourt la ville en artiste épris de beaux monuments. » Nous savons trop bien, pour en avoir joui tout récemment nous-même, quel charme et quel profit il y a, pour un curieux du passé lorrain, de visiter les églises et les musées de Nancy sous la conduite, si aimable à la fois et si compétente, de M. Pfister, pour n'être pas un peu embarrassé dans l'expression de notre façon de voir. Mais nous ne pouvons nous empêcher pourtant, parlant en historien, de regretter cet amalgame de deux éléments quelque peu hétérogènes. Sans compter qu'il est peu vraisemblable que l'on s'avise jamais de courir en touriste les rues de la ville avec un gros volume de près de huit cents pages sous les bras, il est certain que l'attention du lecteur est détournée de l'époque immédiatement étudiée par lui, par ses incursions (ou excursions) fréquentes dans les temps futurs, et qu'il peut se produire chez lui, s'il n'est spécialement équilibré, des confusions regrettables. Je me permettrai donc, — au risque de paraître ingrat, — de croire que M. Pfister eût peut-être mieux fait de s'en tenir strictement au fil conducteur de la chronologie, sauf à se résigner à un retour vers les monuments, églises, monastères ou palais dont il aurait déjà parlé; car, enfin, le tableau des vicissitudes extérieures des créations humaines ne devrait pas se séparer de celui des générations elles-mêmes qui les virent élever, embellir, restaurer ou détruire<sup>1</sup>. Mais, après tout, comme M. Pfister le dit lui-même, « l'important est que chacun trouve dans son livre ce qu'il espère y trouver; » l'un en sera quitte pour sauter les descriptions et l'autre le récit historique; l'excellente table alphabétique permettra de s'y retrouver à tout le monde.

Le volume de M. Pfister est dédié « à la ville et à l'Université de Nancy » comme un « hommage de filiale affection. » Il faut espérer que les Nancéens seront fiers d'être dotés d'une histoire locale aussi complète et se présentant sous d'aussi artistiques dehors, et qu'ils s'empresseront d'en orner leurs bibliothèques particulières. Le culte

1. N'est-il pas singulier que nous trouvions ici, p. 239, à propos de l'église de Saint-Georges, la description du tombeau de Charles le Téméraire et que ce soit seulement deux cent vingt pages plus loin que nous arrivions à la bataille de Nancy? — Ailleurs, l'auteur, après nous avoir dit que, plus tard, peut-être, « si ses forces ne lui font pas défaut, » il racontera l'histoire de la Révolution, des le présent volume, p. 654, nous décrit la violation des sépultures dans la chapelle ducale en 1793. Ou bien encore, p. 227 et 229, on nous montre des morceaux de la *Pompe funèbre de Charles III*, alors que c'est dans le prochain volume seulement que nous verrons paraître ce personnage.

plus intime des ancêtres directs, du coin de terre qui nous a vus naître ou qui nous fut un refuge dans l'exil volontaire ou forcé, est une des passions les plus utiles et les plus réconfortantes pour tout homme intelligent et de cœur. C'est aussi l'un des domaines où l'érudit professionnel, le savant initié aux méthodes et à la pratique de son métier, peut rendre d'inappréciables services aux auteurs novices, aux travailleurs de bonne volonté de sa circonscription universitaire. L'exemple de M. Pfister, sa fructueuse activité littéraire dans le vaste domaine des études lotharingiennes montrent tout ce que peut faire, sous ce rapport, comme disent les Anglais, *the right man in the right place*. Ni le Conseil général de Meurthe-et-Moselle, ni le Conseil municipal de Nancy n'ont lieu de regretter d'avoir voté les subsides nécessaires pour la création d'une chaire de l'histoire de l'Est de la France, puisque ce vote a permis, au bout de si peu d'années, à cet enfant de l'Alsace annexée d'offrir à la Lorraine française et à sa ville adoptive un cadeau de si grand prix.

Rod. REUSS.

---

**La Vie de messire Henry de Béthune, archevêque de Bordeaux (1604-1680),** par L. BERTRAND, bibliothécaire au grand séminaire de Bordeaux. Paris, Alph. Picard et fils; Bordeaux, Férét et fils, MCMII. T. I : xi-440 pages et fac-similé; t. II, 474 pages; deux tables alphabétiques des noms et des matières à chaque volume.

Parce que Henry de Béthune, qui fut archevêque de Bordeaux de 1646 à 1680, n'a pas laissé dans l'histoire de France un nom bien lumineux, il ne faudrait pas regretter que M. Bertrand, un de nos meilleurs érudits provinciaux, lui ait consacré beaucoup de son temps et de sa peine, et deux volumes. Quiconque a l'expérience des obscurités du passé, la crainte des généralités vagues et des affirmations conjecturales en histoire sait combien les monographies circonstanciées sont utiles. Dans son détail menu, la vie d'un homme obscur, qui a fait modestement, sans sortir d'un cercle restreint, sa besogne particulière, est au moins aussi instructive que celle d'un grand personnage, mêlé d'une façon plus voyante à ces événements généraux, qui sont ceux que nous ignorons le moins. — Toutefois, il ne faudrait pas conseiller non plus à tous les érudits de faire deux volumes sur chacun des évêques de leur diocèse. Tout le monde n'a pas, comme M. B., la surabondance aimable, ni surtout précieuse; tout le monde n'a pas le droit de s'épancher autant qu'il l'a fait, étant sûr de rapporter de ses fouilles patientes des nouveautés dont l'histoire tirera parti.

J'ai déjà donné ici, à propos de la *Bibliothèque sulpicienne*, une idée



de la façon de procéder du savant bibliothécaire du séminaire de Bordeaux. C'est de chercher, au sujet des gens sur qui sa curiosité s'est posée, tout ce qu'il est possible de désirer savoir, et, tout ce qu'on a trouvé, de le dire. Tout en renvoyant sur la famille de Béthune à l'*Histoire généalogique* qu'en fit, au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, André Du Chesne, M. B. a l'ambition d'ajouter à l'histoire des ancêtres au moins immédiats de son héros quelques-unes de ces « bonnes preuves » que découvrent et transcrivent avec bonheur les chercheurs qui sont, comme lui, de la race des Du Chesne. Ainsi, à propos du père de l'archevêque, le diplomate Philippe de Béthune (sur une des ambassades duquel M. B. a suscité, à Bordeaux même, une thèse intéressante<sup>1</sup>), M. B. publie deux lettres des papes Paul V et Urbain VIII. Mais Henry de Béthune a eu aussi frères et neveux. M. B. ne veut pas passer sous silence au moins « les principaux », au moins ceux, — ou celles, — qui ont été d'Eglise : Armand, évêque du Puy; Hippolyte, évêque de Béthune... Et, insensiblement des ecclésiastiques il passe aux laïques. Comment ne pas dire, chemin faisant, un mot, ou plusieurs, de ce comte Hippolyte de Béthune, qui donna au roi la magnifique collection de lettres autographes conservée à la Bibliothèque nationale? Comment ne pas parler incidemment du duc et de la duchesse de Charost, des Beauvilliers? Il n'est pas jusqu'aux petits-neveux, de qui M. B. ne se sépare qu'à regret. « Je ne puis cependant renoncer à mentionner un des petits-fils d'Armand I<sup>er</sup> de Béthune, savoir Armand-Louis de Béthune, marquis de Charost, mort de ses blessures le 23 octobre 1735... » Il est vrai qu'une fois ce tableau fait des « parents les plus rapprochés » de Henry de Béthune, celui-ci sera, autant que Sainte-Beuve l'aurait pu souhaiter, « situé dans son milieu. » Par surcroît, nous aurons l'obligation à M. B. de connaître huit lettres de M. Tronson (de 1678 à 1699) à la duchesse de Charost. Et ce sera autant de gagné sur la publication future (que je m'unis à M. B. pour souhaiter prochaine) de la correspondance du troisième supérieur de la Compagnie de Saint-Sulpice<sup>2</sup>.

Mais, dans cette enquête discursive (dont le périmètre, on le voit,

1. *Une ambassade à Rome sous Henri IV* (1601-1605), par l'abbé Couzard, supérieur du petit séminaire d'Agen, 1901.

2. C'est ainsi encore que M. B., revenant sur le passé, ajoute de nouveaux détails inédits (puisés dans les mss. de la Bibl. nat. et de l'Arsenal) à l'histoire, déjà souvent racontée, des bruyants démêlés du duc d'Épernon, gouverneur de Guyenne, et de l'archevêque de Bordeaux, Henri de Sourdis (t. II, chap. v, p. 161-218), démêlés « dans lesquels Henry de Béthune, alors évêque de Maillezais, n'apparaît que par une lettre de condoléance adressée à son métropolitain et par sa participation à l'assemblée des évêques réunis à Paris pour demander au roi justice. »

s'étend assez largement autour du héros principal), il y a encore des desiderata que M. B. connaît mieux que moi. Si l'on peut regretter moins que lui qu'il n'y ait pas moyen de savoir précisément dans quel palais de Rome était logé l'ambassadeur Philippe de Béthune lorsque sa femme donna le jour à Henry (p. 62-64), on regrettera comme lui que sur l'éducation et les études littéraires de son personnage, il ne puisse rien ajouter à ce que nous savons, et qui est encore peu de chose, sur la formation des esprits et des âmes d'autrefois. En revanche, il nous fournit de nombreux détails sur l'entrée et le progrès du futur prélat dans la carrière des bénéfices et des dignités ecclésiastiques. Il est probable qu'Henry de Béthune y fut engagé par ses parents, plutôt d'après des considérations temporelles, — M. B. nous l'accordera facilement, — qu'en raison de « belles qualités » (p. 65), dont M. B. n'a pour garant qu'un texte banalement laudatif de la *Gallia christiana*. Henry de Béthune n'avait d'ailleurs pas plus de six ans quand il fut nommé premier aumônier de Nicolas, duc d'Orléans, frère puîné de Louis XIII. Il en avait probablement dix-huit quand il obtint les abbayes de Notre-Dame de Cadouin, au diocèse de Sarlat, de Notre-Dame des Alleux, au diocèse de Poitiers, de Notre-Dame de Lieu-Dieu-en-Jard, au diocèse de Luçon. Louis XIII avait pensé en outre à faire du fils de son ambassadeur à Rome un camérier du pape; mais les Béthune visaient plus haut. C'était un évêché qu'ils voulaient, ou même un archevêché.

Les détails, dont un certain nombre d'inédits, que M. B. a réunis sur cette affaire, montrent excellemment que l'élévation à l'épiscopat n'était point autre chose, en ce temps-là, qu'une « affaire. » Philippe de Béthune s'y emploie avec une âpreté toute paternelle. Dès l'arrivée du P. de Bérulle à Rome, il y fait collaborer ce maître en diplomatie ecclésiastique. Mais il s'exagérait ou le crédit ou la bonne volonté de Bérulle. Successivement, l'archevêché de Lyon, l'évêché d'Angers, la coadjutorerie de l'archevêché de Tours lui échappèrent. A l'archevêché de Lyon, le pape, usant de son droit en la circonstance, avait nommé l'évêque d'Angers, alors doyen des évêques de France, Charles Miron. A l'évêché d'Angers, Louis XIII, sur les instances du marquis d'Effiat, avait nommé l'évêque de Bayonne, Claude de Rueil. A la coadjutorerie de Tours, Claude Le Bouthillier (le surintendant), alors si fort en faveur, fit nommer par Louis XIII son fils, Victor Le Bouthillier. Les Béthune étaient fort dépités, et, dans des lettres que M. B. a retrouvées aux Archives et à la Bibliothèque nationale, l'ambassadeur laissait vraiment trop voir qu'il n'avait pas pour ses intérêts propres la philosophie ordinaire à sa profession. Il allait même, en sa mauvaise humeur, jusqu'à s'en prendre au cardinal de Bérulle qui, « comme les autres, » dit-il, avait dû le servir bien mollement. Et, à ce reproche, Bérulle répondait dans une lettre du 12 février 1627, publiée pour la première fois par M. B., et qui est

curieuse. M. de Béthune ne connaît pas, dit-il, « l'état des affaires de par deçà...; » le nonce a fait ce qu'il a pu et « un simple prêtre comme moi, qui n'ai aucun pouvoir par ma condition, ne pouvait pas obtenir ce que le pape même n'a pu. » — Il faut avouer aussi que MM. de Béthune jouaient de malheur. En 1628, ce siège de Lyon, que probablement leur ambition pressée avait guigné tout d'abord, venait à vaquer de nouveau. Et cette fois quel était le candidat? Alphonse-Louis du Plessis de Richelieu, frère du ministre!

Enfin, la fortune se remit à leur sourire. Entre-temps, sagement, ils s'étaient résignés à accepter l'évêché de Bayonne, auquel le roi nomma le fils de son ambassadeur, le 11 février 1627. Mais l'abbé du Jard n'avait point pressé sa préconisation. Il restait à Rome, attendant s'il se produirait quelque vacance qui lui convint mieux que Bayonne. Effectivement, un an après, l'archevêque de Bordeaux, François de Sourdis, mourut. « Son frère et coadjuteur Henri, évêque de Maillezais, semblait devoir lui succéder. » Mais le pape y répugnait, d'abord parce que ce prélat possédait beaucoup plus, on le sait de reste, « les vertus militaires que les vertus épiscopales, » puis aussi, comme le suppose avec raison M. B., parce que les évêques de France prenaient vraiment trop l'habitude de choisir pour coadjuteurs leurs neveux et de former ainsi des dynasties. Ajoutons qu'Henri de Sourdis gâtait sa cause « par des prétentions extraordinaires; » ne voulait-il pas garder provisoirement son évêché de Maillezais et ne s'en démettre qu'au moment qui lui conviendrait et dans les conditions qui lui agréeraient? Ce qui eût été, si je ne me trompe, une « bigamie » épiscopale avérée<sup>1</sup>. A cela surtout le pape ne voulut point consentir; mais peut-être pourrait-on sans témérité supposer que l'ambassadeur de France à Rome chargé d'obtenir que Sa Sainteté donnât les mains aux petites combinaisons de Sourdis, travaillait en dessous à les faire échouer, afin que l'évêché de Maillezais échût à son fils à la place de celui de Bayonne. Ce qu'il y a de sûr, c'est que le 21 mars 1629, « par-devant notaire, une convention fut passée entre Henri de Sourdis et Henry de Béthune, » aux termes de laquelle « le premier remettait au second l'évêché de Maillezais, promettant de le faire valoir jusques à 35,000 livres par an, exempt de toutes charges et pensions ainsi qu'il était alors affermé, » en échange

1. M. Bertrand note de même que Claude de Rueil, nommé à l'évêché d'Angers, prétendait cumuler les revenus de l'évêché de Bayonne avec ceux de l'évêché d'Angers (I, p. 138, n. 2), et, plus tard, quand Henry de Béthune passa à Bordeaux, comme « l'évêché de Bordeaux était d'un revenu moindre que celui de Maillezais, il fut convenu, outre les deux nouveaux titulaires, que Jacques Raoul paierait à Henry de Béthune une pension annuelle et viagère de deux mille livres tournois » (II, p. 245). On rencontre donc, à chaque pas, dans les nominations ou translations d'évêques de ces marchés que saint Vincent de Paul appelle plus noblement des « traités » (*Lettres*, édition non mise dans le commerce, t. I, p. 550, 551).

de quoi « Henry de Béthune donnait ses trois abbayes, savoir le Jard, les Alleux et Cadouin, et s'engageait de plus à payer à Henry de Sourdis une pension annuelle de 12,000 livres. Mais, pour demeurer quitte sur cette somme de 5,000 livres de pension, Henry de Béthune remit son évêché de Bayonne entre les mains d'Henry de Sourdis, le 23 novembre 1629. » Pendant que ce troc amiable se négociait, on pria le roi d'y adhérer et le pape de le confirmer. Le dernier empêchement qui restât n'était que d'ordre spirituel : « Les canons de l'Église exigent de celui qui doit être évêque l'âge de trente ans accomplis ; or, Henry de Béthune était seulement dans sa vingt-sixième année<sup>1</sup>. » Dispense fut accordée par le pape le 6 octobre 1629 ; le lundi 29 novembre, Henry de Béthune était préconisé, en consistoire, évêque de Maillezas.

De tous les pourparlers, intrigues et conventions qui avaient précédé, on a le droit d'être, comme M. B., médiocrement édifié. Mais un biographe est toujours un peu panégyriste. M. B. plaide, avec une bénignité clémente, les circonstances atténuantes. « Outre que Dieu ne départit pas à ses élus la même mesure de grâces, il faut se souvenir que la vertu de Henry de Béthune, à cette époque de sa vie, était la vertu d'un jeune homme de vingt-cinq ans, imbu encore à un certain degré des préjugés plus ou moins mondains qui pénétraient toujours quelque peu chez ces grandes familles, fières de leur noblesse et quelquefois aussi des services qu'elles avaient rendus à l'Église. Il faut remarquer surtout qu'Henry de Béthune agissait moins qu'il ne laissait agir son père, qui faisait de l'épiscopat de son fils une affaire personnelle, où il croyait voir engagée sa dignité même d'ambassadeur. » Admettons donc que la « *praeclara indoles*, » qui avait « *a puero* » prédestiné Henry de Béthune à l'état ecclésiastique, subissait en ce moment une éclipse assez forte pour lui faire oublier que tant de précipitation, tant d'ambition difficileuse dans la poursuite et l'acceptation d'un évêché n'étaient pas ni fort évangéliques, ni même fort canoniques ; et que ce qui l'était moins encore, c'était, une fois nommé à un siège de Bayonne, de n'en pas s'en contenter modestement. Saint François de Sales, M. Tronson, l'abbé de Saint-Cyran se fussent accordés, je crois, à rappeler au jeune prélat que, comme l'écrivait vers 1642 le dernier de ces saints personnages, « si Dieu a commandé à ses apôtres de ne pas passer de maison en maison, mais de demeurer jusqu'au jour de leur départ dans celle qu'ils auraient choisie, à plus forte raison a-t-il entendu qu'on gardât la même conduite à l'égard des maisons spirituelles où il aurait une fois établi quelqu'un pour le servir. » (Saint Cyran, *Lettres chrétiennes et spirituelles*, t. II, p. 660.) D'autant que quelles étaient les raisons pour lesquelles Henry de Béthune, « établi, » ou au moins désigné « pour servir Dieu » sur le siège de Bayonne,

1. Ajoutons cependant qu'aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du Concordat de 1516 (confirmé par l'Ordonnance de Blois), il suffisait d'avoir au moins vingt-sept ans.

ne le voulait point? L'intérêt matériel, affirme Philippe de Béthune (Bertrand, p. 75), n'était pour rien dans ces répugnances. Le revenu d'Angers, par exemple, était plutôt moindre que celui de Bayonne. Oui, mais c'est que Bayonne était un exil, « où il n'avait aucune connaissance et dont il n'entendait pas la langue, » un diocèse demi-barbare « à deux cents lieues » de son propre pays; j'ajouterais même, sans trop craindre le jugement téméraire, à deux cents lieues de la cour, des ministres et de ces missions d'éclat que le gouvernement donnait plutôt aux évêques voisins et sous sa main.

En possession du siège de Maillezais, ville vendéenne qui alors n'était probablement pas beaucoup plus importante qu'aujourd'hui, Henry de Béthune devint-il immédiatement un évêque modèle? M. B. aime à le supposer (p. 107), bien qu'il n'ait pas de documents qui le prouvent. Il en a, en revanche, touchant quelques reproches que l'on faisait alors à Henry de Béthune. Celui, d'abord, d'être trop souvent absent; mais M. B. l'en justifie. Sans doute, il ne résidait pas habituellement à Maillezais, où la maison épiscopale n'était probablement pas habitable; mais le concile de Trente a dit : *Potest Episcopus residere in qualibet parte dioecesis...* Or, Henry de Béthune habitait Fontenay-le-Comte. Puis, il fut député aux assemblées du clergé de 1634 et 1641. Que si, en 1645 de nouveau, l'évêque de Maillezais se trouvait à Paris, c'est qu'il y était retenu apparemment par des affaires qui intéressaient son autorité épiscopale. En somme, les voyages d'Henry de Béthune hors de son diocèse furent fréquents, mais son absence fut « temporaire, et non pas perpétuelle, comme celle de ses prédécesseurs » (p. 135, n. 2).

C'est aussi d'avarice qu'Henry de Béthune fut accusé. Un notaire apostolique, à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, lui impute une aventure qui n'est autre que l'anecdote contée dans les *Cent nouvelles nouvelles*, de l'évêque qui pardonna au chien du curé d'avoir été enterré en terre sainte, parce que ce chien l'avait institué son héritier. Pure calomnie, au sentiment de M. B. Ce qui permettrait pourtant d'en douter, c'est l'aveu, fait par M. B. lui-même, que « le côté financier de la vie d'Henry de Béthune ne fut jamais brillant; » ce sont les dettes publiques et criardes qu'il eut constamment et qu'il laissa. Là-dessus, M. B. a les mains pleines de preuves, — et il les ouvre. — Henry de Béthune dépensait en grand seigneur et administrait avec une insouciance que son père lui-même lui reprochait. Une lettre de l'ambassadeur (du 4 avril 1642) nous apprend que déjà, à cette époque, Henri de Béthune était « depuis quatorze ans » dans une gêne à ne pas avoir, parfois, « cent francs » devant lui. Et, aux appels de fonds que lui adressait le trop négligent ou trop prodigue évêque, il répondait en 1645 par des refus justifiés par sa propre situation de fortune. On y voit que ce diplomate en retraite n'avait plus alors ni chevaux ni carrosse et qu'il lui fallait subsister avec sept mille cinq cents francs environ.

Dans cette pénurie, Henry de Béthune était-il bien qualifié pour faire l'évêque réformateur? Il faut croire que personne ne trouvait étrange alors qu'un prélat, à qui manquait cette partie de la « prudence » ecclésiastique, prétendit néanmoins amender les mœurs et l'administration de ses subordonnés. Ce qu'il y a de sûr, c'est que nous voyons Henry de Béthune s'associer, dans son diocèse de Maillezaïs, à cette œuvre d'éducation et de purification du clergé que la concurrence protestante provoqua dans l'Eglise, dont le XVII<sup>e</sup> siècle fut jusqu'à la fin occupé et qui n'était pas encore réalisée au moment de la Révolution. Une lettre importante de Henry de Béthune au pape, en 1637, publiée par M. B., nous rappelle comment l'exercice de certains privilèges de la cour de Rome en France contribuait à ce désordre. C'était la possibilité qu'avaient les bénéficiers d'obtenir par les inter-nonces des lettres *dimissoires* de la cour romaine, afin de se faire conférer n'importe où tous les ordres, sans examen préalable. Cet abus permettait à des ecclésiastiques « suspendus, ou irréguliers, d'ailleurs parfaitement illettrés, d'exercer ouvertement, » en des diocèses autres que leur diocèse d'origine, « les fonctions de la prêtrise, » et même d'obtenir « subrepticement de la cour romaine, en forme gracieuse, des églises paroissiales populeuses et importantes » (p. 108-110). Quant aux autres vices cléricaux qu'il s'agissait d'extirper, un second document, découvert par M. B., les indique avec précision (p. 125-126). On y voit que certains curés poussaient la cupidité cynique « jusqu'à se faire payer des mariages avant qu'ils ne fussent faits, » ou « l'indécence » jusqu'à « administrer le sacrement de Pénitence dans l'église avec le manteau et le chapeau. » Du reste, sur ce sujet du costume, la licence régnait partout, non seulement chez les prêtres séculiers, « lesquels, au lieu d'être vêtus de noir, portent des habits de couleur, cheveux et rabats de grandeur indécente, » mais même chez les réguliers, qui « méprisaient de porter l'habit religieux de leur ordre » (p. 111). Dans la guerre qu'il fit à ces abus, Henry de Béthune fut aidé, — peut-être même poussé et dirigé, — par des vicaires généraux dont l'un était jusqu'à présent ignoré, le vicaire général Abraham Thibaut, mais dont l'autre, René Moreau, « curé de Notre-Dame de Fontenay, bachelier de Sorbonne,... mort en odeur de sainteté, » a laissé dans l'histoire religieuse du XVII<sup>e</sup> siècle (p. 123 et suiv.) le renom d'un curé réformateur, d'un apôtre et d'un controversiste. Les biographes de René Moreau ne se gênent pas pour constater que l'évêque de Maillezaïs était « accoutumé à jouir d'un grand repos de conscience sur les affaires de son diocèse parfaitement réglées entre les mains de son vicaire général » (p. 123), en d'autres termes que l'évêque se reposait de tout sur son collaborateur. L'activité de René Moreau n'avait pas, du reste, été toujours soutenue par son évêque, qui, aigri contre le trop zélé curé de Fontenay, l'avait éloigné pendant quelque temps (p. 122).



Devenu archevêque de Bordeaux à la mort de Henri de Sourdis en 1644, Henry de Béthune y recommença ce travail de réformation ecclésiastique auquel la pieuse et combative ardeur de René Moreau l'avait initié. La description, un peu lente, mais singulièrement précise et claire, de cette œuvre honorable, n'est pas la partie la moins intéressante de l'ouvrage de M. B. (t. II). Nous y suivons dans le détail la vigilante sévérité d'un évêque évidemment appliqué aux multiples occupations d'un gouvernement alors plus vaste qu'il n'est aujourd'hui. Notons seulement les ordonnances relatives (t. II, p. 39) au séminaire des Ordinands ou congrégation des prêtres du clergé qu'un ami de saint Vincent de Paul, Jean de Fonteneil, venait de fonder; — aux mœurs cléricales (p. 48 et suiv., p. 104) et à la résidence des curés; — aux abus qui se commettaient dans les églises (p. 71 et suiv.), parfois sous des prétextes pieux, comme par exemple ces quêtes où « de jeunes demoiselles courent çà et là dans les églises, ajustées et poudrées. » A une époque où l'État commençait à ravir à l'Eglise la police des mœurs, Henry de Béthune n'oublie pas les privilèges et les devoirs des évêques d'autrefois (p. 75 et suiv., p. 125-126).

Il existait avant lui à Bordeaux trente et une confréries religieuses de métiers; il fonde ou encourage plusieurs autres compagnies dévotes (Sainte-Famille, Saint-Roch, Saint-Luc, Notre-Dame-des-Agonisantes, Saint-Sacrement). Mais, à côté de ces confréries, dont l'existence était publique et reconnue, il existait aussi à Bordeaux, sous l'épiscopat d'Henry de Béthune, une succursale de cette secrète « Compagnie du Très-Saint-Sacrement, » dont le R. P. dom Beauchet-Filleau a publié naguère les procès-verbaux parisiens et dont M. Allier a raconté la curieuse histoire. Il est à regretter que M. B. n'ait pas découvert quelques documents relatifs à ces « Invisibles, » qu'en 1658 le parlement de Bordeaux fut le premier à attaquer et à poursuivre.

Docile aux directions des assemblées générales du clergé qui allaient (1655) entreprendre plus ouvertement et plus ardemment que jamais la destruction du protestantisme, Henry de Béthune surveille l'orthodoxie des maîtres d'école (p. 84 et suiv.), envoie un peu partout des missionnaires pour cette « guerre sainte » (p. 115), proteste et intrigue (p. 164) contre l'addition de quatre conseillers réformés à la chambre de l'édit de Guyenne, obtient des abjurations nombreuses qui se font la plupart dans l'église du couvent des *Minimettes* de Bordeaux (p. 116), fondées tout exprès pour « recevoir les pauvres femmes et filles qui veulent quitter l'hérésie pour les instruire à la foi catholique » (p. 212). Tel était aussi l'objet principal des *Filles de la Foi* de Libourne (p. 215).

Parmi les documents utilisés par M. B. dans son ouvrage, signalons une lettre inédite du ministre de Jean Claude (20 mars (1666) au consistoire de Bordeaux, lettre tirée d'un registre manuscrit du consistoire actuellement possédé par la bibliothèque du grand séminaire.

Vis-à-vis des congrégations, Henry de Béthune ne paraît pas avoir

eu l'attitude hostile de certains évêques ses contemporains. Son prédécesseur immédiat, le batailleur Henri de Sourdis, avait soutenu contre les réguliers de son diocèse, en parlement et en cour de Rome, gagnant, perdant, vingt procès. « Rien de semblable, dit M. B. (p. 136), avec Henry de Béthune; quand il entre en relations avec les religieux, c'est ordinairement pour leur octroyer quelque faveur ou pour maintenir dans leurs maisons la paix et la régularité; quelquefois c'est pour faire respecter leurs droits par les curés; d'autres fois pour défendre les curés contre les empiètements des réguliers; partout et toujours il se montre père affectueux et juge équitable. » Juge parfois un peu mou, peut-être, si l'on compte les années que dura, sous son épiscopat, la guerre des Capucins et des Récollets de Libourne (p. 135 et suiv.); — « père » assez peu obéi, soit par ces Visitandines, qui s'obstinèrent à élire en 1653 une supérieure désagréable au prélat, soit par ces fougueuses Ursulines, tellement divisées en 1655 qu'elles ne faisaient plus *même pot et cuisine*.

C'était une autre partie délicate de la charge des évêques que les relations avec ces pouvoirs temporels (cour, parlements, gouverneurs), qui tâchaient, par tous les moyens, de diminuer l'autorité ecclésiastique tout en tirant du clergé tout l'argent qu'ils pouvaient. A cet égard, chez Henry de Béthune, comme dans toute la génération de Retz et de Condé, il y eut, après des débuts orageux, une maturité plus pacifique. Député à l'assemblée du clergé de Mantes (1641), Henry de Béthune se signala par son ardeur à se battre pour l'honneur et les intérêts du clergé (t. I, p. 222-233), osa contribuer à annuler l'élection du sieur de Berland, agent général du clergé, créature et parent de Richelieu, fit opposition aux demandes d'argent du cardinal, tant et si bien que, le 3 juin, le sieur d'Émery venait déclarer à l'assemblée que le roi le renvoyait dans son diocèse, sans autre forme de procès, avec trois autres évêques et deux archevêques imbus d'un « esprit de ligue et de faction, » en les exhortant à y « faire aussi bien leur charge particulière, sans se mêler d'autre chose, qu'ils s'étaient mal acquittés de leur députation » à l'assemblée du clergé.

M. B., qui ne déteste pas de comparer parfois (II, 242, n. 2 et *passim*), avec une douce malice, le passé au présent, aurait eu ici l'occasion de noter, à l'avantage du régime moderne, les procédés discourtois de l'ancien à l'égard des évêques trop peu souples<sup>1</sup>.

1. D'autant plus qu'à l'assemblée de 1655 Henry de Béthune trouva moyen, tout en s'opposant au pape, de mécontenter la cour. Ce fut à propos du bref que le pape venait de donner, à la sollicitation de Mazarin, pour imposer, bon gré mal gré, au cardinal de Retz un suppléant dans l'administration du diocèse de Paris. « Les évêques se plaignirent que le souverain pontife pût, *motu proprio*, pourvoir à la conduite de leurs diocèses, et que cela anéantissait leurs droits. » Béthune fut un des chefs de cette opposition. Sur cet incident, dont

De cette aventure, ne resta-t-il pas dans le dossier de Henry de Béthune quelque trace et, dans l'esprit de la cour, quelque prévention à son endroit? Je le croirais aisément en le voyant invité par Colbert, en 1674, à ne se point laisser élire député à l'assemblée du clergé, et cela, sous un prétexte protocolaire que M. B. veut bien prendre pour argent comptant, mais qui m'a bien l'air de dissimuler une défiance (II, 244). Au moins est-il sûr que, sous le ministère de Mazarin, Henry de Béthune ne fut pas tenu en suspicion, comme il avait dû l'être par Richelieu depuis sa « mauvaise conduite » à l'assemblée de Mantes. Doté par la régente, quand il fut nommé archevêque de Bordeaux, en 1645, de l'abbaye de Mauléon en Poitou, il ne tarda pas à trouver l'occasion de lui prouver sa reconnaissance<sup>1</sup>. Durant ces troubles de la Fronde, qui, du mois de juillet 1648 au mois d'août 1653, furent presque aussi violents à Bordeaux qu'à Paris, Henry de Béthune fit constamment preuve d'un loyalisme pacificateur qui ne s'exerçait pas sans difficultés (t. I, p. 276 et suiv.), et que M. B. démontre, pièces en main, dans un très intéressant chapitre. Il trouvait l'esprit de rébellion contre le pouvoir royal jusque dans le clergé bordelais, lequel, comme le dit dans une lettre inédite (du 31 mars 1649; t. I, p. 278) le duc d'Épernon, au lieu « d'être la lumière » de la province et « le sel de la terre » de Guyenne, se « mêlait ès troubles des laïques, non pas pour les arrêter, mais pour les augmenter. » Et, comme le faisait remarquer le bon duc à « messieurs du clergé de Bordeaux, » l'exemple était fâcheux; « que doivent dire les prétendus réformés si, pendant qu'ils s'exhortent à l'obéissance due à leurs maîtres, vous travaillez à émouvoir et à armer le peuple catholique contre les puissances légitimes que N.-S. et ses apôtres nous enseignent être établies de Dieu? » Le curé de Sainte-Eulalie (voir sur lui les *Mélanges de biographie et d'histoire* de M. Bertrand, 1885, p. 75-85) était un des agents organisateurs de la résistance. Un autre, un peu plus tard (1650), prêchait publiquement

M. Bertrand ne parle pas, voir Ch. Gérin, *Louis XIV et le Saint-Siège*, t. I, p. 102 et suiv.

1. A l'assemblée générale du clergé de 1656, Henry de Béthune parla aussi « avec toute la force et tout le zèle que l'on pouvait désirer pour les intérêts de l'Eglise, » et adressa au roi, à propos d'une violation de la liberté de l'assemblée, une remontrance dont le ton est donné par la première phrase : « Sire, la permission que V. M. nous donne de nous assembler nous est bien chère, mais cette grâce nous serait inutile, sans effet et même préjudiciable au clergé, si, dans nos assemblées, nous n'avions la liberté que V. M. veut et entend que nous y ayons tout entière... » — Notons, cependant, qu'à cette époque Henry de Béthune, quoique président, garde « généralement le silence dans ces séances du soir où se traitaient les questions de finances : revenus du clergé, comptes des décimes, contrat de rente avec la ville et même don gratuit à offrir au roi » (Bertrand, t. II, p. 260-263. Cf., p. 270, sur son rôle assez effacé à l'assemblée de 1665).

« la république. » Quant au parlement, il montrait à Bordeaux autant d'audace qu'à Paris. Henry de Béthune, après avoir réussi dans une première entreprise de conciliation de la ville avec le gouverneur royal, eut maintes fois à prêcher l'obéissance et la paix, par exemple dans un mandement de septembre 1649, ordonnant des prières de Quarante heures. En même temps il écrivait fréquemment à Mazarin pour l'informer de « la disposition » (t. I, p. 308-323) des Bordelais et des menées des intrigants et factieux. Il manifestait enfin son dévouement au pouvoir central en s'associant à la décision des évêques de la province de Poitiers qui, en janvier 1652, condamnèrent un libelle imprimé à Bordeaux sous le titre de : *Question canonique : Si M. le Prince a pu prendre les armes en conscience... contre les théologiens courtisans.*

L'attitude de Henry de Béthune à l'égard des Jansénistes est, comme le dit M. B., corrélative de son attitude vis-à-vis de la Fronde. Non pas cependant qu'il faille renouveler une accusation chère à la mauvaise foi des polémistes d'autrefois, considérer les Jansénistes comme des révolutionnaires déguisés, qui cachaient sous leur dogmatisme austère les projets les plus noirs contre l'État comme contre l'Église.

M. B. va trop loin sur ce point, égaré par une confiance excessive dans les assertions et surtout dans les jugements du P. Rapin, dont il sait pourtant que les *Mémoires* (annotés en apparence par Léon Aubineau, pour le dire en passant, et en réalité par le P. Lelasseur, S. J.) sont, sur certains points, très suspects. M. B. nous permettra de le renvoyer à cet égard, sinon aux apologies jansénistes qui datent de cette époque, au moins aux réclamations et rectifications de Sainte-Beuve (*Port-Royal*, t. II de la 7<sup>e</sup> édit., p. 159, 175, 197-200, 293-294, etc.). La vérité paraît être que le jansénisme persécuté a fait, au temps de la Fronde, comme tous les partis religieux persécutés; quelques-uns de ses membres laïques et mondains ont cherché pour lui des appuis, lui ont ménagé des alliés éventuels, mais ses chefs responsables et ses docteurs autorisés n'ont fait que peu de politique; ils n'ont jamais lié sa cause à celle des Frondeurs de l'aristocratie et de la magistrature, ni collaboré d'une façon effective avec eux. Ce qu'ils étaient véritablement, quoiqu'ils s'en défendissent, et ce qu'ils devinrent de plus en plus, c'étaient des insurgés contre l'autorité du Saint-Siège. Et Béthune, au contraire, défenseur des droits des évêques contre les empiètements de l'autorité temporelle, se rangeait parmi ces prélats, plus nombreux du reste dans le clergé du xvi<sup>e</sup> siècle qu'on ne le dit d'ordinaire, qui, avec beaucoup de clairvoyance du reste et de sagesse, eussent penché moins vers le gallicanisme que vers un « ultramontanisme » modéré, qui eût respecté les droits et la dignité antique de l'épiscopat et laissé aux prélats une certaine indépendance<sup>1</sup>. Mort en 1680, il n'a pas eu à prendre parti lors des quatre

1. Voir ci-dessus notre note sur l'attitude de Henry de Béthune à l'assemblée de 1655.

articles; qui sait s'il n'eût pas pris alors, avec la minorité, le parti du pape? Ce qu'il y a de sûr, c'est que, contre ces Jansénistes qui tenaient si peu de compte des condamnations de Rome, « il travailla positivement et souvent avec énergie, soit au soin des assemblées du clergé, soit dans son diocèse » (II, p. 327). Et un mot de lui, rapporté par un de ses panégyristes, indique quels étaient, en cela, son esprit et le fond de sa pensée : « Il avait coutume de dire qu'il en est des nouveautés en matière de doctrine comme des vents sur la mer; leur souffle est d'autant plus agréable au début qu'ils doivent soulever ensuite des tempêtes plus affreuses » (II, p. 334). Il fut, selon toute vraisemblance, de ceux qui sollicitèrent d'Innocent X la condamnation des Cinq propositions extraites du livre de Jansénius; il accepta docilement la bulle du 16 octobre 1656 qu'il publia par un mandement solennel, et, ayant retrouvé là en face de lui l'opposition du parlement, il obtint un arrêt du Conseil d'État annulant l'appel comme d'abus de l'avocat général de Bordeaux contre son mandement. Tandis que la Faculté de théologie de Bordeaux proclamait (1660) les *Lettres provinciales* exemptes de toute hérésie, l'archevêque favorisait et inspirait peut-être les écrits du parti adverse, par exemple (et de ce client je ne lui ferai pas compliment) un petit livret assez ridicule, intitulé : *le Jansénisme foudroyé...*, par le R. P. Dubourg, jésuite.

Si, à tous ces détails, nous ajoutons que l'archevêque de Bordeaux menait un assez grand train; que, tout en faisant généreusement l'aumône, il aimait les beaux livres, les beaux tableaux; qu'il avait de nombreux domestiques, une écurie d'une dizaine de chevaux et de quelques mulets, et pas mal de dettes; qu'il était grugé, en grand seigneur, par ses hommes d'affaires; qu'il mourut « sans avoir rempli aucun de ses engagements » financiers (II, p. 328); que d'ailleurs sa vie privée était irréprochable, à tel point que ses contemporains, assure M. B. (II, p. 355), auraient pu l'appeler *virgo octogenarius*, « la vierge de quatre-vingts ans; » nous verrons s'achever devant nos yeux la physionomie d'Henry de Béthune : bon homme, bon prêtre, évêque intelligent et actif, collaborateur, zélé sans emportement, de la grande réformation catholique du xvii<sup>e</sup> siècle; défenseur des droits de l'épiscopat, mais ayant compris, comme la plupart de ses confrères, la nécessité de ne pas gêner par une opposition intransigeante le progrès, si utile alors, de l'absolutisme royal, garant de l'ordre et de la paix; consciencieusement acharné contre l'hérésie, assez respectueux enfin du Saint-Siège pour mériter d'Innocent XI une louange sur laquelle M. B. insiste avec raison (II, p. 301) : *Optandum ut quam simillimis archiepiscopo Burdigalensi praesulibus abundet Ecclesia!* Vœu qui, du reste, était alors dans une large mesure exaucé pour ce qui regarde l'Église de France. L'archevêque de Bordeaux représente, en somme, la moyenne de l'épiscopat sous le règne de Louis XIV. Médiocre et ordinaire par le talent (il n'était, M. B. l'avoue sans hésiter à plusieurs

reprises, ni écrivain ni orateur), il fut moyen aussi par les idées et par la conduite. Et c'est pourquoi son histoire, — mieux que celle de ces exceptionnels, qui s'appellent Retz, Bossuet ou Fénelon, ou même Caulet et Le Tellier, — son histoire toute terne et discrète donne une juste idée de ce qu'était, au milieu du grand siècle, un évêque. Et, grâce au soin que prend M. B. d'éclairer jusque dans les coins, c'est le cas de le dire<sup>1</sup>, cette *biographie*, et de décrire, dans leur réalité, tous les pas et démarches de son héros, on est agréablement récompensé de cette longue lecture par une vue que l'on sent aussi exacte que possible de la vie administrative et spirituelle d'un diocèse d'autrefois<sup>2</sup>.

Alfred RÉBELLIAU.

1. Voir, par exemple (t. II, p. 224-237), la description d'une assemblée provinciale du clergé, les questions d'étiquette et de préséance qui en troublaient presque invariablement le début, etc.

2. Signalons deux plaquettes publiées par M. L. Bertrand, depuis l'ouvrage analysé ci-dessus : 1° une *Notice sur Bésian Arroy, théologal de l'église de Lyon* (Lyon, E. Vitte, 1902), lequel vivait de 1590 à 1677, eut, de 1634 à 1639, une polémique avec Jansénius, ... *sur la justice des armes des rois de France et sur les alliances avec les hérétiques ou infidèles*, et publia encore, entre autres ouvrages, une *Philosophie*, en français, qui était une nouveauté pour le temps ; — 2° une notice sur *les Hommes d'église de la famille de Poudenx* (Pau, 1902, in-8°), spécialement sur ceux des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, parmi lesquels Bernard d'Arboucave, évêque de Dax.

---



## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

**1. — La Correspondance historique et archéologique.** 1902, sept.-oct. — A. LAVOINE. Notes historiques sur les premiers imprimeurs de l'Artois; suite en nov. — J. MOMMEJA. Bernard Palissy Agenais; suite (il est né à la Capelle-Biron, Lot-et-Garonne). = Nov. F. MAZEROLLE. Acte de société passé entre Jean de Senlis et François Rochelance, boulangers parisiens, pour la fourniture du pain à l'armée du prince de Condé, 14 mai 1674.

**2. — Revue des Études historiques.** Nov.-déc. 1902. — Jos. DEPOIN. De la propriété et de l'hérédité des noms dans les familles palatines (souvent le nom est choisi parmi les ascendants maternels et emprunté à l'oncle ou au grand-oncle maternel; dans d'autres cas, il reproduit celui de l'aïeul. En tout cas, sous les Carolingiens, « les noms de baptême constituent, pour les familles d'origine franque, une propriété morale que la coutume oblige à respecter; ils se transmettent par tradition; » dans la ligne maternelle, ils ne se transmettent que par parrainage, substitution ou force majeure). — L. MIROT. Les insurrections urbaines en Normandie à la fin du xiv<sup>e</sup> s. — Stéphane PIOT. Les premiers mois de la peste de Marseille, 1720, d'après des documents inédits. = Comptes-rendus : A. Guesnon. Le cartulaire de l'évêché d'Arras, xii<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> s. (450 documents; très intéressant). — E. Jac. Le bienheureux Grignon de Montfort, 1673-1716 (intéressant). — Whithouse. La chute du royaume de Naples (remarquable).

**3. — Revue des Questions historiques.** Octobre 1902. — D. P. DE PUNIER. La liturgie baptismale en Gaule avant Charlemagne (analyse intéressante des rites du baptême du v<sup>e</sup> au viii<sup>e</sup> s. en prenant pour base le récit du baptême de Clovis dans Grégoire de Tours. La Gaule a conservé, plus longtemps que Rome, la forme primitive du baptême, entre autres l'unique onction d'huile). — DEBERT. Le pouvoir royal en Gascogne sous les derniers Carolingiens et les premiers Capétiens (c'est à tort que quelques historiens ont soutenu que le sud-ouest de la France avait vécu, du milieu du x<sup>e</sup> au milieu du xi<sup>e</sup> s., à peu près autonome, sans presque connaître l'existence des rois. Sans doute, leur pouvoir était peu effectif; mais le pouvoir royal conservait son prestige, et même le personnage de Hugues le Grand fut, grâce à l'abbaye de Saint-Sever, environné d'une popularité qui lui fit attribuer le pouvoir royal. Remarquons, en contradiction avec M. D., que ceci prouve à quel point les relations du Midi avec le pouvoir royal étaient purement nominales). — ROUSSEAU. La participation de l'Espagne à la guerre

d'Amérique, 1773-1783 (l'Espagne se conduisit d'une manière égoïste et mesquine, n'éprouva que des échecs et finit cependant par obtenir Minorque et la Floride. Aranda fit la paix sans avertir Florida Blanca qui tenait, — et avec raison, — à avoir Gibraltar. Il est regrettable que Vergennes n'ait pas vu que l'abandon de Gibraltar par l'Angleterre était aussi important pour la France que pour l'Espagne. La possession de Gibraltar par l'Angleterre est une énormité qui pèse également sur toutes les puissances méditerranéennes). — Le P. BLIARD. Un club en province au début de la Révolution (excellent article sur le club des *Amis de la Constitution* à Vannes). — Geoffroy DE GRANDMAISON. Napoléon en Russie d'après les documents des archives espagnoles (analyse et extraits intéressants des dépêches adressées de Londres aux secrétaires des Affaires étrangères de la Junte de Cadix par son agent en Angleterre D. Fernand Nuñez. On voit, par ces lettres, avec quelle netteté on comprenait en Angleterre l'impuissance de Napoléon et l'inutilité de ses victoires. D'après la dépêche, le 17 octobre 1812, le duc de Wurtemberg serait allé auprès de Kutusoff, de la part de Napoléon, pour offrir à Alexandre de renouveler l'alliance de Tilsit. Kutusoff fut inexorable, et on punit Benningsen et Wolkonsky pour avoir causé amicalement avec Murat pendant l'entrevue. Cette mission, jusqu'ici inconnue, peut difficilement être confondue avec celle de Lauriston pour le même objet, qui est du 4 oct.). — VIARD. Les préliminaires de la guerre de Cent ans (à propos du livre de Déprez). — P. DE VAISSIÈRE. Saint Antoine de Padoue et l'art italien (éloge justifié du beau livre de C. de Mandach sur ce sujet. Le critique prend bizarrement texte des mérites du saint pour justifier les honteuses superstitions qui s'abritent aujourd'hui sous son nom et que les évêques soucieux de l'honneur du catholicisme ont été les premiers à condamner). — HYRVOIX. Noël Bédier, d'après des documents inédits (article curieux, à la vieille mode fanatique des premières années de la *Revue*, où, tout en faisant de Marguerite de Valois une Messaline incestueuse, M. H. fait l'apologie d'un des plus ardents persécuteurs du xvi<sup>e</sup> s. Il publie deux lettres inédites, l'une du cardinal de Sens au roi, l'autre du roi à Montmorency qui, avec les documents publiés par Hermingard, éclairent les circonstances de la disgrâce de Bédier. Le tout finit par un cri d'admiration pour les Jésuites et une protestation contre les catholiques libéraux d'aujourd'hui). — DOM BESSE. L'épiscopat français et les protestants après la révocation de l'Édit de Nantes (d'après la publication de J. Lemoine; tout en mettant en lumière la modération relative de certains évêques, motivée d'ailleurs par des raisons d'opportunité plus que par le respect des consciences, D. Besse attribue l'insuccès des persécutions à l'atténuation de leur rigueur dans certains diocèses. Il est singulier de voir des religieux, au moment où ils se plaignent de la persécution, laisser voir si ouvertement leur sympathie pour ce mode de propagande). — CÉLIER. *Monumenta ecclesiae liturgica* (premier volume d'un recueil chronologique des textes litur-

giques les plus anciens jusqu'au ix<sup>e</sup> s., par DD. Cabrol et Leclerc, bénédictins de Farnborough. Le premier vol., précédé d'études critiques très remarquables, contient 4,402 textes antérieurs à Nicée). — *Comptes-rendus* : *L. de Bessé*. Le bienheureux Bernardin de Feltre (2 vol., important). — *Hamon*. Un grand rhétoricien poitevin, Jean Bouchet, 1476-1557 (estimable). — *Boutry*. Une créature du cardinal Dubois. Intrigues et missions du cardinal de Tencin (ses missions à Rome dans les conclaves qui suivirent la mort de Clément XI et celle de Clément XII. Pauvre diplomate). — *Albanès*. Gallia christiana novissima. Provinces d'Aix et d'Arles (2 vol. in-4°, publ. par M. U. Chevalier; admirable travail, malgré les curieuses faiblesses de l'excellent érudit pour les légendes les plus absurdes). — *Auffroy*. Évolution du testament en France, des origines au xiii<sup>e</sup> s. (œuvre consciencieuse). — *D. Dijon*. L'église abbatiale de Saint-Antoine en Dauphiné (bon travail). — *Deloume*. Aperçu historique sur la Faculté de droit de l'Université de Toulouse. — *Habenlechner*. Der Bauernkrieg in Steiermark, 1525. — *J. Schmidt*. Die Katholische Restauration in den ehemaligen Kurmainser Herrschaften Koenigstein u. Rieneck (sérieux travail). — *Lefavre*. Les Magyars pendant la domination ottomane, 1526-1722 (écrit dans un esprit hostile aux Hongrois). — *Gaillard*. Le Conseil de Brabant; t. II (organisation et procédure). — *Arias*. I trattati commerciali della Repubblica fiorentina; t. I, sec. xiii (utile, mais hâtif; savamment critiqué par M. Casanova dans le t. VIII du *Bollettino Senese di storia patria*). — *Rautich*. Storia di Carlo Emanuele I, duca di Savoia; t. II (très important pour la France). — *Bernardy*. Venezia e il Turco nella secunda metà del sec. xvii. — *Luzio*. Antonio Salvotti ed i processi del 21 (prouve l'humanité de ce magistrat au service de l'Autriche, si calomnié; prouve qu'on doit se méfier de la véracité des Mémoires d'Andryane).

#### 4. — Revue d'histoire moderne et contemporaine. 1902, 15 déc.

— A. MATHIEZ. Les comptes décennaires des autorités du gouvernement révolutionnaire et des commissaires du Directoire (montre l'extrême importance de ces documents trop négligés). — S. CHARLÉTY. Le travail d'histoire moderne en province : Lyon, année 1902. = *Co.* des *Comptes-rendus* : *P. Charpenne*. Les grands épisodes de la Révolution dans Avignon et le Comtat (ouvrage posthume, très imparfait dans le fond et dans la forme, intéressant néanmoins et instructif). — *R. Blachez*. Bonchamps et l'insurrection vendéenne, 1760-1793 (intéressant et aussi impartial que peut l'être un admirateur des Vendéens et de leur chef). = 1903, 15 janv. P. CONARD. Les Mémoires de Marbot (la partie anecdotique et personnelle de ces Mémoires est remplie d'imposantes; Marbot se fait gloire d'actions accomplies en deux endroits où il était matériellement impossible qu'il fût. Il a écrit plus de trente ans après les événements accomplis et s'est beaucoup servi de livres qu'il copie parfois presque textuellement. Il a pillé Thiers pour le récit des années 1805 et 1808; la publication du *Consulat* et de l'*Em-*

*pire* ayant été ralentie après le tome IX, le récit de Marbot devient subitement bref jusqu'à ce qu'il rencontre Fain pour le récit des campagnes de 1812 et 1813). — A. CANS. Les registres d'expéditions du secrétariat d'État de la maison du roi. — Bulletin d'histoire littéraire, 1902, 2<sup>e</sup> semestre. = Comptes-rendus : M. Vassileff. Russisch-französische Politik, 1689-1717 (bon). — N. Lacolle. Histoire des gardes-françaises (bon; utilise beaucoup de documents inédits). — J. Jaurès. Histoire socialiste; 2 vol. (art. à lire de Ph. Sagnac).

5. — **La Révolution française.** 1902, 14 déc. — Edmond Poupé. La Société populaire de Callas, Var, 1792-an III. — F. DIEUDONNÉ. Préliminaires et causes des journées de prairial an III; fin (il y avait, en floréal an III, comme deux insurrections imminentes : l'une, l'insurrection de la faim, qui n'avait rien de prémédité; l'autre, l'insurrection montagnarde, méditée par quelques patriotes qui guettaient l'occasion favorable pour l'entreprendre. La classe du peuple qui souffrait le plus de la faim se trouvait être en même temps la plus dévouée aux idées montagnardes. Les meneurs montagnards furent assez habiles pour faire adopter par les affamés leur plan d'insurrection, qui fut pour ainsi dire le drapeau du peuple dans la journée du 1<sup>er</sup> prairial). — P. M. Cambacérés; son rôle comme remplaçant de Bonaparte, an VIII-an XII (en particulier de l'« intrigue d'Auteuil, » où Talleyrand eut des conciliabules secrets avec Carnot, La Fayette, Siéyès, Fouché, etc.). — Une tentative de fusion en 1796. — 1903, 14 janvier. A. AULARD. La question de l'authenticité du *Paradoxe sur le Comédien* de Diderot (il semble impossible, après la découverte du ms. de Naigeon, par E. Dupuy, d'admettre que le *Paradoxe* soit de Diderot; mais il se peut qu'il y ait dans le *Paradoxe*, outre la dissertation de 1776, des morceaux qui soient bien réellement de Diderot, ou tout au moins des souvenirs de ses conversations). — A. LIEBY. L'hymne à la Raison, de J.-M. Chénier, adapté au culte de l'Être suprême. — E. CAMPAGNAC. Le représentant Laplanche dans le Cher. — L. DESTERNES et G. GALLAND. La réaction royaliste en Touraine, 1816, d'après P.-L. Courier (étude critique sur la *Pétition aux deux chambres*; sauf quelques détails, les faits rapportés dans le pamphlet sont appuyés par les documents officiels. C'est un document historique). — P. M. Un document sur l'histoire de la presse : la préparation de l'arrêté du 27 nivôse an VIII.

6. — **Revue d'histoire diplomatique.** 1903, n° 1. — C.-B. FAVRE. Politique et diplomatie de Jacques Cœur; suite (négociations diplomatiques avec Rome; Cœur obtient des lettres marchandes des papes et un firman du sultan de Babylone). — P. MAC SWINEY DE MASHANAGLASS. Une ambassade portugaise à Rome sous Jules II, 1505 (envoyée par le roi Emmanuel pour prêter obédience à Jules II, elle obtint tout ce qu'elle demanda et reçut les félicitations du pape). — P. COQUELLE. Les négociations de 1806 entre la France et l'Angleterre. Responsabilité de leur échec (c'est le gouvernement anglais, ou plutôt Fox, qui fit les premières démarches; c'est Napoléon qui rompit les pourparlers,

malgré les propositions très avantageuses de l'Angleterre). — ÉDOUARD TROPLONG. Relations diplomatiques de la France et de la Russie au commencement du XIX<sup>e</sup> s. (quelques extraits tirés du livre d'A. Polovtsoff). — COMTE D'ANTIOCHE. Le dernier hiver d'un règne. Paris, 1824 (impressions du comte Raczyński sur la cour et les salons aristocratiques). — Lettres inédites de la reine Élisabeth tirées du *Record Office* (trois lettres de la reine, 1585 et 1588, et une de Henri III à Walsingham, 1577. Dans une de ses lettres, la reine se plaint qu'on laisse circuler en France des libelles injurieux contre sa personne).

7. — **Le Moyen Age.** 1901, t. XIV. — BOUDET. Charles le Bel et Thomas de la Marche. — BRUTAILS. Deux chantiers bordelais (suite et fin de l'étude de M. B. sur l'industrie bordelaise de 1486-1521. M. B. traite dans cette partie des matériaux, procédés, outillage, prix et coût de transport, et publie « l'Engagement de Jean Lebas, maître d'œuvre de Saint-Michel de Bordeaux, de 1464 »). — CALMETTE. Rampon, comte de Gerona et marquis de Gothie (contribution à l'histoire de la marche de Gothie au IX<sup>e</sup> s. et spécialement sous Louis le Pieux). — ESPINAS et PIENNE. Les coutumes de la gilde marchande de Saint-Omer. — LOUIS HALPHEN. Étude critique sur les chartes de fondation et les principaux privilèges pontificaux de la Trinité de Vendôme (M. H., avec un sens critique très pénétrant, a cherché à déterminer l'authenticité des principales bulles et chartes réunies par l'abbé Métais dans son Cartulaire de la Trinité de Vendôme et qui avaient déjà, au XVII<sup>e</sup> s., été l'objet d'une étude, critiquée par Launoy, au sujet d'un procès entre l'abbaye et Henri-Louis d'Allongny. Montrant la portée de quelques-unes des objections de Launoy et en ajoutant beaucoup d'autres, M. H. est arrivé à mettre en doute l'authenticité de la plupart des premiers privilèges pontificaux, et spécialement de ceux qui renferment le plus grand nombre de clauses d'exemptions. Cette étude complète utilement, en le corrigeant, le livre de M. Compain sur Geoffroy de Vendôme). — HESSEL. Les plus anciennes bulles en faveur de l'abbaye de Saint-Denis (étude minutieuse et intéressante). — GÉDÉON HUET. « Neptuneus »-Lutin (curieuse dissertation sur la survivance du dieu antique Neptune dans la mémoire populaire, devenu notre « lutin » ; à propos de l'article de M. Molinier sur les Saints mérovingiens, paru dans le *Moyen Age* de mai-juin 1900). — MANTEYER. Les origines de la maison de Savoie en Bourgogne (abondantes notes additionnelles au volume paru sous ce titre en 1900). — PORÉE. Notes et documents sur les anciennes mesures de grains du Gévaudan. = 1902, janv.-févr. T. XV. Lettre de Jean de Chandos et de Thomas de Felton aux consuls et habitants de Millau (2 janv. 1368), par Paul MEYER (publication d'un curieux document qui n'a été compris dans aucun des deux inventaires des archives municipales de Millau. J. Chandos et Th. de Felton, après avoir loué la fidélité des habitants de Millau au prince de Galles, leur annoncent l'arrivée d'une compagnie pour les défendre contre leurs ennemis). — ALPHANDERY. Documents pour servir à l'histoire des

mœurs aux XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> s.; suite : les défenses de Benoit Brossard, commissaire sur le fait des nouveaux acquêts en Touraine, 1329. = Comptes-rendus : *Henri Sée*. Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge (art. important de F. Lot). — *W. Puckert*. Aniane et Gelone (curieux pour l'étude de la Réforme des monastères bénédictins aux IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> s.). = Mars-avril. MARIGNAN. Les premières églises chrétiennes en Espagne (très intéressant et instructif). = Comptes-rendus : *Bröcking*. La politique française de Léon IX (contribution à l'étude des origines du mouvement de réforme avant Grégoire VII). — *Viollet*. Les communes françaises au moyen âge. = Mai-juin. GUESNON. Recherches sur les trouvères artésiens. = Juillet-août. LEVILLAIN. Les réformes ecclésiastiques de Noménoé, 847-848 (étude sur les *Gesta sanctorum Rotonensium*, l'*Indiculus de Episcoporum Britonum depositione*, et la *Chronique de Nantes*, au sujet de la tentative de Noménoé, une fois émancipé de la tutelle du roi de France, de débarrasser ses états des évêques fidèles à Charles le Chauve et de détacher les évêchés de la métropole (Tours) pour les rattacher à une nouvelle métropole (Dol). Étude très sérieuse et approfondie).

8. — **Bulletin critique.** 1902, 5 déc. — *R. Lemaire*. Le mariage civil; étude historique et critique (excellent). — *A. Stein*. Kalhana's Rajatarangini (traduction anglaise de la « Chronique des rois de Kachemir » par Kalhana, avec une introduction critique remarquable). — *A. Lefavre*. Les Magyars pendant la domination ottomane en Hongrie, 1526-1722 (ouvrage de parti, fait d'ailleurs de seconde ou même de troisième main). — *E. Biré*. Les dernières années de Chateaubriand, 1830-1848 (correspondance très intéressante et parfois prophétique). = 15 déc. *Swete*. Patristic study (excellent précis). — *A.-C. Pallu de Lessert*. Fastes des provinces africaines sous la domination romaine (précieux instrument de travail, dont on peut se servir en toute confiance). — *E. et O. Reclus*. L'empire de Milieu (excellent exposé, avec une bonne bibliographie par H. Froidevaux). = 25 déc. *M. Telles da Gama*. Le comte-amiral D. Vasco da Gama (excellent recueil d'études et de documents relatifs à l'illustre explorateur portugais et à sa famille). = 1903, 5 janv. *G. Kurth*. Saint Boniface (excellent). — *Ch. de Ujfalvy*. Le type physique d'Alexandre le Grand (très belle et utile collection de toutes les œuvres d'art antiques, où l'on a reconnu ou cru reconnaître le portrait d'Alexandre). — *Baguenault de Puchesse*. Lettres de Catherine de Médicis; t. VIII : 1582-1585. = 15 janv. *J. Martin*. Saint Augustin (excellent, très érudit et tout à fait objectif). = 25 janv. *Jac*. Le bienheureux Grignon de Montfort, 1673-1716 (édifiant). — *Huisman*. La compagnie d'Ostende (excellent). = 5 févr. *A. Loisy*. L'Évangile et l'Église (des vues justes, neuves et hardies et, à côté, des assertions imprévues, qui, sans doute parce que l'auteur n'a pas donné à sa pensée un développement suffisant, paraissent choquantes sous la plume d'un catholique convaincu). — *R. Stourm*. Les finances du Consulat (impartial, autant qu'exact et bien informé; très intéressant). —



*A. Baudrillart.* Les catacombes de Rome; histoire et description (résumé bien fait et bien illustré des travaux les plus récents sur le sujet).

**9. — Polybiblion.** 1902, déc. — *L. de Besse.* Le bienheureux Bernardin de Feltre et son œuvre, 1430-1494 (beaucoup de faits, qui font réfléchir). — *A. Rébillon.* Recherches sur les anciennes corporations ouvrières et marchandes de la ville de Rennes (excellent). — *B. Weicker.* Die Stellung der Kurfürsten zur Wahl Karls V im Jahre 1519 (beaucoup d'érudition, qui se perd dans les détails). — *E. Gabory.* La marine et le commerce de Nantes, 1661-1715 (bon). = 1903, janv. *L. Lallemand.* Histoire de la charité (excellent). — *Laveille.* Jean-Marie de La Mennais, 1780-1860 (il s'agit du frère aîné du célèbre polémiste, lequel s'appelait Félicité-Robert, ou Féli tout court. Il est le fondateur des Frères de l'instruction chrétienne ou Frères de Ploermel. Ouvrage d'une érudition touffue, d'une lecture aussi instructive qu'édifiante). — *G. Picot.* Documents relatifs aux états généraux et assemblées réunis sous Philippe le Bel. — *Baguenault de Puchesse.* Lettres de Catherine de Médicis; t. VIII : 1582-1585. — *A. de Boistisle.* Mémoires de Saint-Simon; t. XVI (année 1708). — *Flandin.* Institutions politiques de l'Europe contemporaine. Allemagne, t. II (bon). — *G. Maussoir.* L'homme-femme : M<sup>lle</sup> Savalette de Lange, 1780-1858 (n'éclaircit aucun des mystères soulevés par ce nom).

**10. — Revue critique d'histoire et de littérature.** 1902, 2 déc. — *E. Vacandard.* Vie de saint Ouen, évêque de Rouen, 641-684 (excellent). — *A. Marignan.* La tapisserie de Bayeux. Étude archéologique et critique (ce petit livre est un défi à la saine critique et au bon sens. Prétendre que ce travail a été exécuté après 1170 et d'après le poème de Wace est un paradoxe insoutenable. Art. à lire d'Eug. Müntz). — *H. Harrisse.* Les premiers incunables bâlois et leurs dérivés (très intéressant). — *Louis.* Histoire de Saint-Étienne-à-Arne (ouvrage très consciencieux). = 8 déc. *Giamil.* Genuinae relationes inter Sedem Apostolicam et Assyriorum orientalium seu Chaldaeorum ecclesiam (recueil très utile de textes peu connus, dont plusieurs inédits). — *A. Kleinclausz.* L'empire carolingien (étude fort érudite et de lecture agréable sur l'idée d'empire. Art. à lire de Pfister). — *Id.* Quomodo primi duces Capetianae stirpis Burgundiae res gesserunt, 1082-1162 (bonne étude sur le pouvoir ducal). — *E. Toutey.* Charles le Téméraire et la Ligue de Constance (utile, malgré d'assez nombreuses défaillances de détail). — *M.-H. Weil.* Le prince Eugène et Murat, 1813-1814 (gros ouvrage sérieux, impartial et consciencieux de 2646 pages sur la campagne de 1813-1814 en Italie. Art. d'A. Lombroso). = 15 déc. *Ed. Lambert.* La question de l'authenticité des XII Tables et les *Annales maximae* (beaucoup d'érudition, mais conclusions inadmissibles). — *B. Croce.* Relazioni dei patrioti napoletani col Direttorio e col Consolato e l'idea dell' unità italiana, 1799-1801 (très intéressant; la conduite des

agents du Directoire s'y trouve en partie justifiée). — *Ficker et Winkelmann*. Handschriften des xvi Jahrhunderts nach Strassburger Originalien (recueil d'utiles notices biographiques et instrument de travail excellent pour les études paléographiques au xvi<sup>e</sup> s.). = 29 déc. *G. Voisin*. L'Apollinarisme; étude historique, littéraire et dogmatique sur le début des controverses christologiques au iv<sup>e</sup> s. (excellent; l'auteur a écrit un des chapitres les plus intéressants et les plus obscurs de l'histoire du dogme). — *Stéfane Pol*. Autour de Robespierre. Le conventionnel Le Bas (intéressant). = 1903, 5 janv. *Spielgelberg et Pörtner*. Egyptische Grabsteine und Denksteine aus süddeutschen Sammlungen (bon). — *Archiv für Papyrusforschung*; Bd. I et II. — *Ad. Deissmann*. Ein Original-Dokument aus der Diocletianischen Christenverfolgung. Papyrus 713 des British Museum (c'est la plus ancienne lettre originale écrite par un chrétien; entre 242 et 307). — *W. Meyer*. Der Gelegenheitsdichter Venantius Fortunatus (très bonne introduction à la lecture de Fortunat). — *Gonzalez de la Rosa*. La solution de tous les problèmes relatifs à Christophe Colomb (prétend que Colomb a puisé ses idées cosmographiques dans l'*Imago mundi* de Pierre d'Ailly). — *Ruge*. Columbus (Colomb doit son succès au hasard, non à sa science, laquelle était faite seulement de rêveries). = 12 janv. *Ed. Meyer*. Geschichte des Alterthums; Bd. V (avec ce volume, l'auteur nous donne le dénouement de l'histoire grecque, dénouement qu'il place après la bataille de Mantinée, parce qu'alors, tout espoir de groupement étant perdu, les cités grecques ne sont plus qu'une proie offerte à un conquérant). — *Alex. Graham*. Roman Africa (compilation estimable, mais où il y a beaucoup à reprendre). — *P. Fourneret*. Les biens d'église après les édits de proscription; ressources dont l'Eglise disposa pour reconstituer son patrimoine (livre clair et consciencieux, qui rendra de grands services). = 19 janv. *Heikel*. Eusebius Werke; bonne édition de la *Vita Constantini*, de la *Laus Constantini* et de l'*Oratio ad sanctum cetum*). — *H. Zimmer*. Pelagius in Irland (savant essai de reconstitution d'un commentaire des Épîtres de saint Paul par Pélage). — *A. Danvila*. Luisa Isabel de Orléans y Luis I (très bon tableau de la vie privée à la cour d'Espagne). = 26 janv. *Drumann*. Geschichte Roms; 2<sup>e</sup> édit., t. II (nouvelle édition tout à fait mise au courant). — *A. Rolando*. Cronologia storica : Roma fino al termine dell' impero d'Occidente (manuel utile, malgré des lacunes et des erreurs graves). — *O. von Gebhardt*. Passio sanctae Theclae virginis (excellente édition d'un apocryphe célèbre). — Ouvrages divers sur l'histoire byzantine (art. à consulter de Ch. Diehl). — *W. Schultze*. Die Thronkandidatur Hohenzollern und Graf Bismarck (très intéressant; montre le rôle actif, bien qu'encore obscur, de Bismarck en cette affaire). — *Colonel Laussedat*. La délimitation de la frontière franco-allemande (important et poignant).

**11. — Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.** Nov.-déc. 1902. — Ed. MEYNIAL. Les renonciations au moyen âge

et dans notre ancien droit; suite. — E. GLASSON. Le roi, grand justicier (théories des politiques et des légistes sur la souveraineté royale au xvi<sup>e</sup> s.; exercice du droit de justice par le roi dans ses cours; lettres de cachet; le citoyen Capet jugé par la Convention). — G. d'ESPINAY. Note sur l'usage de Porhoet. — R. DARESTE. Beaumanoir et le droit romain (note ou passage du droit romain allégué par Beaumanoir au ch. 35). — G. BLONDEL. Konrad von Maurer. = Comptes-rendus : A. Vigé. Châtellenie de Belvès; son histoire, ses coutumes (très intéressant). — C. Nani. Storia del diritto privato italiano (important).

**12. — Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence.** 1902, nov.-déc. — Édouard LAMBERT. Le problème de l'origine des XII Tables. Quelques contributions empruntées à l'histoire comparative et à la psychologie des peuples; suite. — Raoul DE LA GRASSERIE. Des régimes matrimoniaux chez les peuples germaniques et les peuples slaves; fin (Pologne, provinces baltiques, Finlande, Serbie). — Ch. APPLETON. Le droit comparé appliqué à la reconstitution du droit romain ancien; suite : la Genèse du testament romain (résumé et critique de la doctrine exposée par Ed. Lambert, d'après lequel le testament véritable ne serait apparu à Rome que fort tard, vers la fin du vi<sup>e</sup> s. de Rome, avec le testament *per aes et libram*).

**13. — Revue des Bibliothèques.** 1902, juill.-sept. — Lucien BROCHE. Inventaire sommaire des documents originaux de la bibliothèque communale de Laon (385 documents de 961 à 1825, dont 3 du x<sup>e</sup> s., 14 du xii<sup>e</sup>, 50 du xiii<sup>e</sup>, etc.). — Léon DOREZ. Études aldines; IV : Alde le Jeune et Niccolò Manassi; suite. — L. DELARUELLE. Notes biographiques sur Nicole Bérault, suivies d'une bibliographie de ses œuvres et de ses publications (Bérault, humaniste du xvi<sup>e</sup> s., ami d'Érasme et de Budé, mort entre 1545 et 1552).

**14. — Bulletin hispanique.** T. IV, n° 4. Novembre-décembre 1902. — M.-R. DE BERLANGA. Études de numismatique : une monnaie mal lue de l'Espagne romaine. — H. LÉONARDON. Relation d'un voyage fait en 1679 au devant et à la suite de la reine Marie-Louise d'Orléans, femme de Charles V; fin.

**15. — Bulletin italien.** 1902, oct.-déc. — E. RODOCANACHI. Un aventurier florentin : Bonaccorso de' Pitti (analyse de ses Mémoires, qui s'arrêtent en 1430; l'auteur avait alors soixante-seize ans). — Léon-G. PÉLISSIER. Canova et Madame Minette. Dernières Lettres de Canova et de la comtesse d'Albany (Madame Minette était la baronne d'Armendaritz, qui s'éprit de Canova en 1812, amour d'ailleurs malheureux, parce que Canova ne voulut y répondre).

**16. — Revue archéologique.** 1903, janv.-févr. — MAX COLLIGNON. Deux bustes funéraires d'Asie Mineure au musée de Bruxelles. — E. POTTIER. La danse des morts sur un canthare antique. — Dr VASSIS. La vaisselle d'argent du musée national de Belgrade. — Dr A.

MAHLER. Une hypothèse sur l'Aphrodite de Médicis (c'est, sans doute, une imitation romaine d'un original par Lysippe). — ÉT. MICHON. La réplique de la Vénus d'Arles du musée du Louvre. — S. REINACH. Alexandre Bertrand (notice nécrologique).

17. — *Revue celtique*. Octobre 1902. — G. JULLIAN. Du patriotisme gaulois (« un peu d'amour du sol, le désir de la liberté commune, le sentiment de la fraternité de la race, l'orgueil du nom, la passion démesurée de la gloire, le besoin d'imiter les ancêtres, le souci de la postérité gauloise, l'ambition des conquêtes, voilà les éléments de ce patriotisme commun, tel qu'il trouva, dans la guerre de 52, sa plus complète expression »).

18. — *Revue d'histoire, rédigée à l'État-major de l'armée*. 1902, octobre. — La manœuvre de Denain (à l'aide de documents inédits, parmi lesquels la correspondance de Lefebvre d'Orval, conseiller au parlement de Flandre, avec Voysin, et les lettres adressées de l'armée de Flandre, pendant la campagne de 1712, au duc du Maine, par Villars et Montesquiou, le duc de Guiche, le marquis de Goesbriand, le comte de Bruzac d'Hautefort. Ces documents permettent de préciser trois points : 1<sup>o</sup> Lefebvre d'Orval a été le véritable auteur du projet de Denain; 2<sup>o</sup> l'habile manœuvre du 23 juillet 1712 apparaît surtout comme l'œuvre du maréchal de Villars; 3<sup>o</sup> l'éclatant succès du combat du 24 juillet revient sans conteste à Montesquiou); fin en novembre. — Le blocus de Brest, de 1793 à 1805 (d'après les sources françaises; n'eût-il pas fallu consulter aussi les documents publiés par la *Navy Record Society*?). — La guerre de 1870-71. La journée du 8 août; suite en nov. : la journée du 9 août. = Novembre. La campagne de 1805 en Allemagne; suite : Ulm; suite en déc. (dispositions prises par Mack jusqu'au 14 octobre). — La charge de Somosierra (étude sur les sources; le récit de Philippe de Ségur est rempli d'erreurs; il n'y a pas de récits espagnols. C'est l'escadron polonais, 3<sup>e</sup> des cheval-légers, composé de 150 hommes environ, qui enleva la position; ou plutôt l'effet moral produit par la charge folle qu'elle dut fournir fut si grand que les Espagnols l'abandonnèrent sans plus combattre). — La campagne de 1870-71; suite : la journée du 9 août en Lorraine; suite en déc. : la journée du 10 août. = 1903, janvier. L'origine des grandes manœuvres. Les camps d'instruction aux xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles; ch. III : après la guerre de la succession d'Autriche; suite. — La campagne de 1794 à l'armée du Nord; ch. VI : la cavalerie (levée, réquisition, organisation, dépôts). — La campagne de 1805 en Allemagne, Ulm; suite (poursuite de l'ennemi du 14 au 18 octobre; capitulation de la place et marche en avant vers Vienne). — La guerre de 1870-71. La journée du 11 août.

19. — *Études. Revue fondée en 1856 par des Pères de la Compagnie de Jésus*. 1902, 20 décembre. — Albert CONDAMIN. La Bible et l'Assyriologie; 2<sup>e</sup> art. — Henri BREMOND. L'évolution du clergé anglican. W.-Ch. Lake, 1817-1897. — Henri CHÉROT. Souvenirs du

général-marquis Armand d'Hautpoul. = 1903, 5 janvier. C. DE ROCHE-MONTEIX. Le Père Amiot et la mission française de Pékin à la fin du XVIII<sup>e</sup> s.; suite le 20 janvier; fin le 5 février. — HENRI FOUQUERAY. Une œuvre sociale au XVIII<sup>e</sup> s. (il s'agit de la *Congrégation des Messieurs*, dirigée par les Jésuites de Caen. Publie une lettre de 1720 qui énumère les œuvres créées par cette société). = 20 janvier. JOS. BRUCKER. L'inspiration et l'infaillibilité de la Bible en matière historique. — L. DE GRANDMAISON. L'Évangile et l'Église (l'ouvrage de l'abbé Loisy est un essai puissant; mais les idées philosophiques de l'auteur appellent d'expresses réserves, et plus encore sa façon de présenter et de circonscrire la doctrine personnelle du Sauveur). = 5 février. JOS. DOIZÉ. Le dernier pape d'Avignon; 1<sup>er</sup> art. (refait, à l'aide des travaux de N. Valois et du P. Ehrle, la biographie de Benoît XIII).

20. — **Le Correspondant.** 10 septembre 1902. — MURY. La France et l'Angleterre au Siam. — DES GRANGES. La comédie et les mœurs sous la Restauration et la Monarchie de Juillet; suite et fin le 25 oct. et le 25 nov. = 25 septembre. VICOMTE DE MEAUX. Les tentatives de restauration monarchique après la guerre; suite et fin les 10 et 25 oct. (ces articles, où se trouvent des documents inédits importants, tels que le procès-verbal rédigé par M. de Maillé de l'entrevue des délégués de la droite avec le comte de Chambord à Chambord, le 5 juillet 1871, une lettre du marquis de Dampierre du 29 déc. 1871, une lettre de M. Chesnelong du 11 sept. 1873, sont du plus haut intérêt. Un ou deux passages sont d'une médiocre bonne foi; tel celui où M. Ranc est appelé un des chefs de la Commune. Il ne l'était pas plus que M. Méline, élu comme lui membre de la Commune sans y avoir jamais siégé. Mais, en général, ces souvenirs sont d'une sincérité, d'une candeur même qui en fait tout le prix. Rien ne peut mieux démontrer que ce récit l'incapacité politique de ces royalistes, qui n'avaient rien appris et tout oublié. Ils ont été incapables de rien voir de la vérité; ils ont tout sacrifié à une restauration impossible, alors qu'ils pouvaient, unis à Thiers, diriger et sauver la France. Le comte de Chambord était dans le vrai en pensant que, si la France était capable de préférer le drapeau tricolore à la monarchie, c'est qu'elle n'était pas monarchique. Lui seul parmi les royalistes a été clairvoyant et patriote en préférant la République à la guerre civile). — THUREAU-DANGIN. La Renaissance catholique en Angleterre; suite les 10 et 25 oct. (ce remarquable récit s'étend de la conversion de Manning à la mort de Wiseman. Le centre du récit est la lutte tragique de Newman contre les catholiques intransigeants, comme Manning, qui critiquaient son libéralisme et sa tolérance et suspectaient, ainsi que les protestants, sa bonne foi. Newman a triomphé de tous les préjugés par son admirable *Apologie*). — HEIMANN. Le congrès des catholiques allemands à Mannheim et la politique du centre dans l'empire; fin le 10 oct. (très curieux comme témoignage du caractère essentiellement politique de l'activité des catholiques allemands, qui fait d'eux un vrai danger pour l'empire. Leur prétention à être

représentés dans les Universités, les Écoles, les tribunaux, l'armée, etc., proportionnellement à leur nombre dans la nation, tandis qu'on ne devrait tenir aucun compte de la religion dans le choix des professeurs ou des fonctionnaires, tend à diviser la nation en deux, les catholiques et les non catholiques. Cette manière de voir est aujourd'hui, dans tous les pays des catholiques, un ferment de discorde et de révolution). = 10 oct. DELAY. L'esprit national chez les Polonais d'aujourd'hui (très bon exposé de la situation en Pologne, Posnanie et Galicie). = 10 nov. F. BRUNETIÈRE. Le progrès religieux dans le catholicisme (très curieux et instructif. M. Brunetière se trompe quand il dit que le nombre des catholiques aux États-Unis doit être très supérieur au chiffre officiel de 10 à 12 millions, parce que la statistique des religions est très incomplète. L'Église catholique tient, au contraire, une statistique très exacte de ses ouailles et elle est la seule dont on connaisse à peu près exactement le chiffre des adhérents). — LANZAC DE LABORIE. L'armée des Cent jours (d'après l'ouvrage de M. Couderc de Saint-Chamant sur les dernières armées de Napoléon). — GRABINSKI. Christine de Belgiojoso; suite et fin en déc. (d'après le curieux livre de Barbiera, qui a, grâce aux archives secrètes de Milan et aux rapports de police autrichiens, reconstitué toute la vie aventureuse de la pieuse et galante révolutionnaire). — D. BOISSIER. Les hospices civils de Lyon. = 10 décembre. Cardinal MATHIEU. Le Concordat de 1801; suite le 25 déc. (ces deux articles contiennent les récits de l'ultimatum de Bonaparte, du départ de Consalvi et de la signature du Concordat, les 13 et 14 juillet 1801. Le rôle conciliateur de Cacault et le détail des fluctuations et du rôle de Consalvi dans les célèbres journées des 13 et 14 sont ici, pour la première fois, établis avec la dernière précision, grâce à de nombreux documents inédits pris aux archives de la Jonchère, aux archives ecclésiastiques de Rome, aux archives de Vienne, et corrigent, sur plusieurs points, les récits de M. d'Haussonville, qui a accepté trop aisément les témoignages hostiles à Bonaparte et les Mémoires mêmes de Consalvi. Le rôle du cardinal, celui de Spina, de Cacault, de Bernier, de Talleyrand sont tracés avec finesse et une intime connaissance des sentiments et des intentions de la cour de Rome. La lutte qu'elle soutint, vainement et imprudemment d'ailleurs, pour imposer, par le Concordat, la profession de catholicisme aux chefs du gouvernement de la France, est retracée d'une manière palpitante). — RAFFALOVICH. La dynastie des Krupp (intéressante histoire du développement de la puissante maison qui, après quarante ans d'une existence précaire, compte aujourd'hui 45,000 ouvriers, et comprend une ville entière, des mines, des usines, une flotte, des chemins de fer, un ensemble d'institutions ouvrières qui en font la plus puissante organisation industrielle centralisée en une seule main qui existe). — KLEIN. Lettres inédites de Xavier de Maistre à sa famille (très jolies et intéressantes pour l'histoire de Russie, de France et d'Italie, de 1791 à 1843). = 25 décembre. H. DE LACOMBE. Le cardinal Guibert; fin le



10 janv. = 10 janvier. LANZAC DE LABORIE. La politique étrangère du Directoire (à propos du dernier vol. d'A. Sorel). — Princesse Louis-Ferdinand de BAVIÈRE. A Rome (souvenirs d'un pèlerinage de sept.-oct. 1902, naïfs et piquants, d'un espagnolisme exalté qui fera sourire les Romains). — Ch. DE LA RONGIÈRE. Le premier toast de l'alliance franco-russe, 1586 (récit par Jean Sauvage, pilote dieppois, conservé au fonds Dupuy de la Bibliothèque nationale, du voyage accompli de Dieppe à Arkhangel par les marchands Colas et Du Renel). = 25 janvier. \*\*\*. L'occupation et la libération du territoire, 1871-1873 (analyse de l'important recueil de la Correspondance de M. Thiers avec MM. Pouyer-Quertier, le vicomte de Gontaut-Biron, le comte de Saint-Vallier, les généraux de Manteuffel et de Fabvier, qui vient de paraître). — A. BAUDILLART. Le renouvellement intellectuel du clergé de France au XIX<sup>e</sup> s. (tableau, empreint d'un candide optimisme, des efforts très sérieux faits par le clergé catholique français pour prendre part au mouvement intellectuel contemporain. Malheureusement, ces efforts, comme on le voit par le cas de l'abbé Loisy, ne peuvent produire aucune recherche vraiment indépendante). — STEENS. Le socialisme contemporain et le monde ouvrier. — MOLLAT. Le Saint-Suaire de Turin et la bulle de Clément VII contre l'authenticité (Clément VII, par ses bulles du 28 juillet 1389 et du 6 janvier 1390, tout en permettant l'ostension du Suaire de Lirey, qu'avait interdite l'évêque de Troyes, Pierre d'Arcis, déclare qu'il n'est qu'une copie du Saint-Suaire. Espérons, sans y compter, que la bulle du 6 janvier mettra fin à la mystification dont M. Vignon a été l'auteur et la victime). — LANZAC DE LABORIE. La noblesse rurale d'autrefois (d'après le livre de M. P. de Vaissière, tableau vivant et piquant). — G. PRÉVOST. La loi supérieure de la mode dans le costume (montre que la mode est toujours le résultat des besoins et des idées du temps).

21. — *Revue de Paris*. 1902, 15 oct. — P. DE NOLHAC. La jeunesse de M<sup>me</sup> de Pompadour (reconstitution fort intéressante du milieu où naquit et fut élevée M<sup>lle</sup> Lenormant; son éducation et son mariage. Louis XV au bal masqué du mariage du Dauphin; c'est là qu'il voit pour la première fois M<sup>lle</sup> d'Étioles, juste au moment où, fatigué des intrigues où l'avaient entraîné ses maîtresses prises parmi les grandes dames de la cour, il espère jouir plus tranquillement d'amours trouvées parmi les bourgeoises). — Ch.-V. LANGLOIS. Les origines de la noblesse en France (à propos de l'ouvrage de M. Guilhaumez). = 1<sup>er</sup> nov. Georges GAULIS. Bulgarie et Macédoine. = 15 nov. Pierre CONARD. Napoléon et les vocations militaires (du racolage opéré par l'empereur et sa police, qui s'efforcent de convaincre les familles riches, mais hostiles, qu'il est de leur intérêt bien entendu de donner leurs fils à l'administration et surtout à l'armée impériales. On rencontra quelques rares vocations parmi les résignés). = 1<sup>er</sup> déc. Léonce PINGAUD. Les dernières campagnes de Mirabeau cadet (la première fut contre son frère aîné, le comte de Mirabeau; la dernière dans l'armée de Condé;

il mourut malade à Fribourg, le 15 sept. 1792, plein de foi dans le triomphe de son parti, peu de temps avant la retraite de Brunswick). = 15 déc. J. JUSSERAND. Les théâtres de Londres au temps de Shakespeare. — Jean LEMOINE. Boileau contre Racine (curieux récit d'un procès très réel dans la forme, mais fictif, que Racine intenta à son ami Boileau; c'était un moyen de procédure employé pour s'assurer qu'une maison récemment achetée par lui n'était point grevée d'hypothèques). = 1903, 1<sup>er</sup> janv. MASSON. L'exode de Lucien Bonaparte, nov. 1809-nov. 1810; fin le 15 janv. (très intéressant exposé des négociations entre l'empereur et son frère, des intrigues et des entêtements de Lucien, qui espérait peut-être se faire acheter d'autant plus cher son opposition qu'elle aura été plus opiniâtre. Son départ pour l'Amérique; mais il est arrêté à Cagliari par les Anglais et conduit en Angleterre. Les Anglais saluent son arrivée avec enthousiasme, voyant en lui une victime échappée à la tyrannie de Bonaparte). = 15 janvier. Paul GURAUD. Histoire d'un financier romain (Rabirius, d'après la plaidoirie de Cicéron; intéressant, instructif).

**22. — Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.** Comptes-rendus des séances de l'année 1902. Bulletin de juillet-août. — DELATRE. Rapport sur les fouilles de la nécropole punique voisine de Sainte-Monique. Découverte d'un cinquième sarcophage de marbre blanc. — J. OPPERT. Six cent cinquante-trois : les carrés mystiques chaldéens (« le nombre premier 653 est un nombre cyclique; 653 lustres de 5 ans donnent 3,265 ans, nommés la période du Phénix, et composés de la période sothiaque de 292 lustres ou 1460 ans, et de la période lunaire de 361 lustres ou 1805 ans, après laquelle les éclipses reviennent dans le même ordre. » Cette arithmétique savante et mystique paraît en Inde et chez les Hébreux; « dans la Genèse, 653 ans se sont écoulés depuis le déluge jusqu'à la fin de la Genèse, la mort de Joseph. Également dans le texte biblique, le laps de temps de 653 est divisé dans la période de 292 ans depuis le déluge jusqu'à la naissance d'Abraham, et de 361 ans de cet événement à la mort du fils de Jacob. En Assyrie, nous retrouvons la combinaison de ces trois chiffres dans les mesures du mur de Khorsabad, telles que Sargon les a fournies »). = Bulletin de septembre-octobre. M. CARTAILHAC. Note sur les dessins préhistoriques de la grotte de Marsoulas, Haute-Garonne. — Le R. P. LAGRANGE. Deux hypogées macédo-sidoniens à Beit-Djebrin, Palestine. — Jean CLÉDAT. Recherches sur le kôm de Baouit (village à 15 kil. nord de Meir, sur le Nil; résultat des fouilles pratiquées dans la nécropole ou « kôm » et dans les chapelles funéraires; peintures, sculptures et inscriptions de l'époque byzantine).

**23. — Académie des sciences morales et politiques.** Séances et travaux. Compte-rendu, 1902, nov., 11<sup>e</sup> livr. — Albert WADDINGTON. Abraham de Wicquefort, ministre de Brandebourg en France au temps de Louis XIV (ses négociations en France de 1616 à 1659, avec une

brève esquisse biographique). — E. LEVASSEUR. Les sources principales de l'histoire des classes ouvrières et de l'industrie (bibliographie qui aurait dû figurer en tête de la nouvelle édition de l'*Histoire des classes ouvrières*). = Décembre, 12<sup>e</sup> livr. GLASSON. Les soldats du roi au parlement de Bretagne (d'après l'ouvrage de Saulnier de la Pinelais). — A. LUCHAIRE. L'avènement d'Innocent III (biographie d'Innocent jusqu'à son avènement; élection et consécration; idées exprimées par le nouveau pape sur l'autorité pontificale. Les portraits d'Innocent III). — E. RODOCANACHI. Marguerite-Louise d'Orléans, grande-duchesse de Toscane (fille aînée du second mariage de Gaston d'Orléans, Marguerite-Louise épousa par ordre de Louis XIV Cosme de Médicis, grand-duc de Toscane; mais elle ne put aimer ni son mari ni le pays où elle se sentait exilée. Pour s'en délivrer, elle ne trouva d'autre moyen que de prétendre qu'elle voulait s'enfermer dans un cloître. Venue en France pour entrer au couvent de Montmartre, elle n'eut d'abord qu'une idée, n'y pas entrer, ce qui fut fait; mise ensuite à Saint-Mandé, d'y régner en maîtresse, ce qui fut fait aussi. Elle finit par aller mourir dans un hôtel de la Place Royale en 1721). = 1903, janvier. G. PICOT. Notice historique sur la vie et les travaux de Paul Janet. — A. CHUQUET. Bayard à Mézières, 1521.

24. — *Annales de Bretagne*. T. XVII, n<sup>o</sup> 4, juillet 1902. — F. DUINE. Les sources de la Vie de saint Turiaw et son culte. — P. HÉMON. La Révolution en Bretagne; notes et documents : le comte du Trévou (des peines abominables infligées aux matelots par ordre du capitaine du Trévou, commandant l'avis *le Papillon*, 1787-1788; au retour, on se contenta de lui donner une forte réprimande, mais secrète); fin en janvier 1903 (pièces justificatives). = 1903, janvier. Abbé G. DE LESQUEN et G. MOLLAT. Mesures fiscales exercées en Bretagne par les papes d'Avignon à l'époque du grand schisme d'Occident (d'après les documents conservés aux archives du Vatican; important). — J. ALLANIC. Histoire du collège de Vannes; fin (de 1803 à 1857, époque où il fut un moment supprimé; rouvert ensuite, il redevint de plein exercice en 1880. C'est aujourd'hui le collège Jules-Simon).

25. — *Annales de l'Est*. 1901, juillet. — R. DE SOUHESMES. Étude sur la criminalité en Lorraine, d'après les lettres de rémission; suite. — E. REYBEL. La question d'Alsace et de Brisach, de 1635 à 1639; suite en octobre et en janvier. — Pierre GÉANT. Étude sur le règne de Charles II, duc de Lorraine, 1390-1431 (résumé très détaillé d'un travail pour le diplôme d'études supérieures d'histoire). = Oct. Émile DANTZER. Les relations des ducs de Lorraine avec les rois de France, 1328-1431 (diplôme d'études supérieures). = 1903, janvier. A. DEBIDOUR. Le général Fabvier, sa vie et ses écrits; suite (Fabvier en Grèce; siège d'Athènes et reddition de l'Acropole; le traité de Londres, juillet 1827). — A. BERGEROT. L'organisation et le régime intérieur du chapitre de Remiremont, du XIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle; fin (administration capitulaire.

Les offices masculins). = Bibliographie : *A. Waltz*. Bibliographie de la ville de Colmar (riche bibliographie établie avec un soin méticuleux). — *L. Jérôme*. L'abbaye de Moyenmoutier, de l'ordre de Saint-Benoît, en Lorraine; t. I : l'abbaye au moyen âge (travail définitif). — *G. Pariset*. L'établissement de la primatie de Bourges (excellent).

**26. — Annales du Midi.** 1902, octobre. — *P. FOURNIER*. Le royaume de Provence sous les Carolingiens (à propos du livre de R. Poupardin; résume les raisons qui ont empêché, à son avis, le royaume de Provence de durer et précise, plus nettement que Poupardin n'a cru pouvoir le faire, les arguments qui permettent d'attribuer une réelle valeur historique au témoignage de saint Hugues relativement au pouvoir temporel des évêques de Grenoble au x<sup>e</sup> s. et aux usurpations dont ils ont été victimes de la part des comtes de Graisivaudan). — *A. DE CAZENOVE*. Campagnes de Rohan en Languedoc, 1621-1629; suite. — *C. COUDERC*. Note sur un missel à l'usage de l'église de la Daurade. = Comptes-rendus critiques : *Mgr C. Douais*. Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc. La procédure inquisitoriale en Languedoc au xiv<sup>e</sup> s. (long et sévère article sur ces deux publications, par P. Dognon. L'article d'Aug. Molinier publié ici-même et contre lequel Mgr Douais a protesté, est beaucoup plus modéré). = 1903, janvier. *A. DE CAZENOVE*. Campagnes de Rohan en Languedoc, 1621-1629; suite (réveil de la guerre; siège du Mas-d'Azil; préliminaires de la paix de Paris, 1626, et coup de force de Rohan sur Castres; campagne de 1627). — *Roger GRAND*. Testament de Pons de Cervière; texte roman inédit du Haut-Rouergue, 1255. = Chroniques de l'Agenais et du Périgord, du Béarn, du Gévaudan.

**27. — Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse du diocèse de Valence, Gap, Grenoble et Viviers.** 1902, janvier-mars. — *LAGIER*. La baronnie de Bressieux; suite. — Chanoine *Jules CHEVALIER*. L'abbaye de Saint-Tiers de Saou, des chanoines réguliers de Saint-Augustin, au diocèse de Valence ou de Die; suite. — *Abbé J. CHABERT*. Histoire de la commune de Beauregard pendant la Révolution; fin. — Chanoine *Ulysse CHEVALIER*. Le Saint-Suaire de Lirey-Chambéry-Turin et les défenseurs de son authenticité (réfute les arguments présentés par le P. Sanna Solaro en faveur de l'authenticité).

**28. — Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne.** 1902, avril. — *Capitaine BAGÈS*. Histoire de l'École royale militaire d'Effiat (fondée en 1627 par le maréchal d'Effiat, qui appela dans sa terre quelques Oratoriens pour desservir les paroisses d'Effiat, Olhiat et la Bussière); fin en mai (publie une liste des pensionnaires de l'École, qui fut supprimée en 1793. Parmi eux figure Desaix qui, en 1777, remportait un prix d'histoire sainte en septième). = Juin. *Élie JALOUSTRÉ*. Un janséniste en exil : Jean Soanen, évêque de Senez, à l'abbaye de la Chaise-Dieu; sa rétractation et sa mort; fin en juillet (souvenirs que le saint prélat janséniste a laissés dans le pays; histoire de son crâne et

de la « petite Église » de Lyon). = Novembre. Dr DOURIF. Une lettre de Sidoine Apollinaire et les volcans d'Auvergne (du mot *culmen*, dans la langue de S. Apollinaire).

29. — **Revue de l'Agenais.** 1902, juillet-août. — E. DE LA COMBE. Le château de Saint-Puy. Ses anciens seigneurs et la famille de Monluc; 1<sup>er</sup> art. — GRANAT. La manufacture de toiles à voiles d'Agen (1764-18..); fin en novembre-décembre. — Ph. LAUZUN. Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne, 1578-1586; fin en novembre-décembre. = Septembre-octobre. C. LAMOUROUX. Statistique du département de Lot-et-Garonne pour l'année 1789 et l'an IX; suite en novembre-décembre. — SAINT-AMANS. Journaux de nos voyages aux Isles de Vent et sous le Vent de l'Amérique, commencés le 19 octobre 1767, finis le 28 octobre 1769; suite en novembre-décembre (la Martinique en 1769). — L. COUYBA. Une aventure inédite de messire Jean de Fleurans, curé de Casseneuil. 1654. — J. MABOUTIN. Document sur une invasion des Normands en Agenais (c'est un passage de la *Chronique saintongeaise*).

30. — **Revue du Berry.** 1902, 15 octobre. — A. SIGURET. Étude sur la correspondance diplomatique des papes avec les archevêques de Bourges, de Nicolas 1<sup>er</sup> à Innocent III; suite. Chapitre IV : lettres aux archevêques de Bourges concernant les questions de discipline générale; fin le 15 novembre (ces lettres sont au nombre de 105, dont 21 inédites. En ce qui concerne la primauté de Bourges, cette correspondance laisse entrevoir que les archevêques y ont prétendu dès le IX<sup>e</sup> s.; elle est un argument partiel en faveur de la thèse de la primauté). — CYRUS LEFÈVRE. Un coin de l'histoire de Mézières-en-Brenne, de 1790 à l'an VIII. = 1903, 15 janvier. JOSEPH AGEORGES. Notice historique sur Lourdoueix-Saint-Michel.

31. — **Revue de Champagne et de Brie.** 1900, novembre-décembre. — Souvenirs du comte de Plançy, 1795-1815 (chap. I : Rapports avec Barras à Grosbois). — N. GOFFART. Documents relatifs aux pays d'Yvois et Mouzon, Ardennes). — H. JADART. L'église de Serriers, Marne (son histoire, son intérêt archéologique. L'église a été en partie détruite par la foudre le 16 avril 1901). — E. DU PIN DE LA GUÉRIVIÈRE. Les ascendants maternels de saint J.-B. de La Salle; suite en 1901, janvier-février, mars-avril. = 1901, janvier-février. A. PÉTEL. Les Templiers à Sancey, auj. Saint-Julien, Aube (1<sup>o</sup> comment l'ordre est devenu possesseur de la terre de Sancey; 2<sup>o</sup> la maison de Sancey dans le procès des Templiers. Étude critique sur les dépositions des frères de Sancey; on n'en saurait tirer aucune preuve formelle que ces Templiers aient été coupables). = Mars-avril. A. THÉVENOT. Monographie de la commune de Lhuitre, Aube, arr. d'Arcis, cant. de Ramerupt. — L. MORIN. Les mandements épiscopaux comme moyen de propagation des nouvelles (quelques exemples empruntés au XVII<sup>e</sup> siècle). = 1901, août. A. PÉTEL. Christophe d'Essoyes, vingti-troisième abbé de

Molesme, 1239-1252 (d'après un certain nombre de documents inédits). — Souvenirs du comte de Plancy, 1795-1815; chap. II (mission de Plancy dans les départements de la Belgique; répétitions et cérémonie du couronnement). — A. THÉVENOT. Monographie de la commune de Lhuitre (publie ou analyse plusieurs documents relatifs à l'histoire religieuse et féodale de Lhuitre, en latin *Lustria*. Son histoire pendant et après la Révolution).

**32. — Revue de Saintonge et d'Aunis.** 1902, 1<sup>er</sup> juillet. — J. PELLISSON. Angoulême et le tremblement de terre de Lisbonne en 1775. — Le catalogue des évêques de Saintes (extrait du t. II des *Fastes épiscopaux* de L. Duchesne). — Les fêtes publiques pendant la Révolution. = 1<sup>er</sup> sept. Les Seignette de la Rochelle. — Une prise de possession par un curé intrus (en 1795). — Un épisode de la défense nationale en 1870. Un héros saintongeais : Desmortiers (fusillé à Persan-Beaumont, le 1<sup>er</sup> oct. 1870 comme franc-tireur). — L. GRABILLIER. Regnaud de Saint-Jean-d'Angély et une prétendue dame de Bonneuil (il s'agit d'une aventurière qui, en nivôse an II, menait à Amsterdam une conduite suspecte, sous le nom de comtesse de Bonneuil, qui appartenait réellement à la belle-mère de Regnaud; elle s'appelait Riffon et était fille d'un écorcheur de Bourges). = Novembre. Registres protestants de Tonnay-Boutonne (quelques extraits). — Les émigrés saintongeais à Munster, 1792. — L. AUDIAT. Royan, Brouage et la Rochelle en 1638. — A. LETELIÉ. Une Saintongaise : Xandre Dizier, seconde femme de Loys Gargoulleau, maire de la Rochelle, 1590-1607. = 1903, 1<sup>re</sup> livr. Henri CLOUZOT. Le théâtre révolutionnaire à Saintes. — Louis AUDIAT. Un poète oublié : Jacques Delille, 1738-1813, abbé de Saint-Séverin, en Poitou. — Jules PELLISSON. Le brigandage dans la Charente en l'an V et dans la Charente-Inférieure en l'an VIII (publie trois documents très circonstanciés).

**33. — Revue historique et archéologique du Maine.** T. LII, 1<sup>re</sup> livr., année 1902, 2<sup>e</sup> trimestre. — Julien CHAPPÉE. L'église et le tombeau de saint Pavin, au Mans. — Robert TRIGER. Notes et souvenirs sur l'ancienne église de Saint-Pavin, au Mans. — E. LAURAIN. Les doléances de Saint-Aignan-sur-Roe (publie le cahier des doléances des habitants de cette paroisse en 1789). — Dom B. HEURTEBIZE. Un pèlerin manceau en Palestine (messire Greffin Affagard, chevalier du Saint-Sépulchre, seigneur de Courteille en Normandie et de Courteille au Maine, 1533-34). = 2<sup>e</sup> livr. Dom GUILLORÉAU. L'abbaye d'Étival-en-Charnie et ses abbesses, 1109-1790; suite. — Robert TRIGER. Le donjon de Courmenant, Sarthe. — Gabriel FLEURY. De l'organisation des assemblées municipales créées par l'édit de juin 1787. — Louis BRIÈRE. Bibliographie du Maine pour l'année 1901. = 3<sup>e</sup> trim. Robert TRIGER. L'administration municipale au Mans, de 1530 à 1545 (d'après les archives de la ville). — Comte de BEAUMONT. Les tapisseries de l'église de la Couture au Mans. — Abbé F. UZUREAU. Une visite pastorale à



la Flèche en 1773 (par Jacques de Grasse, évêque d'Angers). — Julien LHERMITTE. Notice bibliographique sur le *Déporté de la Mayenne* ou le *Batave heureux*, par l'abbé Ouvrard de la Haye (relation d'un voyage aux îles normandes, en Angleterre, dans les Pays-Bas, qui parut pour la première fois en 1819). = T. LIII, 1<sup>re</sup> livr., 1903. Henri CHARDON. L'abbesse d'Étival et Scarron (chapitre d'un ouvrage d'ensemble sur *Scarron inconnu*). — Robert TRIGER. L'administration municipale au Mans, en 1544-1545 (analyse du registre de la ville pour cette année).

**34. — Société nationale des Antiquaires de France.** 1902, 5 nov. — M. HÉRON DE VILLEFOSSE présente les moulages d'un cachet assyrien et d'un fragment de moule d'applique qui font partie de la collection de M. le comte Costa de Beauregard, et une note de M. le Dr Carton sur des statuettes en terre cuite découvertes à Sousses. Il montre ensuite un petit bateau en bronze provenant, dit-on, de Fourvière. Ce pouvait être un ex-voto de quelque batelier lyonnais. = 12 nov. M. OMONT signale le don récent fait à la Bibliothèque nationale par M. Galice d'un exemplaire du *Fasciculus Temporum* de Werner Rolewinck, à la fin duquel se trouve un témoignage manuscrit contemporain de la publication, 1477, et présumant son innocence. — M. TOUTAIN, pour expliquer la coutume phénicienne de peindre les ossements en rouge, cite l'exemple d'une population sauvage des îles de la Sonde qui déchirent leurs morts pour que leurs corps puissent entrer dans le pays des esprits. = 26 novembre. M. ENLART compare deux têtes de pleureurs du xv<sup>e</sup> siècle qu'il a découvertes à Douai aux figures tout à fait analogues des tombeaux des ducs de Bourgogne et de Berri exécutées à la même époque, on le sait, par des artistes flamands. — M. PETIT communique un fragment des comptes de Dimanche de Vitel, d'où il résulte qu'en 1353 Jean le Bon fit envoyer à Paris des marbres pour construire un mausolée à ses parents. = 10 décembre. M. J. MAURICE communique à la Société des monnaies frappées au nom de l'empereur Maxence dans les ateliers de cet empereur et présentant toute une effigie caractéristique; c'est le portrait réel de l'empereur. — M. CAGNAT fait connaître une inscription funéraire d'Hadrumète trouvée par M. le général Gœtschy. — M. STEIN fait circuler l'image d'une mesurette à sel datée de 1687, récemment trouvée dans la Mayenne. = 1903, 14 janvier. M. OMONT fait une communication sur un obituaire du xiv<sup>e</sup> siècle provenant des Dominicaines de Sainte-Croix de Ratisbonne. — M. HÉRON DE VILLEFOSSE présente la photographie d'un reliquaire en forme de croix ayant appartenu aux comtes d'Armagnac; il a été trouvé près de Mur-en-Barrez (Aveyron) en 1850. — M. MAURICE commente, à l'aide des monnaies, un texte de Lactance relatif à Constantin.

**35. — Société de l'histoire du Protestantisme français.** Bulletin historique et littéraire. 1902, n<sup>os</sup> 6-9. — N. WEISS. Compte-rendu du jubilé cinquantième de la Société de l'histoire du Protestantisme français (1<sup>re</sup> séance commémorative de la loi du 18 germinal an X;

2<sup>e</sup> séance du cinquantenaire de la Société d'histoire. A noter beaucoup d'observations, d'illustrations, de faits, de documents intéressants; dont un récit du meurtre de Coligny d'après un placard allemand contemporain, une lettre de Voltaire à M<sup>me</sup> Calas, 18 janvier 1763, et deux de M<sup>me</sup> Calas à Voltaire, etc.). — N<sup>o</sup> 10. E. DOUMERGUE. L'arrivée de Calvin à Genève et la dispute de Lausanne, 1536 (chapitre détaché du tome II de la Vie de Calvin, qui va paraître très prochainement). — N. W. Sous la Ligue, aux environs de Paris. Abjuration forcée de Pierre de Lyon, écuyer, seigneur de Breuil, dit La Fontaine d'Aulnay, 1586-1587. — Id. Pourquoi et comment on se soumettait à Montauban en 1685 (déclaration d'un certain Garisson, qui déclare abjurer parce qu'il n'a pas d'autre moyen pour échapper aux souffrances causées par les garnisaires). — E. BELLEROCHE et P. FONBRUNE-BERBINAU. Fugitifs du Périgord arrêtés en Belgique en 1701. — H. LEHR. A quel prix on pouvait rester à Sainte-Foy entre 1700 et 1703 (ce que la Révocation coûta à plusieurs familles de Sainte-Foy : exil, confiscations, etc.). — N. W. Paris en 1773, d'après une descendante de huguenots réfugiés à Cassel. — G. BOUVART. Protestants de Monneaux-Essômes réfugiés au sud de l'Afrique après la Révocation. — 15 novembre. H. PATRY. Coligny et la papauté en 1556-1557, d'après des lettres inédites des Châtillon conservées à la bibliothèque Barberini de Rome. — Eug. RITTER. Didier Rousseau et sa femme. — H. LEHR. Un compte d'apothicaire du temps de Molière, aux dépens de M. A. de Phelipot, pasteur à Sainte-Foix-la-Grande. — A. ATGER. Court de Gébeline, franc-maçon. — 15 décembre. BARRAU. L'Église réformée de Revel au xvi<sup>e</sup> siècle. — BOURRILLY. Une lettre inédite de Louis de Berquin à Anne de Montmorency, 26 décembre 1526. — H. GUYOT. Banquiers huguenots réfugiés en Frise en 1687. — PATRY. Une abjuration publique à Villeneuve-d'Agen en 1559; arrêt du parlement de Guyenne contre le régent Philippe de Lévis. — FONBRUNE-BERBINEAU et LAFONT. Une lettre inédite d'un forçat pour la foi. — 1903, janvier-février. Rod. REUSS. Un chapitre de l'histoire des persécutions religieuses : le clergé catholique et les enfants illégitimes protestants et israélites en Alsace au xviii<sup>e</sup> s. et au début de la Révolution. — N. WEISS. Bernard Palissy devant le Parlement de Paris; arrêt du 12 janvier 1587. — G. PAGÈS. Les réfugiés français à Baireuth en 1686. — LODS et BENOIT. Nouveaux échos de la tour de Constance; trois lettres inédites de Marie Durand, 1752-1759. — N. WEISS. Montauban en 1773-1774; trois lettres de Jeannette-Philippine Leclerc (intéressants détails sur les habitants, la saleté des rues, les mauvaises odeurs, etc.).

**36. — Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France.** Bulletin, 1902, livr. 3 et 4. — G. MARCEL. Le plan de Bâle et Olivier Truchet (on ne sait presque rien d'O. Truchet; cependant, outre le plan dit de Bâle, il a gravé une carte de la Picardie, travail qu'il exécuta à Paris vers l'année 1560). — L. DELISLE. Légendes sur la vie d'Étienne Boileau (montre que la plupart des pièces à l'aide desquelles

on a écrit la biographie, assez mouvementée, du prévôt des marchands sont fausses).

**37. — Société archéologique de Tarn-et-Garonne.** Bulletin archéologique et historique. T. XXX, année 1902, 2<sup>e</sup> trim. — Abbé GALABERT. La condition des personnes à Montauriol, du x<sup>e</sup> au xii<sup>e</sup> s. (d'après les actes transcrits par Devais sur le cartulaire de Saint-Théodard ou Montauriol et sur le Registre des donations, testaments et ventes consentis devant le notaire Arnaud Blot). — Abbé TAILLEFER. Une révolte des paysans : les Nu-pieds, 1637-1639 (seulement dans le Bas-Quercy. Le soulèvement fut réprimé avec férocité). — Dr BOÉ. Documents sur le Tarn-et-Garonne (cinq pages en tout). — Commandant SMIEN. Bressols, Labastide-Saint-Pierre, Orgueil, église de Nohic, châteaux de Claux et de Reyniès. — État des gages de la maison de la reine Catherine de Médicis, 1585. — MÉZAMAT DE LISLE. Documents pour servir à l'histoire du département. Transaction entre le seigneur de Castelferrus et les habitants, 17 août 1631. — Robert DE MENTQUE. Notice sur la maison de Chaumont de La Galaisière (à propos d'un d'entre eux, Antoine III de La Galaisière, qui fut en 1756 intendant de Montauban; mais il est plus question de son père, chef du conseil du roi Stanislas en Lorraine, que de lui). — Abbé GALABERT. Trois titres concernant le monastère de Saint-Antonin (869, 926, 955). = 3<sup>e</sup> trim. Abbé TAILLEFER et E. FORESTIÉ. Inventaire de noble dame Aloys de Saint-Gilles, 1375 (texte latin et analyse). — Aug. LURY. Documents pontificaux extraits des archives vaticanes pour servir à l'histoire du diocèse de Montauban aux xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles; suite. — Abbé GALABERT. Le faubourg Villenouvelle à Montauban (surtout au xvi<sup>e</sup> siècle). — Abbé C. DAUX. L'ordre franciscain dans le Montalbanais.

**38. — Bulletins de la Société des Antiquaires de l'ouest.** 2<sup>e</sup> série, t. IX, 1902, avril-juin. — Abbé COLLON. Essai sur l'archiprêtre de Lusignan et ses annexes successives : le prieuré de Celle-l'Évécault et la cure de Voulon (combat l'explication par laquelle le chanoine Rosière a essayé d'expliquer, dans la *Semaine religieuse du diocèse de Poitiers*, 1902, comment il se fait que l'archiprêtre de Lusignan était aussi curé de Voulon. Montre qu'avant 1646 les curés de Voulon n'ont été ni archiprêtres, ni prieurs de Celle-l'Évécault; jusqu'à cette date, c'est le prieur de Celle-l'Évécault qui était archiprêtre de Lusignan; à partir de 1646, mais non pas avant, il devint aussi curé de Voulon et y résida).

**39. — Travaux de l'Académie nationale de Reims.** Vol. CVIII. Année 1899-1900, t. II (Reims, Michaud, 1902). — H. JADANT. Relation d'un voyage à Reims à l'occasion du sacre de Louis XVI, 5-21 juin 1775, par A.-N. Duchesne (cette relation est contenue en douze lettres et deux suppléments, adressés par Duchesne à son père, qui demeurait alors au Grand-Montreuil, près de Versailles). — V. DUCHATAUX. Eusathe, archevêque de Thessalonique; sa vie, ses œuvres, son histoire

du siège et de la prise de Thessalonique par les Normands siciliens (cette ville fut prise le 25 août 1185, après vingt jours de siège). — Alfred LEFORT. Les empereurs de la maison de Luxembourg en France. — Roger GRAFFIN. Noël Brulart de Sillery et la fondation de Sillery au Canada (établissement de charité, ou « réduction, » pour les sauvages Algonquins, fondé en 1637 aux environs de Québec). — Pol GOSSET. Les derniers apothicaires rémois. = Vol. CX. Année 1900-1901, t. II (Reims, Michaud, 1902). Journal de dom Pierre Chastelain, bénédictin rémois, 1709-1782, avec ses remarques sur la température et la vigne, suivi d'un autre journal et d'observations analogues jusqu'en 1848, publiés par Henry JADART. — Notes historiques extraites des registres paroissiaux de la ville et des environs de Reims, 1709-1779. — Journal anonyme du XVIII<sup>e</sup> siècle, 1709-1803 (mais des lacunes considérables, surtout au commencement; depuis 1740, la suite est régulière; beaucoup d'observations climatiques sur le prix des denrées, l'histoire locale, etc.; à peu près rien pour l'histoire générale). — Journal des Hédouin père et fils sur la température à Reims et dans les environs, 1708-1815 (analyse en cinq pages). — DÉRODÉ-GÉRUZZ. Observations sur la végétation de la vigne et sur l'influence de la température sur la récolte, 1800-1848.

40. — *Revue d'Alsace*. 1902, sept.-oct. — P.-A. HELMER. La manufacture d'armes blanches d'Alsace établie au Klingenthal (manufacture royale fondée en 1730 « pour le service des troupes du roy, » avec un privilège de trente ans; transportée un siècle plus tard à Châtelerault). — H. DANZAS. Les châteaux de Saint-Hippolyte, l'Estuphin, le Haut-Koenigsbourg. Le siège de 1633; fin. — A. INGOLD. Les troubles de Landser il y a quelque cent ans; suite. — Ch. HOFFMANN. Les premières municipalités de la Haute-Alsace; suite. = 1903, janv.-févr. ROD. REUSS. Grandidier est-il un faussaire? (reproduction partielle de l'article paru dans la *Revue historique*). — D<sup>r</sup> L. KUÉNY. Un météorologiste alsacien au XVIII<sup>e</sup> siècle (notes prises par un prêtre alsacien de 1755 à 1805). — P.-A. HELMER. La manufacture d'armes blanches d'Alsace établie au Klingenthal; chap. II. — A. INGOLD. Les troubles de Landser il y a quelque cent ans; fin. — H. BORDY. Le premier historien de Belfort : J.-C. Descharrières, 1744-1831; sa vie et ses œuvres. — A. HANAUER. Les petits imprimeurs de Haguenau.

41. — *Historische Zeitschrift*. 1902. Bd. LIII, Heft 1. — FESTER. Sleidan, Sabinus, Melanchthon (les discours des électeurs de Mayence et de Trèves avant l'élection de Charles V rapportés par Sabinus et Sleidan sont faux, comme l'a dit Ranke, et c'est Sabinus, non Melanchthon, qui est l'auteur de l'*Electio Caroli*). — MEINECKE. Frédéric-Guillaume IV et l'Allemagne (critique l'opinion soutenue après Oncken par Rachfall dans son livre : *Deutschland, K. Friedrich Wilhelm IV und die Berliner Märzrevolution*, d'après laquelle Frédéric-Guillaume n'au-

rait pas agi en mars par faiblesse, mais par sentiment national allemand et antiautrichien. Il faut chercher la clef de la conduite du roi, qui n'avait rien du politique réaliste, dans ses idées religieuses). — Bloch. Paul Scheffer-Boichorst. = Comptes-rendus : *Delbrück*. Gesch. der Kriegskunst im Rahmen der politischen Geschichte; t. I : H. Römer u. Germanen (solide). — G. von Hertling. Der Untergang der antiken Kultur. Augustin (n'a pas compris la psychologie de saint Augustin). — M. Heyne. Das deutsche Nahrungswesen von der ältesten geschichtlichen Zeiten bis z. 16 Jahrh. — E. Mayer. Deutsche und Französische Verfassungsgeschichte vom 9. bis z. 14 Jahrh. (très érudit, mais plein d'idées contestables. A été constamment induit en erreur par Nitzsch). — Graf von Hansbrach. Das Papsttum in seiner social-kulturellen Wirksamkeit; Bd. I : Inquisition, Aberglaube, Teufelsspuck und Hexenwahn (ce livre, d'un ancien jésuite, arrivé en un an à sa 4<sup>e</sup> éd. et qui a valu à son auteur la défaveur du gouvernement prussien, aujourd'hui lié à la politique du centre ultramontain, a une réelle valeur scientifique; il a mis au jour des documents nouveaux et fait ressortir la responsabilité de la papauté dans l'établissement de l'inquisition et le développement de la superstition et de la sorcellerie). — Kaser. Politische und sociale Bewegungen im deutschen Bürgertum zu Beginn des 16 Jahrh. (non sans valeur, mais bien inexact). — Rade. M. Luthers Leben, Thaten u. Meinungen; 3 vol. (bon travail de vulgarisation). — Der Protestantismus am Ende des 19 Jahrh. (c'est une histoire du protestantisme, surtout allemand, en vingt-cinq essais confiés à des spécialistes distingués. Calvin est traité par Benrath, Dürer par Thode, etc.). — Eltzbacher. Der Anarchismus (livre manqué). — Atkinson. Michel de l'Hospital (bonne biographie). — Schiaparelli. I diplomi di Berengario I (bon travail). — Salvemini. Studi storici (essais : 1<sup>o</sup> sur la commune rurale de Tintinnano au Val d'Orcia près Sienne au XIII<sup>e</sup> s.; 2<sup>o</sup> la lutte de l'Église et des communes italiennes au XII<sup>e</sup> s., surtout à Florence et à Parme; 3<sup>o</sup> l'abolition des Templiers, nécessaire, mais accomplie par des moyens criminels; 4<sup>o</sup> les théories politiques de Bartolo di Sassoferrato, auteur au XIV<sup>e</sup> siècle du *De regimine civitatis*, le premier traité de politique réaliste du moyen âge). — Heft 2. A. WERMINGHOFF. Les Miroirs des princes à l'époque carolingienne (étudie sous ce titre les écrits de Smaragd, de Jonas d'Orléans, de Sedulius, d'Hinemar. M. W. aurait pu tirer un meilleur parti de son sujet; il aurait trouvé dans Agobard et Paschase Rathert des traits à relever, même dans Nithard). — G. von BELOW. Les relations commerciales entre l'Allemagne du Sud et l'Italie (article important de critique minutieuse sur le grand ouvrage en deux volumes d'Al. Schulte, sur le même sujet, publié par la commission historique de Bade). — P. WITTICHEN. Le cabinet prussien et F. de Gentz (publie un mémoire très curieux conservé anonyme et sans date au *Record Office*, mais qui dut être écrit par Gentz en 1800 et adressé au général Stamford. Il y attaque le gouvernement de cabinet de la Prusse comme une

cause de ruine et propose tout un plan de réforme, la constitution d'un conseil d'État, dont les ministres confèreraient avec le roi et sans lequel le roi ne ferait rien). = Comptes-rendus : *Lindner*. Weltgeschichte seit der Völkerwanderung; vol. I : Der Ursprung der byzantinischen, islamischen, abendländisch-christlichen, chinesischen u. indischen Kultur (début méritoire d'une histoire universelle en neuf volumes). — *Dieterich*. Streitfragen der Schrift u. Quellenkunde des deutschen Mittelalters (études très ingénieuses sur les Annales de Hersfeld-Hildesheim, l'annalistique bavaro-autrichienne et les chroniques de Hermann de Reichenau). — Deutsche Reichstagsakten unter Kaiser Karl V; 1<sup>er</sup> vol. publié par A. Klückhohn; 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> par A. Wrede (long article de P. Kalkoff sur cette admirable publication). — *M. Spahn*. Der Grosse Kurfürst (bonne biographie populaire). — *Henrici*. Lebenserinnerungen eines Schleswig-Holsteiners (très intéressant pour les années 1848-1863). — *Cramer*. Rheinische Ortsnamen aus vorrömischer Zeit. — *Rübel*. Reichshäfe im Lippe-Ruhr-u. Diesselgebiet u. am Hellwege. = Heft 3. O. HARNACK. Les causes de la défaite de Napoléon dans l'automne 1813 (Napoléon a été perdu par ses hésitations; il n'a su ni attaquer ni battre en retraite à temps). — F. THIMME. Guillaume I<sup>er</sup>, Bismarck et l'origine des annexions de 1866 (défend contre les critiques la teneur générale du récit de Bismarck, n'admet pas que sa pensée ait été dirigée par la crainte, puis par le mépris de la France. Il n'a eu guère à tenir compte que de la volonté du roi, qui a été d'accord avec son ministre dans les désirs d'annexion, bien que ce soit Bismarck qui ait déterminé leur nature). — S. RIETSCHEL. Nouvelles études sur les Roland (à propos du livre de Sello : *Der Roland zu Bremen*. Les statues et colonnes de Roland sont des monuments destinés à marquer l'emplacement d'un tribunal, non d'un marché. On leur a plus tard attribué le nom du neveu de Charlemagne). = Comptes-rendus : P. JENSEN. Assyrisch-babylonische Mythen u. Epen. — B. KEIL. Anonymus Argentinensis (fragments historiques tirés d'un papyrus de Strasbourg, importants pour l'histoire de l'acropole et de la flotte athénienne sous Périclès). — Vollert. Kaiser Julians religiöse und philosophische Ueberzeugung. — P. ALLARD. Julien l'Apostat. — G. NEGRI. L'Imperatore Giuliano l'Apostata (le livre de Vollert est écrit au point de vue protestant, celui d'Allard au point de vue catholique, celui de Negri seul au point de vue critique et historique). — K. HAASE. Die Königskrönungen in Oberitalien u. die « Eiserne » Krone (très bon). — EUBEL. Hierarchia catholica medii aevi; t. II (bon). — W. GÄRTLITZ. Die historische Forschungsmethode Maskovs. — O. KITTEL. W. v. Humboldts geschichtliche Weltanschauung. — K.-A. SCHMID u. G. SCHMID. Gesch. der Erziehung. Bd. I (contient l'histoire des écoles savantes en Allemagne depuis la Réformation, par Bender; des Gymnases, par G. Schmid; des Realschulen, par R. Hoffmann; de l'enseignement supérieur en France de 1709 à 1899, en Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle, chez les jésuites depuis 1600, par E. v. Sallwirth; des écoles de filles,



en Allemagne et en France, par *Wychgram*; des Gymnases et Realgymnasien en Prusse, par *G. Schmid*; ouvrage capital). — Cosdromius Gobelini Person, publié par *M. Jansen*. — *Th. Knapp*. Der Bauer im heutigen Württemberg nach seinen Rechtsverhältnissen v. 16. bis 19. Jahrh. (important). — *P. Puntschart*. Herzogseinsetzung u. Huldigung in Kärnten. — Die Zürcherstadtbücher des 14. u. 15. Jahrh., publ. par *Zerder-Werdmüller*. — *Liebermann*. Ueber das englische Rechtsbuch Leges Henrici (écrit entre 1110 et 1120, par un prêtre du nord de la France, juge royal). — *J. Morley*. O. Cromwell; *Firth*. O. Cromwell; *Gardiner*. O. Cromwell (trois bons livres; celui de Gardiner supérieur). — *S. R. Gardiner*. History of the Commonwealth and Protectorate 1549-1660; t. III : 1654-1656 (très neuf et pénétrant).

42. — *Archiv für das Studium der neueren Sprachen und Literaturen*. Bd. CVIII, Heft 1-2. — *K. Burdach*. L'origine de la légende de Salomon. — *L. Geiger*. Une lettre de Macaulay (à Ad. Stahr., qui lui avait dédié son Histoire de la Révolution en Prusse, 13 déc. 1851). — Bd. CIX, Heft 1-2. *F. Liebermann*. De l'époque où a été composé le traité anglo-saxon intitulé *Rectitudines singularum personarum* (entre 960 et 1060. Réfute un doute sur cette date exprimé dans *Athen.*, 5 avril 1902). — *O. Schulze*. La bataille d'Aboukir en 1799 et le récit de Thiers (ce récit doit être corrigé en beaucoup de points). — *L. Wiener*. Histoire du mot « tsigane » (tandis que la plus ancienne attestation connue de l'apparition des tsiganes dans l'Europe centrale est de 1417, l'auteur mentionne dans des textes des XII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles des hordes vagabondes appelées « Mandopolos, » « Aethiopes, » « Cartassi, » « Ismahelitae » ou « Taillandiers, » ainsi nommés d'après le métier qu'ils exerçaient; ce sont manifestement des tsiganes. Le mot vient d'une racine orientale par l'intermédiaire du byzantin *τζιγανός, τζιγανός*, qu'on rencontre depuis 1200. Tsiganes également sont les Vrienes mentionnées en 1340 à Aix-la-Chapelle, qu'on désignait aussi comme « Ungari » et qu'on disait venir du pays de saint Melchior). — *Max Cornicelius*. Le pamphlétaire Claude Tillier, 1831-41 (il attaqua surtout André Dupin, député de Clamecy et pendant longtemps président de la Chambre des députés); suite dans Heft 3.

43. — *Rheinisches Museum für Philologie*. N. F. Bd. LVII, 1902, Heft 3. — *M. Manitius*. Mss. de Dresde; I : Scholies de Végèce (d'après un ms. du X<sup>e</sup> siècle; ces scholies ont été réunies aux VIII<sup>e</sup>-IX<sup>e</sup> siècles d'après Servius, Isidore et Festus Pauli; il y a aussi un court passage sur les sept collines et les aqueducs de Rome, qui est assez différent de Frontin); II : Scholies sur la Thébaïde de Stace. — *R. Kunze*. Fragments négligés de Strabon (tirés en particulier du commentaire d'Eustathe sur Denys Périégète). — *J. Raeder*. *Analecta Theodoretiana* (la *Graecarum affectionum curatio* se trouve aussi dans le ms. du Vatican 2249; Georgius Monachus, Anastase et le *Fragmentum martyrii Trophimi* publié par Mercati ont utilisé non point Théod.

doret, mais seulement des extraits de ses œuvres; Suidas a emprunté ses citations de Théodoret à Georgius Monachus). — O. NEUHAUS. Sur Trogue Pompée, Prol. x. — J.-E. KIRCHNER. Sur le *Corp. inscr. Attic.*, II, 996 (c'est le catalogue de la tribu Ἰπποθοντίς, dressé vers l'an 380-370). — Heft 4. A. VON DOMASZEWSKI. Recherches sur l'histoire des empereurs romains; I : le meurtre de Caracalla (Marinus a trouvé pour instrument du meurtre Julius Martialis qui put l'accomplir à lui tout seul, parce qu'il était « praepositus » des « equites extraordinarii », garde du corps de l'empereur composée de Scythes et de Germains. La présence des conjurés Nemesius et Apollinaris s'explique par le fait qu'ils montaient la garde des « equites singulares »); II : de la pompe déployée aux jeux décennaux de Gallien (explique le passage de la *Vita Gallieni*, c. 8; ce fut une fête purement militaire. Les simples soldats étaient l'unique fondement du pouvoir de Gallien). — A. ENMANN. La plus ancienne rédaction des Annales des pontifes (l'auteur reprend et poursuit les études commencées dans un ouvrage écrit en russe et publié à Saint-Pétersbourg en 1896 : l'histoire légendaire des rois de Rome. Ces Annales, la première œuvre en prose qui ait été écrite en latin, doivent avoir été rédigées par un homme d'État et grand pontife plébéien, ami et compatriote des Mamilius de Tusculum, contemporain de la première guerre punique et des premiers jeux séculaires; tous ces traits conviennent à Tiberius Coruncanius, consul en 280, grand pontife depuis 253-252, qui, de même qu'il avait, dans son livre, forgé des aïeux à d'autres familles plébéiennes, s'éleva un monument ironique de même genre dans la personne du tribun du peuple de l'an 480, Tiberius Pontificius; car il n'y a jamais eu de « gens Pontificia »). — M. FRÄNKEL. Notes épigraphiques; I : *Corp. inscr. graec.*, 1511 (doit être placée en 405 ou 404); II : l'inscription d'Aphaia, *Corp. inscr. Pel.*, 1580 (l'οἶκος éginétique d'Aphaia n'était qu'une chapelle dans le τέμενος d'Artemis). — P. VON WINTERFELD. Études sur les fins de phrase dans l'Histoire Auguste; I : l'autobiographie d'Hadrien (Spartien s'applique à faire des fins de phrase métriques; les parties de sa *Vita Hadriani* qui n'en ont pas sont empruntées à une autobiographie latine de l'empereur). — F. REUSS. Les sources de l'histoire d'Alexandre le Grand; 1° : Timagène (pour l'histoire d'Alexandre, Timagène n'a pas l'importance qu'on lui attribue d'ordinaire. Son ἱστορίων ne pouvait traiter que dans l'introduction l'histoire des fondateurs des dynasties des diadoques sous Alexandre. Quinte-Curce, dans son jugement défavorable sur Alexandre, a subi l'influence, non de Timagène, mais de Tite-Live, et peut-être aussi de Trogue Pompée); 2° Ératosthène (Strabon, Plutarque et Arrien, dans leurs jugements sur les historiens des campagnes d'Alexandre, sont dépendants de la critique que, dans sa Géographie, Ératosthène a portée contre la valeur de leur témoignage); 3° Aristobule et Clitarque (Clitarque ne peut avoir commencé d'écrire que vers l'an 260 av. J.-C. et a utilisé Aristobule; il a aussi fait grand usage des autres historiens antérieurs. Vers la fin de la République, son ouvrage jouissait d'une

grande estime; Diodore, Trogue Pompée et Quinte-Curce le suivirent de préférence. Strabon, au contraire, et, d'après lui, Arrien et Plutarque reviennent au jugement d'Eratosthène, qui attribuait le premier rang à Ptolémée et à Aristobule). — O. NEUHAUS. Le père de Sisygambis et le rapport de parenté entre Darius III Codoman et Artaxerxès II et III (Sisygambis n'est pas une fille d'Artaxerxès II, mais de son frère Ostanès; elle épousa son frère Arsanès et ils eurent un fils, Darius III).

44. — *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte. Romanistische Abteilung.* Bd. XXIII, 1902. — FITTING. Pepo de Bologne (célèbre professeur de droit à Bologne dans le dernier tiers du XI<sup>e</sup> s. et au commencement du XII<sup>e</sup>). — Th. MOMMSEN. *Latium majus* (c'est le droit municipal latin qui étendit le droit de cité romaine aux « *decuriones pedani* »). Son promoteur est probablement Hadrien. Les « *oppida* » avec le « *Latium majus* » furent considérés comme « *coloniae* », les autres comme « *municipia* ». — In. Salvius Julianus (l'inscription trouvée à Sidi-el-Abiod, anc. Puppai, en Afrique, et publiée dans les *Comptes-rendus de l'Académie des inscriptions*, 1899, p. 366, donne des détails précis sur ce célèbre jurisconsulte et permet de fixer son consulat à l'année 148). — Fr. KLINGMUELLER. La législation romaine sur l'intérêt (1<sup>o</sup> le *Fenus unciarium*, contre O.-E. Hartmann, *Röm. Kalender*, publ. par Lange, 1882; 2<sup>o</sup> l'interdiction de l'impôt dans la *Lex Marcia* appartient au temps des dernières lois sur l'intérêt, 357-342; contre Billeter, *Gesch. d. Zinsfusses im Altertum*, 1898; 3<sup>o</sup> le *Fenus nauticum* dans la constitution de Justinien, c. iv, 32, 26, 2). — C. FERRINI. Le code romain-syriaque (le texte syriaque provient d'un texte grec dont l'auteur cherche à découvrir les sources. Il donne ensuite une nouvelle traduction latine de ce code). — L. MITTEIS. « *Operae officiales* » et « *Operae fabriles* » (les services rendus par le « *libertus* » au patron ne sont jamais « *fabriles* », mais « *officiales* »). — L. WENGER. Le serment dans les papyrus grecs (dans quelles circonstances est prêté le serment et sous quelle forme. Le βασιλικός ἑρκος du temps des Ptolémées transporté dans l'empire romain. Protection du serment; le châtimement du parjure était chez les Grecs entre les mains des dieux; au temps de l'empire romain, rompre un serment, juré par le nom de l'empereur, c'était un « *crimen laesae majestatis* »; en certains cas puni seulement de peines correctionnelles. Plus tard, il semble que le serment n'ait plus été protégé du tout). — *Germanistische Abteilung.* Bd. XXIII, 1902. E. MAYER. L'élection des rois en Germanie (de même que chez les Germains du nord, les sources méridionales montrent que le successeur, pris dans la famille régnante et en fait déjà désigné, était formellement reconnu par l'assemblée du peuple sous la direction des Optimates. Le plus élevé en rang des assistants donnait au candidat le nom de roi; les autres assistants exprimaient leur assentiment d'une voix unanime; les grands le donnaient aussi individuellement; les choses se passaient donc dans la forme usitée selon le droit germanique pour les décisions prises par les assemblées.

Vient ensuite la prestation du serment par le roi, puis par les sujets. Dans le sud comme dans le nord, il ne s'agit pas d'assemblées de tout le royaume, mais des pays particuliers : dans le sud, c'étaient les pays de la tribu dominante, Lorraine, Franconie rhénane, Franconie orientale ; depuis le x<sup>e</sup> s., une acceptation spéciale par la Saxe est aussi attestée. L'élection populaire et ses éléments sont purement germaniques, à l'exclusion d'une influence du droit d'élection ecclésiastique. Mais ce n'est pas du droit germanique qu'a pu naître le collège électoral. Les trois électeurs ecclésiastiques et les quatre laïques ne sont autre chose que les scrutateurs du collège des princes ecclésiastiques et laïques dans le sens du droit canonique). — K. ZEUMER. Études sur les lois de l'empire au xiii<sup>e</sup> siècle. I : Sur le texte et la publication de la paix impériale de Mayence en 1235 (il ne peut être question d'un original latin ni d'une traduction, officielle ou non officielle, en allemand ; le texte primitif était en allemand, mais il ne nous est pas parvenu dans sa forme pure ; l'expédition en latin a été établie par la chancellerie impériale d'après le texte allemand) ; II : les « Pfabbürger » (ce sont des sujets de princes et de seigneurs qui acquièrent le droit de cité dans une ville, mais qui demeurent attachés à leur résidence sur le territoire de la seigneurie ; ils ne revendiquaient, à l'égard de leurs seigneurs, les libertés et droits de cette ville que pour refuser à ceux-ci les charges et prestations qu'ils leur doivent. Étymologiquement, le mot « Pfabbürger » signifie « faux bourgeois » ; il n'a rien à faire avec « Pfahl ») ; III : Droits banaux et régaliens sur les routes (d'après la « Constitutio in favorem principum » du roi Henri en 1231 et son renouvellement sous Frédéric II en 1232, les routes royales avec leur paix particulière sont sous la protection du roi ; les deux lois interdisent la banalité des routes, elles ne contiennent rien moins qu'une limitation du droit de souveraineté du roi sur les routes en faveur du seigneur local) ; IV : les Résolutions de la diète de Nuremberg, 19 nov. 1274 (commentaire du chap. VII). — Ad. ARNDT. Encore le Miroir de Saxe et les droits régaliens sur les mines (contre Zeumer, *Mitteil. d. Instit. f. österr. Gesch.*, XXII). — Paul VINOGRADOFF. Le wergeld et la condition des personnes (du remplacement de la monnaie d'or par la monnaie d'argent au VIII<sup>e</sup> siècle ; importance des différences du wergeld pour faire connaître la condition des personnes à l'époque carolingienne). — H. BRUNNER. Questions de droit personnel (contre Heck, *Die Gemeinfreien d. Karol. Volksrechte*, prétendant qu'il faut entendre par les « liberi » ou « ingenui » de ces lois la classe des libres de condition inférieure formée par les affranchis, les bâtards, les étrangers et leurs descendants). — K. ZEUMER. Une addition au chap. XI de la bulle d'or de Charles IV (cette interprétation impériale du chap. XI, très importante pour l'intelligence des institutions judiciaires vers le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, se trouve déjà dans un privilège de Charles IV pour l'évêque de Strasbourg, du 3 mars 1358).

45. — *Theologische Studien und Kritiken*. 1903, Heft 1. —

P. TSCHACKERT. La confession d'Augsbourg en allemand dans un ms. d'Ulm inconnu jusqu'ici (ce ms. fut, jusqu'en 1824, aux archives d'Ulm; il est aujourd'hui aux archives de Stuttgart; il a été copié à Augsbourg, sur le ms. de Reutlingen, entre le 25 et le 27 juin 1530, puis envoyé au conseil municipal d'Ulm par ses deux ambassadeurs, Bernard Besserer et Daniel Schleicher, avec une relation sur ce qui se passa à la diète les 24-26 juin. Le texte de cette relation est publié en appendice).

46. — *Der Katholik*. 1902, octobre. — BELLESHEIM. L'évêque Talleyrand et le Saint-Siège. Le Concordat avec la République cisalpine (d'après l'ouvrage de Renieri, *la Diplomazia pontificia nel secolo XIX*, t. II. Rome, 1900). — C.-M. KAUFMANN. Actes des chapitres généraux des Dominicains pendant le schisme de l'ordre (lorsque les Français, en 1378, opposèrent à Urbain VI le cardinal de Genève ou Clément VII, il y eut aussi dans l'ordre dominicain un schisme qui dura jusqu'en 1418. Le 2 mars de cette année, le maître général de l'Observance romaine fut, par ordre du pape, nommé « magister generalis totius ordinis Praedicatorum ». Résumé, d'après les *Mon. ord. fr. Praedic. historica* publiés par Reichert, t. IV, les dix-huit chapitres de l'Observance d'Avignon et les quinze chapitres de l'Observance de Rome. Ces derniers s'étaient occupés surtout de la réforme de l'ordre sous la direction du général Raimond de Capoue). = Décembre. A. BELLESHEIM. La « controverse de l'archiprêtre » en Angleterre, 1596-1602 (article critique sur l'ouvrage de Th. Gr. Law, *The archpriest Controversy*. Édimbourg, 1896; il s'agit de la nomination de Blackwell comme archiprêtre de la mission anglaise, contre lequel les « appelants » en appelèrent au pape Clément VIII. Dans son jugement sur Blackwell, ainsi que dans ses remarques sur les menées politiques des Jésuites anglais en faveur de Philippe II d'Espagne, Law n'a pas été aussi « objectif » qu'il aurait fallu). — H. WEISHEUPL. Deux recueils de sermons du x<sup>v</sup>e s. à Salzbourg (d'après un ms. de la bibliothèque de Saint-Florian, dans la Haute-Autriche. Intéressant pour l'histoire des mœurs).

47. — *Zeitschrift des deutschen Palästina-Vereins*. Bd. XXIV, Heft 2-3. — M. HARTMANN. Les inscriptions arabes de Salamja (une de ces inscriptions bénit Ali Ibn Giafar, vali de Damas en 390-393 de l'hégire, années 1000-1002; une autre concerne l'émir Chalaf Ibn Malahib, petit seigneur de la Syrie septentrionale qui fut tué en 499 de l'hégire et qui est connu dans l'histoire des Arabes). = Heft 4. R. RÖHRICHT. La carte de la Palestine par Bernard de Breitenbach (elle fut dressée par le peintre Rewich d'Utrecht, qui accompagna dans son pèlerinage B. de Breitenbach, chanoine de Mayence, en 1483; elle est importante, moins encore par son âge que par les renseignements qu'elle fournit, tirés de l'inspection des lieux et d'études scientifiques). — Jos. STRZYGOWSKI. La mosaïque d'Orphée à Jérusalem

(trouvée en avant de la porte de Damas, sur l'emplacement d'un très ancien cimetière chrétien. Elle représente Orphée avec la harpe, entouré d'animaux, et, dans un champ à part, Théodosia et Georgia avec le nimbe. Elle est d'origine chrétienne et appartient au iv<sup>e</sup> ou au v<sup>e</sup> s.).

**48. — K. Bayerische Akademie der Wissenschaften. *Abhandlungen der historischen Classe*. Bd. XXII, 1902, Abth. 2. — H. SIMONS-FELD.** Lettres de Milan relatives à l'histoire de Bavière et à l'histoire générale du xvi<sup>e</sup> s.; 1<sup>er</sup> art. (publie des lettres, non utilisées jusqu'ici, et qui proviennent de la bibliothèque Trivulziana à Milan, ainsi que de plusieurs archives de Munich, 1568-1596; ce sont pour la plupart des lettres de Gasparo et de Prospero Visconti au duc Guillaume V de Bavière et à son père, le duc Albrecht); suite dans Abth. 3 (renseignements que contiennent ces lettres pour l'histoire. Prospero Visconti, 1544-1592, et son cousin Gasparo ont été les correspondants politiques de la cour bavarroise et en même temps ses conseillers, ses agents pour les affaires d'art et de commerce d'objets d'art. Détails intéressants sur les troubles politiques, sur les rapports entre l'Espagne, la France et la Savoie en Italie, en Suisse et dans les Pays-Bas). = Abth. 3. Ludwig von ROCKINGER. Des manuscrits qui contiennent le « Kaiserliches Land- und Lehnrecht. » dans sa forme récente (travail préparatoire à une nouvelle édition de ce coutumier. Traite d'un ms. de Saint-Gall, rédigé au xv<sup>e</sup> siècle, et d'un ms. de Giessen, écrit au commencement du xiv<sup>e</sup>; bien qu'ils constituent seulement un groupe de l'état récent où se rencontre le Miroir de Souabe, ces mss. sont d'une importance capitale pour l'histoire de ce coutumier. Le ms. de Giessen n'est qu'un extrait de la rédaction représentée au complet par le ms. de Saint-Gall et qui existait déjà sous cette forme complète au xiii<sup>e</sup> s. Une comparaison entre le Miroir saxon, le Miroir allemand et le ms. du Miroir de Souabe qui est à Fribourg montre qu'il y eut une rédaction plus ancienne de ce dernier qui se rattache encore plus directement au Miroir allemand). = *Abhandlungen der philosophisch-philologischen Classe*. Bd. XXII, 1902, Abth. 2. K. von AMIRA. La généalogie des mss. à images du Miroir de Saxe (mémoire de 60 pages).

**49. — Annalen des historischen Vereins für den Niederrhein, insbesondere die alte Erzdiocese Köln.** Heft 73 (1902). — ARM. TILLE. Le droit municipal de Zülpich (décrit une copie officielle du coutumier de Zülpich, du 17 avril 1375, et les autres sources de ce coutumier. Des institutions judiciaires et du droit de marché). — JOS. GREVING. Procès-verbal de la visite des couvents de béguines et de bégards à Cologne en 1452 (publie la liste de ces couvents, qui étaient alors au nombre de quatre-vingt-treize, peuplés de 637 béguines. Histoire du béguinage depuis le xiii<sup>e</sup> s.; organisation des couvents de Cologne; leurs rapports avec le clergé cloîtré et séculier, de même avec le Conseil de la ville qui, pour empêcher l'accroissement des biens de



mainmorte, les contraria, mais en vain, dans leurs desseins de se soumettre à une règle). — Id. Le statut des fonctionnaires de la paroisse de Saint-Columba à Cologne (à Cologne, les paroisses étaient en même temps des circonscriptions indépendantes pour l'administration et pour la justice; à leur tête se trouvaient des fonctionnaires groupés en « officia » ou « fraternitates. » Publie le statut d'un de ces « officia »). — Jos. POHL. Les derniers moines de Heisterbach (cette abbaye, située dans le duché de Berg, fut supprimée le 12 sept. 1803). — Al. MEISTER. La bulle pontificale confirmant la fondation d'un établissement franciscain à Cologne, 11 nov. 1589. — H. OIDTMANN. La famille van Weyrdt (à laquelle appartient Jean de Werth, le fameux général de la guerre de Trente ans). — A. STEFFENS. Gerresheim, près Düsseldorf, lieu de naissance de l'imprimeur vénitien Jean Manthen (imprimeur à Venise de 1474 à 1480, en même temps que Jean de Cologne). = Beiheft 6, 1902. Arm. TILLE. Les petites archives de la province rhénane, II, 2.

50. — *Forschungen zur Brandenburgischen und Preussischen Geschichte*. Bd. XV, 1902, 2<sup>e</sup> Hälfte. — Fr. HOLTZE. La codification du droit de la Neumark, 1799 (par J.-F. Busch. Le Droit provincial de la Neumark, édité par W. de Kunow en 1836, n'est qu'une reproduction de ce travail). — Joh. TREFFTZ. Les services militaires du duc Jean-Georges de Saxe-Weimar, 1656-1660 (il servit le Brandebourg pendant la guerre de Succession suédo-polonaise comme chef du régiment de cavalerie de Saxe-Weimar; d'après les lettres du jeune Jean-Georges à son père, le duc Guillaume). — W. NAUDÉ. Mémoires du ministre comte de Schulenburg (ministre prussien de 1774 à 1786 et de 1790 à 1806. Le fragment de ses Mémoires ici publié donne une bonne idée du personnage; il fournit, en outre, d'utiles renseignements pour l'histoire du règne et pour le caractère du grand Frédéric. Étude critique du texte; quelques erreurs rectifiées). — O. STEINECKE. Fr.-Anton. de Heynitz (son portrait d'après son journal. Directeur des mines de Saxe, 1763-1774, Heynitz fonda, en 1766, l'Académie des mines de Freiberg, et fut, en 1777, le ministre des mines de Prusse; il fut, en outre, ministre de plusieurs départements sous Frédéric II, Frédéric-Guillaume II et III jusqu'à sa mort en 1802). — R. FESLER. Gottfried d'Iéna rappelé de la diète de Ratisbonne (récit détaillé d'après les actes des plénipotentiaires à la diète, 1685-1687. Malgré son désir de servir la cause allemande sans rompre avant l'heure avec la France, le grand Électeur se laissa, en 1687, entraîner par le baron Fridag, qui lui signala Gottfried d'Iéna comme vendu à la France, à rappeler celui-ci; ce rappel eut pour conséquence la rupture complète avec Louis XIV). — G. KUENTZEL. Pour servir à l'histoire de Frédéric le Grand; I : la Prusse et la France à la veille de la guerre de Sept ans (contre E. Daniels, *Preuss. Jahrb.*, Bd. 100 (1900), p. 11 et 535); II : Projet d'une entrevue de Frédéric II avec Joseph II à Torgau en 1766 (chacun d'eux se considéra comme l'invité. De l'attitude personnelle de l'ambassadeur autrichien, comte Nugent, telle

qu'elle a été pour la première fois mise en lumière par les documents prussiens publiés dans le tome XXV de la *Correspondance politique de Frédéric II*. — H. ONGKEN. Bismarck et son œuvre, d'après les travaux les plus récents (ceux de Sybel et de M. Lenz). — Les notes de l'impératrice Catherine II sur l'*Essai sur la vie et le règne de Frédéric II* de Dénina, publ. par Th. Schiemann (d'après le Journal du secrétaire d'État Chrapowitzki, publié par Barsukow dans le *Russkij Archiv*, 1901). — A. KERN. Remarques sur l'histoire financière et administrative de la Silésie avant 1740 (d'après les archives de Breslau). — G. KAUFMANN. Le supplément aux *Gedanken und Erinnerungen* du prince Bismarck (remarques sur les rapports de Guillaume I<sup>er</sup> avec Bismarck, d'après leur correspondance publiée par H. Kohl). — A. WARSCHAUER. Les archives municipales de Nauen.

**51. — Forschungen zur Geschichte Bayerns.** Bd. X, 1902, Heft 3-4. — W. FRIEDENSBURG. Ambroise de Gumpenberg, nonce du pape dans l'Allemagne méridionale, 1546-1559 (22 lettres); fin. — M. DÖBERL. Origines de la législation sur l'amortissement en Bavière. Contribution à l'histoire de la civilisation au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> s. (étude la Pragmatique du 20 avril 1672, la loi du 1<sup>er</sup> août 1701 et celle du 3 oct. 1764). — Aug. ROSENLEHNER. La politique de restitution de l'Électeur Maximilien-Emmanuel de Bavière. V : Projets de traité entre Maximilien-Emmanuel et les alliés, 1710-1711; 1<sup>er</sup> art. : Négociations en vue d'un consentement secret de Philippe V à céder la Belgique à Maximilien-Emmanuel, janvier 1711; suite dans Bd. XI.

**52. — Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst.** Jahrg. XXI, 1902, Heft 3. — Fr. CRAMER. Aliso; son nom et son emplacement (le château doit son nom, d'après Dion Cassius, 54, 33, au ruisseau Έλισων, affluent de la Lippe. Recherches assez vaines sur l'étymologie du nom. Quant à l'emplacement, rien n'empêche de reconnaître Aliso dans ce grand camp romain qui a été découvert près de Haltern avec son port et ses magasins. La Stever, qui, là, se jette dans la Lippe, ne peut naturellement pas être l'ancien Alison, qu'on retrouverait plutôt dans le Mühlenbach, qui se jette dans la Stever à un kilomètre en amont). — K. POPP. Le segment Irnsing-Weissenburg de la route de Vindonissa à Bojodurum dans la table de Peutinger (cette route est un « limes » plus ancien, construit sous Domitien ou au plus tard sous Trajan. Le nouveau « limes, » porté plus en avant, fut assuré seulement par de petits « castella » et, vers l'an 120, fortifié par une palissade et des tours). — J. FRANK. Sainte Lûthilt (publie un fragment, en 324 vers, d'un poème du XIV<sup>e</sup> s. sur la légende de cette sainte en dialecte ripuaire).

**53. — Zeitschrift der historischen Gesellschaft für die Provinz Posen.** Jahrg. XVI, 1901, Heft 1. — J. KVAČALA. D.-E. Jablonsky et la Grande-Pologne; fin (de la paix de Nystadt à la mort de Jablonsky, 1721-1741). — H. KLEINWÄCHTER. Un règlement consistorial de l'an-

née 1776 (concernant le culte). — A. SKLADNY. Pour servir à l'histoire de l'école réformée de Pakosch, 1786-1822. — L. LEWIN. Persécutions contre les Juifs pendant la deuxième guerre de la Suède contre la Pologne, 1655-1659. = Heft 2. O. HEINEMANN. Le Poméranien Lichtfuss; rapport sur la mission dont il fut chargé en Grande-Pologne en 1633 (conséquence de la victoire de Wallenstein à Steinau. Le rapport, presque inconnu jusqu'ici, trace un tableau, très intéressant pour l'histoire de la civilisation, des dangers d'un voyage à cette époque et surtout de la haine des Polonais contre les Allemands). — R. BARTOLOMAEUS. Un registre du tribunal criminel de la ville de Fordon (1675-1747; beaucoup de procès de sorcellerie). — M. GUMPOWICZ. Baudoin, évêque de Kruschwitz, 1066-1145; sa vie et ses aventures (Baldovinus Gallus, auteur de la première chronique de Pologne, et qui prit part à la première croisade, est le même que le cardinal Baudoin, mentionné en 1137 dans l'entourage d'Innocent II, qui fut archevêque de Pise de 1138 à 1145. Ses rapports avec saint Bernard). — K. VON MIASKOWSKI. Quatre lettres de Jean Laski ou à lui adressées, 1557.

**54. — Jahreshefte des österreichischen archäologischen Instituts in Wien.** Bd. V, Heft 1, 1902. — E. BORMANN et O. BENNDORF. Une fable d'Ésope sur un tombeau romain. — F. HILLER DE GERTINGEN. La plus ancienne inscription de Paros (peut-être déjà du VI<sup>e</sup> s. Intéressant pour l'histoire des mœurs). — W. KUBITSCHKE. Une carte des voies romaines (l'« Itinerarium Antonini » n'est pas une publication officielle; c'est le remaniement d'une carte plus ancienne, aujourd'hui perdue, d'où sont dérivés aussi le Cosmographe de Ravenne et la Table de Peutinger. Elle a été dressée par les ordres d'un « Antoninus Augustus, » qui doit avoir été Caracalla). — F. SCHAFER. Ruines en Cilicie. — A. WILHELM. Inscription provenant du Pirée (concernant la déesse Bendis, déjà connue par l'introduction à la République de Platon). — P. KRETSCHMER. Inscriptions de Lesbos (1<sup>re</sup> inscription du temple d'Érèsos contenant des instructions sur l'entrée dans un sanctuaire; 2<sup>o</sup> inscriptions sépulcrales de Morée). — A. VON DOMASZEWSKI. Viminacium (cherche à montrer, contre Marx, *Rhein. Mus.*, XLVII, 157, que le plus ancien camp pour la légion de Mésie était non à Viminacium, mais à Ratiaria). — O. HIRSCHFELD. Inscription bilingue de Tenos (montre que, pour le service des dépêches en Asie et dans les îles dépendant de l'Asie, on avait organisé au temps d'Auguste une flottille spéciale avec un préfet à sa tête). — E. GROAG. Les Daces avant Trajan (pour l'intelligence des bas-reliefs de la colonne de Trajan). — O. FIEBIGER. Inscriptions inédites de l'Afrique romaine. = Heft 2. W. KUBITSCHKE. Les monnaies de l'*Ara pacis* (elles sont du temps de Néron et de Domitien; elles représentent un autel à édicule avec une porte à deux battants, type de construction qui est encore employé pour la *Salus Augusti* et la *Providentia* et qui s'est formé au temps d'Auguste. A la fondation de l'*Ara*

*pacis* se rapportent Ovide, *Fastes*, III, 881, et Dion Cassius, LIV, 35). — E. HULA. Décaprotie et Eikosaprotie (une inscription inédite d'Arneai montre que le passage de la Décaprotie à l'Eikosaprotie s'opéra dans les premières années du règne d'Hadrien). — Beiblatt. R. HEBERDEY. Rapport préparatoire sur les fouilles d'Éphèse; suite. — R. MUENSTERBERG et J. OEHLER. Monuments antiques de Transylvanie. — SEYMOUR DE RICCI. L'année de la mort de l'empereur Dèce (il est mort avant le 24 juin 251). — O. CUNTZ. La voie romaine d'Aquileia-Emona; ses stations et ses forteresses (explication et correction des données fournies par l'Itinéraire d'Antonin, l'Itinéraire de Jérusalem, la table de Peutinger; localisation et âge des stations et des forteresses). — A. GNIRS. L'Istrie méridionale (1<sup>re</sup> installations romaines du port de Val-Catena sur le Brioni-Grande; 2<sup>e</sup> topographie de Pola). — E. NOWORNY. Nouvelles inscriptions du Norique. — Table des vol. I-V.

**55. — Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung.** Bd. XXIII, Heft 3, 1902. — G. HANAUER. Le podestat au XIII<sup>e</sup> s. (le podestat fut un fonctionnaire chargé par les communes de l'Italie du Nord de rendre la justice et de commander la milice; il était nommé pour un temps très court, un an d'ordinaire; en fait, il était souvent réélu. Enfin, il était pris généralement dans les rangs de la noblesse, à l'exclusion des nobles vivant sur le territoire même de la ville. C'était une carrière honorable, bien payée, pour les familles nobles exclues des fonctions municipales). — FR. WILHELM. Meinard II de Tirol et Henri II de Trente (histoire des démêlés entre le comte de Tirol, Meinard II, et l'évêque de Trente, Henri II (1274-1289), qui était sans cesse troublé dans la possession des biens temporels de son évêché). — P. WITTICHEN. La troisième coalition et Frédéric de Gentz (publie un très intéressant mémoire, en français, adressé par Gentz à lord Harrowby, secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, en octobre 1804. Il lui peint la pénible situation de l'Autriche et montre que le salut ne peut venir que d'un remaniement radical de l'administration autrichienne). — E. JORDAN. Chronologie des lettres du recueil de Berardus. — J. GOLL. La relation de Bruno, évêque d'Olmütz, au pape Grégoire X, 1273 (c'est à tort que l'on a allégué un passage de cette relation pour prouver qu'Ottocar de Bohême avait cru pouvoir, après la mort de Richard, obtenir la dignité impériale du pape et du concile). — L. SCHMIDT. Une lettre de Guillaume de Schlegel à Metternich (Stockholm, 1813; intéressant pour faire connaître la situation de Bernadotte en Suède). — Bibliographie : *Jul. Ficker*. Untersuchungen zur Erbenfolge der ostgermanischen Rechte; Bd. V (très important). — Publications relatives à l'histoire des universités italiennes. — K. BURDACH. Walther von der Vogelweide (excellente biographie; les chapitres concernant les idées du poète sur la politique impériale méritent d'être lus). — Ed. RICHTER. Mathias Burgklehner's Tirolische Landtafeln, 1608, 1611, 1620. — L'histoire dans les programmes des écoles secondaires en Autriche.

**56. — Mittheilungen des Vereins für Geschichte der Deutschen in Böhmen.** Jahrg. XL, 1901, Heft 1. — J. LIPPERT. La propriété foncière des bourgeois au *xiv<sup>e</sup>* s. (entre la bourgeoisie originaire et la noblesse en Bohême, il n'y eut dans les premiers temps aucune différence de classe essentielle. La bourgeoisie de l'époque antérieure à Jean Huss est en grande partie entrée dans la classe des propriétaires fonciers libres par l'acquisition de la propriété foncière. Preuves tirées des « *Libri confirmationum ad beneficia ecclesiastica*, » qui commencent en 1354, et des « *Libri erectionum*, » qui commencent en 1358); fin dans Heft 2. — M. URBAN. Pour servir à l'histoire de la forteresse et de la ville de Theusing. — A. MÖRATH. L'ordonnance allemande relative à la corporation des tisserands à Krummau, de l'année 1568. — A. BERNT. Une lettre privée en allemand, de Hohenfurt, du *xiv<sup>e</sup>* s. — R. KNOTT. Comptes pour les cloches de Klostergrab et de Niklasberg en 1614 et 1650. — Heft 2. C. WILL. Lettres du duc de Silva Tarouca adressées, sur l'ordre de l'impératrice Marie-Thérèse, au colonel d'artillerie Balthazar Neumann de Wurzbourg (plans pour la construction d'une résidence impériale).

**57. — Denkschriften der k. Akademie der Wissenschaften in Wien.** Philosophisch-historische Classe. Bd. XLVIII, n° 2, 1902. — B. LAUFER. Extraits des histoires et des poèmes de Milaraspa (texte et traduction). — N° 3. C. JIREČEK. L'élément roman dans les villes de Dalmatie pendant le moyen âge; 1<sup>re</sup> partie (1<sup>o</sup> les sources; 2<sup>o</sup> Romains et Romains au nord de la péninsule des Balkans jusqu'à l'invasion des Slaves; 3<sup>o</sup> la Dalmatie après cette invasion; 4<sup>o</sup> les Romains dans les villes dalmates au moyen âge; 5<sup>o</sup> noms romains de lieux et de plantes; 6<sup>o</sup> noms de personne; 7<sup>o</sup> le dialecte roman des Dalmates; 8<sup>o</sup> les Slaves dans les villes). — N° 4. F. KENNER. La colonie romaine de Hallstatt, Haute-Autriche (elle remonte au temps de Claude ou de Néron et avait été établie pour l'exploitation des salines. Recherches topographiques approfondies. L'auteur s'appuie surtout sur de nombreuses trouvailles monétaires, dont on nous donne une liste chronologique établie avec précision).

**58. — Sitzungsberichte der k. Akademie der Wissenschaften.** Philosophisch-historische Classe. Bd. CXLIV, n° 7. Vienne, 1902. — A. MUSIL. Kuseir Amra et autres châteaux à l'est de Moab; 1<sup>re</sup> partie (journal de voyage topographique et ethnographique; documents épigraphiques). — N° 8. Th.-R. DE SICKEL. Rapports envoyés de Rome. V (sur le registre contenant la correspondance générale des légats près le concile de Trente, avec les compléments aux lettres du 17 avril 1561 au 3 mars 1563). — N° 9. Anton-E. SCHOENBACH. Études sur la littérature narrative du moyen âge. IV : Césaire de Heisterbach (I, ses ouvrages, d'après l'ensemble des documents publiés ou inédits qui proviennent de ce moine. Une 2<sup>e</sup> partie sera consacrée à sa personnalité; dans une 3<sup>e</sup> on traitera, par la comparaison de ses récits, la

question de savoir comment, dans des conditions presque identiques, ont été faites des rédactions différentes de la même histoire). — N° 10. N. RHODOKANAKIS. Le Divan d'Ubaïd-Allah Ibn Kais ar-Rukajjat; texte, traduction, notes et introduction (poème historique du temps de la guerre civile entre Omeïades et Zubairides).

**59. — Mittheilungen der Gesellschaft für Salzburger Landeskunde.** Jahrg. XLI, 1901. — A. PETTER. La porte romaine à Salzbourg. — O. KLOSE. La pierre tombale romaine de l'église Notre-Dame qui est déposée au « Museum Carolino Augustinum » est-elle un monument chrétien ou païen? (elle date des années 200-250 et est certainement d'origine païenne). — H. WIDMANN. Chartes provenant du couvent de Bénédictines de Nonnberg à Salzbourg; suite : 1534-1554. — F. PIRCKMAYER. Projet d'un agrandissement de la ville de Salzbourg au XVII<sup>e</sup> s. — M. RINGLSCHWENDTNER. Antoine Wallner, officier de chasseurs de Salzbourg en 1809 (André Hofer lui confia le soin d'organiser la défense à Salzbourg. Récit détaillé des combats livrés autour de la ville). — R. SCHUSTER. L'état actuel de nos connaissances sur l'histoire du pays (revue de l'historiographie à Salzbourg depuis ses origines). — L. BECKER. Les jetons de Salzbourg (publie une riche collection de ces marques employées dans toutes les classes de la population, avec des explications détaillées sur leur origine, leur développement et leur importance juridique. L'auteur se réfère à Homeyer, *Die Haus- und Hofmarken*).

**60. — Zeitschrift des deutschen Vereins für die Geschichte Mährens und Schlesiens.** Jahrg. VI, 1902, Heft 1. — A. RZEHA. Objets préhistoriques trouvés en Moravie. — K. WOTKE. Deux reliques de Milde (1<sup>o</sup> Milde considéré comme réformateur du régime des prisons; lettre à l'empereur d'Autriche, 1810; 2<sup>o</sup> Milde comme historien, éditeur d'un recueil de textes sur l'histoire de la paroisse de Krems). — H. SCHULZ. Lettres du capitaine de la Moravie en 1613 (concernant l'indépendance des États de la province contre l'empereur). — H. WELZL. Brunn au XV<sup>e</sup> siècle. — A. RZEHA. A quelle race appartenait la population primitive de la Moravie. — Heft 2-3. O. STOKLASKA. Les testaments des bourgeois de Brunn, 1412-1783. — J. LEISCHING. La compagnie d'artillerie municipale de Brunn. — A. ZAK. Rapports des monastères prémontrés de Gera et de Pernegg avec la Moravie. — A. RAAB. Mentions sur Brunn fournies par le *Chronicon Aulae regiae*, 1297-1339.

**61. — Zeitschrift des Ferdinandeums für Tirol und Vorarlberg.** 3<sup>e</sup> Folge, Heft 46, 1902. — Jos. SCHORN. Les tremblements de terre en Tirol et en Vorarlberg. — C. FISCHNALER. Les Meistersinger à Schwaz (Nagl et Zeidler, dans leur *Deutsch-österreich. Literaturgeschichte*, p. 516, avaient prétendu que l'expansion des maîtres chanteurs s'était limitée à la Moravie et à la Haute-Autriche; prouve qu'il y eut une société de ces maîtres à Schwaz, dans la basse vallée de



l'Inn, Tirol, en 1532-1536). — *Id.* Jøerg Kælderer et l'arc de triomphe de l'empereur Maximilien (montre la part prise par l'artiste à ce mouvement, ainsi qu'au projet pour le tombeau de Maximilien à Innsbruck).

**62. — Bulletin international de l'Académie des sciences de Cracovie.** 1902, avril. — *A. Brückner.* Les psautiers polonais jusqu'à la moitié du xvi<sup>e</sup> s. — *Bienkowski.* Les peuples barbares de l'antiquité à coiffure féminine (surtout ceux qui sont mentionnés par Tacite, *Germ.*, XXXVIII, 5). — *Windakiewicz.* Le drame liturgique en Pologne au moyen âge. — *Bronislas Dembinski.* La politique de la Prusse à l'égard de la Russie pendant la diète de quatre ans, 1788-1791 (étude qui a pour base les « Documents historiques sur le deuxième et le troisième partage de la Pologne, » t. I, publiés par l'auteur). — *Ketrzynski.* Suèves et Souabes (les Romains et les Grecs ont désigné les Slaves occidentaux sous le nom de *Suevi* ou *Suavi*; les Slaves orientaux sont appelés *Venedi* ou *Antae*. Important). — *Mai.* *Chotkowski.* Le retour et l'abolition de la Compagnie de Jésus en Galicie, 1820-1848 (et le conflit entre l'empereur, favorable aux Jésuites, et la chancellerie impériale, qui leur était plutôt hostile). — *Boratynski.* Étienne Bathory et le plan d'une ligue contre les Turcs, 1576-1584. — *Juin.* *L. Abraham.* De la juridiction des évêques de Leubus, dans la Petite-Russie. — *O. Balzer.* Contributions à l'histoire des sources du droit polonais (prolégomènes d'une édition nouvelle des lois polonaises au temps de Sigismond I<sup>er</sup>).

**63. — Századok** (les Siècles). Juin. — *O. Olchváry.* La bataille de Muhi (conclusion de cette étude stratégique sur la bataille des Mongols contre les Magyars en 1241. Description du champ de bataille, avec une carte, et récit du combat, qu'on appelle également la bataille du Sajó, rivière près de laquelle l'armée hongroise fut écrasée). — *J. Bleyer.* La vie et les œuvres de Michel Beheim au point de vue de l'historiographie magyare; 6<sup>e</sup> et dernier art. (sur le poète et chroniqueur allemand). — *Comptes-rendus :* *G. Szentkatolnai-Bálint.* *Revisio historiae occupationis Hungariae* (dans cet examen des sources sur l'occupation de la Hongrie par les Magyars, l'auteur n'étudie que les Huns, les Székelys, les Bessenjös et les Cumans. Le livre est écrit en hongrois; il est sans valeur). — *J. Barcsa.* L'historiographie magyare au xvi<sup>e</sup> siècle (faible). — *T. Györy.* *Morbus hungaricus* (étude sur l'histoire de la médecine en Hongrie; important, surtout pour l'époque de la domination turque). — *B. Ungard.* Le siège de Hainburg (étude détaillée sur la campagne de Mathias Corvin contre Frédéric III. 1482). — *I. Bias.* Contributions à l'histoire de la bibliothèque des Teleki (bon). — *F. Döny* donnera, à partir de ce fascicule, les mots latins qui manquent dans le glossaire de Bartal. — *Septembre.* *A. Pón.* Les quatre Miklos; suite et fin en octobre (quatre hommes d'État portaient le nom de Miklos-Nicolas, sous le règne de Louis le

Grand, de la maison d'Anjou; c'étaient : Miklos Geletfia, de la famille des Zsámbok-Sambucus, qui fut palatin de 1342 à 1356; Miklos Vāsari, archevêque de Strigonie de 1350 à 1358; Miklos Kont, fils de Laurent Tóth, voivode de Transylvanie de 1351 à 1356, puis palatin jusqu'à 1367; Miklos Keszei, évêque de Zágab, vice-chancelier, puis évêque de Kalocsa, enfin archevêque de Strigonie et chancelier du royaume de 1358 à 1367. L'étude de Por retrace la vie de Miklos Vāsari, qui joua un rôle important pendant l'expédition de Louis le Grand en Italie pour venger le meurtre de son frère André). — S. DOMANOVSKY. La chronique de Bude; suite et fin en oct. et nov. (le premier livre qu'on ait imprimé en Hongrie est la *Chronique de Bude*, 1473. Une édition fac-similé, avec une introduction de Fraknói, parut en 1900. Cette chronique a été souvent utilisée par les premiers historiens magyars. L'auteur étudie la valeur de ce document comme source historique et le compare aux chroniques contenues dans le *Codex Acepbalus* et dans le *Codex Sambucus*, ainsi qu'à celle de Dubnicza, qui en dérive, et à la chronique illustrée dite de Vienne). — L. RÁCZ, V. FRANKÓI, J. BLEYER, J. THURY. Vérité ou erreur (Brückner, professeur à l'Université de Berlin, dans sa récente *Geschichte der polnischen Literatur*, 1901, reproche aux historiens magyars d'avoir dénaturé la conduite de Hunyadi à la bataille de Varna, où le roi magyar Wladislas I<sup>er</sup>, de la maison des Jagellons, trouva la mort. Jean Hunyadi aurait, selon lui, lâchement abandonné le roi. Les quatre historiens magyars démontrent au professeur de Berlin qu'il a calomnié la mémoire de Hunyadi et que le travail de Prochaska sur la bataille de Varna, paru dans les *Mémoires de l'Académie de Cracovie*, et sur lequel Brückner s'appuie, n'est pas exempt d'erreurs). — Comptes-rendus : V. Bunyitay, R. Rapaics, J. Karacsonyi. Monumenta ecclesiastica, tempora innovatae in Hungaria religionis illustrantia; t. I, 1520-1529 (ce recueil de documents sur la propagation de la Réforme en Hongrie est très important, mais ce n'est pas une société catholique, — la Société Saint-Étienne, — qui aurait dû l'éditer). — J. Pálmay. Les familles nobles du comitat de Háromszék (fait connaître 980 familles. Soigné). — S.-G. Rybakov. La musique et les chants des musulmans ouraliens, avec des remarques sur l'état social de ces tribus (en russe; important pour la connaissance des Bachkirs). — A. Lefavre. Les Magyars pendant la domination ottomane en Hongrie, 1526-1722 (sans valeur). — B. Cserni. Histoire du comitat Alsó-Fehér à l'époque romaine (important; l'étude sur Apulum est excellente). — I. Borsos. Catalogue et histoire de la bibliothèque de l'École supérieure des réformés à Pápa (fondée au xvi<sup>e</sup> siècle, cette bibliothèque possède 200 chartes en outre des 24,000 volumes d'imprimés). — Nécrologie d'Émeric Hajnik, 1840-1902, dont les travaux sur l'ancien droit magyar sont remarquables (la *Revue historique*, janvier-février 1901, a rendu compte de son dernier volume, qui est le meilleur : l'Organisation judiciaire et la procédure sous les rois de la dynastie arpadienne

et des maisons mixtes). = Octobre. V. FRANKÓI. Le roi Jean Zápolya et le Saint-Siège; suite en novembre (la *Revue historique*, septembre-octobre 1902, a rendu compte du premier volume de Mgr Frankói sur les *Relations ecclésiastiques et politiques de la Hongrie avec le Saint-Siège*, t. I, 1000-1417. Le t. II, qui va jusqu'à la bataille de Mohács, 1526, vient de paraître. Dans cette étude, l'auteur aborde les relations du Saint-Siège avec le compétiteur de Ferdinand I<sup>er</sup>). = Comptes-rendus : S. Márki. Album du roi Mathias (voy. *Revue historique*, sept.-oct. 1902). — I. Lukinich. Le pape Sylvestre II (malgré quelques fautes graves, assez intéressant). — K. Dekáni. Einhard. La vie de Charlemagne (bonne traduction). — K. Szlauka. Notes sur la Révolution de 1848-1849 (ces notes émanent de Jean Trsko, qui prit part à la guerre en qualité d'artilleur, mais l'édition n'est pas critique). = Novembre. J. STRESSER. Zalavár et Pécs dans la province de Privina (les localités ad quinque Basilicas et Sala mentionnées dans les chartes entre 890 et 1057 ne se trouvaient pas sur le territoire hongrois, mais en Styrie). = Comptes-rendus : A. Németh. Histoire de l'École supérieure de Győr (le lycée de Győr fut fondé en 1626; en 1718, on y ajouta un cours supérieur, Akadémia, qui a existé jusqu'en 1806). — J. Péterfy. Œuvres complètes; t. II (ces études sur la littérature grecque, sur Dante, Taïne, Tennyson, Emerson et Ruskin sont excellentes). — E. Margalits. Répertoire historique croate; t. I et II (voy. *Revue historique*, janv.-févr. 1901 et sept.-oct. 1902). — G. Teglds. Guide pour le comitat de Hunyad (excellent). — L. Batics. Histoire du christianisme sur le territoire hongrois jusqu'à l'arrivée des Magyars (cette histoire de l'Église catholique en Pannonie, du III<sup>e</sup> au IX<sup>e</sup> s., forme le premier volume d'une enquête menée avec beaucoup de méthode). — M. Petri. Monographie du comitat de Szilágy (beaucoup de matériaux). — E. Horn. Sainte Élisabeth de Hongrie (tissu d'erreurs et de légendes; œuvre d'un dilettante; sans valeur scientifique). — Nécrologie de François Krones, 1835-1902, professeur à l'Université de Gratz. Outre ses travaux remarquables sur l'histoire de l'Autriche et de la Styrie, Krones, qui savait le hongrois, a publié de nombreuses contributions à l'histoire de la Hongrie, notamment de la ville de Kassa.

64. — **Budapesti Szemle.** Juin. — G. SCHÖNHERR. La Hongrie en 1301 (vue d'ensemble sur la situation intérieure du pays à la mort du dernier roi de la dynastie arpadienne, André III). — L. HEGEDŰS. L'émigration des Székelys en Roumanie; suite en juillet et août (enquête minutieuse sur les causes économiques de cette émigration. Les Székelys, — Sicules, — l'élément foncièrement magyar de la Transylvanie, quittent leur pays en masse pour s'établir en Roumanie. De 1880 à 1890, 34,162 habitants des comitats Brassó, Csik, Háromszék, Maros-Torda, Torda-Aranyos et Udvarhelyszék ont quitté la Transylvanie. Il est vrai que ce chiffre est tombé à 22,693 dans les dix années suivantes; mais, malgré cette diminution, le gouvernement se trouve en face d'une situation critique). = Comptes-rendus : L. Ducros. Les

Encyclopédistes (éloge). — E. Demolins. L'éducation nouvelle. L'école des Roches (intéressant). = Juillet. O. HORVATH. L'Albanie; suite en août (le peuple, quelques notes historiques, l'état politique actuel, l'influence austro-hongroise, la terre, les ports, — à Medua on a compté, en 1900, 150 navires austro-hongrois et 57 italiens, — l'industrie et le commerce). = Août. J. ACSADY. Georges Szondy (conférence faite à l'occasion du 350<sup>e</sup> anniversaire de la défense héroïque de la forteresse Drézel par Szondy). — F. RIEDL. L'influence française sur la littérature hongroise (à propos de la thèse de I. Kont). = Comptes-rendus : The Jewish Encyclopædia; t. I (remarquable). — G. de Mun. Deux ambassadeurs à Constantinople, 1604-1610 (trop de rhétorique). = Sept. O. WILDNER. Les dernières années de Napoléon I<sup>er</sup> (à propos du livre de lord Rosebery). = Oct. G. VIZOTA. Le comte Étienne Széchenyi et le comitat Sopron (démontre les rapports politiques du grand homme d'État avec le comitat où se trouvent ses propriétés. D'après les documents conservés aux archives de Sopron). — E. MAHLER. Antiquités égyptiennes en Hongrie (le Musée national à Budapest en possède 600, le musée ethnographique 141, le musée des arts industriels 261, le musée de Kassa 344, etc. Remarques sur les principaux monuments). = Nov. E. WERTHEIMER. Le rôle politique du duc de Reichstadt (chapitre détaché du volume intitulé : *Der Herzog von Reichstadt*, qui paraîtra incessamment chez Cotta, à Leipzig). — J. WALDAFFEL. L'augmentation de nos Universités (les deux Universités, Budapest et Kolozsvár, sont insuffisantes; la première souffre de pléthore; l'enseignement y est devenu impossible; la seconde est destinée uniquement à la Transylvanie. La création de nouveaux centres d'études est une nécessité). = Comptes-rendus : V. Pecz. Lexique des antiquités grecques et romaines; t. I : A—L (important; les articles relatifs à l'ancienne Pannonie sont très soignés).

---

65. — **The English historical Review.** 1902, oct. — H. W. STEVENSON. Le Dr Guest et la conquête de la Bretagne méridionale par les Anglo-Saxons (montre combien l'auteur des *Origines celticae* et de tant de mémoires sur les invasions anglo-saxonnes manquait, en réalité, de sens critique; sa méthode est anti-scientifique et ses résultats sont le plus souvent inadmissibles). — LITTLE. Les sources de l'histoire de saint François d'Assise (intéressant et très utile résumé des publications de texte qui ont précédé et surtout de ceux qui ont suivi la publication de *l'Histoire de saint François* par Sabatier). — D. A. WINSTANLEY. Georges III et son premier Cabinet. — R. L. POOLE. Lord Acton. — Prof. BURY. Notes supplémentaires sur la vie de saint Patrick par Tirechan. — R. L. POOLE. Deux lettres inédites d'Hadrien IV, 1155 (trouvées à la fin d'un ms. d'Hégésippe, *De bello Judaico*, qui se trouve à la bibliothèque cathédrale de Worcester). — Miss Mary BATESON. Un recueil municipal de Londres compilé sous le roi Jean; 2<sup>e</sup> partie (important pour l'histoire du droit municipal de Londres). — W. A. J.

ARCHBOLD. Un journal du parlement de 1726 (tenu peut-être par Bulstrode Whitelock, il donne plus de détails précis, en particulier sur les discours de personnes peu notables, que la *Parliamentary history*). — G. C. Moore SMITH. La correspondance de sir Henry Harding, sir Hugh Gough and sir Harry Smith, pendant la campagne de la Sutlej, 1846. = Comptes-rendus : *Labruzzi*. La monarchia di Savoia dalle origini all' anno 1103 (bon). — W. R. W. Stephens. The english church from the Norman Conquest to the accession of Edward I (remarquable). — O. J. Reichel. The Devonshire Domesday (recherches importantes pour l'histoire et la topographie locales; théorie fort contestable sur l'origine des hundreds). — A. Doren. Studien aus der Florentiner Wirtschaftsgeschichte (excellente histoire du commerce et de l'industrie drapière à Florence, du xiv<sup>e</sup> au xvi<sup>e</sup> s.). — Petrushevsky. Vozstanie Uota Tailera (cherche les causes du soulèvement de Wat Tyler dans la situation économique de la classe rurale. Reprend en particulier l'opinion de Rogers que le soulèvement provient en grande partie du fait qu'après la Peste Noire les landlords voulurent rétablir les services en travail fournis par leurs tenanciers. Bonne étude sur les éléments du système manorial). — F. M. Nichols. The epistles of Erasmus arranged in order of time (le travail s'arrête actuellement avec l'année 1509; les lettres, rangées dans leur ordre chronologique, sont pour la plupart traduites. Bibliographie incomplète; travail indispensable à toute personne qui s'occupe d'Érasme). — R. B. Merriman. Life and letters of Thomas Cromwell (recueil de lettres soigneusement publié. Bonne biographie de Th. Cromwell; mais son jugement sur la valeur morale et politique du ministre manque de nuance et de vérité. Il traite Cromwell comme un premier ministre de nos jours, qui dirige la politique de son souverain, tandis que Henri VIII était un souverain qui déterminait la politique de son ministre). — J. H. Pollen. Papal negotiations with Mary, queen of Scots, 1561-67 (important pour la politique religieuse de Marie Stuart; textes bien publiés). — A. Lang. The mystery of Mary Stuart (très intéressant). — N. D. Mereness. Maryland as a proprietary province (intéressant). — C. S. Terry. The Cromwellian union. Papers relating to the negotiations for an incorporation between England and Scotland, 1651-1652 (documents peu instructifs, d'ailleurs très bien publiés, avec une excellente introduction). — Amy A. Bernhardt. Venezia e il Turco nella seconda metà del sec. xvii, con documenti inediti (bonne étude sur les relations diplomatiques des deux puissances, surtout au temps de la guerre de Crète). — Sir J. W. Whittall. Frederick the Great on kingcraft (l'auteur prétend donner le texte authentique des *Matinées* du grand Frédéric, d'après l'original dérobé par Savary à Potsdam en 1806; pure illusion : le texte de Méneval est certainement meilleur et rien ne dit qu'il représente l'original). — Oman. A history of the peninsular war; vol. I (remarquable, bien qu'on y regrette un certain manque de mesure et de jugement). — C. Mirbt. Quellen zur Geschichte des Papsttums und des römischen Katholismus (excellent

manuel). — *F. E. Ball*. History of the county Dublin (excellent). = 1903, janv. *B. W. Henderson*. Les légions romaines en Bretagne, 43-72 (histoire des quatre légions qui occupèrent la Bretagne après la première invasion de Plautius, en 43). — *Miss M. A. Tucker*. Gian Matteo Giberti, agent pontifical et réformateur catholique (évêque de Vérone depuis 1524; son activité sous les papes de la Renaissance, en particulier sous Clément VII). — *C. H. Firth*. Cromwell et la couronne; 2<sup>e</sup> partie (pourparlers entre le Parlement et Cromwell; intervention de l'armée en mars-mai 1657; c'est l'attitude de l'armée qui décida Cromwell à refuser la couronne, alors que tout le monde le croyait à la veille d'être roi). — *J. F. Chance*. Le « complot suédois » de 1716-1717 (il fut imaginé par Görtz uniquement pour tirer de l'argent du parti jacobite, en ayant l'air d'entrer dans les projets du prétendant. Charles XII n'en a jamais rien su). — *H. M. Bannister*. L'introduction du culte de sainte Anne dans l'Occident (ce culte paraît avoir été introduit à Rome par le pape Constantin, qui était l'hôte de l'empereur Justinien II à Constantinople, au moment où celui-ci venait de reconstruire l'église de Sainte-Anne, entre 709 et 711). — *G. J. Turner*. Les juges de la forêt au sud du Trent (liste de ces juges dressée pour les années 1217 à 1821). — *E. L. Taunton*, *O. S. B.* Thomas Preston et Roger Widdrington (prouve que ces deux noms désignent bien deux personnes différentes, au lieu de s'appliquer à une seule et même personne, comme on l'admet communément; ce furent deux catholiques militants dans les premières années du règne des Stuarts). — *Lascelles*. Un mémoire de Richard Whitbourne à Jacques I<sup>er</sup> (concernant la colonisation de Terre-Neuve, 1619). — *B. Daniell*. Chiffres employés par les Jacobites (donne la clé de certaines lettres chiffrées envoyées par le chevalier de Saint-Georges à M. de Nettencour). — *J. H. Rose*. Un document relatif au système continental (publie un mémoire adressé par les marchands anglais à l'empereur de Russie en vue d'obtenir justice pour la saisie de nombreux vaisseaux, automne de 1810). — *R. Garnett*. Une lettre de Lord Palmerston sur la question d'Égypte en 1840 (adressée à sir John Cam Hobhouse, 27 juillet 1843; importante pour apprécier le rôle de Palmerston et celui de Guizot lors du traité du 1<sup>er</sup> juillet). — *Robert S. Rait*. La campagne dans la vallée du Sutlej, 1845-1846. — *Comptes-rendus* : *Grundy*. The great Persian war and its preliminaries (études critiques sur le récit d'Hérodote; l'auteur connaît les lieux aussi bien, sinon mieux qu'Hérodote lui-même). — *Henderson*. A short history of Germany (insuffisant; c'est un recueil d'essais sur l'histoire d'Allemagne, non une histoire de ce pays dans son complet développement). — *R. Holmes*. The chartulary of St John of Pontefract. — *Aldinger*. Die Neubesetzung der deutschen Bistümer unter Papst Innocenz IV, 1243-1254 (montre comment ce pape réussit à mettre les évêques allemands sous la dépendance de la papauté). — *H. Krabbo*. Die Besetzung der deutschen Bistümer, 1212-1250; t. I (1212-1227; intéressante étude sur le concordat de Worms). — *Fehling*. Kaiser



Friedrich II und die römischen Cardinäle, 1227-1239 (bon). — *P. Mandonet*. Les règles et le gouvernement de l'*Ordo de Penitentia* au XIII<sup>e</sup> s. (excellent. Les douze premiers chapitres de l'*Antiqua regula*, 1221, constituent la règle originale dressée par saint François et le cardinal Hugolin). — *Gairdner et Brodie*. Letters and papers, foreign and domestic, of the reign of Henry VIII; vol. XVIII (1543). — *Mahaffy*. Calendar of state papers. Ireland, 1633-1647. — *Firth*. Cromwell army (excellente étude sur l'organisation de cette armée). — *Foxcroft*. A Supplement to Burnet's History of my own time (n'ajoute pas beaucoup à l'histoire du temps, mais fait mieux connaître l'auteur des Mémoires; édition très bien faite). — *R. Fester*. Die Bayreuther Schwester Friedrichs des Grossen (très intéressant). — *J. Codman*. Arnold's Expedition to Quebec (remarquable). — *Johnston*. The roman theocracy and the Republic, 1846-1849 (ajoute peu à nos connaissances).

**66. The Athenæum.** — 1902, 12 juill. — *C. H. First*. Cromwell's army (très important et très nouveau). — Chatham et la prise de la Havane en 1762 (les sources, étudiées de près, ne permettent pas d'attribuer à Chatham l'initiative du projet d'expédition contre Manille). — 19 juillet. *G. Brenan*. A history of the House of Percy (biographie laborieuse et trop souvent contestable). — *F. X. de Charlevoix*. History and general description of New France; trad. par *J. G. Shea* (nouvelle édition d'un ouvrage qui a peu vieilli). — 2 août. *P. Finch*. History of Burley-on-the Hill, Rutland. — *H. Belloc*. Robespierre (apologie). — 23 août. *P. Villari*. Le invasioni barbariche in Italia (remarquable). — *Hodgson*. The early history of Venice (excellent). — *J. Leyland*. Dispatches and letters relating to the blockade of Brest, 1803-1805; vol. II (documents très intéressants). — *Ch. Oman*. Seven roman statesmen (livre très suggestif et charmant). — 30 août. *J. E. Morris*. The welsh wars of Edward I (excellent). — *Dixon*. History of the church of England; vol. V-VI : 1558-1570 (ouvrage très érudit, écrit dans un esprit purement anglican). — *H. Saint-Maur*. Annals of the Seymours (monographie consciencieuse, insuffisante pour l'époque médiévale et d'un intérêt restreint). — *H. Dyer*. Modern Europe, 1453-1900; 3<sup>e</sup> édition (il n'y avait aucune bonne raison pour rééditer ce livre, tombé depuis vingt ans dans un juste oubli). — 6 sept. *H. L. Bennett*. Archbishop Rotherham (successivement évêque de Rochester et de Lincoln avant d'être archevêque d'York, chancelier d'Angleterre, Rotherham a joué un certain rôle dans la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle. La biographie qui lui est consacrée est insuffisante). — Extracts from the records of the Company of Hostmen of Newcastle-upon-Tyne (corporation des marchands de charbon, qui obtint le monopole du commerce en 1600). — *Ch. Plummer*. The life and times of Alfred the Great (intéressant). — *Bowker*. The king Alfred millenary (comptes-rendus des fêtes célébrées à Winchester en 1900 pour célébrer le dixième centenaire de la mort du grand roi de Wessex). — Calendar of Close rolls, Edward III, 1339-1341. — Calendar of patent rolls, Henry VI, 1422-1429. — Close rolls of

Henry III, 1227-1231. — Calendar of the Close rolls, Edward I, 1279-1288. — Calendar of the patent rolls, Richard II, 1388-1392. = 13 sept. *Sir H. W. Norman*. Delhi, 1857. The siege, assault and capture, as given in the Diary and Correspondence of the late Col. Keith Young (très intéressant). — *Alice M. Cooke*. The Act book of the ecclesiastical court of Whalley, 1510-1538 (utile pour l'histoire de la dissolution des maisons religieuses). — The Jewish Encyclopædia; vol. II : *Apocrypha-Benash*. = 20 sept. *E. Axon*. Manchester sessions. Notes of proceedings before Oswald Mosley, 1616-1623; vol. I (très intéressant pour l'histoire du droit et de l'administration). = 27 sept. *Paul Azan*. Annibal dans les Alpes (excellent). — *J. Gairdner*. A history of the english church in the xvi cent. (très utile). — *D. Boulger*. The history of Belgium (compilation estimable; mal écrit). — *H. H. Spink*. The Gunpowder Plot (curieux, bizarre, sincère et impartial; l'auteur, qui se place au point de vue catholique romain, rejette formellement les récentes théories du P. Gérard). — *P. H. Brown*. The register of the Privy council of Scotland; vol. III : 1629-1630. — *W. Fortescue*. The Calendar of State papers relating to America and the West Indies, 1689-1692. — Le mystère de Tilsit (l'auteur de cette étude repousse absolument les conclusions présentées par M. J. H. Rose dans *E. hist. Rev.*, XVI, 742; le rôle prêté par ce dernier à l'agent Mackensie ne correspond pas à la réalité. Les nouvelles des arrangements pris à Tilsit par le tsar et l'empereur sont probablement parvenues à Canning par l'ambassadeur russe à Londres, qui les aurait reçues de Copenhague). = 4 oct. *St. J. Reid*. Memoirs of Sir Edward Blount (autobiographie intéressante; mais beaucoup d'erreurs de fait). — *E. A. W. Budge*. A history of Egypt (excellent résumé de l'histoire ancienne de l'Égypte). = 11 oct. *Bellet*. The Inner and Middle Temple (bonne histoire résumée de cette « forteresse du droit anglais » à Londres). = 25 oct. *E. Armstrong*. The emperor Charles V (remarquable). = 1<sup>er</sup> nov. *Comte Fred. Kielmansegg*. The diary of a journey to England in the years, 1761-1762 (très intéressant). — *J. Woodbridge Riley*. The founder of Mormonism (un peu trop de rhétorique, mais l'information est très étendue et l'observation fine). — *W. Al. Linn*. The story of the Mormons from the date of their origin to the year 1901 (c'est de beaucoup le meilleur livre qui ait été écrit sur le sujet). — *P. Meyer*. L'histoire de Guillaume le Maréchal; t. III (très remarquable; quelques corrections pour l'identification des noms de lieu et de personne). = 8 nov. *Oman*. A history of the Peninsular war; I (remarquable; « l'apparition de ce livre est un événement de première importance dans le monde historique »). — *Escott*. Gentlemen of the House of Commons (intéressants portraits de députés au Parlement depuis le xvi<sup>e</sup> s.). — *L. P. Ayrolles*. La vraie Jeanne d'Arc. = 22 nov. *L. G. Robinson*. Letters of Dorothea, princess Lievin during her residence in London, 1812-1834 (intéressant, bien que la princesse exagère d'ordinaire son importance). — *G. Neilson*. Huchown of the Awle ryale (très intéressant; très hasardé; les allusions à certains

héros, à certains faits de la guerre de Cent ans que l'auteur a découvertes dans ce poème sont assez significatives). = 29 novembre. *Henry James Ross*. *Letters from the East, 1837-1857* (assez curieux renseignements sur l'empire ottoman). = 6 déc. *A. Lang*. *The Gowrie mystery* (discussion savante et parfois subtile, pas toujours convaincante, mais toujours instructive, d'un problème peut-être insoluble). = 13 déc. *B. Wilson*. *The New America; a study of the Imperial Republic* (très intéressant). — *Dr C. Peters*. *The Eldorado of the Ancients* (c'est le pays possédé aujourd'hui par le chef Macombe sur le Zambèse; c'est le Monomotapa des Portugais du xvi<sup>e</sup> s. et l'Ophir de la Bible. Intéressant; mais les conclusions de l'auteur auraient besoin d'être appuyées par des fouilles bien dirigées). = 20 déc. *S. Lee*. *Queen Victoria; a biography* (important, surtout pour le nombre et la précision des faits). = 3 janv. *Acts of the privy Council*; vol. XXVI, 1596-1597. — *Calendar of state papers. Domestic, 1673*. — *J. G. Alger*. *Paris in 1789-1794* (plein de faits intéressants et en partie nouveaux). = 10 janv. *W. Barry*. *The papal monarchy, from S. Gregory the Great to Boniface VIII* (médiocre compilation). — *Chr. Wordsworth*. *Ceremonies and processions of the cathedral church of Salisbury* (édite un ms. du xv<sup>e</sup> s.; texte accompagné de documents d'archives). — *Sir E. M. Thompson*. *Customary of the Benedictine monastery of S. Augustine, Canterbury* (d'après un ms. du xiv<sup>e</sup> s.; très intéressant). — *Rod. Lanciani*. *Storia degli scavi di Roma, e Notizie intorno le collezioni romane di antichità*; vol. I, 1000-1530 (excellent). = 17 janv. *The Cambridge modern history*; I : the Renaissance (remarquable). — *W. L. Marvin*. *The american merchant marine, its history and romance, 1620-1902* (très intéressant, surtout au point de vue économique). — *G. Peel*. *The enemies of England* (étudie la question de savoir pourquoi les voisins de la Grande-Bretagne sont ses ennemis et comment ce sentiment s'est formé depuis le xviii<sup>e</sup> s.). — *Grenfell, Hunt et Smyly*. *The Tebtunis Papyri, part 1* (très belle publication, due en grande partie à la générosité de M<sup>me</sup> Phœbe Hearst, et qui est la première publication archéologique de l'Université californienne. Contient plusieurs ordonnances royales des Ptolémées, des correspondances privées, des documents sur l'agriculture et les monnaies, etc.). = 24 janv. *A. Lang*. *The history of Scotland from the roman occupation* (beaucoup de faits, d'anecdotes, d'hypothèses ingénieuses; important pour l'histoire de Marie Stuart et des intrigues dont elle fut victime en Écosse). — *The life and letters of the R. H. Friedrich Max Müller* (intéressant; ces lettres feront mieux connaître l'homme, pas toujours à son avantage; elles montrent assez bien pourquoi Max Müller a négligé la sévère érudition pour devenir un ingénieur vulgarisateur; il était avide d'argent et de réclame, aimable et très hospitalier). — *S. Cowan*. *The Gowrie conspiracy and its official narrative* (insuffisant; l'auteur connaît mal ses sources). = 31 janv. *Sir W. Besant*. *London in the eighteenth century* (beaucoup de faits; très intéressant). — *E. R. Bevan*. *The House of Seleucus* (excellente étude par un érudit

tout à fait maître de son sujet). — E. S. Roscoe. Robert Harley, earl of Oxford, prime minister, 1710-1714 (excellente biographie). — J. W. Legg. The coronation order of king James I.

**67. — Transactions of the R. historical Society.** Vol. XVI, 1902. — Le P. Aidan GASQUET. De quelques matériaux nouveaux pour une nouvelle édition de l'Histoire d'Angleterre par Polydore Vergil (de cette Histoire, il existe au Vatican un manuscrit qui provient de la bibliothèque des ducs d'Urbin. Ce manuscrit est de la main de F. Veterani, bibliothécaire de ces ducs ; il représente la première rédaction de l'auteur, rédaction qui fut écrite en 1516 ou 1517, lors d'un séjour de Vergil dans son pays natal. Cette rédaction diffère de l'imprimé, publié en 1533, à la fois quant à la forme et quant au fond. Il est à désirer que l'on donne une édition critique de l'*Historia anglicana*, au moins des chapitres sur Henri VII et Henri VIII, qui ont une valeur originale de première importance ; le manuscrit du Vatican en serait l'élément capital). — W. E. LINGELBACH. Organisation intérieure des marchands à l'aventure en Angleterre (d'après les chartes de 1564 et de 1586 et le recueil des lois et ordonnances compilé par John Wheeler, secrétaire de la Compagnie. Important article basé en partie sur des documents inédits). — R. G. MARSDEN. La haute-cour d'amirauté ; ses rapports sur l'histoire nationale, le commerce et la colonisation de l'Amérique, 1550-1650 (indications sommaires tirées des archives de ce tribunal). — M<sup>rs</sup> S. C. LOMAS. Les papiers d'État des premiers Stuarts et l'interregne (définition du terme de « state papers ; » principales origines d'où provient ce fonds, dans les archives publiques ou privées ; recueils publiés. Chronologie des documents). — I. S. LEADAM. Une conspiration inconnue contre le roi Henri VII (complot assez mystérieux formé en 1503 et qui se rattache aux intrigues d'Edmond de la Pole ; le principal chef, Walter Roberts, fut laissé impuni ; il mourut seulement en 1522. Suit le texte inédit d'un fragment des dépositions qui furent recueillies à ce sujet). — Vincent B. REDSTONE. Condition sociale de l'Angleterre pendant les guerres des Deux-Roses (utilise un certain nombre de documents inédits. En appendice, une note sur la profession du père de Wolsey ; ce dernier vint s'établir à Ipswich, où il exerça les professions de boucher, de brasseur, d'aubergiste, etc. ; il fut souvent inquiété parce qu'il vendait de mauvaises viandes, qu'il employait de fausses mesures pour la bière, etc. Il s'y enrichit).

**68. — The Nineteenth Century.** 1902, juillet. — John DOUGLAS. Asie et Australasie. — Miss G. E. TROUTBECK. Un prédécesseur de saint François d'Assise (biographie de Joachim, abbé de Flore ; ses ouvrages, vrais et apocryphes ; l'Évangile éternel). — Août. Lloyd SALDERS. L'Italie et la Triple-Alliance. — Cecil HALLET. Le dernier lieu de repos de nos rois angevins (rapide esquisse de l'histoire de Fontevault et des tombes des rois angevins). — Sept. Percy F. ROWLAND. Le caractère national australien à ses débuts. — Sir Robert HUNTER. Le Stonehenge (projet

d'enclore ce fameux monument mégalithique afin de le protéger). — Miss Rose M. BRADLEY. La fabrique de l'abbaye de Westminster et ses ressources. — Ernest A. SAVAGE. La bibliothèque Bodléienne (ouverte le 8 novembre 1602). — Baron A. von MALTZAN. Avec les Boers, au nord de la Tugela. — Oct. Sir Frederick POLLOCK. La doctrine de Monroe (cette doctrine n'avait à l'origine rien de dogmatique; Monroe lui-même n'eut pas l'intention d'en faire un principe de droit américain, à plus forte raison de droit international; elle n'est devenue un pouvoir vivant qu'à la longue, et parce qu'elle a été adoptée par le gouvernement et le peuple des États-Unis. Dans deux circonstances, en 1824 et en 1898, quand les puissances européennes firent mine de vouloir intervenir en faveur des colonies espagnoles, le gouvernement des États-Unis s'arma de la doctrine de Monroe pour repousser l'ingérence de l'étranger et, dans ces deux cas, il fut appuyé par l'Angleterre). — Nov. Harold E. GORST. L'histoire du « quatrième parti » (expose comment, de l'incident Bradlaugh, naquit, en 1880, le quatrième parti, en dehors des Libéraux, des Conservateurs et des Irlandais); suite en déc. — Déc. Le P. GERARD, S. J. (le statut qui prononça l'émancipation des catholiques en 1829 maintint des peines très sévères contre les maisons religieuses et en particulier contre les Jésuites, considérés comme dangereux, et qu'il importait à tout le moins d'empêcher de se perpétuer. Les rigueurs de la loi sont restées lettre morte; mais la loi elle-même subsiste. Le P. Gerard en demande l'abrogation).

69. — *Boletín de la Real Academia de la Historia*. T. XXXIX-XL. Juillet 1901-juin 1902. — Ulysse ROBERT. Philibert de Chalon, prince d'Orange, 1502-1530. Lettres et documents (longue série d'environ 400 documents, servant de pièces justificatives à l'histoire de Philibert de Chalon et intéressants pour l'histoire de Charles-Quint, du pape Clément VII et des guerres d'Italie de 1527 à 1530). — J.-M. ASENSIO. Sur la « Crónica Troyana » publiée par D. Andrés Martínez Salazar (à propos de la publication d'un manuscrit de cette chronique romanesque en dialecte galicien, daté de 1373). — B. OLIVER. L'évêque de Nicastro (Innocent IX) et l'alliance perpétuelle du pape, du roi d'Espagne et de la république de Venise contre les Turcs (compte-rendu du livre de Mgr D.-M. Valensise, évêque de Nicastro, intitulé : *Il Vescovo di Nicastro, poi Papa Innocencio IX et la Lega contra il Turco*. Nicastro, 1898, in-4°). — R. RAMÍREZ DE ARELLANO. Un nouveau document émanant de Gonzalo Argote de Molina (reconnaissance d'une dette envers l'orfèvre Pedro de Roa pour fourniture d'un harnais de cheval en argent, 1579). — A. FERNÁNDEZ GUERRA. Antiquités romaines de Linares, Cazlona et Baeza. — F. FITA. El Portal del Guadalete. Nouvelle inscription romaine (nouvelles données pour la résolution des problèmes géographiques relatifs aux inscriptions des poteries du Mons testaceus de Rome). — J. CATALINA GARCÍA. *El espectáculo más nacional* (compte-rendu d'un livre portant ce titre, dû au comte de Las Navas;

c'est une étude historique sur les courses de taureaux). — C. FERNÁNDEZ DURO. Tadée Haënke, naturaliste dans le voyage autour du monde des corvettes *Descubierta* et *Atrevida*, sous le commandement de D. Alejandro Malaspina, de 1789 à 1794 (indications sur le séjour de Haënke au Pérou et au Chili et sur ce qui a été publié de ses œuvres). — Caractère de la conquête espagnole en Amérique et au Mexique, d'après les textes des historiens primitifs, par Genaro García (critique très vive de cet ouvrage). — Fr. CODERA. Inscription arabe du musée d'Évora. — R. RAMÍREZ DE ARELLANO. Rébellion de Fuente Obejuna contre le grand commandeur de Calatrava, Fernán Gómez de Guzman, 1476 (épisode des discordes civiles du règne de Henri IV de Castille, à propos de la donation de Fuente Obejuna au grand commandeur et des protestations de Cordoue, qui prétendait retenir cette ville dans son domaine). — J. SUAREZ INCLAN. Don Cristóbal de Moura, premier marquis de Castel Rodrigo, 1538-1613 (compte-rendu élogieux du livre de M. A. Danvila; cf. *Rev. hist.*, sept. 1902). — F. FITA. Patrologie latine. Lettre inédite des rois Alphonse IX de Léon et Henri I<sup>er</sup> de Castille au pape Innocent III. Rescrits d'Honorius III. Cortes de Toro en 1216 (au sujet de la trêve de quatre ans imposée par le concile de Latran de 1215 pour le succès de la cinquième croisade). — R. RAMÍREZ DE ARELLANO. Un document nouveau sur Beatriz Enriquez de Arana (on peut conclure de cette pièce que D<sup>a</sup> Beatriz ne fut jamais la femme légitime de Christophe Colomb). — F. FITA. Patrologie latine. Renallo le grammairien et la conquête de Majorque par le comte de Barcelone, Raymond Bérenger III. Pièces inédites relatives à Renallo (détermination de quelques points de détail intéressant l'histoire de Catalogne au moment de l'expédition de Majorque. Hypothèse sur le rôle possible de Renallo et sur l'attribution à ce grammairien de la vie la plus ancienne de San Olaguer). — M. DANVILA. Trois documents inédits relatifs au mariage des Rois Catholiques, 1468, 1469 et 1470 (notamment indications intéressantes sur le collier de rubis balais offert par Ferdinand à Isabelle en témoignage de leur accord de fiançailles). — V. VIGNAU. Les Morisques espagnols et leur expulsion (notice bibliographique élogieuse sur l'ouvrage de D. Pascual Boronat). — G. LLABRÉS. La conversion des juifs majorquins en 1391. Renseignement inédit (réclamation des juifs convertis en vue du paiement d'une somme qui leur avait été promise par la municipalité pour les inviter à se convertir). — F. FITA. Inscriptions romaines de la Puebla de Montalban, d'Escalonilla et de Métrida. — La communauté hébraïque de Zorita. Privilège inédit que lui octroya le roi Henri I<sup>er</sup> le 20 décembre 1215. — L. DELGADO MENCHAN. Le *fonario* (fossé) ou cimetière des juifs à Ciudad-Real (détermination de l'emplacement de ce terrain qui, à la fin du XIV<sup>e</sup> s., fut donné à un couvent de dominicains). — Fr. R. DE UHAGON. Défi entre Rodrigo de Benavides et Ricardo de Merode (1556. Publication d'une assez longue relation manuscrite de toutes les circonstances de ce défi, survenu à propos d'une dame de Grammont. Notes biographiques sur



les deux seigneurs en question. Table des personnages cités, avec nombreuses indications biographiques). — FR. CODERA. Inscription arabe de Cordoue. — FR. VALVERDE Y PERALES. Antiquités romaines de Baena (découverte de trois statues mutilées). — F. FITA. Réduction géographique de Laminio (on avait attribué un territoire trop étendu à ce municiple par suite du déplacement d'un autel antique). — J. MORALEDA Y ESTEBAN. Mercure de bronze découvert à la Puebla de Montalbán (très petite statuette, reproduite grandeur nature). — F. FITA. La principauté de Catalogne. Raison de cette dénomination (recherches sur les premières apparitions de cette dénomination qu'on trouve dès le XI<sup>e</sup> s.). — Comte DE CEDILLO. *Libro primero de Cabildos de Lima* (compte-rendu d'un livre publié au Pérou contenant les procès-verbaux du Conseil municipal de Lima de 1534 à 1539). — B. OLIVER. *Narraciones Tortosinas* (compte-rendu d'un livre sur Tortosa publié par F. Pastor y Lluís. Bon et utile travail). — F. FITA. D. Pedro de Albalat, archevêque de Tarragone, et D. Ferrer Pallarés, évêque de Valence. Questions chronologiques (relatives aux installations de ces prélats, autour des années 1239-1240). — M. PANO. Signes lapidaires du château de Monzón (Huesca) et de la cathédrale de Tolède (plan du château et nombreuses marques d'ouvriers tailleurs de pierres). — J. H. RIVETT-CARNAC. La pierre du couronnement de l'abbaye de Westminster et sa relation légendaire avec Santiago de Compostela (histoire légendaire de cette pièce et hypothèse sur la possibilité d'y trouver une trace d'inscription préhistorique à trous hémisphériques). — F. MACIÑEIRA-PARDO. Exemples galiciens et portugais d'écriture hémisphérique. — F. FITA. Conciles de Tarragone de 1248, 1249 et 1250. Concile de Tortosa de 1248 (ce dernier inconnu jusqu'à présent). — M. DE OSUNA. Études historiques et psychologiques sur les îles Canaries. — FR. VALVERDE PERALES. Antiquités romaines et visigothiques de Baena (chrismon de bronze. Statue de prêtresse en pierre). — A. CHAVERO. Le collège de Tlatelolco (collège fondé au Mexique pour les Indiens vers 1535). — F. FITA. Histoire des Celtes. Ses sources littéraires (compte-rendu du *Cours de littérature celtique* d'Arbois de Jubainville). — Marquis DE MONSALUD. Nouvelles inscriptions romaines d'Estrémadure. = Dans les *Variedades* : F. FITA. Nouvelles inscriptions romaines de la province Jaén. — La stèle des Fulvius à Castellar de Santisteban. — L'épithaphe de saint Vintila (IX<sup>e</sup> s.). — A. RODRÍGUEZ VILLA. Collection Llorente (manuscripts de Llorente légés à l'Académie). — E. HÜBNER. La Galice historique et préhistorique (reproduction d'un article sur les travaux de D. F. Maciñeira y Pardo). — CR. F. SEYBOLD. L'Espagne musulmane. Notes géographiques. — H. DESSAU. Le prêteur L. Cornelius Pusio (reproduction d'un article du *Bulletin hispanique*). — Notice nécrologique de E. SAAVEDRA sur Émile Hübner. = Dans les *Noticias* : relevés d'inscriptions; indications bibliographiques; note sur l'écriture hémisphérique à écuelles ou cupules.

---

## CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

**France.** — M. Louis AUDIAT est mort le 5 janvier dernier, à l'âge de soixante-dix ans. Il était président de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, fondée par lui il y a vingt-huit ans, et dont l'existence, en partie grâce à lui, a été féconde, puisqu'elle a publié près de quarante volumes de textes inédits. Lui-même écrivit une centaine d'articles, de brochures et de volumes sur l'histoire de cette province, devenue sa patrie d'adoption; nous citerons seulement ses livres sur *Bernard Palissy* et sur *Louis de la Roche-foucauld, dernier évêque de Saintes*.

— M. Alexandre BERTRAND, mort à Saint-Germain-en-Laye, le 8 décembre dernier, était âgé de quatre-vingt-trois ans. Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École d'Athènes, il a consacré ses thèses de doctorat à des questions d'antiquité grecque (*Essai sur les dieux protecteurs des héros grecs et troyens dans l'Iliade* et *De fabulis Arcadiae antiquissimis*, 1859); dans le même temps, il devenait (1858) secrétaire de la Commission de la carte des Gaules, ce qui l'attira vers l'étude des antiquités gauloises. Il s'y enferma désormais. Il fut en 1867 nommé directeur du musée de Saint-Germain, où il a créé une œuvre admirable, hautement appréciée par les savants du monde entier. C'est son principal titre de gloire. Il écrivit plusieurs mémoires qui ont été réunis en un volume : *L'Archéologie celtique et gauloise* (1876); on lui doit en outre : *la Gaule avant les Gaulois* (2<sup>e</sup> édit., 1891), *les Celtes dans les vallées du Pô et du Danube* (2<sup>e</sup> édit., 1894), *la Religion des Gaulois*. Ce dernier ouvrage, vraiment original et suggestif, eut un grand succès.

— A la séance du 7 décembre 1902 de la Société d'histoire moderne, deux importantes lectures ont été faites : la première, par M. Charles SCHMIDT, sur le *Fonds de la Police générale aux Archives nationales*. On nous en communique le résumé, que voici : Les papiers de la *Police générale*, conservés aux Archives nationales sous la cote F<sup>7</sup>, sont une source importante pour les historiens de l'époque contemporaine, au moins pour la période 1792-1830. En tenant compte de la psychologie du policier qui écrit, en critiquant avec soin les dénonciations qu'on trouve nombreuses dans les dossiers personnels, on peut utiliser les papiers contenus dans les 10,000 cartons de F<sup>7</sup>. Ces papiers se classent tout naturellement en trois catégories : 1<sup>o</sup> les bulletins qui renseignent sur l'état du pays, d'un département ou de Paris pendant une période déterminée; 2<sup>o</sup> les dossiers personnels composés des pièces

saisies au domicile de l'inculpé, de ses interrogatoires, des lettres qu'il a écrites en prison, etc.; 3° les fonds spéciaux tels que les prisons d'État, les journaux.

I. *Bulletins*. Jusqu'à l'an IV : les rapports du bureau de surveillance administrative et de police (an II, avec lacune), ceux de la commission administrative de la police de Paris (an II-an IV), utilisés par M. Aulard pour son *Paris sous la réaction thermidorienne*; — de l'an IV à l'an VIII : les rapports et bulletins du bureau central des cantons de Paris (utilisés également par M. Aulard), ceux de l'état-major de la place de Paris; — à partir de l'an VIII, date de la création de la préfecture de police, les rapports quotidiens du préfet de police au ministre de la police générale (an VIII-1814, lacunes pour 1812 et 1813, cessent en 1814, reprennent en 1819 et vont jusqu'à 1846, mais lacunes graves; par exemple, aucun bulletin au moment des journées de Juillet 1830). — De l'an VIII à 1829, la suite des bulletins de police (en minutes et en copies), présentés à l'empereur, puis au roi, par le ministre ou le directeur général de police : c'est un résumé quotidien des rapports des conseillers d'État chargés des arrondissements de police, des rapports du préfet de police, avec des notes ajoutées de la main de Fouché, de Pasquier, etc.; — les rapports des préfets (1800 à 1859), peu importants, ceux des commissaires spéciaux de police dans les ports de France, en Hollande, en Allemagne, etc. (an XII-1814), intéressants.

II. *Fonds personnels* : a. Papiers du comité de sûreté générale classés alphabétiquement et très consultés; b. papiers des émigrés, en deux séries, l'une personnelle, l'autre départementale; c. papiers des *affaires politiques* (an V-1830) qu'il est nécessaire de consulter pour tout sujet compris entre ces deux dates extrêmes; d. papiers des *affaires diverses* pour la période comprise entre l'an IV et l'an XII, mais où les recherches sont difficiles; e. papiers des *arrondissements de police* sous l'Empire, des *affaires administratives* sous la Restauration (à partir de 1821, peu de renseignements).

III. *Fonds spéciaux* : Journaux, librairies, théâtres, cultes, lettres interceptées (en particulier au moment du blocus continental), prisonniers de guerre, prisonniers d'État, mercuriales, ouvriers, etc.

Puis, M. AULARD a présenté quelques observations critiques sur le recueil intitulé : *les Archives parlementaires de 1787 à 1860, recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises*, imprimé par ordre du Sénat et de la Chambre des députés. Ce recueil, dirigé d'abord par MM. Mavidal et Laurent et actuellement par MM. Lataste, Claveau, Pionnier et Ducom, est en cours de publication. Il en a paru, de 1862 à 1902, à la librairie Paul Dupont, 168 volumes grand in-8° à deux colonnes. Cette publication, faite aux frais de l'État, a déjà coûté plusieurs millions et en coûtera plusieurs autres. En avons-nous pour notre argent ? Ce recueil, si souvent utilisé et cité à l'étranger comme en France, est-il fait selon les règles de la méthode historique ?

Des deux séries qui le composent, l'une a pour point de départ l'année

1787, ou plutôt l'année 1789 (62 volumes parus), l'autre commence à l'année 1800 (106 volumes parus). M. Aulard n'examine pour l'instant que la première, celle qui est relative à la Révolution. Il passe rapidement sur les sept premiers volumes, qui contiennent une collection de cahiers de 1789, faite sans méthode et sans plan, où l'on relève des confusions sur la nature, la provenance et la destination des cahiers, des quiproquos, des lacunes inexplicables, avec une table alphabétique finale et incomplète, si inexacte qu'il vaudrait beaucoup mieux qu'elle n'existât pas. Il arrive aux t. VIII à LXII, qui contiennent les débats des Assemblées de la Révolution jusqu'au 19 avril 1793 inclusivement.

Il n'y avait alors, comme compte-rendu officiel des débats, que le procès-verbal, souvent très court et très sec, ne relatant presque jamais ni les discours ni même les noms des orateurs, mais donnant avec exactitude les décrets dans l'ordre chronologique, la suite des débats, et offrant une expression authentique de l'idée que les Assemblées voulaient qu'on eût de leurs délibérations et de leurs actes. Nous avons en outre de nombreux journaux qui rendaient compte des débats comme ils pouvaient, sans sténographie digne de ce nom. Il en est que de très authentiques témoignages contemporains nous présentent comme rendant le plus fidèlement compte des séances, par exemple le *Point du Jour*, le *Moniteur*, le *Journal des Débats et des Décrets*, le *Logographe*, le *Républicain français*, selon les époques. Il y a aussi des discours et des rapports imprimés à part par les soins de leurs auteurs ou par ordre des Assemblées.

Il semble que le plan le plus rationnel eût été de publier, pour chaque séance : 1<sup>o</sup> le procès-verbal, tout entier, avec un petit nombre de notes indispensables ; 2<sup>o</sup> un compte-rendu emprunté textuellement à un des journaux du temps, non pas toujours au même, mais chaque fois on suivrait jusqu'à la fin de la séance un seul et même journal, sans autre suppression que celle du texte des décrets déjà donnés dans le procès-verbal, et on placerait en note quelques variantes utiles empruntées aux autres journaux ; 3<sup>o</sup> en annexe, un petit nombre de pièces indispensables à l'intelligence de la séance et reproduites tantôt in extenso, tantôt en analyse avec citations entre guillemets, ou simplement signalées avec la cote d'Archives ou de Bibliothèque. Entre autres avantages, ce plan aurait celui-ci, que le lecteur verrait du premier coup d'œil quelles sont la nature, l'origine, la valeur du document qu'on lui propose. Ce plan, les auteurs des *Archives parlementaires* ne l'ont pas suivi ; à vrai dire, au début, surtout pour les premiers volumes de la Constituante, ils n'en ont suivi aucun. Confondant le *Moniteur* et le procès-verbal, utilisant sans le dire les compilations les plus suspectes, ils ont essayé de faire une sorte de *trompe-l'œil* et, avec tous les documents quelconques qui leur tombaient sous la main, ils ont voulu faire ce compte-rendu détaillé et à apparence sténographique qui avait manqué aux contemporains. Dans cette œuvre d'imagination et de fantaisie, il y a jusqu'à de faux discours de Mirabeau.

Avertis et critiqués par M. Guiffrey et par la Société de l'histoire de la Révolution (voir la *Révolution française* du 14 janvier 1889), invités à adopter une méthode vraiment historique quand ils en seraient à la Législative, les auteurs des *Archives* déclarèrent fièrement en tête du tome XXXIV, paru en 1890, qu'ils « procéderaient pour la Législative comme pour la Constituante, » et ils répétèrent la même déclaration dans le tome LII pour la Convention; mais, en réalité, à partir du tome XXXIV et de la Législative, ils se servent du procès-verbal, qu'ils ne confondent plus avec le *Moniteur*, et ils citent leurs sources pour les pièces qu'ils intercalent dans le texte, principalement d'après la série C des Archives nationales ou qu'ils donnent en annexe. Dans les tout derniers volumes (Convention nationale), et surtout dans le dernier, ils émaillent leurs comptes-rendus de renvois à des journaux qu'ils nomment exactement.

C'est le même régime que précédemment, pratiqué avec plus de soin, mais qui, avec un appareil scientifique, n'en est pas moins antiscientifique. Il arrive par exemple que le même discours nous est présenté comme *combiné* par les auteurs des *Archives* avec les comptes-rendus de plusieurs journaux, fort inégaux en valeur. Pour savoir quelle est la part contributive de chaque journal à cette combinaison, il faut recourir aux originaux, ce qui est la perte de temps dont les *Archives* ont pour but de nous dispenser, ou croire les *Archives* sur parole, ce qui est antihistorique. Un historien sérieux ne devra donc absolument pas se servir des *Archives parlementaires* pour les comptes-rendus de séances.

Quant aux pièces d'archives intercalées dans les comptes-rendus, quant aux nombreux rapports imprimés en annexe, on pourra s'en servir quand il y a une indication de provenance, et même en certains cas où, sans indications, la provenance est évidente. Mais ces pièces sont choisies au hasard. Il y a surabondance. Il y a fatras. Par exemple, le tome LXII et dernier ne contient que sept séances (du 12 au 19 avril 1793), à cause du nombre des pièces annexes. Ainsi, p. 287 à 598, en annexe à la séance du 17 avril, on a donné tous les projets de Constitution, toutes les brochures sur les réformes constitutionnelles qu'on a pu rencontrer. En annexe à la séance du 17 avril, on donne *in extenso* des actes des représentants Grégoire et Jagot dans les Alpes-Maritimes. On réimprime la correspondance des représentants en mission avec la Convention, déjà imprimée dans une autre collection officielle. On donne intégralement tout ce qu'on trouve et on noie l'intéressant dans l'inutile, dans le fastidieux. Ainsi, les volumes succèdent aux volumes, bourrés de documents quelconques, souvent sans rapport, même indirect, avec la séance qui les précède, et on en vient à ne plus donner que quelques jours dans un volume.

Refaire les 62 volumes parus est difficile. M. Aulard propose que du moins en quatre ou cinq volumes supplémentaires (le plan nouveau en fera gagner peut-être 50) on réimprime le procès-verbal de la Consti-

tuante, celui de la Législative, enfin celui de la Convention jusqu'à l'époque où on aura mis en pratique le plan nouveau.

— La Société nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas, à Paris, délivre à prix réduit (soit 6 fr. net au lieu de 12) le *Répertoire méthodique* pour l'année 1900 aux membres de la Société d'histoire moderne, sur présentation de la quittance de leur cotisation pour l'année courante 1902-1903.

— Dans le 33<sup>e</sup> fascicule du *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines* (Hachette), le morceau capital est l'histoire du commerce dans l'antiquité grecque et romaine (*mercator, mercatura*, par MM. HUVÉLIN, CAGNAT et BESNIER, 52 pages); à signaler en outre les mots *Medicus* (S. REINACH), *Membrana* (G. LAFAYE), *Mensura* (TANNERY), *Mercenarii* (ALBERT MARTIN), *Meretrices* (O. NAVARRE).

— M. Félix CHAMBON a publié dans la Collection des textes de A. Picard deux traités de Robert de Sorbon : *De conscientia* et *De tribus dietis*, qui sont deux parties d'un même ouvrage où l'auteur indique comment il faut préparer son examen de conscience pour éviter l'enfer, et les trois voies qu'il faut prendre pour arriver au paradis (1903, xxii-65 p. Prix : 2 fr. 25).

— Voici cinq nouveaux mémoires de M. l'abbé UZUREAU sur l'histoire de la province d'Anjou : *les Angevins et la famille royale à la fin de l'ancien régime*, 1902 (extrait de *l'Anjou historique*); service funèbre de Louis XV, sacre de Louis XVI, etc.; — *Ancienne Académie d'Angers. Travaux présentés aux séances*, 1902 (extrait des *Mémoires de la Société d'agriculture d'Angers*); c'étaient surtout des compositions littéraires dans le goût du temps; — *les Filles de la Charité d'Angers pendant la Révolution. Martyre des sœurs Marie-Anne et Odile* (Angers, Lachèse, 1902, in-8°), fusillées pour refus de serment civique le 1<sup>er</sup> février 1794; — *Histoire d'un troupeau sous le Directoire*, 1902 (extrait des *Mémoires de la Société d'agriculture d'Angers*); il s'agit ici, que le lecteur ne s'y trompe pas, d'un troupeau de moutons acheté en 1797 par l'administration départementale de Maine-et-Loire et dont l'auteur raconte les amusantes pérégrinations; — *Ancienne Académie d'Angers. Membres titulaires et associés (1685-1793)*, 1902 (extrait des mêmes mémoires).

— L'inquisition fit certainement, au xiii<sup>e</sup> siècle, moins de victimes dans le nord que dans le midi de la France; là, il est vrai, l'hérésie comptait moins d'adhérents. Il ne faudrait pourtant pas croire que, dans cette région, le fléau ait été absolument inconnu; un dominicain célèbre, Robert Le Bougre, y poursuivit durant plusieurs années les hétérodoxes avec une passion sauvage. Les actes relatifs aux exploits de ce triste personnage sont, aujourd'hui, assez bien connus, et il est souvent question de lui dans l'ouvrage de M. Lea. M. HASKINS a estimé, néanmoins, utile de les étudier à nouveau sous ce titre : *Robert Le Bougre and beginning of the Inquisition in Northern France* (*American his-*



*torical Review*, VII, 1902). Il y trace un tableau complet des persécutions dirigées par cet être singulier, sorte de maniaque sanguinaire, digne émule de son confrère et contemporain Conrad de Marbourg.

— M. J. LANCZY, professeur à l'Université de Budapest, a communiqué au Congrès international d'histoire comparée, tenu à Paris en juillet 1900, une *Note sur le grand refus et la canonisation de Célestin V* (Paris, A. Colin, 1901, in-8°). Il s'attache à déterminer le sens donné par Dante à la condamnation par lui du malheureux reclus, qu'on avait bon gré mal gré installé sur le siège de saint Pierre ; pour lui, le poète nie, avec beaucoup d'exaltés du temps, la légitimité des papes suivants, qui ne seraient à ses yeux que des intrus. Le travail est intéressant. Signalons une hypothèse utile de l'auteur : M. Lanczy penche à attribuer à Boniface VIII lui-même un des mémoires justificatifs publiés par le P. Denifle ; ce mémoire, dont on a la minute, a pour objet de répondre aux attaques des Colonna contre la légitimité de l'élection de 1294.

— La période historique étudiée par M. R. DELÈGUE (*l'Université de Paris, 1224-1244 ; Bibliothèque internationale de l'enseignement supérieur*. Paris, 1902, in-8°), présente un intérêt tout particulier. Elle est marquée par de grandes luttes entre le corps enseignant et les étudiants d'une part, les bourgeois et le pouvoir royal d'autre part, luttes dans lesquelles la régente Blanche de Castille intervint avec une fermeté parfois excessive, non sans s'attirer d'injurieux brocards. A ce moment encore les ordres mendiants s'introduisent dans l'*alma mater*. Les rapports entre les futurs ennemis sont d'abord pacifiques, soit prudence chez les Dominicains, soit insouciance chez les suppôts de l'Université ; ceux-ci ne paraissent pas avoir vu dès l'origine les dangers de cette invasion. Ces dangers apparaîtront plus tard et, une fois l'ennemi dans la place, tous les efforts des maîtres resteront inutiles ; il en sera de même au xvi<sup>e</sup> siècle avec les Jésuites. Le travail de M. Delègue est fait avec soin et l'auteur montre comment le vrai supérieur de l'Université n'est alors ni le roi ni le chancelier de Paris, mais le pape, généralement bien disposé pour le corps enseignant, mais qui, bientôt, lui fera trop souvent durement sentir son autorité.

— M. A. PRUDHOMME, archiviste de l'Isère, vient de publier une intéressante étude sur *l'Enseignement secondaire à Grenoble avant la création du collège des Dominicains (1340-1606)*. Grenoble, Allier, 1901, in-8° (extrait du *Bulletin de l'Académie delphinale*). Il y utilise les actes et mentions relevés par lui dans les archives de la ville et dans celles de l'Isère. Jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle, ces actes sont assez rares et prouvent seulement que le modeste *studium* grenoblois était sous la surveillance immédiate du conseil consulaire et que le personnel enseignant était laïque. Quelques-uns des maîtres étaient parfois, faute de mieux, singulièrement choisis, leur conduite privée souvent peu exemplaire et leur capacité douteuse. Le travail de M. Prudhomme abonde en curieux

détails sur l'enseignement de ces maîtres, leur situation morale et matérielle, l'existence menée par les écoliers et la police de l'établissement. Tout cela, en somme, est curieux et parfois amusant.

— Le travail, très solidement documenté, de M. E. Baux sur *Louise de Savoie et Claude de France à Lyon. Étude sur la première régence, 1515-1516*, paru dans la nouvelle *Revue d'histoire de Lyon*, a, entre autres mérites, celui d'établir la supériorité du témoignage de Louise sur ceux de Fleuranges, Beaucaire et Cl. de Rubys; contrairement à ces derniers, la reine n'a pas accompagné son fils à Lyon en juillet 1515. M. Baux a bien aperçu la différence qui sépare le texte du *Journal*, tel qu'il est donné par Guichenon, de la rapsodie de l'abbé Lambert, aveuglément reproduite depuis. Il n'a pas tiré de cette observation tout le parti possible.

H. H.

— M. G. CLÉMENT-SIMON a voulu dégager le rôle du premier président Jean de Selve<sup>1</sup> dans trois grands événements du règne de François I<sup>er</sup> : le procès de Semblançay, celui de Bourbon, les préliminaires et l'exécution du traité de Madrid. Le malheur est que, sur les deux premiers, M. Clément-Simon ne peut que répéter, fort judicieusement d'ailleurs<sup>2</sup>, les conclusions de Paulin Paris, Spont et de M. Jaqueton, sans qu'on voie trop quelle part Selve a prise personnellement à ces événements. Dans le troisième, le rôle du premier président est plus considérable. M. Clément-Simon apporte de bons arguments en faveur de cette thèse que François I<sup>er</sup>, en ne livrant pas la Bourgogne, n'a nullement forfait à l'honneur.

H. H.

— L'élégante plaquette de M. Roger PEYRE<sup>3</sup> résume fort agréablement l'histoire de Marguerite de France, fille de François I<sup>er</sup>, duchesse de Berry, mariée en 1559 à Emmanuel-Philibert, duc de Savoie. Vraie fille de la Renaissance (comme sa tante Marguerite d'Angoulême), elle influe sur le mouvement de la Pléiade. M. Peyre analyse son rôle dans les négociations qui précédèrent et suivirent la paix du Câteau, la montre à demi-heureuse à la cour de Savoie, épouse résignée d'un trop jeune mari; elle essaie de maintenir à Turin l'influence française; elle

1. *Un conseiller du roi François I<sup>er</sup> : Jean de Selve, premier président du Parlement de Paris, négociateur du traité de Madrid* (extrait de la *Revue des Questions historiques*).

2. Très judicieusement aussi, il proteste contre les « odieux soupçons » que la lettre « si parfaitement honorable » de Marguerite a fait naître dans des « cerveaux déréglés. » Ces « odieux soupçons » n'étaient-ils pas, hier encore, considérés comme vérités acquises par un collaborateur de la revue même où a paru l'étude de M. Cl. Simon, M. Hyrvoix ?

3. *Une princesse de la Renaissance : Marguerite de France, duchesse de Berry, duchesse de Savoie* (sous-titre : *Une amie de L'Hospital et de Ron-sard*). Paris, Émile Paul, 1902 (tiré de la *Rev. des Études hist.* à 300 exemplaires), in-8°, 107 p. En appendice, une note iconographique (son portrait, par Chr. Amberger, est à Turin). Un index.

y protège les protestants français, quoiqu'elle ne soit « point huguenote, » comme elle l'écrit au connétable; elle obtint l'arrêt des persécutions contre les Vaudois. Cette « amie de L'Hospital et de Ronsard » méritait le biographe sympathique et délicat qu'elle a trouvé. On souhaiterait seulement à cette jolie notice une information plus précise<sup>1</sup>. M. Peyre a, cependant, fait de méritoires recherches aux Archives et au Cabinet des manuscrits, mais il ne connaît pas assez à fond la « littérature » du xvi<sup>e</sup> siècle.

H. H.

— Le succès des ouvrages de M. G. Lenôtre sur Gonsse de Rougeville, le baron de Batz, le marquis de la Roüerie, le vicomte d'Aché, devait tenter d'autres écrivains et les pousser à s'engager sur cette lisière de l'histoire où les héros avoisinent les aventuriers et où les aventuriers fréquentent avec les coquins vulgaires. Le public goûte assez cette littérature; un fait divers prend les apparences d'un événement historique et l'on peut goûter toutes les émotions de la cour d'assises en dégustant un gros volume d'histoire. Aussi ne doutons-nous pas que le volume de M. Léonce GRASILLIER, *Aventuriers politiques sous le Consulat et l'Empire* (Paris, P. Ollendorf, 1902, 452 p. in-8°), n'ait du succès, d'autant que l'éditeur des *Mémoires* de l'adjudant général Landrieux est aussi le narrateur de l'*Affaire Tichborne* et s'entend à merveille à mettre en œuvre un dossier judiciaire. Peut-être, pourtant, est-ce bien faire de l'honneur à des gens qui n'en avaient guère, en racontant si longuement leurs turlupinades. Passe encore pour ce Louis Collignon qui se fait appeler d'Esterno ou baron de Kolli, qui joua réellement, un instant, son bout de rôle politique comme agent secret de l'Angleterre auprès des prisonniers royaux à Valençay, qui reçut un brevet de colonel authentique et des décorations non moins authentiques, qui composa des mémoires et qui, même, a pu jouir de la satisfaction posthume de se voir traiter par un historien espagnol d'« alma tan superior. » Mais son autre héros, ce Pagowski, séducteur de jeunes filles et vivant avec des filles jusqu'à ce qu'il tombe fusillé dans la plaine de Grenelle, nous entraîne dans des régions vraiment trop peu dignes de l'histoire, et la seule excuse qu'on puisse alléguer pour nous y conduire c'est le désir de nous édifier à fond sur les arcanes malpropres de la haute et de la basse police impériale. R.

— M. E. GUILLON, l'auteur des *Complots militaires sous le Consulat, l'Empire et la Restauration*, a voulu combler une lacune dans la litté-

1. Quelques erreurs de dates. Des insuffisances bibliographiques : M. R. Peyre, qui déclare lui-même (p. 1, n. 1) n'avoir connu que trop tard le livre de M. Bourciez, ignore les récents travaux sur L'Hospital, notamment celui de Dupré-Lasale. P. 23, n. 1 : Aréthuse et non *Arthuse* de Vernon. — P. 61, n. 1 : le « Pau, » dont il est question dans les vers : « Tu t'enfles, Pau..., » n'est pas la ville de Pau, mais le fleuve du Pd. — P. 79, n. 1 : *Auston* pour *Muston*, *Combe* pour *Comba*; tantôt *Saint-Genis*, tantôt *Saint-Genys*. Ces taches étonnent dans une brochure imprimée avec soin.

rature militaire populaire, si riche en ouvrages sur d'autres chapitres des guerres de l'Empire, en résumant, d'après les documents connus, sans nouvelles recherches d'archives, les *Guerres d'Espagne sous Napoléon* (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1902, vii-364 p. in-18), depuis l'entrée de Bayonne, en 1808, jusqu'à la bataille de Toulouse, en 1814. La narration est généralement impartiale, les fautes de l'empereur lui-même, celles de ses maréchaux, dont les incessantes jalousies eurent des conséquences si fatales pour nos armes, ne sont point dissimulées. Il nous semble seulement que l'auteur fait trop bon marché du droit primordial des peuples à se gouverner eux-mêmes et que, si l'idée de rattacher l'Espagne à la France « était dans la nécessité des intérêts de l'Empire, » elle était loin d'être dans les intérêts de la France elle-même. On peut contester certainement aussi (bien que l'auteur le déclare incontestable) que, si Napoléon « avait voulu s'établir quelques mois en Espagne, il aurait eu raison de ses adversaires. » Assurément, il aurait pu remporter de brillants succès; mais dans une contrée si vaste, où tout conspirait contre lui, la configuration du sol, la presque totalité des habitants, toutes les forces naturelles et morales du pays, ces succès n'auraient jamais été durables; on aurait vu tomber, de part et d'autre, quelques nouvelles hécatombes de victimes, mais le résultat final serait resté le même. R.

— Un auteur anonyme vient d'exhumer d'entre les manuscrits de la bibliothèque de Lausanne une centaine de pages du cours d'histoire romaine que le général de Laharpe fit aux jeunes grands-ducs Alexandre et Constantin par ordre de leur grand'mère, Catherine de Russie. C'est la pièce de résistance de son livre, *le Gouverneur d'un prince : Frédéric-César de Laharpe et Alexandre 1<sup>er</sup> de Russie d'après des manuscrits inédits* (Lausanne, Bridel, 1902, 348 p. in-18, portraits). On y a joint un projet d'éducation présenté par le même au comte Soltykow, gouverneur des princes, en 1784, et des instructions composées par Catherine dans le même but. Elle y enjoint de défendre aux grands-ducs de tourmenter « d'inoffensifs animaux tels que oiseaux, papillons, mouches, etc. » Ces différents morceaux sont précédés d'une courte notice sur Laharpe, qui ne touche en rien au rôle joué par le général dans sa patrie, et l'on y trouve à la fin des réflexions sur Alexandre 1<sup>er</sup> tirées de la correspondance de son ancien précepteur et qui montrent combien leurs rapports s'étaient refroidis, surtout depuis 1815. On parcourra tout ce fatras humanitaire officiel avec des sentiments très mélangés. Je veux bien que Laharpe ait été sincère en rêvant de « préparer pour cinquante millions d'hommes un Marc-Aurèle; » peut-être même le jeune prince et le souverain débutant le fut-il lui-même dans une certaine mesure. Ce qu'il y a de curieux et d'effrayant en même temps, c'est d'étudier, sur cet exemple concret, l'inévitable et fatale détérioration morale que subit un monarque absolu dans un milieu corrompu et esclave, alors que peut-être, dans un autre milieu, contenu, bridé par des lois et soutenu par des conseillers

meilleurs, il aurait répondu davantage aux aspirations incertaines et aux velléités fugitives de sa jeunesse. L'auteur s'est étrangement trompé s'il avait espéré, par hasard, grâce à ces documents divers tirés des papiers de Laharpe, nous faire admirer davantage soit l'élève infidèle, soit le maître abusé et finalement très désabusé. R.

— Le tome II des *Documents relatifs aux rapports du clergé avec la royauté de 1705 à 1789*, par M. LÉON MENTION (A. Picard, collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire, 1903), comprend quatre parties : 1<sup>o</sup> la bulle *Unigenitus* ; 2<sup>o</sup> le Parlement, les Jansénistes et le clergé ; 3<sup>o</sup> le clergé et le fisc ; 4<sup>o</sup> la suppression des Jésuites. — C'est l'histoire d'hier et, un peu aussi, celle d'aujourd'hui.

— M. H. LANFANT a publié chez Combet et C<sup>ie</sup> sous le titre : *le Conseil général de la Seine (1791-1902)*, le recueil des lois, décrets, rapports officiels et documents divers relatifs à l'organisation et aux attributions de cette assemblée départementale (un vol. in-8<sup>o</sup> de 456 p., accompagné de 3 cartes du département en 1790, 1801 et 1902. Prix : 42 fr.).

— M. A.-L. GARRAUX a compilé une *Bibliographie brésilienne ; catalogue des ouvrages français et latins relatifs au Brésil, 1500-1898* (Chadenat et Jablonski, 400 p. Prix : 30 fr.).

— La librairie Marchal et Billard a mis en vente une *Bibliographie générale et complète des livres de droit et de jurisprudence publiés jusqu'au 7 novembre 1902*, classée dans l'ordre des codes (xxxii-473 p. Prix : 4 fr. 50).

— Notre collaborateur M. BOUCHÉ-LECLERCQ a terminé et va faire paraître prochainement une importante *Histoire des Lagides*, dont la Revue a récemment publié un fragment.

LIVRES NOUVEAUX. — DOCUMENTS. — J. Chavanon. Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Pas-de-Calais. Archives ecclésiastiques. Tome I : fonds de l'abbaye de Saint-Waast. Arras, impr. Laroche, in-4<sup>o</sup> à 2 col., 427 p. — Mémoires du colonel Delagrave. Campagne de Portugal, 1810-1811. Delagrave, 256 p. — G. Tholin. Catalogue du fonds de Bellecumbe, légué et conservé aux archives départementales de Lot-et-Garonne. Auch, Cocharaux, xxxvii-312 p., 2 col. — Abbé P. Hébert. La noblesse de Normandie et émigration ; avril 1791-novembre 1792 ; documents tirés des archives du château de Bailleul. Évreux, impr. Odieuvre, xvii-132 p. — J. Locharé. Registres paroissiaux relatifs aux baptêmes, mariages, vœtures, noviciats et sépultures dans les églises et couvents de la ville de Pau, 1553-1792. Pau, impr. Garet, 207 p. — Fr. Mouleng. Documents historiques sur le Tarn-et-Garonne. T. IV. Montauban, impr. Forestié, 522 p. — H. Loriguet. Épigraphe du département du Pas-de-Calais. T. V. Arras, Segaud. — Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens. T. V : Registres aux délibérations de l'administration municipale, année 1792. Picard et fils, 533 p.

HISTOIRE LOCALE. — Eug. Béghin. Béthune sous la période révolutionnaire. Béthune, impr. David, 284 p. — J.-M.-L. Faure. Histoire de l'octroi de Limoges, de 1370 à 1900. Limoges, Ducourtieux, 476 p. —

**J.-A. Le Paire.** Histoire de la ville de Corbeil, 2 vol. Lagny, impr. Colin, 548 et 567 p. — **D.-F. Poujol.** Histoire et influence des églises wallonnes dans les Pays-Bas. Fischbacher, xi-424 p. — **Abbé F. Somménil.** Origines de l'abbaye du Valasse. Evreux, impr. Odieuvre, 85 p. — **J. Lombard.** Parisot, Tarn-et-Garonne. Histoire d'une localité de l'ancienne province du Rouergue. Picard, xvi-432 p. Prix : 5 fr. — **E. Michel.** Histoire de la ville de Bric-Comte-Robert, des origines au xv<sup>e</sup> siècle. Dujarric, 500 p., cartes, plans et gravures. Prix : 12 fr. — **Abbé Ledru.** Histoire de la maison de Bery. Mamers, Fleury et Danguin, vii-424 p. — **J. Rellno.** Les prisons des Sables-d'Olonne, 1789-1795. La Roche-sur-Yon, impr. Servant-Mahaud, 170 p. — **Chabeuf.** L'entrée de Charles le Téméraire et les funérailles de Philippe le Bon à Dijon en janvier et février 1374. Dijon, Venot, 340 p. (Mém. de la Soc. bourguignonne de géogr. et d'hist., p. 18). — **Abbé Collon.** Essai sur l'archiprêtre de Lusignan et ses annexes successives, le prieuré de Celle-l'Évêcaut et la cure de Voulon. Poitiers, impr. Blais et Roy, 44 p. (Bull. de la Soc. des antiq. de l'Ouest). — **Comte d'Elbée.** Notice historique et archéologique sur Merlemont, Warlins l'Épine et Saint-Arnoult. Beauvais, impr. Avonde et Bachelier, 127 p. (Mém. de la Soc. acad. de l'Oise, t. XVIII). — **A. Thévenot.** Monographie de la commune de Lhultre. Arcis-sur-Aube, Frémont, 389 p.

**HISTOIRE GÉNÉRALE.** — **Colonel Berthaut.** Les ingénieurs géographes militaires, 1624-1831; étude historique. Paris, impr. du Service géographique de l'armée. 2 vol., xvi-467 et x-527 p.

**BIOGRAPHIES.** — **Le R. P. Mortier.** Histoire des maîtres généraux de l'ordre des Frères Prêcheurs. Tome I, 1170-1263. Picard, viii-685 p. — **P. de Longue-mare.** Une famille d'auteurs aux xvi<sup>e</sup>, xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles : les Sainte-Marthe; étude historique et littéraire. Picard, 281 p.

**Belgique.** — **M. Charles VAN SCHOOR**, premier avocat général à la Cour de cassation, est décédé à Bruxelles, le 13 décembre 1902, à l'âge de soixante-deux ans. Il avait occupé autrefois le siège de procureur général près la Cour d'appel et prononcé en cette qualité, aux séances de rentrée, des discours remarquables par de consciencieuses recherches et une langue très précise et très châtiée. Nous citerons comme spécialement remarquables : *le Chancelier de Brabant* (1888); *les Épices* (1891); *la Basoche* (1892); *les Lettres de cachet* (1895); *la Presse sous l'ancien régime* (1896); *la Presse sous la Révolution française* (1898); *la Presse sous le Consulat et sous l'Empire* (1899).

— **M. Julius VUYLSTEKE**, membre de l'Académie royale de Belgique, littérateur flamand et historien distingué, est décédé à Gand, le 16 janvier 1903, âgé de soixante-six ans. On lui doit une série d'études très intéressantes sur les Artevelde et l'histoire de la ville de Gand; elles ont été réunies sous le titre de : *Œuvres en prose (Verzamelde prozaschriften)*. Gand, 1887-1891, 4 vol. in-12). Son œuvre principale est la publication des comptes communaux de la cité gantoise à l'époque des Artevelde : *Rekeningen der Stad Gent, tijdvak van Jacob van Artevelde, 1336-1349* (Gand, 1873-1874, 2 vol. in-8°), et *Rekeningen der Stad Gent, tijdvak van Philips van Artevelde, 1376-1389* (Ibid., 1891-1893, 2 vol. in-8°). Il préparait une édition du cartulaire de la ville de Gand lorsque la mort est venue le surprendre.



— Le lieutenant général H.-E. WAUVERMANS, décédé à Bruxelles le 29 octobre 1902, âgé de soixante-dix-sept ans, s'était consacré aux études géographiques; on lui doit notamment une *Histoire de l'école cartographique anversoise* (*Bulletin de la Société royale de géographie d'Anvers*, XVII-XX, 1892-1895, tirage à part. Bruxelles, Falck, 2 vol. in-8°, 402-471 p.). Ses incursions dans le domaine historique proprement dit avaient été moins heureuses; à citer cependant avec éloge: *Napoléon et Carnot, épisode militaire de l'histoire d'Anvers* (Bruxelles, 1888, in-8°, 265 p.).

— M. Félix HACHEZ, directeur général honoraire au ministère de la Justice, est mort à Bruxelles le 29 septembre 1902; il venait d'entrer dans sa quatre-vingt-sixième année. Il était l'auteur d'un grand nombre de monographies sur l'histoire du Hainaut. La plus importante est intitulée: *les Fondations charitables de Mons* (Mons, 1860, in-8°, 272 p.).

— L'Université de Bruxelles a célébré, le 14 décembre 1902, le trentième anniversaire de la nomination de M. le professeur L. VAN DER KINDERE. Dans une séance solennelle tenue à la salle académique de l'Université, on a remis à l'éminent historien une médaille, œuvre de J. Dillens, portant d'un côté le profil très réussi du héros de la fête, de l'autre la muse de l'histoire. Des discours ont été prononcés par M. Graux, ministre d'État, au nom de l'Université; Maurice Vauthier, au nom des anciens élèves; Ch. Pergameni, au nom des élèves actuels; Paul Fredericq, au nom des universités de l'État.

— M. Marcel LAURENT, ancien élève de l'Université de Liège et de l'École française d'Athènes, vient d'être chargé de faire, dans la Faculté des lettres de Liège, le cours d'histoire de l'art. M. J. CAPART est chargé d'un cours d'Égyptologie dans la même Faculté.

— Suivant l'exemple donné depuis longtemps par les principaux États de l'Europe, la Belgique vient d'établir à Rome un institut historique dont M. A. CAUGHIE avait préconisé la création dès 1895 (voir *Rev. hist.*, LXIII, 234). L'éminent bénédictin Dom U. BERLIÈRE a été nommé directeur, avec M. A. FAYEN, ancien élève de l'Université de Liège, comme assistant.

— L'*Histoire de Belgique* de M. Henri PIRENNE vient d'être traduite en néerlandais par M. R. Delbecq. Le tome I a paru à Gand (Imprimerie coopérative, 1902, in-8°, x-442 p.).

— M. Paul FREDERICQ vient de faire paraître le tome V du *Corpus documentorum Inquisitionis hæreticæ pravitatis neerlandicæ* (Gand, Vuylsteke, 1902, in-8°, 485 p.). Ce volume contient 356 documents datés du 24 septembre 1525 au 31 décembre 1528.

— L'*Annuaire de l'Université catholique de Louvain* pour 1903 (Louvain, Van Linthout, in-8°, 392 p.) contient d'intéressants rapports sur les travaux des divers séminaires historiques par MM. SOETAERT, JACQUIN et ALLOSSERY.

— M. l'abbé J. WARICHEZ a défendu devant la Faculté des lettres de Louvain, pour l'obtention du grade de docteur en sciences historiques, une thèse remarquable sur les *Origines de l'église de Tournai* (Louvain, Van Linthout, in-8°, 226 p.).

— Le P. J. VAN DEN GHEYN, bollandiste, conservateur des manuscrits à la Bibliothèque royale de Bruxelles, annonce la publication prochaine d'une *Revue des bibliothèques et des archives de Belgique*.

— En prenant comme prétexte les *Documents pour servir à l'histoire des prix de 1381 à 1794* de M. Hubert Vanhoutte pour la Belgique et le travail analogue de M. J.-A. Sillem pour Utrecht, M. G. DES MAREZ a écrit une excellente *Notice critique pour servir à l'histoire des prix* (extrait de la *Revue de l'Université de Bruxelles*, Bruxelles, Lefèvre, 1902, in-8°, 18 p.). M. des Marez admet la base choisie par M. Vanhoutte : les registres des *épiers*, c'est-à-dire des granges où les seigneurs fonciers entassaient les prestations en nature de leurs tenanciers ; dès le XII<sup>e</sup> siècle, ces prestations en nature sont de plus en plus remplacées par des versements en espèces (emploi inexact de ce mot, p. 6), dont la valeur est fixée conformément aux cours moyens du marché. Il fait cependant remarquer : 1<sup>o</sup> que la valeur *officielle* d'une monnaie à une époque donnée « n'est pas nécessairement en harmonie avec sa valeur *marchande* ; » 2<sup>o</sup> que, dans tout problème de conversion de monnaies, il s'agit d'apprécier les choses, non pas « *par rapport à nous, par rapport à notre manière d'apprécier ces valeurs*, » mais bien « *par rapport aux contemporains* ; » 3<sup>o</sup> que, pour certaines marchandises (la bière notamment), le prix officiel est quelque chose d'absolument factice ; pour éviter les émeutes, on maintient le prix en faisant varier la qualité ; 4<sup>o</sup> qu'il n'y a pas identité, ni même parallélisme, entre la *moyenne annuelle officielle* des registres de l'épier, déterminée par les agents des seigneurs ecclésiastiques ou laïques au moyen d'un triple achat à trois époques différentes, et le prix marchand réel. M. des Marez avertit donc une fois de plus les économistes de l'extrême prudence avec laquelle on doit manier les documents qui contiennent des listes de prix. H. H.

**Allemagne.** — On annonce la mort du Dr Paul LUCIUS, professeur ordinaire d'histoire ecclésiastique à l'Université de Strasbourg ; — de H. HEGLER, professeur d'histoire évangélique à Tubingue, mort à trente-neuf ans ; — d'E. FRIEDLENDER, archiviste aux Archives de l'État (1<sup>er</sup> janvier 1903) ; on lui doit l'édition du *Ostfriesisches Urkundenbuch* (1874-1884) et des travaux sur l'histoire des universités ; — du Dr Karl DZIATKO, directeur de la bibliothèque universitaire de Göttingue et professeur ordinaire de bibliothéconomie à cette Université, mort le 13 janvier à soixante-un ans ; outre ses travaux sur l'organisation des bibliothèques, on lui doit des ouvrages sur la philologie classique, en particulier des recherches sur le livre dans l'antiquité. — Le 23 janvier est mort, à l'âge de soixante-douze ans, Leo GRASBERGER, professeur

ordinaire de philologie classique à Wurzburg; outre de nombreux articles (sur les noms de lieu grecs, l'éphébie, etc.), on lui doit un gros ouvrage : *Erziehung und Unterricht im klassischen Altertum* (1864).

— Le 10 février est mort à Munich le professeur C.-A. CORNELIUS, âgé presque de quatre-vingt-quatre ans, après avoir, courbé par la vieillesse et par la maladie, abandonné sa chaire depuis longtemps déjà. Fils d'un acteur rhénan, frère du compositeur, parent du célèbre peintre, il commença sa carrière comme professeur au lycée Hosianum à Braunsberg. C'est alors qu'il siégea au parlement de 1848 et 1849 à Francfort. En 1852, il devint *privat docent* à l'Université de Breslau, en 1854 professeur à Bonn, en 1856 professeur à Munich. Maître de beaucoup d'élèves reconnaissants, membre de l'Académie royale de Bavière et de la Commission historique, il déploya à Munich, pendant plus de quarante années, une activité féconde. Fervent adhérent de Doellinger, il prit une part importante au mouvement du « Vieux-Catholicisme. » Les travaux historiques de C.-A. Cornelius se rapportent particulièrement à l'histoire de la Réforme. Son ouvrage capital, malheureusement inachevé, est la *Geschichte des Muensterischen Aufruhrs* (1855, 1860), qui a donné un essor important aux études relatives à l'histoire de l'anabaptisme. Beaucoup d'études de Cornelius sur Calvin et le calvinisme devaient servir de base à la continuation de la biographie du réformateur genevois commencée par Kampschulte. Elles ont été réunies, avec d'autres travaux de Cornelius, dans un volume intitulé : *Historische Arbeiten vornehmlich zur Reformationszeit* (Leipzig, 1899). A la fin de ce volume, on trouvera une liste exacte de tous les écrits de Cornelius, dont la noblesse de caractère égalait la valeur scientifique.

A. S.

— Le Dr Anton CHROUST a été nommé professeur ordinaire d'histoire moderne et des sciences auxiliaires de l'histoire à l'Université de Wurzburg. Sa nomination, imposée à l'Université par le ministère bavarois pour complaire au parti du centre catholique, a suscité en Allemagne de violentes protestations au nom de l'autonomie des Universités.

— Le Dr Dietrich SCHAEFER a été nommé à Berlin en remplacement de Scheffer-Boichorst; il a été remplacé à Heidelberg par le Dr HAMPE. — A la place d'Ed. MEYER, nommé professeur d'histoire ancienne à Berlin, le professeur WILCKER a été nommé à Halle; on avait d'abord appelé à cette chaire Joh. KROMEYER, de Czernowitz, qui avait d'abord accepté, mais qui se laissa retenir par les propositions du ministère autrichien de l'Instruction publique. — La chaire vacante par la mort du professeur Hegler, à Tubingue, a été donnée au Dr Karl MUELLER.

— M. Aug. MAU a donné le tome II de son *Katalog der Bibliothek des kaiserl. deutschen archaologischen Instituts in Rom* (Rome, Loescher, 1902, in-8°, xv-615 p.), dont nous avons précédemment annoncé (*Rev. hist.*, LXXX, 245) le tome I. Outre les ouvrages d'un caractère géné-

ral, ce tome I comprenait surtout les récits de voyages, les rapports sur les fouilles, les catalogues de musées. Le tome II contient les sections suivantes : III. Antiquités classées par genres (en général, esthétique, système et histoire de l'art ancien, etc., architecture, constructions navales, petits arts, plastique, peinture et arts du dessin). IV. Antiquités classées d'après leur contenu (religion et mythologie, iconographie, etc.). V. Épigraphie. VI. Numismatique. VII. Institutions (en général, l'état et le droit, les institutions militaires et religieuses, gymnastique et agonistique, théâtre, métrologie, vie privée, histoire de la civilisation). VIII. Antiquités chrétiennes (histoire et antiquités de l'église primitive, monuments, épigraphie, iconographie et symbolique). La valeur du livre est encore accrue par le fait que les articles les plus importants des revues et des ouvrages de mélanges y sont mentionnés. Un tableau méthodique de l'ensemble et un index alphabétique pour les deux volumes les rendent commodes à consulter. Bien que, en raison du but pratique de l'ouvrage, on n'ait point songé à donner tous les travaux qui ont paru sur l'archéologie, ce catalogue est assez riche pour tenir lieu d'une bibliographie de l'archéologie ancienne.

**Italie.** — L'excellente *Histoire de l'Italie moderne* de M. Pietro Orsi, professeur à l'Université de Padoue, qui avait déjà eu les honneurs d'une traduction anglaise, vient d'être traduite en allemand (*Das moderne Italien*, übersetzt von Fr. Goetz. B.-G. Teubner, Leipzig, 1902, 1 vol. in-8° de x-380 p.). Il est à souhaiter qu'elle le soit aussi en français. L'auteur, qui nous était déjà connu par un des meilleurs chapitres du livre *l'Italie*, publié naguère dans la collection Larousse, a su condenser en moins de 400 pages l'histoire de son pays depuis la paix d'Aix-la-Chapelle jusqu'au commencement du xx<sup>e</sup> siècle. La tâche était difficile. L'écueil ordinaire de ce genre d'ouvrages, où l'on veut être complet tout en restant bref, est en effet une insupportable sécheresse. M. Orsi n'a point donné dans ce défaut. Il a su être aussi complet qu'il le fallait, et son livre est en même temps très vivant, d'une lecture très agréable. Je ne crois pas qu'on puisse trouver un meilleur guide, et, comme il n'y a guère de sujet où il soit plus nécessaire d'en avoir un que l'histoire de l'Italie moderne, il me paraît que le livre de M. Orsi est appelé à rendre aux étudiants les plus grands services. Une table analytique des chapitres, un index des noms propres, surtout un répertoire bibliographique, où sont rangées sous quatre rubriques différentes toutes les sources du sujet, achèvent de faire de l'ouvrage que je signale un instrument de travail des plus commodes. Encore une fois, il serait désirable que M. Orsi trouvât un traducteur français. P. S.

— M. A. G. LITTLE, auteur d'un volume : *The Grey Friars in Oxford*, qui pourrait servir de modèle aux ouvrages du même genre, sait par expérience la valeur des travaux d'érudition soigneusement faits. Dans le travail que nous annonçons, il ne consacre pas moins de 46 pages à la simple description d'un seul manuscrit : *Description du manuscrit*

*Canonici Miscell.* 525 de la bibliothèque Bodléienne (fasc. V des *Opusculæ de critica historica*. Paris, Fischbacher, 1903, 48 p. in-8°).

Daté de 1384-1385, celui-ci fournit une série de documents franciscains. Le compilateur les a déformés çà et là pour en faire un tout et les fusionner. Malgré cela, la connaissance de son travail reste encore très utile pour nous éclairer l'histoire si curieuse des sources franciscaines.

Les parties principales de l'œuvre de frère Pierre de Trau, franciscain de la Dalmatie, sont le *Speculum Perfectionis* et les *Actus b. Francisci et Sociorum ejus* (il intitule ce recueil *Liber quorundam notabilium gestorum beati Francisci et sociorum*) publiés par Paul Sabatier, les œuvres de saint François, le *Sacrum commercium b. Francisci cum domina Paupertate*, qui porte dans le ms. sa véritable date 1227, la vie de frère Egide, etc. Tout cela est entremêlé de morceaux dont la provenance n'est pas facile à indiquer.

Le jour où l'exemple de Little sera suivi d'une façon générale, les questions si délicates des sources franciscaines seront bien vite résolues d'une façon définitive. S.

— Le titre que M. Paul HENRY, professeur aux Facultés catholiques d'Angers, a donné à son livre : *Saint François d'Assise et son école d'après les documents originaux* (Paris, Téqui, 1903, xx-208 p. in-12), ne correspond pas tout à fait au contenu. Celui-ci est divisé en deux parties, la première consacrée à saint François, la seconde à saint Yves de Kermartin. « Ce n'est pas, à proprement parler, une biographie que nous nous proposons d'écrire, dit M. Henry dans la préface, mais plutôt un portrait que nous voudrions peindre. » Parmi les nombreux travaux de vulgarisation qui ont paru ces dernières années sur saint François, celui-ci occupera un poste d'honneur. L'auteur a puisé aux sources et, s'il n'a pas cru devoir prendre définitivement parti dans les discussions scientifiques qui ont eu lieu sur les sources, on trouve chez lui un très méritoire effort pour rester juste et indépendant. Ajoutons que le style, d'une grande sobriété, a cette belle simplicité dont on déplore si souvent l'absence dans des ouvrages analogues. S.

**Autriche-Hongrie.** — M. Stan. KRZYŻANOWSKI a été nommé professeur ordinaire pour les sciences auxiliaires de l'histoire à l'Université de Cracovie ; — M. E. KALINKA professeur ordinaire de philologie classique à Innsbruck ; — le Dr F. KOGLER privat-docent pour l'histoire de l'empire d'Autriche à la même Université.

**Espagne.** — Notre collaborateur M. Rafael ALTAMIRA a publié en 1902, sous le titre de *Psicología del pueblo español* (Madrid et Barcelone, 1902, in-8°, 209 p.), cinq études, que nous nous plaisons à signaler ici. La première, d'un caractère philosophique général, traite du concept de nation et de patrie. La seconde et la troisième se rapportent plus étroitement au sujet qu'annonce le titre du volume. Les opinions exprimées depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, par les auteurs

nationaux ou étrangers, sur le peuple espagnol, sur son génie propre, sont exposées et discutées avec la compétence et l'érudition ordinaires du savant professeur d'Oviedo, et l'on trouvera au bas des pages une précieuse bibliographie de la question. Cette étude de l'âme d'un peuple, toujours un peu décevante, parce que la généralisation s'y oppose à la précision, M. Altamira n'a pas prétendu la pousser pour son compte à l'extrême limite et en résoudre tous les problèmes. Ce qu'il y voit surtout, c'est l'introduction nécessaire à la dernière partie de son livre, où, déplorant la crise actuelle de l'Espagne et son état d'infériorité internationale, il prêche ardemment la régénération intellectuelle comme le véritable moyen d'y remédier et cherche comment pourra s'effectuer cette renaissance. En ne se laissant pas aller, d'abord, à un pessimisme que ne justifie pas le passé. Ensuite, en demandant à l'histoire, au souvenir des époques de gloire et d'activité, des raisons d'espérer; en cultivant un patriotisme noble, sans fanatisme, sans exclusion envers ce qui est étranger, sans esprit de réaction vers les régimes abolis. Enfin, l'effort essentiel doit porter sur l'éducation. C'est une question vitale, économiquement et politiquement, dans un pays où l'on comptait, en 1887, 11,900,000 individus ne sachant pas lire sur une population d'environ 17,500,000 habitants, et où les appointements des maîtres d'école sont absolument dérisoires. Pour parer à cet état de choses, M. Altamira adjure les classes supérieures de se cultiver elles-mêmes, d'emprunter à la science étrangère ce qui peut en être transplanté utilement en Espagne et en même temps de faire profiter les classes populaires de leur propre instruction. Il propose, à cet effet, une adaptation convenablement modifiée de l'« Extension universitaire, » et cite le cas intéressant et très encourageant d'une tentative spontanée d'enseignement populaire dans le bourg de Guijo de Santa-Barbara, en Estremadure.

— Plus récemment, M. ALTAMIRA a publié une *Histoire* abrégée de la civilisation espagnole. C'est un petit volume de 242 p. in-16, avec des gravures, qui s'étend jusqu'aux dernières années du xix<sup>e</sup> siècle. Dans les chapitres VII, VIII et IX, les lecteurs trouveront un avant-goût de ce que sera le troisième volume de la grande *Histoire d'Espagne* que M. Altamira annonce pour 1903.

---



INDEX BIBLIOGRAPHIQUE<sup>1</sup>.

## HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Cambridge (the) Modern history, 223.  
*De ten Hulle*. Novare-Sadowa, 357.  
*Driault et Monod*. Histoire contemporaine, 346.  
*Fredericq (Paul)*. L'expansion exotique des littératures européennes au XIX<sup>e</sup> siècle, 359.  
*Froude*. Desiderius Erasmus; trad. p. *Maronier*, 151.  
*Kurth*. Origines de la civilisation moderne, 360.  
*Lombard*. Etudes d'histoire byzantine. Constantin V, empereur des Romains, 313.  
*Maronier*. Voy. *Froude*.  
*Meyer*. Grosses Konversations-Lexikon, 217.

## ANTIQUITÉ.

- Arbois de Jubainville (H. d')*. Principaux auteurs de l'antiquité à consulter sur l'histoire des Celtes, 84.  
*Asan*. Annibal dans les Alpes, 87.  
*Blanchet*. Étude sur les figurines de terre cuite dans la Gaule romaine, 100.  
*Capart*. Pourquoi les Égyptiens faisaient des momies, 351.  
*Cumont (F.)*. Textes et documents figurés relatifs aux mystères de Mithra, 354.  
 — A propos du vase de Herstal, 134.  
*Demoulin*. Épiménide de Crète, 352.  
 Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines, 436.  
*Francoite*. Étude sur l'organisation de l'industrie privée et des travaux publics dans la Grèce ancienne, 352.  
 — Le collectivisme dans l'antiquité classique, 352.  
*Gauchier*. Sur quelques mosaïques romaines de Provence, 99.  
*Haussoylier*. Etudes sur l'histoire de Milet et du Didymeion, 211.  
*La Corte*. I Barbaricini di Procopio, 224.  
*Mau*. Pompéii, 159.  
*Montanari*. Annibale, 158.  
*Perrot (Georges)*. Mélanges Perrot, 210.

- Reinach (Salomon)*. Orbis alius, 94.  
*Stella-Maranca*. Il tribunato della plebe, 159.  
*Streht (Willy)*. Grundriss der alten Geschichte, 158.  
*Waltzing*. Les Gésates, 137.  
 — Étude historique sur les corporations professionnelles chez les Romains, 352.  
*Weise*. Beiträge zur Geschichte des römischen Weinbaues in Gallien und an der Mosel, 102.  
*Willems*. Coup d'œil sur l'étendue de la puissance paternelle à Rome, 353.

## ALLEMAGNE.

- Rothert (Édouard)*. Rheinland-Westfalen im Wechsel der Zeiten, 218.  
*Schaarschmidt (Fried.)*. Zur Geschichte der Dusseldorfer Kunst, 218.

## ÉGLISE.

- Chamard (dom)*. Le linceul du Christ, 324.  
*Chambon (Félix)*. Voy. *Robert de Sorbon*.  
*Duerm (le P. van)*. La correspondance particulière du cardinal Casali avec le prince Metternich, 354.  
*Eubel (K.)*. Die Avignonische Obediens der Mendikanten-Orden, 162.  
*Fabre (Paul)*. Mélanges Paul Fabre, 211.  
*Fredericq (Paul)*. Corpus documentorum Inquisitionis haereticae pravitatis neerlandicae, 165, 443.  
 — Geschiedenis der Inquisitie in de Nederlanden, 167.  
*Guérard (L.)*. Petite introduction aux inventaires des archives du Vatican, 213.  
*Haskins*. Robert le Bougre, and beginning of the Inquisition in Northern France, 436.  
*Henry (Paul)*. Saint François d'Assise et son école, 447.  
*Jorga*. Notes et extraits sur l'histoire des croisades au XV<sup>e</sup> siècle, 312.  
*Kurth*. L'Eglise aux tournants de l'histoire, 353.

1. Nous indiquons ici, outre les ouvrages qui ont été l'objet d'un compte-rendu spécial, ceux qui sont appréciés dans les *Bulletins* et dans la *Chronique*.

- Lanczy.** Note sur le Grand Refus et la canonisation de Célestin V, 437.
- Lea.** Histoire de l'Inquisition; trad. p. S. Reinach, 319.
- Little (A. G.).** Description du manuscrit *Canonici Miscell.* 525 de la bibliothèque Bodléienne, 446.
- Loisy (Alfred).** L'Évangile et l'Église, 342.
- Mély (M. de).** Le Saint-Suaire de Turin est-il authentique? 324.
- Mention (Léon).** Documents relatifs aux rapports du clergé avec la royauté, de 1705 à 1789, 441.
- Michels (A.).** L'origine de l'épiscopat, 357.
- Pichon.** Lactance, 346.
- Ridder (A. de).** La question romaine en 1862, 354.
- Robert de Sorbon.** *De conscientia et De tribus dietis*; p. p. F. Chambon, 436.
- Sabatier (Paul).** S. Francisci legendae veteris fragmenta quaedam, 308.

## ESPAGNE.

- Allamira (Raphael).** *Psicologia del pueblo español*, 447.
- Schlumberger.** Expédition des Almugavars ou routiers catalans en Orient, 1300-1311, 321.
- Schryver (S. de).** Esquisse de la vie de Bolívar, 357.

## FRANCE.

- Alombert et Colin.** La campagne de 1805 en Allemagne, 116.
- Aulard.** Études et leçons sur la Révolution française; 3<sup>e</sup> série, 105.
- *Les Archives parlementaires*, de 1787 à 1860, 433.
- Balagny.** Campagne de l'empereur Napoléon en Espagne, 116.
- Barrière-Flavy.** L'archéologie barbare dans le département de Saône-et-Loire pendant la période burgonde, 104.
- Baux (E.).** Louise de Savoie et Claude de France à Lyon, 438.
- Beaupré (J.).** Étude des enceintes préhistoriques en Lorraine, 95.
- Bleicher et Beaupré.** Note sur l'exploitation du minerai de fer fort et oolithique en Lorraine dans l'antiquité, 101.
- Bonnefons (André).** Un allié de Napoléon : Frédéric-Auguste, premier roi de Saxe et grand-duc de Varsovie, 119.
- Bordeaux (P.).** La numismatique de Louis XVIII dans les Pays-Bas en 1815, 135.

- Boulanger.** Mobilier funéraire, gallo-romain et franc, en Picardie, 92.
- Bourciez.** Les mots espagnols comparés aux mots gascons, 82.
- Bouvier (Félix).** Bonaparte en Italie; 2<sup>e</sup> édit., 109.
- Breuil.** Fouilles dans les grottes du Mas-d'Azil, 83.
- Burlet.** La Savoie avant le christianisme, 91.
- Cabibel (abbé).** Foix et Saint-Lizier d'Ariège et Sos de Nérac, 89.
- Calendini (abbé Paul).** Les annales flechoises et la vallée du Loir, 217.
- Calmette.** De Bernardo, sancti Guillelmi filio, 317.
- Louis XI, Jean V et la révolution catalane, 1461-1473, 325.
- Capitan.** Possède-t-on un portrait authentique de Vercingétorix? 89.
- Chaine.** Les catholiques français et leurs difficultés actuelles, 338.
- Chauvet.** Statues, statuettes et figurines antiques de la Charente, 92.
- Une villa gallo-romaine près Saint-Cybardeaux, 103.
- Chevalier (Ul.).** L'abjuration de Jeanne d'Arc au cimetière de Saint-Ouen et l'authenticité de sa formule, 323.
- Clément-Simon (G.).** Jean de Selve, négociateur du traité de Madrid, 438.
- Clerc.** Le bassin de Marseille, géographie et géologie, 81.
- Les Phéniciens dans la région de Marseille avant l'arrivée des Grecs, 87.
- Coigny (Aimée de).** Mémoires; p. p. Et. Lamy, 125.
- Conégliano (duc de).** Le maréchal Moncey, 123.
- Coyon.** Étude sur l'art du bronze dans la Marne à l'époque gauloise, 101.
- Dayot.** La Restauration, 132.
- Déchelette.** Le Hradisch de Stradonic en Bohême et les fouilles de Bibracte, 85.
- L'esclave à la lanterne. L'officine de Saint-Rémy, 100.
- Delagrave (colonel).** Mémoires. Campagne de Portugal, 1810-1811; p. p. Ed. Gachot, 117.
- Delegue.** L'Université de Paris, 1224-1244, 437.
- Delort.** Dix années de fouilles en Auvergne et dans la France centrale, 91.
- Desbrière.** Projets et tentatives de débarquement aux îles Britanniques, 115.
- Doumergue.** Une poignée de faux : la mort de Calvin et les Jésuites, 341.
- Calvin, fondateur des libertés modernes, 342.

- Dry (A.)*. Reims en 1814, 120.  
*Dubuc*. De civitate Suessionum, 91.  
*Du Châtelier*. Exploration des tumulus des Montagnes-Noires, 83.  
 — Pont gaulois de Sainte-Catherine en Plouguer, 95.  
*Dupont-Ferrier*. Les officiers royaux des bailliages et des sénéchaussées en France à la fin du moyen âge, 346.  
*Du Teil (Joseph)*. Rome, Naples et le Directoire, 1796-1797, 109.  
*Erhard*. L'ambassade du prince coadjuteur Louis de Rohan à la cour de Vienne, 214.  
*Fabry*. Journal des opérations des 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> corps en 1813, 118.  
*Fagniez*. Le duc de Broglie, 132.  
*Fazy du Bayet (comte de)*. Correspondance du général Aubert du Bayet, 215.  
*Franklin*. La vie de Paris sous Louis XVI, 329.  
*Gachot*. Voy. *Delagrave*.  
*Gaidoz*. Le grand dieu gaulois des Allobroges, 93.  
*Garsou (J.)*. Les créateurs de la légende napoléonienne : Barthélemy et Méry, 359.  
*Gautier (Paul)*. M<sup>me</sup> de Staël et Napoléon, 346.  
*Gérin-Ricard*. Les pyramides de Provence, 96.  
*Glasson*. Histoire du droit et des institutions de la France; t. VIII, 217.  
*Gomel (Charles)*. Histoire financière de la Législative et de la Convention, 106.  
*Graslier (Léonce)*. Aventuriers politiques sous le Consulat et l'Empire, 439.  
*Guillon (E.)*. Les guerres d'Espagne sous Napoléon, 440.  
*Herbette (Maurice)*. Une ambassade turque sous le Directoire, 215.  
*Hubert (H.)*. Sépulture à char à Nanterre, 98.  
*Jadart*. Catalogue du musée archéologique fondé par M. Th. Habert, 92.  
 — La limite occidentale du département des Ardennes, 103.  
*Joulin*. Les établissements gallo-romains de la plaine de Martres-Tolosane, 96.  
*Kleinclaus*. L'empire carolingien, ses origines et ses transformations, 128, 314.  
 — Quomodo primi duces Capetianae stirpis Burgundiae res gesserunt, 317.  
*Kurth*. Clovis, 353.  
 — Les comtes d'Auvergne au VI<sup>e</sup> siècle, 353.  
*La Bédoyère (comte de)*. Le maréchal Ney, 123.  
*La Jonquière (C. de)*. La bataille de Jemmapes, 109.  
*Lamy (Étienne)*. Voy. *Coigny*.  
*Lanfant (H.)*. Le conseil général de la Seine, 1791-1802, 441.  
*Le Braz*. Légendes de la mort chez les Bretons armoricains, 87.  
*Lévy (Arthur)*. Napoléon et la paix, 113.  
*Liétard*. La population des Vosges, 81.  
*Lizeray*. Aesus, 92.  
*Longnon*. Documents relatifs au comté de Champagne et de Brie, 309.  
*Manteyer (G. de)*. Origines de la maison de Savoie en Bourgogne. Notes additionnelles, 212.  
*Marcaggi*. La genèse de Napoléon, 216.  
*Martin (Ferdinand)*. Les Jacobins au village, 107.  
 — La journée des Piques, 20 juin 1792, 214.  
*Melaye*. Carte des voies romaines dans les départements de Seine-et-Marne, Oise et départements limitrophes, 102.  
*Meynier*. Les noms de lieux romans, 82.  
*Millon (abbé)*. Le culte de l'eau en Armorique, 94.  
*Monnier et Nicot*. Histoire politique et administrative du pays des Allobroges jusqu'à la chute de l'empire romain, 90.  
*Pagart d'Hermansart*. Les argentiers de la ville de Saint-Omer, 331.  
*Peyre (Roger)*. Une princesse de la Renaissance : Marguerite de France, duchesse de Berry, duchesse de Savoie, 438.  
*Picot (Georges)*. Documents relatifs aux états généraux et assemblées réunis sous Philippe le Bel, 310.  
*Pocquet*. Le duc d'Aiguillon et La Chalotais, 105.  
*Porée (Ch.)*. Le Consulat et l'administration municipale de Mende, 333.  
 Positions des thèses présentées par les élèves de l'Ecole des chartes (1903), 210.  
*Prarond (Ernest)*. Nicolas et François Rumet : De Abbavilla, capite comitatus Pontivi, 212.  
*Reinach (Joseph)*. Histoire de l'affaire Dreyfus; II : Esterhazy, 129.  
*Reisel* (lieutenant général vicomte de). Souvenirs, 126.  
*Ribier (L. de)*. Charlus-Champagnac et ses seigneurs, 332.  
*Rivière (G.)*. L'âge de la pierre, 82.  
*Robert (Ulysse)*. Philibert de Chalon, prince d'Orange, vice-roi de Naples, 327.

- Saige*. Le trésor des chartes du comté de Rethel, 310.
- Saint-Jours*. Les fleuves côtiers de la Gascogne, 81.
- Saint-Venant*. Une statuette de la déesse Épona près Nevers, 93.
- Antiques enceintes fortifiées du midi de la France, 95.
- Anciens fers à chevaux à double traverse, 101.
- Sallet (Louis)*. Arisitum, 213.
- Sansot*. Deux Gascons : Vindex et Becco, 97.
- Schmidt (Charles)*. Les fonds de la police générale aux Archives nationales, 432.
- Schoor (C. van)*. La presse sous le Consulat et sous l'Empire, 353.
- Sébilot*. Le culte des pierres en France, 94.
- Sæderhjelm (Alma)*. Le régime de la presse pendant la Révolution française, 108.
- Stourm (René)*. Les finances du Consulat, 112.
- Thomas (Antoine)*. Hêrec de Beaujeu, maréchal de France, et les derniers vicomtes d'Aubusson, 212.
- Triaire (Paul)*. Dominique Larrey et les campagnes de la Révolution et de l'Empire, 125.
- Ubalde d'Alençon* (le P.). L'obituaire et le nécrologe des Cordeliers d'Angers, 212.
- Uzureau (abbé)*. Ancienne Académie d'Angers. Les Angevins et la famille royale à la fin de l'ancien régime, 436.
- Vandal* (comte *Albert*). L'avènement de Bonaparte, 110.
- Weill (H.)*. Le prince Eugène et Murat, 121.
- GRANDE-BRETAGNE.
- Bateson (Mary)*. The scottish king's household, 222.
- Bragagnolo*. Storia d'Inghilterra, 220.
- Carton de Wiart*. Les grandes compagnies coloniales anglaises au XIX<sup>e</sup> siècle, 356.
- Duchesne (L.)*. L'évolution économique et sociale de l'industrie de la laine en Angleterre, 355.
- Gairdner (James)*. The english church in the xvth cent., 222.
- Gross (Charles)*. Modes of trial in the mediæval boroughs of England, 222.
- Hall (Hubert)*. The diplomacies of welsh records, 221.
- List of Ancient Correspondence of the chancery and Exchequer preserved in the P. Record office, 221.
- Lyle (H. C. Maxwell)*. Catalogue of mss. and other objects in the Museum of the P. Record office, 220.
- Rolin*. La vie et la philosophie de Thomas Carlyle, 357.
- Round (J. H.)*. The castle guard, 221.
- Shadwell*. Registrum Orielense, 223.
- Stubbs (William)*. Historical introductions to the Rolls series, 221.
- Traill et Mann*. Social England, 222.
- HONGRIE.
- Bartal (Anton)*. Glossarium mediæ et infimæ latinitatis regni Hungariæ, 161.
- ITALIE.
- Balzani*. Commemorazione di Marco Tabarrini, 224.
- Bonardi*. Il concetto della monarchia unitaria nella storia d'Italia, 223.
- Note sulla diplomazia veneta nel primo periodo della lega di Cambray, 223.
- Chiappelli (Alberto)*. Di una tavola dipinta da Taddeo Gaddi, 224.
- Falkiner (C. Litton)*. Studies in irish history and biography, 223.
- Marchand (abbé Ch.)*. Notices et extraits d'un ms. des archives d'Etat à Turin, 214.
- Orsi (Pietro)*. Das moderne Italien; trad. p. Gatz, 446.
- Sorbelli*. Francesco Sforza a Genova, 163.
- PAYS-BAS  
(BELGIQUE ET HOLLANDE).
- Acta illustris domini Johannis a Bronckhorst et Battenborck, liberi baronis in Rimborch, anno 1587, 224.
- Ailly (d')*. Willem Bentinck van Rhoon en de diplomatieke betrekkingen tusschen Engeland en de Republiek, 153.
- Aimard (C.)*. Maximilien, empereur du Mexique, 353.
- Amsterdam in de xviii<sup>e</sup> eeuw, 152.
- Annuaire de l'Université catholique de Louvain, 443.
- Bacha*. Catalogue des actes de Jean de Bavière, 141.
- Baillot (J.)*. Rapport sur les chroniques du Brabant, 140.
- Bannier*. De landgrenzen van Nederland, 156.
- Banning*. La Belgique au point de vue militaire et international, 133.
- Bas* (colonel de). Prins Frederik der Nederlanden en zijn tijd, 155.
- Béquet*. La bijouterie chez les Belges, 102.
- Berlière* (dom U.). Inventaire des obituaires belges, 138.
- Les anciennes archives de l'abbaye de Lobbes, 140.

- Béthune.** Épitaphes et monuments des églises de la Flandre au xvi<sup>e</sup> siècle, d'après le ms. de C. Gaillard, 137.
- Betz.** Het Haagsche leven in de tweede helft der zeventiende eeuw, 153.
- Bie (de).** Het leven en de werken van Petrus Hofstede, 155.
- Blok.** Rekeningen der stad Groningen, 146.
- Geschiedenis van het Nederlandsche volk, 150.
- Boer (de).** Die Friedensunterhandlungen zwischen Spanien und den Niederlanden, 1632-1633, 152.
- Bontemantel (Hans).** De regeeringe van Amsterdam soo in't civiel als crimineel en militair; p. p. **Kernkamp**, 148.
- Bornecque.** L'enseignement des langues anciennes et modernes dans l'enseignement secondaire des garçons en Allemagne, 334.
- Broersma.** Het tusschenbestuur in het Leycestersche tijdvak, 152.
- Brom.** Bullarium Trajectense, 146.
- Bronnen voor de geschiedenis van Rotterdam**, 146.
- Brouwer-Aucher.** De gilden, 151.
- Brughe (de).** De geschiedenis van Nederland in onzen tyd, 156.
- Bussemaker.** De afscheiding der Waalsche gewesten van de Generale Unie, 152.
- Byvânck.** De jeugd van Isaac da Costa, 156.
- Cambier.** De Nederlandsche mariniers, 1665-1900, 155.
- Chastel de La Houarderie (comte du).** Généalogie de la famille bourgeoise Warison, 136.
- Chestret de Hanefte (baron de).** Numismatique de la principauté de Liège et de ses dépendances, 136.
- Colenbrander.** De Patriottentijd, 153.
- Coopman et Scharpé.** Histoire de la littérature flamande depuis 1830, 359.
- Cuvellier (J.).** Inventaire analytique des archives de la chapelle du Saint-Sang (Bruges), 139.
- Darras.** Histoire de Chatelet, 350.
- Delescluse et Brouwers.** Catalogue des actes de Henri de Gueldre, prince-évêque de Liège, 141.
- Demarteau.** Le vase hédonique de Herstal, 134.
- Liège et les principautés ecclésiastiques de l'Allemagne occidentale, 351.
- Destrée.** La sculpture brabançonne au moyen âge, 134.
- Dijksterhuis.** Bijdrage tot de geschiedenis des heerlijkheid Tilbury en Goirle, 154.
- Di Martinelli.** Diest au temps des Sans-Culottes, 349.
- Doorninck.** De tocht van Jan Blois met hertog Aelbrecht naar Gelre, 147.
- Doorninck, de Hullu et Acquoi.** De cameraarsrekeningen van Deventer, 146.
- Duker.** Gisbertus Voetius, 155.
- Eene halve eeuw, 156.
- Encyclopædie van Nederlandsch Indie, 156.
- Engelberts.** Willem Teellinck, 154.
- Everding (van).** Paulus Buys, 152.
- Fayen.** Les cartulaires concernant la Belgique conservés à la bibl. du musée Britannique, 139.
- Feys et Rommel.** La Société d'émulation pour l'étude de l'histoire et des antiquités de la Flandre, 1339-1898, 140.
- Fockema-André.** Bijdragen tot de Nederlandsche Rechtsgeschiedenis, 151.
- Fremery (M. de).** Oorkondenboek van Holland en Zeeland, 146.
- Fruin (Robert).** De middeleeuwsche rechtsbronnen der kleine steden van het nedersticht van Utrecht, 146.
- Verspreide geschriften, 150.
- Geschiedenis der Staatsinstellingen in Nederland tot den val der Republiek; p. p. **Colenbrander**, 150.
- Geer (van).** De opkomst van het Nederlandsch gezag over Ceilon, 156.
- Gilliodts-Van Severen.** Inventaire diplomatique des archives de l'ancienne école Bogarde à Bruges, 140.
- Gobert (Th.).** Les rues de Liège anciennes et modernes, 351.
- Gonnet.** Briefwisseling tusschen de gebroeders van der Goes, 148.
- Gossart (E.).** Réflexions morales et politiques, 360.
- Grave (de).** Histoire de la commune d'Assche, 348.
- Groeneveldt.** De Nederlanders in China, 156.
- Groot (Hugo de).** Inleiding tot de Nederlandsche rechtsgeleerdheid; p. p. **Fockema-André**, 148.
- Haak.** Paulus Merula, 154.
- Habels et Flament.** De archieven van het kapittel der vorstelijke rijksabdij Thorn, 147.
- Haentjes.** Simon Episcopus, 154.
- Haje.** De geheime Correspondentie van Abraham de Wicquefort met den franz. Minister de Lionne, 153.
- Hania.** Helmichius, 154.
- Hansay.** Les origines de l'État liégeois, 350.

- Harlog*. Uit de dagen der Patriotten, 153.
- Hattink*. Lantrecht van Thevente declareert, 146.
- Heeres*. Bouwstoffen voor de geschiedenis der Nederlanders in den Maleischen archipel, 149.
- Het aanteel der Nederlanders in de ontdekking van Australië, 150.
- Heeres et Coote*. Abel Jansz-Tasman's Journal of his discovery of van Diemensland and New-Zeeland in 1642, 149.
- Heeres, Colenbrander et Van der Chys*. Dag-register gehouden int casteel van Batavia enz, 149.
- Herbomez (A. d')*. Sources de l'histoire du Tournaisis, 140.
- Hocquet (A.)*. Tournai et l'occupation anglaise, 351.
- Hooyer*. De krijgs-geschiedenis van Nederlandsch-Indië, 1811-1894, 156.
- Huisman (M.)*. Inventaire des nouveaux mss. concernant l'histoire de Belgique acquis par la Bibliothèque royale de Berlin, 139.
- Essai sur le règne du prince-évêque Maximilien-Henri de Bavière, 350.
- Hultu (de)*. Bescheiden betreffende de hervorming in Overijssel, 148.
- Hythema*. Reformateurs, 155.
- Inventaires des archives de la Belgique publiés par ordre du Gouvernement, 139.
- Jager (de)*. De middeleeuwse keuren der stad Brielle, 146.
- Japikse*. De verwickelingen tusschen de Republiek en Engeland van 1660-1665, 153.
- Kesper*. Geschiedenis van het Gymnasium te Gouda, 154.
- Klerk de Reus*. Geschichtlicher Ueberblick der Entwicklung der niederländisch-ost-indischen Compagnie, 156.
- Knoop*. Krijgs-en geschiedkundige beschouwingen over Willem III, 153.
- Kræmer*. Gedenkschriften van Gijsbert Jan van Hardenbroek, 1747-1780, 148.
- Kurth (G.)*. L'inscription dédicatoire de l'église de Waha, 137.
- A Godefroid Kurth, à l'occasion du XXV<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de son cours pratique d'histoire, 141.
- Kuyper*. Johannes Maccovius, 154.
- De post-acta of nabandelingen van de nationale synode van Dordrecht, 154.
- Leclère*. Les avoués de Saint-Trond, 330.
- Leclercq (J.)*. L'indépendance des Boers et les origines des républiques sud-africaines, 354.
- Leyden (Philippus de)*. De cura reipublicae et sorte principantis; p. p. *Fruin et Molhuysen*, 147.
- Louv.* De Java oorlog, 1825-1830, 157.
- Maere d'Aertrycke (M. de)*. Les campagnes flamandes de 1302 et 1301, 133.
- Meinsma*. Spinoza en zyn kring, 155.
- Miedema*. Resolutien van de vroedschap van Utrecht betreffende de Academie, 149.
- Monchamp (Mgr G.)*. Une inscription mérovingienne inédite à Glons, 137.
- Muller*. Regesten van het archief der stad Utrecht, 145.
- Het heiligengeesthuis te Rotterdam, 151.
- Muller et Diegerick*. Documents concernant les relations entre le duc d'Anjou et les Pays-Bas, 147.
- Muller (P.)*. Onze gouden eeuw, 152.
- Muller (S.)*. Schetsen int de middel eeuwen, 151.
- Nachod*. Die Beziehungen der Niederländischen Ostindischen Compagnie zu Japan im XVII<sup>ten</sup> Jahrh., 156.
- Naveau*. Analyse du recueil d'épithaphes de Jean-Gilles et de Jacques-Henri Lefort, hérauts d'armes de Liège, 136.
- Navez*. Les champs de bataille historiques de la Belgique; t. III, 133.
- Pourquoi Napoléon a-t-il perdu la bataille de Waterloo? 133.
- Nederlandsche Indië onder regentschap van Koningen Emma, 157.
- Nypels*. De expeditien naar Bali, 157.
- Oorkondenboek van Groningen en Drente, 146.
- Overvoorde*. Rekeningen van de gilden van Dordrecht, 146.
- Overvoorde et Joosting*. De gilden van Utrecht tot 1528, 146.
- Patoul (M. de)*. Annuaire de la noblesse belge, 137.
- Pays-Bas (les), 156.
- Pirenne*. Chronique rimée des troubles de Flandre, 1379-1380, 311.
- Potter (de) et Broeckaert*. Histoire des communes de la province de Flandre orientale, 350.
- Prinsen*. Collectanea van Gerardus Geldenhauer Noviomagus, 149.
- Gerardus Geldenhauer Noviomagus, 154.
- Raadt (Th. de)*. Sceaux armoriés des Pays-Bas et des pays avoisinants, 136.
- Rademaker*. Didericus Camphuysen, 154.
- Ramaer*. Geographische geschiedenis van Holland bezuiden de Lek en



Nieuwe Maas in de Middeleeuwen, 156.  
*Reitsma et Van Veen*. Acta der provinciale en particuliere synoden gehouden in de Noordelijke Nederlanden, 1572-1620, 149.  
*Renesse* (comte de). Dictionnaire des figures héraldiques, 136.  
*Ridder (A. de)*. La noblesse en Belgique, 136.  
*Rijswijk (van)*. Geschiedenis van het Dordtsche stapelrecht, 151.  
*Roland (C.-G.)*. Toponymie namuroise, 136.  
*Sabron*. Geschiedenis van het 124<sup>e</sup> Regiment van linie onder keiser Napoleon I, 155.  
*Sax*. Carolus Niellus, 154.  
*Schmedding*. De regering van Frederik van Blankenheim, 151.  
*Schneider*. Het 126<sup>e</sup> Regiment hollandsche Infanterie in Rusland en 1812, 155.  
*Schöngen*. Die Schule von Zwolle, 154.  
*Schuermans*. Une nouvelle inscription romaine d'Arlon, 137.  
*Simonis (Julien)*. L'art du médailleur en Belgique, 135.  
*Slee (van)*. Diarium Everardi Bronchorstii, 1591-1627, 149.  
 — De Rynsburger Collegianten, 155.  
*Sloos*. De Nederlanders in de Philippijnsche wateren voor 1626, 156.  
*Someren (Van)*. Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau, 147.  
*Stoppelaar*. Balthazar de Moucheron, 152.  
*Straven*. Inventaire analytique et chronologique des archives de la ville de Saint-Trond, 139.  
*Telting*. Stadboeken van Zwolle, 146.  
*Timmermas*. Les tirailleurs belges au service du Portugal, de 1832 à 1834, 133.  
*Tjalma*. Philips van Marnix, heer van St. Aldegonde, 154.  
*Torfs (J.-A.)*. Histoire de la ville de Louvain, 348.  
*Tourneur*. Les sépultures et rites funéraires en Belgique, 134.  
 Université catholique de Louvain; bibliographie, 138.  
*Van den Bergh (L.)*. Catalogue descriptif des monnaies, méreaux..., frappés à Malines, 135.  
*Van der Chys*. Nederlandsch-Indisch Plakaatboek, 149.  
*Van der Haeghen*. Mémoires sur les documents faux relatifs aux anciens peintres, sculpteurs et graveurs flamands, 134.

*Vanderkindere*. La formation territoriale des principautés belges au moyen âge, 136, 318.  
 — Richilde et Herman de Hainaut, 350.  
*Vander Linden*. Histoire de la ville de Louvain, 349.  
*Vercoutre*. Origine et genèse de la légende du saint Graal, 92.  
*Visser*. Hendrik Mende, 151.  
*Wagenaar*. Johannes Pontanus, 154.  
*Warichez* (abbé J.). Les origines de l'église de Tournai, 444.  
*Wauters (A.-J.)*. L'Etat indépendant du Congo, 359.  
*Wiersum*. De gedwongen vereening van stad en lande in 1594, 152.  
*Witte (A. de)*. Histoire monétaire des comtes de Louvain, 135.  
*Wyninga*. Festus Hommius, 154.

## PAYS SCANDINAVES.

*Pineau*. Vieux chants populaires scandinaves, 86.  
*Pingaud (Léonce)*. La Suède sous la République et le premier Empire : Mémoires du lieutenant général de Suremain, 118.  
*Suremain* (lieutenant général de). Mémoires. Voy. *Pingaud*.

## SUISSE.

*Fazy (Henri)*. Histoire de Genève à l'époque de l'Escalade, 219.  
*Gouverneur* (le) d'un prince, Frédéric-César de Laharpe, et Alexandre 1<sup>er</sup> de Russie, 440.  
*Ringholz (Odilon)*. Histoire de l'abbaye princière de Notre-Dame d'Essiedeln, 220.  
*Strickler (Jean)*. Amtliche Sammlung der Acten aus der zeit der Helvetischen Republik, 219.

## SERBIE.

*Hogge (J.)*. La Serbie de nos jours, 358.

## BIBLIOGRAPHIE.

Bibliographie générale et complète des livres de droit et de jurisprudence publiés jusqu'au 7 nov. 1902, 441.  
 Bibliographie nationale (Belgique), 138.  
*Bibliotheca hagiographica-latina*, 358.  
*Catalogus codicum hagiographicorum graecorum biblioth. Vatic.*, 357.  
*Chauvin*. Bibliographie des ouvrages arabes ou relatifs aux Arabes publiés dans l'Europe chrétienne, de 1810 à 1885, 357.

- Desmons (F.)*. Table méthodique des matières contenues dans la première série des publications de la Soc. hist. et litt. de Tournai, 140.
- Garraux (A.-L.)*. Bibliographie brésilienne, 1500-1898, 441.
- Kirchheim*. Bibliographie napoléonienne, 216.
- Knuttel*. Catalogus van de Pamflettenverzameling berustende in de k. Bibliothek, 148.
- Mau (Aug.)*. Katalog der Bibliothek des k. d. archäologischen Instituts in Rom, 445.
- Molinier (Aug.)*. Sources de l'histoire de France; 3<sup>e</sup> fasc., 217.
- Ortroy (van)*. Bibliographie de l'œuvre de Pierre Apion, géographe et astronome allemand, 1495-1552, 358.
- Pirenne*. Bibliographie de l'histoire de Belgique, 141.
- Sommervogel* (le P. Carlos). Bibliothèque de la Compagnie de Jésus, 358.
- Van den Gheyn (P.-J.)*. Catalogue des mss. de la Bibliothèque royale de Belgique, 140.
- Van der Haeghen (Ferd.)*. Bibliotheca belgica, 137.

## ENSEIGNEMENT.

- Bourgeois (Émile)*. La liberté d'enseignement, 132.
- Castelain* (le P.). Méthode des sciences historiques, 360.
- Fouillé*. La conception morale et civique de l'enseignement, 132.
- Hatkin (J.)*. L'enseignement de la géographie en Allemagne et la réforme de l'enseignement géographique dans les Universités belges, 358.
- Langlois (Ch.-V.)*. Questions d'histoire et d'enseignement, 132.
- La préparation professionnelle à l'enseignement secondaire, 334.
- Lectère (Léon)*. La théorie historique de K. Lamprecht, 355.

- Prudhomme (A.)*. L'enseignement secondaire à Grenoble, 1340-1606, 437.
- Smedt* (le P. Ch. de). L'histoire est-elle une science? 360.

## GÉOGRAPHIE ET VOYAGES.

- Lagrange*. La cartographie au moyen âge, 358.
- Leclercq (J.)*. Un séjour dans l'île de Ceylan, 359.
- Lecoq*. L'expédition antarctique belge sous le commandement d'A. drien de Gerlache, 359.
- Mees (J.)*. Henri le Navigateur et l'Académie portugaise de Sagres, 358.
- Renard (A.)*. La géographie dans l'enseignement supérieur en Belgique, 358.
- Van der Aa (J.-B.)*. L'île de Ceylan, 359.

## HISTOIRE DU DROIT.

- Chauvin*. La constitution du code théodosien sur les « agri deserti » et le droit arabe, 353.
- Nys (E.)*. Les théories politiques et le droit international en France jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, 357.

## THÉORIES MORALES ET ÉCONOMIQUES.

- Bücher (K.)*. Études d'histoire et d'économie politique; trad. p. A. Hanssay, 356.
- Desmarez (Guillaume)*. Notice critique pour servir à l'histoire des prix, 444.
- Leroy-Beaulieu (A.)*. Les doctrines de haine, 340.
- Picard (Edmond)*. L'arianisme-sémitisme, 359.
- Thonnar (A.)*. Essai sur le système économique des primitifs, d'après les populations de l'État indépendant du Congo, 356.

## TABLE DES MATIÈRES.

## ARTICLES DE FOND.

Pages

A. LUCHAIRE, de l'Institut. Innocent III et le peuple romain .	225
L. MADELIN. Pie VI et la première coalition. . . . .	1
M. MARION. Les États de Bretagne sous Louis XVI . . . .	258

## MÉLANGES ET DOCUMENTS.

E. BABUT. Une journée au district des Cordeliers, le 22 janvier 1790 . . . . .	279
HERZOG. La collection des manuscrits de Zurlauben à la bibliothèque cantonale d'Aarau . . . . .	33
A. MATHIEZ. Le Bureau politique du Directoire; notes et documents. . . . .	52
Ch. E. OELSNER. Fragments de mémoires relatifs à la Révolution française, publiés par Alf. STERN . . . . .	35, 301

## CORRESPONDANCE.

L'Europe et la question d'Autriche. Lettre de M. André CHÉRADAME . . . . .	77
Lettre du comte Albert VANDAL . . . . .	361

## BULLETIN HISTORIQUE.

<b>Belgique</b> , par Eugène HUBERT; <i>suite et fin</i> . . . . .	133, 348
<b>France</b> . Antiquités nationales, par C. JULLIAN . . . . .	81
— Moyen âge, par Aug. MOLINIER . . . . .	308
— Époque moderne, par Rod. REUSS. . . . .	105
— Publications diverses, par G. MONOD, de l'Institut . . . .	128, 333
<b>Pays-Bas</b> , 1895-1902, par Th. BUSSEMAKER . . . . .	142

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

A. BARTAL. Glossarium mediae et infimae latinitatis regni Hungariae. (I. Kont.) . . . . .	161
L. BERTRAND. La vie de messire Henry de Béthune, archevêque de Bordeaux, 1604-1680. (Alf. Rébelliau.) . . . .	370
K. EUBEL. Die Avignonische Obedienz der Mendikanten-Orden. (J. Guiraud.) . . . . .	162
P. FREDERICQ. Corpus documentorum Inquisitionis haereticae pravitatis neerlandicae. (Ch. Molinier.) . . . .	165
— Geschiedenis der Inquisitie in de Nederlanden. (Id.) . . . .	167
G. KURTH. Clovis. (H. Pirenne.) . . . . .	361
A. MAU. Pompeii, its life and art. (M. Besnier.) . . . .	159
T. MONTANARI. Annibale. (Ch. Lécirvain.) . . . .	158
Ch. PFISTER. Histoire de Nancy. (Rod. Reuss.) . . . .	366

	Pages
A. SORRELLI. Francesco Sforza a Genova, 1458-68. (L.-G. Pé- lissier.). . . . .	163
F. STELLA MARANGA. Il tribunato della plebe. (Ch. Lécrivain.). . . . .	159
W. STREHL. Grundriss der alten Gesch. und Quellenkunde. (Id.). . . . .	158

## LISTE ALPHABÉTIQUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

## ET DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

## ALLEMAGNE.

1. K. Akademie der Wissenschaften (Berlin). . . . .	203
2. K. Akademie der Wissenschaften (Munich). . . . .	412
3. Annalen des histor. Vereins f. d. Niederrhein . . . . .	204, 412
4. Archiv für das Studium d. neueren Sprachen . . . . .	407
5. Archiv für Religionswissenschaft. . . . .	198
6. Archivalische Zeitschrift. . . . .	195
7. Beiträge zur alten Geschichte. . . . .	195
8. Beiträge zur Geschichte des Niederrheins. . . . .	204
9. Deutsche Rundschau . . . . .	203
10. Deutsche Zeitschrift für Kirchenrecht . . . . .	198
11. Ephemeris für Semitische Epigraphik . . . . .	195
12. Forschungen zur Brandenburgischen Geschichte . . . . .	204, 413
13. Forschungen zur Geschichte Bayerns . . . . .	205, 414
14. Göttingische gelehrte Anzeigen . . . . .	194
15. Hansische Geschichtsblätter . . . . .	206
16. Hermes . . . . .	197
17. Historische Vierteljahrschrift . . . . .	191
18. Historische Zeitschrift. . . . .	188, 404
19. Jahrbuch des k. d. archæol. Instituts . . . . .	195
20. Katholik (der) . . . . .	199, 411
21. Mittheilungen d. Vereins f. Gesch. von Osnabrück. . . . .	206
22. Neue Jahrbücher für das klassische Alterthum . . . . .	196
23. Neue kirchliche Zeitschrift . . . . .	199
24. Neue Mittheilungen aus d. Gebiete histor. Forschungen. . . . .	197
25. Philologus . . . . .	196
26. Pommersche Jahrbücher. . . . .	206
27. Rheinisches Museum für Philologie . . . . .	407
28. Theologische Quartalschrift. . . . .	200
29. Theologische Studien und Kritiken . . . . .	410
30. Westdeutsche Zeitschrift f. Geschichte und Kunst . . . . .	204, 412
31. Zeitschrift der histor. Gesellschaft f. d. Provinz Posen. . . . .	414
32. Zeitschrift der Savigny- Stiftung f. Rechtsgeschichte . . . . .	409
33. Zeitschrift des d. Palästina- Vereins . . . . .	411
34. Zeitschrift für ägyptische Alterthumskunde . . . . .	202
35. Zeitschrift für Assyriologie . . . . .	201
36. Zeitschrift für die alttestamentl. Wissenschaft . . . . .	200
37. Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins. . . . .	207
38. Zeitschrift für katholische Theologie. . . . .	200
39. Zeitschrift für Kulturgeschichte . . . . .	201
40. Zeitschrift für wissenschaftliche Theologie. . . . .	201

## TABLE DES MATIÈRES.

459

Pages

## ALSACE-LORRAINE.

1. Revue d'Alsace . . . . . 404

## AUTRICHE-HONGRIE.

1. K. Akademie der Wissenschaften (Vienne) . . . . . 417  
 2. Budapesti Szemle . . . . . 421  
 3. Bull. international de l'Acad. des sciences de Cracovie. . . . . 419  
 4. Jahreshefte d. œsterr. archœol. Instituts in Wien . . . . . 415  
 5. Mittheilungen der Gesellschaft für Salzburg . . . . . 418  
 6. Mittheilungen d. Instituts f. œsterr. Geschichtsf. . . . . 416  
 7. Mittheilungen d. Vereins f. Gesch. d. D. in Böhmen. . . . . 417  
 8. Századok . . . . . 419  
 9. Zeitschrift d. d. Vereins f. d. Gesch. Mährens . . . . . 418  
 10. Zeitschrift des Ferdinandeums für Tirol . . . . . 418

## BELGIQUE.

1. Analecta Bollandiana . . . . . 181  
 2. Annales de l'Académie royale d'archéologie . . . . . 186  
 3. Annales de la Société archéologique de Namur . . . . . 187  
 4. Annales de la Société historique de Tournai . . . . . 186  
 5. Annales du Cercle archéologique de Termonde . . . . . 187  
 6. Annales du Cercle archéologique du pays de Waes. . . . . 186  
 7. Annales du Cercle hutois des sciences et beaux-arts . . . . . 187  
 8. Archives belges . . . . . 182  
 9. Bulletin de l'Académie royale . . . . . 183  
 10. Bulletin de l'Académie royale d'archéologie . . . . . 183  
 11. Bulletin de la Commission royale d'histoire. . . . . 182  
 12. Bulletin de la Société d'histoire de Gand . . . . . 187  
 13. Bulletin de la Société royale de géographie . . . . . 186  
 14. Bulletin de l'Institut archéologique liégeois . . . . . 187  
 15. Dietsche Warande . . . . . 187  
 16. Documents et rapports de la Société archéologique de l'arrondissement de Charleroi . . . . . 187  
 17. Leodium . . . . . 188  
 18. Musée belge (le). . . . . 183  
 19. Revue belge de numismatique . . . . . 184  
 20. Revue bibliographique belge . . . . . 184  
 21. Revue de l'Instruction publique . . . . . 185  
 22. Revue de l'Université de Bruxelles . . . . . 186  
 23. Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain . . . . . 184  
 24. Revue générale . . . . . 184

## ESPAGNE.

1. Boletín de la r. Academia de la historia . . . . . 429

## FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres. . . . . 396  
 2. Académie des sciences morales et politiques . . . . . 396  
 3. Annales de Bretagne . . . . . 397  
 4. Annales de Géographie . . . . . 180  
 5. Annales de l'Est . . . . . 397  
 6. Annales du Midi . . . . . 398  
 7. Bibliographie moderne (le) . . . . . 179

	Page
8. Bulletin critique . . . . .	177, 388
9. Bulletin d'histoire ecclésiastique . . . . .	398
10. Bulletin hispanique . . . . .	391
11. Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne. . . . .	398
12. Bulletin italien . . . . .	391
13. Correspondance (la) historique et archéologique . . . . .	383
14. Correspondant (le) . . . . .	393
15. Études par des PP. de la Compagnie de Jésus . . . . .	180, 392
16. Moyen âge (le) . . . . .	387
17. Nouvelle Revue historique de droit . . . . .	179, 390
18. Polybiblion . . . . .	178, 389
19. La Révolution française . . . . .	176, 386
20. Revue archéologique . . . . .	391
21. Revue celtique . . . . .	392
22. Revue critique d'histoire et de littérature . . . . .	178, 389
23. Revue de Champagne et de Brie . . . . .	399
24. Revue de Géographie . . . . .	180
25. Revue de l'Agenais . . . . .	399
26. Revue de Paris (la) . . . . .	395
27. Revue de Saintonge et d'Aunis . . . . .	400
28. Revue des Bibliothèques . . . . .	391
29. Revue des Études anciennes . . . . .	177
30. Revue des Études historiques . . . . .	383
31. Revue des Questions historiques . . . . .	383
32. Revue d'histoire diplomatique . . . . .	386
33. Revue d'histoire moderne et contemporaine . . . . .	176, 385
34. Revue d'histoire, rédigée à l'État-major. . . . .	392
35. Revue du Berry . . . . .	399
36. Revue générale du droit . . . . .	180, 391
37. Revue historique et archéologique du Maine . . . . .	400
38. Société archéologique de Tarn-et-Garonne . . . . .	403
39. Société de l'histoire de Paris . . . . .	402
40. Société de l'histoire du Protestantisme français . . . . .	401
41. Société des Antiquaires de l'Ouest . . . . .	403
42. Société nationale des Antiquaires de France . . . . .	401
43. Travaux de l'Académie nationale de Reims . . . . .	403
GRANDE-BRETAGNE.	
1. The Athenaeum . . . . .	425
2. The English historical Review . . . . .	422
3. The Nineteenth Century . . . . .	428
4. Transactions of the r. historical Society . . . . .	428
Chronique et Bibliographie . . . . .	209, 432
Index bibliographique . . . . .	451
Erratum. . . . .	224

*L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.*

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.



